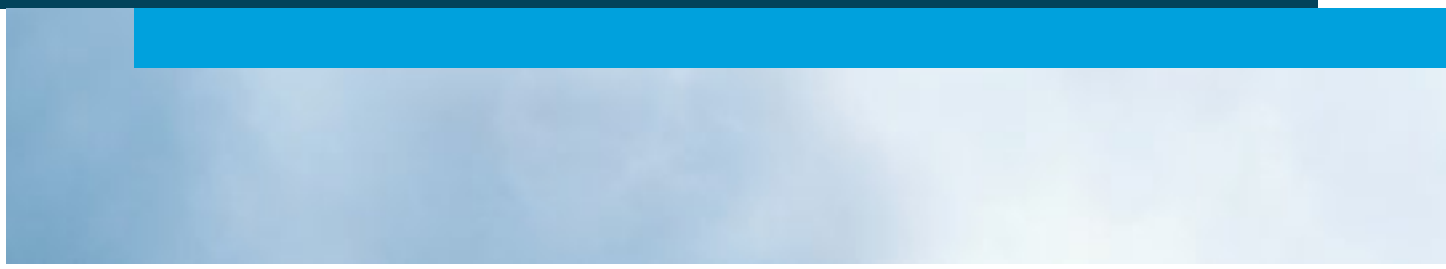
2017

Rapport annuel

Investir dans des valeurs fondamentales



Caisse de dépôt et placement du Québec

2 — Faits saillants 2017

4 — Actifs dans le monde

6 — Ancrés au Québec

8 — Derrière nos clients, les Québécois

10 — Résultats par catégorie d'actif

12 — Nos réalisations en 2017

16 — Message du président du conseil

18 — Message du président et chef de la direction

21 — Nos clients, les déposants

27 — Rapport de gestion
- 29 — Contexte macroéconomique mondial
- 32 — Analyse du rendement global
- 37 — Analyse du rendement par catégorie d'actif
- 51 — Gestion des risques
- 57 — Conformité

59 — Présence de la Caisse au Québec

75 — Investissement durable

79 — Rapports du conseil d'administration et de ses comités

107 — Conseil d'administration et comité de direction

113 — Rapport financier

121 — États financiers consolidés

Investir dans des valeurs fondamentales

Le monde évolue. Les marchés fluctuent. L'incertitude demeure. Plus que jamais, il faut se tenir prêt. Garder le cap sur notre stratégie pour produire des rendements durables pour nos déposants.

Pour nous, cela signifie viser le long terme. Bâtir un portefeuille résilient avec des actifs diversifiés et de qualité. Accompagner des entreprises prometteuses. Travailler avec les meilleurs partenaires. Faire preuve de rigueur, tout en pensant différemment. Investir dans l'innovation et la croissance réelle. Entreprendre des projets solides. Soucieux de notre portée et du monde que nous laisserons aux générations de demain.

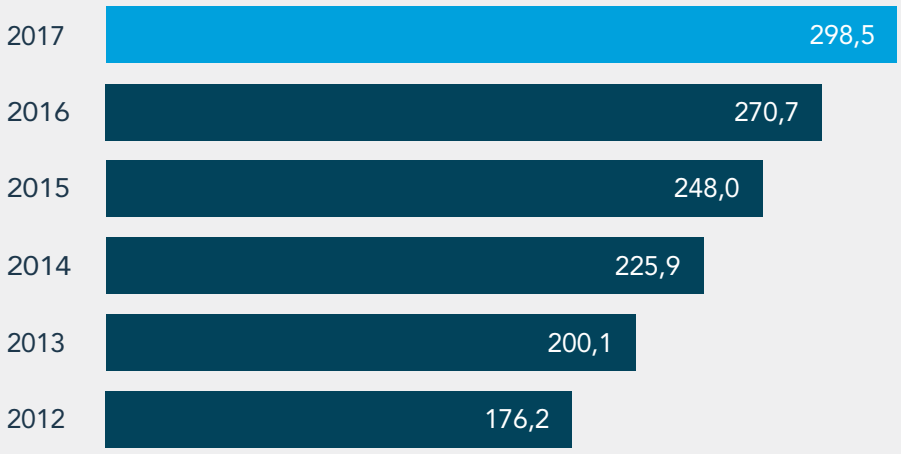
C'est cela investir dans des valeurs fondamentales.

Faits saillants 2017

Actif net
au 31 décembre 2017

298,5 G$

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DE 2012 À 2017
(en milliards de dollars)



Résultats sur cinq ans

10,2 %
RENDEMENT ANNUALISÉ

109,7 G$
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Résultats 2017

9,3 %
RENDEMENT

24,6 G$
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

AAA

Maintien des cotes de crédit les plus hautes

Les agences de notation DBRS, Standard & Poor's et Moody's ont maintenu les cotes de crédit de la Caisse et de CDP Financière avec une perspective stable.

Actifs dans le monde

Nous forgeons des partenariats à long terme

dans des secteurs porteurs à travers le monde

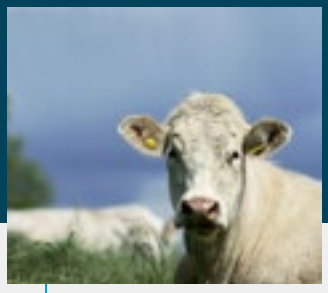
192 G$

EXPOSITION DE LA CAISSE AUX MARCHÉS MONDIAUX, EN HAUSSE DE 109 G$ DEPUIS LA FIN DE 2012

Parmi nos réalisations de 2017

GECAS

Partenariat avec GE Capital Aviation Services pour créer une plateforme mondiale de financement d'avions de 2 G$ US.



DATAMARS

Investissement dans ce leader de l'identification des animaux et des textiles, dont la technologie utilisée mondialement bénéficie de l'importance accrue de la traçabilité des aliments.

FIVES

Participation dans Fives, un groupe d'ingénierie industrielle international basé en France, pour appuyer sa croissance.

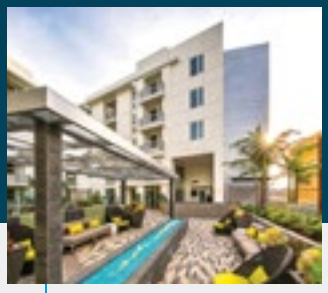
PIRAMAL

Partenariat stratégique entre Ivanhoé Cambridge et Piramal Enterprises pour investir dans la construction résidentielle en Inde.

Grâce à ses équipes stratégiquement implantées en Amérique du Nord, en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine, la Caisse peut réaliser des transactions clés **aux côtés de partenaires parmi les plus reconnus dans le monde**.

SEBIA

Acquisition d'une participation minoritaire importante dans cette entreprise internationale de diagnostics médicaux établie en France.



MONOGRAM RESIDENTIAL TRUST

Investissement de 1,6 G$ avec des partenaires, dont Greystar, pour privatiser cette fiducie de placement immobilier qui gère plus de 12 000 unités résidentielles aux États-Unis.

SUEZ WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS

800 M$ US pour une participation de 30 % dans ce chef de file mondial en solutions de traitement des eaux.

USI HOLDINGS

Acquisition conjointe avec KKR de ce courtier d'assurance de premier plan aux États-Unis.

Ancrés au Québec

Nous appuyons activement le secteur privé québécois,

car il s'agit d'un puissant moteur de croissance économique

Parmi nos réalisations de 2017

COUCHE-TARD

650 M$ pour appuyer le rachat de la majorité des actions de Metro dans Couche-Tard.

BORALEX

390 M$ afin d'appuyer la stratégie de croissance de ce chef de file de l'énergie renouvelable.

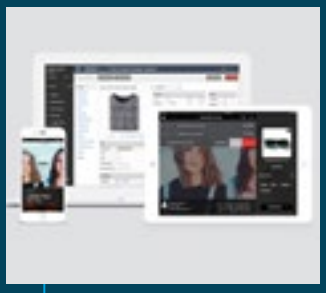
MINE CHAMPION

135 M$ pour permettre de redémarrer la mine de fer du Lac Bloom, dans la région de Fermont.

SNC-LAVALIN

1,9 G$ pour l'acquisition de WS Atkins, une société du Royaume-Uni comptant environ 18 000 employés aux États-Unis, au Moyen-Orient et en Asie.

La Caisse met son expertise et son réseau au profit des entreprises québécoises **pour appuyer la croissance, la mondialisation, l'innovation et la relève**. Et pour créer les chefs de file de demain.



LIGHTSPEED

170 M$ pour soutenir l'innovation de cette société offrant un logiciel de point de vente infonuagique pour les détaillants et restaurateurs indépendants.

MAISON MANUVIE

220 M$ en partenariat avec Manuvie pour construire cet immeuble de catégorie AAA au centre-ville de Montréal, inauguré en 2017.

eSTRUXTURE

80 M$ aux côtés de Canderel pour appuyer la création d'une nouvelle plateforme de centres de données infonuagiques.

LA CAPITALE

150 M$ pour soutenir la croissance et le développement stratégique de cette importante mutuelle d'assurance.

Derrière nos clients, les Québécois

Nos rendements soutenus et la valeur ajoutée

générée par notre gestion active répondent aux besoins de nos déposants et bénéficient à l'ensemble des Québécois

Nos principaux déposants

Finances Québec Fonds d'amortissement des régimes de retraite	Retraite Québec Fonds du Régime des rentes du Québec	RREGOP Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	Commission de la construction du Québec Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec
CNESST Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Finances Québec Fonds des générations	Société de l'assurance automobile Québec	RRPE Régime de retraite du personnel d'encadrement

Pour nos huit principaux clients,
nous avons généré des rendements variant entre

8,7 % et 11,5 %
SUR 5 ANS

8,0 % et 10,9 %
EN 2017

Les déposants qui confient leurs fonds à la Caisse

sont principalement
des caisses de retraite
et des régimes d'assurance

ENSEMBLE, ILS VERSENT
DES PRESTATIONS À PLUS DE

2 millions de Québécois

Pour la liste complète de nos déposants, voir la page 26.

Résultats par catégorie d'actif

Nous misons sur des actifs de qualité

dans toutes les catégories de placement

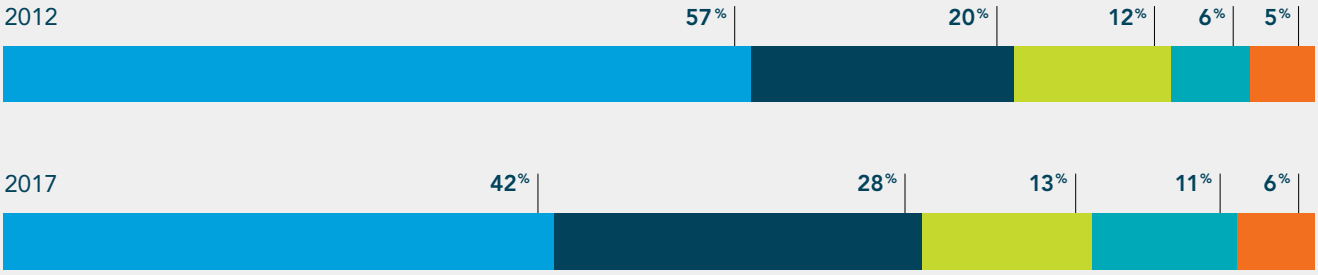
RENDEMENTS PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Sur 5 ans et 1 an

Actions		Revenu fixe		Actifs réels	
14,3 %	13,6 %	3,7 %	3,5 %	11,0 %	8,7 %
SUR 5 ANS	EN 2017	SUR 5 ANS	EN 2017	SUR 5 ANS	EN 2017

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE GLOBAL

Aux 31 décembre



- Canada
- États-Unis
- Europe
- Marchés en croissance
- Autres régions

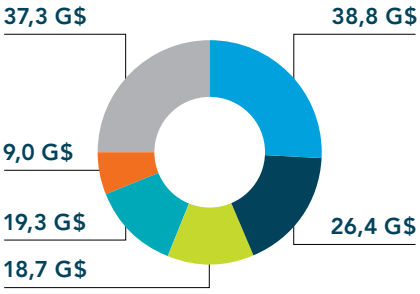
Actions

149,5 G$

ACTIF NET

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE ET MANDAT

Au 31 décembre 2017



- Qualité mondiale
- Canada
- Marchés en croissance
- Pondérations alternatives
- Autres
- Placements privés

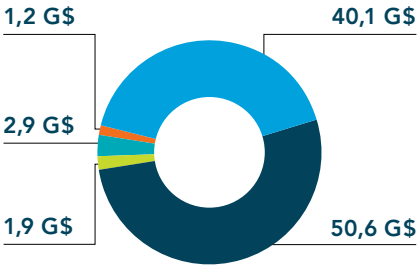
Revenu fixe

96,7 G$

ACTIF NET

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE

Au 31 décembre 2017



- Taux
- Crédit
- Valeurs à court terme
- Obligations à long terme
- Obligations à rendement réel

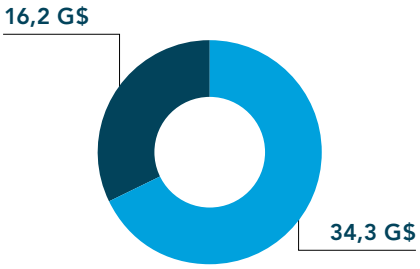
Actifs réels

50,4 G$

ACTIF NET

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE

Au 31 décembre 2017



- Immeubles
- Infrastructures

Note : Les écarts possibles dans les totaux s'expliquent par les arrondissements.

Nos réalisations en 2017

Les principales réalisations de l'année 2017 s'inscrivent dans les grandes priorités établies par la Caisse à l'occasion de sa planification stratégique annuelle.

Actifs moins liquides et crédit

Augmenter le poids des actifs moins liquides, soit des placements privés, de l'immobilier et des infrastructures, de même que celui du crédit

RÉALISATIONS 2017

- En placements privés, plus de 9,4 G$ de transactions, dont 7,6 G$ à l'international comprenant des participations importantes aux États-Unis, dans le secteur de la finance et des technologies financières et, en Europe, dans les domaines de l'ingénierie et des diagnostics médicaux
- En immobilier, investissements de 8,0 G$, incluant le lancement de plateformes d'investissement en logistique en Inde et en Chine, la privatisation d'une fiducie de placement immobilier du secteur résidentiel aux États-Unis, l'achat d'un immeuble de bureaux prestigieux à New York et l'acquisition d'un spécialiste de l'immobilier industriel aux États-Unis
- En infrastructures, investissements importants dans Énergir ainsi que dans des sociétés actives dans le secteur des énergies renouvelables au Québec
- En revenu fixe, diversification des actifs à travers une hausse des activités de crédit au profil plus performant
- Prêts de plus de 3,5 G$ consentis à des leaders dans leur domaine, dont un pour créer une plateforme de location et de financement d'avions et un autre pour acquérir une firme d'ingénierie britannique

Mondialisation

Poursuivre la stratégie de mondialisation de la Caisse, notamment dans les marchés en croissance de façon ciblée

RÉALISATIONS 2017

- Diversification des actifs à l'échelle mondiale, avec une exposition aux marchés mondiaux représentant 58 % à la fin 2017, soit 192 G$
- Hausse de l'exposition de 6,5 G$ dans les marchés en croissance
- Premier investissement direct en Colombie dans le secteur de l'électricité
- Réalisation de transactions clés aux côtés de sociétés et de partenaires de premier plan grâce à l'expertise de nos équipes sur le terrain aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Amérique latine, dont :
  - KKR, pour l'acquisition de USI Holdings, un courtier d'assurance américain très actif dans le marché des PME
  - Hines et Natixis, pour la construction de complexes immobiliers exceptionnels à Paris et à Toronto
  - Suez Water Technologies & Solutions, pour une participation de 30 % dans ce chef de file mondial en solutions de traitement des eaux

Changements climatiques

Déployer la stratégie d'investissement de la Caisse face au défi climatique afin de contribuer à la transition vers une économie sobre en carbone

RÉALISATIONS 2017

- Adoption d'une stratégie d'investissement ambitieuse face au défi climatique qui vise notamment à :
  - prendre en compte le facteur climatique dans chaque décision d'investissement
  - accroître nos investissements dans les actifs sobres en carbone de plus de 8 G$ d'ici trois ans
  - réduire notre empreinte carbone par dollar investi de 25 % d'ici 2025
- Plusieurs nouvelles transactions dans le secteur des énergies renouvelables, incluant des investissements et des financements dans des projets éoliens et solaires au Canada et aux États-Unis

Impact au Québec

Maximiser l'impact de la Caisse sur l'économie et les entreprises en accord avec les trois piliers de la stratégie pour le Québec

RÉALISATIONS 2017

Croissance et mondialisation

- Investissement et accompagnement d'une dizaine d'entreprises québécoises dans leurs acquisitions et leur expansion mondiale, notamment SNC-Lavalin, Cogeco, Groupe Solmax et Eddyfi Technologies

Projets structurants

- Plusieurs étapes clés franchies dans la réalisation du Réseau express métropolitain (REM), dont la confirmation des participations financières des gouvernements du Québec et du Canada
- Développement par Ivanhoé Cambridge de projets immobiliers d'envergure à Québec et à Montréal, dont plusieurs dans le cadre du plan pour revitaliser le centre-ville de Montréal
- Financement du parc éolien Mont Sainte-Marguerite dans la région de Chaudière-Appalaches et investissements importants dans Innergex et Boralex

Innovation et relève

- Investissements dans des sociétés innovantes dans les secteurs porteurs de la nouvelle économie comme Lightspeed, eStruxture, Paiements Pivotal et TrackTik
- Engagement dans deux fonds visant à appuyer les entreprises québécoises des secteurs des technologies et de l'intelligence artificielle
- Création d'un fonds de 75 M$ avec le Mouvement Desjardins pour appuyer la croissance et le développement de nouvelles sociétés en technologies financières

Messages du président du conseil et du président et chef de la direction

Message du président du conseil

L'année 2017 s'est caractérisée par une croissance mondiale synchronisée et des marchés porteurs. Par ailleurs, la situation géopolitique mondiale est devenue plus complexe et plus risquée. Dans ce contexte, la Caisse a encore une fois tiré son épingle du jeu en livrant des résultats supérieurs aux besoins à long terme de ses déposants.

Les orientations stratégiques, stables dans leurs fondements, s'ajustent chaque année pour tenir compte des changements de la conjoncture, de l'émergence de nouveaux risques, mais aussi des opportunités nouvelles qui se dessinent.

Au cours des dernières années, la Caisse a réalisé de nombreuses initiatives pour continuer de livrer un rendement optimal et contribuer au développement économique du Québec.

Les équipes responsables des investissements au Québec ont été renforcées au cours des deux dernières années de façon à disposer d'une expertise mieux adaptée, entre autres, à la nouvelle économie et au soutien des ambitions internationales d'entreprises innovatrices et performantes.

Quant aux placements privés à l'extérieur du Québec, un effort important a été consenti pour recruter des personnes de haut calibre capables de développer des partenariats de qualité à long terme, de contribuer aux investissements en direct et de suivre les placements pour s'assurer qu'ils livrent les résultats attendus.

Dans le secteur du revenu fixe, les ressources ont été accrues non seulement pour investir dans le crédit aux entreprises, mais aussi pour investir à l'échelle mondiale, pour diversifier les sources de rendement et pour s'exposer davantage à des segments plus performants.

Pour les marchés boursiers, de nouvelles avenues ont été explorées afin d'élargir le champ des investissements en ciblant des sociétés dont les valeurs boursières ne reflètent pas leur valeur fondamentale et leur potentiel.

Dans le portefeuille des infrastructures, un accent particulier a été mis sur la recherche d'occasions dans les marchés en croissance.

Ivanhoé Cambridge a pour sa part continué sa percée dans les économies en croissance, en plus de mettre en chantier des édifices de calibre mondial à Paris et à Toronto, et d'en inaugurer un à Montréal.

Les efforts de chacun des grands secteurs d'investissement ont été soutenus par l'ouverture de bureaux dans des économies ciblées : le Mexique, l'Inde, la Chine, Singapour, sans compter le renforcement des bureaux à Londres, Paris et New York.

Ces développements ont entraîné, en particulier depuis deux ans, une augmentation des ressources afin d'accroître les capacités de la Caisse. Au terme de cette phase qui s'achèvera sous peu, le conseil a confiance que l'organisation disposera d'un niveau de ressources adéquat pour développer de nouveaux partenariats, saisir de nouvelles opportunités et viser de nouvelles géographies.

Face à des marchés en transition et des risques géopolitiques accrus, le conseil estime que la Caisse est plus prête que jamais à remplir sa double mission dans le respect des attentes de ses déposants.

Il faut aussi souligner les progrès accomplis dans la mise en route du Réseau express métropolitain, un projet phare qui va permettre à la grande région de Montréal de disposer d'infrastructures de transport public efficaces et écologiques.

Le conseil tient également à souligner la stratégie d'investissement ambitieuse adoptée pour faire notre part dans la transition vers une économie sobre en carbone, une initiative qui place la Caisse dans le peloton de tête mondial à cet égard.

Je voudrais aussi remercier deux personnes qui ont quitté notre conseil, Mmes Ouma Sananikone et Maryse Bertrand, et souhaiter la bienvenue à Mme Ivana Bonnet-Zivcevic.

Finalement, je ne saurais conclure sans encore une fois saluer le dévouement et le travail de toute l'équipe de la Caisse sous la gouverne de Michael Sabia, qui s'est encore une fois démarqué par un sens du leadership exceptionnel.

Le président du conseil d'administration,

ROBERT TESSIER

Message du président et chef de la direction

Paradoxal. Voilà un mot qui caractérise bien notre environnement de marché. Dans un monde qui évolue à toute vitesse, la Caisse, comme tous les autres investisseurs dans le monde, doit naviguer dans un contexte rempli de défis.

La croissance économique, après des années plutôt modestes, est désormais plus synchronisée à l'échelle mondiale. L'inflation demeure faible, et nous voyons poindre des signes d'augmentation de l'investissement des entreprises dans quelques marchés. À certains égards, il s'agit peut-être de la conjoncture la plus favorable que l'économie mondiale ait connue depuis la crise financière de 2008.

Or, malgré ce contexte positif, voilà que la volatilité refait surface. Pourquoi? Parce que depuis la crise, les politiques monétaires ont été extrêmement accommodantes, avec l'objectif de stimuler l'activité économique et financière. Les marchés se sont accoutumés à ce soutien actif. Toutefois, maintenant que les politiques monétaires ont accompli leur travail, les banques centrales ont commencé – et avec raison – à les normaliser, étape par étape.

Ainsi, avec l'effacement progressif d'un des piliers de leur performance, la trame narrative à travers laquelle les marchés interprètent les événements est en train de changer, de se transformer.

Ce paradoxe les rend plus fragiles et plus susceptibles d'être minés par les facteurs de risque exogène, qui sont plutôt nombreux dans l'environnement actuel. Ajoutons dans l'équation une bonne dose d'incertitude sur le plan géopolitique et des craintes de guerres commerciales à grande échelle, et nous avons là une recette pour nourrir – probablement pendant une période prolongée – la volatilité observée dernièrement sur les marchés.

C'est pourquoi, au cours des dernières années, la Caisse a travaillé à bâtir un portefeuille plus résilient – dans la durée. Pas immunisé, bien sûr, contre les mouvements de marché. Mais plus robuste et plus diversifié, pour être en mesure de composer efficacement avec des marchés en transition.

À plus long terme, notre environnement d'investissement continuera d'être difficile. Telle une « commodité », le capital abonde, et la concurrence s'intensifie pour les actifs de qualité. Conséquemment, les attentes de rendement seront à la baisse pour tous. Plus que jamais, il faut se démarquer. Pour la Caisse, cela veut dire :

- continuer de tirer profit de la taille de notre actif. Même si, à près de 300 G$ d'actif net, la taille de la Caisse reste modérée, en particulier par rapport aux géants norvégien (plus de 1 000 G$ US) et japonais (quelque 1 500 G$ US), elle est suffisamment importante pour nous permettre de travailler avec les meilleurs partenaires, d'avoir accès aux meilleures occasions d'investissement et de livrer une concurrence solide pour réaliser des transactions clés;
- demeurer à l'affût, ce qui implique d'être continuellement branchés sur notre environnement, sur les changements en cours et sur l'évolution des marchés;
- innover et créer nos propres occasions, avec les bonnes expertises, les bons partenaires, en décelant de nouvelles opportunités dans le marché, en générant nous-mêmes des occasions d'investissement;
- jouer pleinement notre rôle, en participant activement à la transition, en contribuant à la transformation numérique et à la mondialisation de l'économie du Québec, en développant une nouvelle génération d'entrepreneurs et en mettant en œuvre des projets structurants.

Aujourd'hui, nous devons penser différemment et faire les choses autrement. C'est l'ambition que nous mettons de l'avant avec notre approche de propriétaire d'entreprise. Cette détermination à produire un impact durable sur l'économie réelle différencie assurément la Caisse des autres investisseurs. Elle nous a permis de conclure, encore en 2017, des transactions et des partenariats de premier plan, notamment en placements privés, en immobilier et en infrastructures, et ce, aussi bien à l'international qu'ici, au Québec.

Notre contribution à l'économie québécoise est d'ailleurs un autre élément qui distingue avantageusement la Caisse. Tout au long de l'année, nous avons appuyé des entreprises qui innovent et excellent, et accompagné plusieurs d'entre elles dans leur expansion vers de nouveaux marchés. Nous avons aussi poursuivi la mise en œuvre du Réseau express métropolitain, un système de transport collectif qui améliorera notre productivité ainsi que la vie de ses usagers.

C'est également en pensant différemment que nous avons élaboré en 2017 notre stratégie d'investissement face au défi climatique, convaincus de l'importance d'adopter une approche constructive pour aborder cet enjeu planétaire. Cette transition engendrera des occasions rentables. Nous le constatons déjà à travers nos nombreux investissements dans les énergies renouvelables, le transport durable et l'immobilier haute performance. Les cibles et moyens dont nous nous sommes dotés pour contribuer à une économie plus sobre en carbone nous permettront de générer une performance soutenue à long terme.

Pour assurer notre succès à l'avenir, il faudra également rester connectés sur notre environnement. Cet environnement demandera beaucoup d'agilité. Aussi, il importe de simplifier nos façons de faire et d'optimiser nos ressources internes afin de pouvoir agir encore plus rapidement, et de façon plus efficace.

Au cours des dernières années, la Caisse a beaucoup évolué. Elle peut compter sur des équipes d'experts qui, de Montréal à Singapour, de Mexico à Londres, travaillent avec énergie pour saisir les meilleures occasions dans des catégories d'actif et des régions variées. Nos équipes sont essentielles pour nous démarquer en faisant de l'innovation une façon de penser et d'agir, aussi bien pour nous que pour les entreprises en portefeuille et l'économie dans son ensemble. Leur talent et expertise, jumelés à la force de nos partenaires et de nos réseaux, nous permettront d'investir autrement et d'inscrire nos résultats dans une perspective durable.

Le président et chef de la direction,

MICHAEL SABIA

Nos clients, les déposants

Nos clients, les déposants

L'année 2017 a été caractérisée par l'entrée en vigueur de changements importants à l'offre de portefeuilles et par la poursuite de l'exécution du plan stratégique de la Caisse. Ces éléments ont été au centre des discussions et des travaux avec les déposants tout au long de l'année.

UNE COLLABORATION FRUCTUEUSE

Les déposants sont au cœur des actions de la Caisse, qui met son expertise et sa connaissance des marchés à leur service pour les appuyer dans leurs décisions de placement. Le modèle d'affaires privilégié est fondé sur la collaboration, l'écoute, la transparence de même que sur un partage clair des rôles et des responsabilités de chacun. En 2017, les équipes de la Caisse et les déposants ont continué de tenir des échanges réguliers, notamment dans le cadre de travaux de politiques de placement, pour voir comment les orientations stratégiques proposées par la Caisse peuvent bonifier leur profil rendement-risque. Plusieurs déposants ont ainsi apporté des modifications à leur politique de placement. D'autres procèdent à des analyses ou prévoient le faire en 2018.

ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE PORTEFEUILLES

La Caisse et ses équipes suivent en continu les tendances de fond qui caractérisent l'environnement d'investissement et, en conséquence, ajustent si nécessaire l'offre de portefeuilles de façon à ce qu'elle réponde bien aux besoins de chacun des déposants et permette d'améliorer leur profil rendement-risque. Ces tendances incluent notamment :

- des attentes de rendement à long terme à la baisse, en particulier pour les titres de revenu fixe;
- une concurrence toujours très vive dans plusieurs segments d'investissement, surtout dans les actifs moins liquides (immobilier, infrastructures et placements privés);
- une prise de conscience mondiale de plus en plus importante face aux enjeux climatiques;
- un effet sur les marchés de certaines nouvelles technologies dites de rupture.

À la suite de travaux soutenus effectués en 2016, qui ont impliqué de nombreux échanges avec les déposants, des modifications importantes ont été apportées à l'offre de portefeuilles le 1er janvier 2017.

Ainsi, dans la catégorie Revenu fixe, les portefeuilles Obligations et Dettes immobilières ont été fermés en date du 1er janvier 2017 et les activités ont été reprises au sein de deux nouveaux portefeuilles spécialisés, soit :

- le portefeuille Taux, qui comprend des titres obligataires provinciaux et fédéraux plus traditionnels et qui représente la principale source de liquidité pour la Caisse;
- le portefeuille Crédit, qui comprend les activités de crédit aux entreprises, de crédit immobilier, de crédit gouvernemental, de dette souveraine des marchés en croissance et de financement spécialisé.

Avec cette nouvelle structure, la Caisse continue d'adapter sa stratégie de revenu fixe afin de diversifier ses sources de rendement et de faire évoluer ses activités de crédit. Elle vise ainsi à s'exposer davantage à des segments de marché offrant un profil rendement-risque plus performant.

Le portefeuille Marchés boursiers de la catégorie Actions a aussi fait l'objet de modifications en date du 1er janvier 2017. Ainsi :

- une composante de gestion en pondérations alternatives a été ajoutée au mandat Marchés en croissance. Pour cette composante, qui permet de réduire l'allocation à la gestion indicielle traditionnelle dans ces marchés, le poids attribué à chaque titre en portefeuille est fonction de différentes mesures fondamentales plutôt que de sa capitalisation boursière;
- le mandat Valeur mondiale a été créé. Il offre un apport complémentaire au mandat Qualité mondiale tout en respectant notre philosophie de rendement absolu et à long terme. Il vise une section du marché dont le prix des titres est attrayant sur la base de diverses mesures de valeur fondamentale (valeur comptable, bénéfices, flux de trésorerie, etc.). Il s'agit de titres d'entreprises ayant connu des enjeux à court terme, mais qui possèdent des qualités intrinsèques et qui offrent un potentiel de normalisation sur un cycle complet. Appuyée sur une forte discipline d'évaluation et un horizon à long terme, la stratégie Valeur mondiale vise à profiter du retour de ces titres à leur pleine valeur.

Les activités consolidées de répartition de l'actif ont également fait l'objet de modifications entrées en vigueur le 1er janvier 2017. Les changements apportés visaient à clarifier explicitement leur rôle qui est davantage axé sur la gestion du rapport rendement-risque du portefeuille global.

En matière de devises, l'approche adoptée par la Caisse inclut la découverture graduelle des portefeuilles Immeubles, Infrastructures et Placements privés ainsi que l'instauration d'un cadre de gestion dynamique de l'exposition aux devises du portefeuille global.

Finalement, le portefeuille BTAA a été fermé le 1er juin 2017. Ce portefeuille regroupait depuis janvier 2010 l'ensemble des billets à terme adossés à des actifs détenus par la Caisse. Des encaissements graduels ont été réalisés au fur et à mesure que les engagements venaient à échéance, ce qui a permis de libérer des fonds qui ont servi au remboursement des BTAA.

L'OFFRE DE PORTEFEUILLES AUX DÉPOSANTS

La Caisse propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres d'une même catégorie d'actif (voir le tableau 2, p. 24). La majorité de ces portefeuilles sont gérés de façon active. La gestion de chacun est encadrée par un ensemble de règles énoncées dans une politique d'investissement. Ce document précise entre autres :

- l'approche de gestion;
- l'univers d'investissement et l'indice de référence;
- les objectifs de rendement;
- l'encadrement des risques.

En complément à ses portefeuilles spécialisés, la Caisse offre des activités de superposition qui permettent à chaque déposant d'établir une exposition personnalisée aux taux d'intérêt.

RENDEMENTS INDIVIDUELS DES DÉPOSANTS

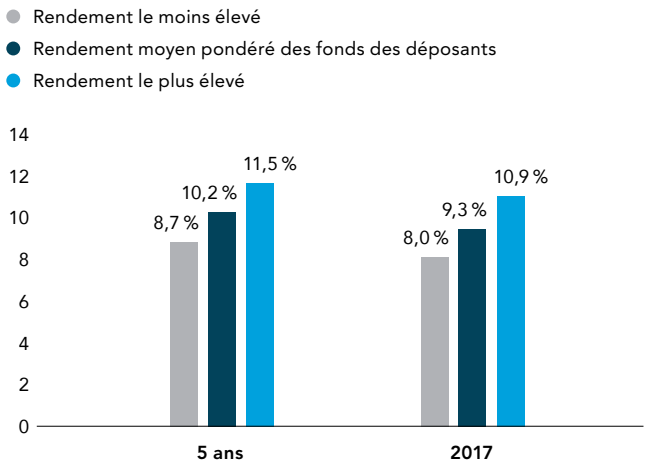
Les décisions de répartition d'actif entre les trois grandes catégories du portefeuille global – Actions, Revenu fixe et Actifs réels – ont une incidence importante sur le rendement de chacun des déposants. Ces décisions sont prises par les déposants, avec l'appui de la Caisse, en fonction notamment de leurs objectifs de rendement, de leur tolérance au risque et de leur horizon d'investissement.

Sur cinq ans, les rendements annualisés des huit principaux fonds des déposants s'établissent entre 8,7 % et 11,5 %.

Pour l'année 2017, leurs rendements varient entre 8,0 % et 10,9 %.

GRAPHIQUE 1

RENDEMENTS DES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS



NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS

DES SERVICES-CONSEILS PERSONNALISÉS

La Caisse offre aux déposants des services-conseils afin de les appuyer dans leurs décisions de politique de placement, en particulier celles touchant l'allocation stratégique cible de l'actif à long terme. Ces services comprennent :

- des analyses des marchés financiers et des perspectives économiques;
- des hypothèses de rendement et de risque pour les principales catégories d'actif, ainsi que pour les portefeuilles spécialisés offerts;
- des simulations de répartition de l'actif dans les divers portefeuilles spécialisés pour déterminer l'allocation optimale de leur portefeuille de référence, en fonction de leurs besoins et de leur tolérance au risque.

Au cours des dernières années, la Caisse a bonifié son offre de services-conseils en rehaussant ses capacités d'analyse des engagements financiers à long terme de ses clients. En 2017, plusieurs projets d'analyse intégrant à la fois l'actif et le passif ont été menés en collaboration avec des déposants. Ces analyses permettent notamment d'évaluer la pertinence de la répartition de l'actif, actuelle ou envisagée, ainsi que les répercussions potentielles de celle-ci sur le niveau de capitalisation ou de cotisations requis à long terme pour le régime concerné.

TABLEAU 2

OFFRE DE PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS
(au 31 décembre 2017)

	GESTION ACTIVE	GESTION INDICIELLE	OBJECTIFS
REVENU FIXE	Taux Crédit	Valeurs à court terme Obligations à long terme Obligations à rendement réel	Réduction du niveau de risque global du portefeuille Appariement entre l'actif et le passif des déposants Source importante de liquidité
ACTIFS RÉELS	Immeubles Infrastructures		Exposition à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation Couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants
ACTIONS	Marchés boursiers Placements privés		Augmentation du rendement espéré des déposants à long terme
AUTRES PLACEMENTS	Stratégies actives de superposition Répartition de l'actif		Diversification et complémentarité du portefeuille global de la Caisse

HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS

REPRÉSENTENT 96,3 % DE L'ACTIF NET au 31 décembre 2017

1 FONDS D'AMORTISSEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE

78,5 G$

ACTIF NET

> Fonds permettant au gouvernement du Québec de capitaliser la part de l'employeur des prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic

2 RETRAITE QUÉBEC

69,3 G$

ACTIF NET

> 4,1 millions de cotisants
> 2,0 millions de bénéficiaires
> 13,4 G$ versés en prestations annuellement

3 RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

68,5 G$

ACTIF NET

> 531 000 cotisants
> 260 000 retraités et 18 000 conjoints survivants et orphelins
> 5,4 G$ versés en prestations annuellement

4 RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES POUR LES EMPLOYÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

22,4 G$

ACTIF NET

> 156 000 cotisants
> 92 000 retraités ou conjoints survivants
> 817 M$ versés en prestations annuellement

5 COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

16,2 G$

ACTIF NET

> 225 000 employeurs cotisants
> 3,8 millions de travailleurs couverts
> 2 G$ versés en prestations annuellement

6 FONDS DES GÉNÉRATIONS

13,8 G$

ACTIF NET

> Fonds consacré au remboursement de la dette du Québec

7 SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC

11,9 G$

ACTIF NET

> 5,4 millions de détenteurs de permis de conduire
> 6,4 millions de véhicules immatriculés
> 1 G$ versés en indemnités annuellement

8 RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

6,9 G$

ACTIF NET

> 27 000 cotisants
> 30 000 retraités et 2 400 conjoints survivants et orphelins
> 1,3 G$ versés en prestations annuellement

TABLEAU 3

LES 40 DÉPOSANTS DE LA CAISSE– Comparaison de l'actif net au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2017

(juste valeur au 31 décembre – en millions de dollars)

	Premier dépôt	Actif net des déposants 2017 $	2017 %	2016 $	2016 %
CAISSES DE RETRAITE					
Retraite Québec	1966	**69 282**	**23,2**	62 243	23,0
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	1970	**22 389**	**7,5**	20 694	7,6
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1973	**68 467**	**23,0**	63 604	23,4
Régime de retraite du personnel d'encadrement	1973	**6 871**	**2,3**	11 012	4,1
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec[1]	1977	**262**	**0,1**	250	0,1
Régime de retraite des élus municipaux	1989	**264**	**0,1**	245	0,1
Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités	2015	**1**	**–**	1	–
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence	1990	**588**	**0,2**	539	0,2
Ministère des Finances, gouvernement du Québec[2]					
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1994	**78 468**	**26,3**	65 422	24,2
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse employeurs	2009	**654**	**0,2**	613	0,2
Régime de retraite de l'Université du Québec	2004	**549**	**0,2**	431	0,2
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec	2005	**387**	**0,1**	316	0,1
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale	2006	**33**	**–**	34	–
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	2007	**197**	**0,1**	202	0,1
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse participants	2007	**474**	**0,2**	404	0,2
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval	2007	**347**	**0,1**	338	0,1
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges	2010	**88**	**–**	84	–
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval	2012	**267**	**0,1**	247	0,1
Fiducie globale Ville de Magog	2012	**69**	**–**	64	–
Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke	2012	**42**	**–**	38	–
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	2013	**643**	**0,2**	603	0,2
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke	2013	**81**	**–**	75	–
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique	2014	**58**	**–**	53	–
Régime de retraite de la Ville de Terrebonne	2015	**64**	**–**	59	–
Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec	2016	**264**	**0,1**	244	0,1
Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec	2016	**318**	**0,1**	296	0,1
Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec	2016	**560**	**0,2**	518	0,2
Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec	2016	**213**	**0,1**	191	0,1
Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec	2016	**453**	**0,2**	419	0,2
Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec	2016	**165**	**0,1**	150	0,1
Régime de retraite des employés du Réseau de transport de la Capitale	2016	**70**	**–**	63	–
Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval[3]	2017	**122**	**–**	–	–
RÉGIMES D'ASSURANCE					
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1967	**11**	**–**	10	–
La Financière agricole du Québec	1968	**933**	**0,3**	700	0,3
Autorité des marchés financiers	1969	**843**	**0,3**	791	0,3
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	1973	**16 214**	**5,4**	15 367	5,7
Société de l'assurance automobile du Québec	1978	**11 924**	**4,0**	11 306	4,2
Les Producteurs de bovins du Québec	1989	**6**	**–**	6	–
Régime de rentes de survivants	1997	**460**	**0,2**	432	0,2
Conseil de gestion de l'assurance parentale	2005	**–**	**–**	1	–
AUTRES DÉPOSANTS					
Office de la protection du consommateur	1992	**155**	**0,1**	141	0,1
Ministère des Finances, gouvernement du Québec[2]					
Fonds des générations	2007	**13 780**	**4,6**	11 211	4,1
Fonds des congés de maladie accumulés	2008	**1 191**	**0,4**	1095	0,4
Fonds d'information sur le territoire	2011	**155**	**–**	114	–
Agence du revenu du Québec	2012	**130**	**–**	120	–
TOTAL		**298 512**	**100,0**	270 746	100,0

1. Auparavant Régimes particuliers.
2. Le ministère des Finances confie un total de cinq fonds à la Caisse.
3. Nouveau déposant en 2017.

Rapport de gestion

Contexte macroéconomique mondial

ACCÉLÉRATION GÉNÉRALISÉE DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2017

Les années qui ont suivi la crise financière de 2008-2009 ont donné lieu à une faible croissance mondiale, ainsi qu'à d'importantes divergences interrégionales parmi les pays développés et les marchés en croissance. Dans les pays développés, les politiques monétaires extrêmement accommodantes ont fait chuter les taux d'intérêt des obligations d'État à des niveaux historiquement bas et stimulé les marchés boursiers. Elles ont toutefois peiné à dynamiser la croissance et l'inflation au point où certains pays demeurent toujours en offre excédentaire et l'inflation, encore loin de la cible de leur banque centrale.

En 2017, l'économie mondiale a enregistré une accélération synchronisée de sa croissance pour la première fois depuis la crise financière, si on exclut le rebond généralisé de l'activité économique survenu immédiatement après la crise (voir le graphique 4, p. 30).

Parmi les pays développés, les économies ne se situent toutefois pas toutes au même point dans le cycle économique. Alors que toutes les économies avaient plongé en territoire d'offre excédentaire au sortir de la crise financière, plusieurs économies, dont l'Espagne, l'Italie et la France, n'en sont pas encore sorties, et l'inflation se situe encore loin de la cible de leur banque centrale. D'autres économies, comme le Canada, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, sont en demande excédentaire, c'est-à-dire en territoire de surchauffe, ou s'en rapprochent (voir le graphique 5, p. 30).

Les économies des marchés en croissance ont aussi bien fait, notamment la Chine, dont la croissance à la hausse a surpris en 2017, et le Brésil, qui a enfin réussi à se sortir de sa pire récession. Il faut dire que la remontée des prix des matières premières, le rebond du commerce international et la dépréciation du dollar américain ont favorisé l'activité économique dans les marchés en croissance.

LES RISQUES GÉOPOLITIQUES PÈSENT SUR LA CROISSANCE À LONG TERME

Cela dit, le contexte géopolitique demeure tendu malgré le portrait assez positif de l'économie mondiale. La pression des mouvements populistes un peu partout en Occident et dans certains marchés en croissance s'est accrue, sur fond de montée des inégalités économiques et de durcissement de la rhétorique militaire (en Corée du Nord, en Syrie et au Moyen-Orient). Après la victoire du Brexit, l'élection de Trump aux États-Unis et celle de Duterte aux Philippines, la matérialisation du risque populiste s'est accentuée en 2017, à mesure que ces mouvements prenaient le pouvoir et tentaient d'imposer leur programme respectif. Dans le cas de l'Union européenne, si la France est sortie renforcée de la défaite de l'extrême droite aux élections présidentielles, le leadership allemand s'est fragilisé après l'élection d'un parlement fragmenté en septembre dernier. Au Royaume-Uni, les marchés ont continué de s'inquiéter des premières négociations sur le Brexit qui ont débouché sur plusieurs enjeux. Aux États-Unis, le président Trump a continué de mettre l'accent sur ses intentions protectionnistes et le Canada et le Mexique sont contraints de renégocier l'ALENA, pour lequel aucune entente n'est encore ressortie. Finalement, en Asie, le renforcement de l'emprise du président chinois Xi Jinping sur le parti et l'État cache difficilement une inquiétude grandissante sur la capacité de Pékin à mener à bien les réformes nécessaires à l'assainissement de l'économie et des entreprises chinoises.

CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE MONDIAL

LES ÉTATS-UNIS EN TERRITOIRE DE SURCHAUFFE ET LA ZONE EURO MONTRE DES SIGNES ENCOURAGEANTS

L'économie américaine a été l'une des plus performantes des principales économies développées au cours des cinq dernières années. Elle a crû nettement au-dessus du rythme de sa croissance potentielle, de sorte que l'écart de production s'est graduellement refermé au point où dès la fin de 2015, la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé d'amorcer un resserrement graduel de sa politique monétaire par le biais de la hausse de son taux directeur. L'élection de Donald Trump en novembre 2016 a changé la donne sur plusieurs paramètres. Son engagement à stimuler l'économie, entre autres au moyen d'assouplissements de la réglementation environnementale et bancaire, et par l'adoption d'une politique budgétaire expansionniste financée à coup de déficits, a entraîné des révisions à la hausse des anticipations de croissance et d'inflation. En 2017, la Fed a augmenté le rythme de la hausse de son taux directeur, en plus d'annoncer qu'elle cesserait de réinvestir les titres obligataires qu'elle avait achetés depuis la crise financière pour stimuler l'activité économique. Enfin, la réforme de la taxation annoncée en décembre dernier pourrait pousser davantage l'économie américaine en territoire de surchauffe. Cela pourrait amener la Fed à hausser davantage son taux directeur. Cette réforme exercera aussi des pressions sur les finances publiques, puisqu'elle n'est pas contrebalancée par des baisses de dépenses budgétaires équivalentes.

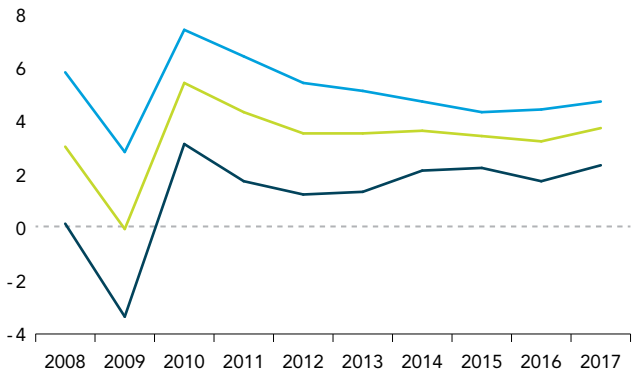
Dans la zone euro, l'activité économique en 2017 s'est révélée plus vigoureuse qu'anticipé, enregistrant ainsi sa plus forte croissance depuis la crise financière. Elle a ainsi récolté les fruits du programme d'achat massif d'actifs de la Banque centrale européenne (BCE), qui a permis de faire chuter drastiquement les taux obligataires d'État. L'économie a pu aussi compter sur une solide performance du commerce extérieur grâce à l'accélération de la demande mondiale. Dans cet environnement, le taux de chômage a continué de diminuer, cédant un point de pourcentage en 2017 pour atteindre 8,6 % à la fin de l'année. Cependant, à l'exception de l'Allemagne, la zone euro n'a pas encore atteint le plein emploi et l'inflation demeure encore sous la cible de la BCE.

GRAPHIQUE 4

SYNCHRONISATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2017
(croissance annuelle du PIB réel en pourcentage)

Marchés en croissance
Monde
Économies développées

Source : FMI

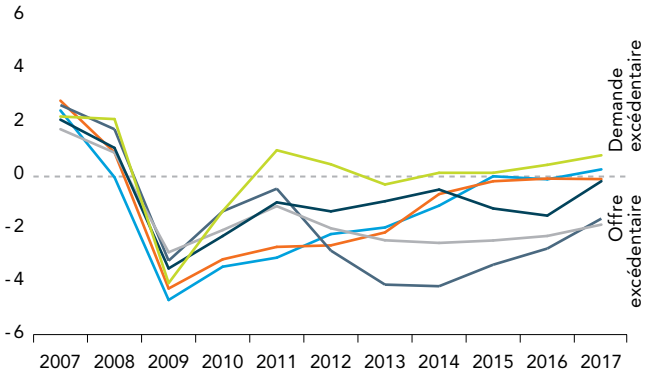


GRAPHIQUE 5

ÉCARTS DE PRODUCTION IMPORTANTS ENTRE LES ÉCONOMIES DÉVELOPPÉES
(écart de production en pourcentage du PIB potentiel)

États-Unis
Allemagne
France
Canada
Royaume-Uni
Italie

Source : FMI



LA CROISSANCE AU CANADA ET AU QUÉBEC S'EST ACCÉLÉRÉE EN 2017, MAIS PLUSIEURS ENJEUX PERSISTENT

Malgré une faible croissance en 2015, causée principalement par la chute historique des prix du pétrole, l'économie canadienne a crû, en moyenne, au-delà de sa croissance potentielle au cours des cinq dernières années, tout comme l'économie québécoise. La croissance au Canada et au Québec s'est accélérée en 2017, supportée par la consommation et les investissements résidentiels, eux-mêmes soutenus par la force du crédit et du marché du travail. Cela a amené les analystes à augmenter leurs anticipations de croissance et a incité la Banque du Canada à augmenter son taux directeur de 25 p.c. à deux reprises.

Cela dit, les économies canadienne et québécoise font face à plusieurs défis, notamment à l'égard de la compétitivité internationale des entreprises, de l'endettement des ménages et des incertitudes dans la renégociation de l'ALENA. Enfin, les contraintes dans les capacités de transport du pétrole par pipeline vers les États-Unis nuisent aux provinces productrices.

REBOND DES MARCHÉS EN CROISSANCE

Au cours des dernières années, les marchés en croissance ont dû composer avec notamment la faiblesse de la demande dans les pays développés, la chute des prix des matières premières, les turbulences politiques au Brésil et l'incertitude causée par l'amorce du resserrement de la politique monétaire américaine en 2015, soit une première depuis 2004. Tous ces facteurs ont contribué à réduire les flux de capitaux vers les marchés en croissance.

Toutefois, dans la seconde moitié de 2016, l'activité mondiale a rebondi. Les marchés en croissance ont ainsi pu en profiter en 2017, grâce notamment aux effets continus et cumulatifs de la reprise du commerce international, de l'élan cyclique des pays développés, du rebond des prix des matières premières et des politiques monétaires globalement accommodantes. Ce cercle vertueux s'est matérialisé malgré les incertitudes politiques.

On constate entre autres des surprises notables en Chine où la croissance s'est accélérée pour frôler les 7 %, grâce principalement au dynamisme de la consommation privée. En Inde, l'activité a souffert des effets persistants de la démonétisation et de la mise en œuvre de la taxe sur les produits et services, mais la croissance a rebondi à la fin de 2017 et devrait se rapprocher de son rythme potentiel de 7,5 % en 2018. Le lancement de la recapitalisation bancaire devrait en outre aider à résoudre le problème de la hausse des créances improductives et de la faiblesse des investissements. L'économie brésilienne s'est finalement extirpée de sa récession, la plus longue et la plus profonde de son histoire contemporaine, qui a duré de la mi-2014 à la fin de 2016. La reprise devrait se poursuivre grâce à la croissance de la consommation et de l'activité manufacturière. La situation budgétaire demeure toutefois le plus grand défi des autorités brésiliennes : l'adoption des réformes des retraites sera la clé pour assurer la viabilité budgétaire. Au Mexique, bien que l'activité ait ralenti, elle a crû plus que prévu, sous l'impulsion de solides exportations et d'une consommation privée résiliente qui ont compensé la baisse des investissements en raison des incertitudes persistantes concernant ses relations commerciales avec les États-Unis.

Analyse du rendement global

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la Caisse a généré pour ses déposants des résultats solides, supérieurs à leurs besoins à long terme. En plus de profiter de la diversification des actifs sur les plans géographique et sectoriel, le portefeuille global a généré de la valeur au-delà des marchés et offert une stabilité à long terme.

La Caisse a continué de tirer profit de sa stratégie qui vise à livrer des résultats sur lesquels ses déposants peuvent compter, année après année, pour offrir une bonne performance à long terme. Cette stratégie s'articule en quatre priorités, à savoir : l'augmentation du poids des actifs moins liquides et du crédit, la poursuite de la mondialisation des activités, le déploiement de la stratégie d'investissement face au défi climatique et la maximisation de l'impact de la Caisse au Québec.

RENDEMENT SUR CINQ ANS

Sur cinq ans, le portefeuille global de la Caisse a généré des résultats de placement nets de 109,7 G$, ce qui a permis à l'actif net d'atteindre 298,5 G$ au 31 décembre 2017 (voir le tableau 6). Le rendement moyen pondéré annualisé des fonds des déposants s'est établi à 10,2 % grâce à des rendements soutenus depuis 2013 (voir le tableau 7, p. 33). Il surpasse son portefeuille de référence par 1,1 %, ce dernier ayant produit 9,1 %. Cet écart représente une valeur ajoutée de 12,2 G$.

Dans chacune des catégories d'actif, tous les portefeuilles ont contribué au rendement global. La diversification des activités en revenu fixe, la grande stabilité des actifs moins liquides et les rendements élevés dans les marchés boursiers ont été favorables au portefeuille global.

En revenu fixe, l'exposition aux secteurs du crédit et la baisse des taux d'intérêt pendant la majeure partie de la période de cinq ans ont profité aux portefeuilles. Ils ont dégagé un rendement annualisé moyen de 3,7 % et des résultats de placement nets de 14,6 G$. Ce rendement, qui surpasse celui de son indice de référence par 0,7 %, a permis de créer 2,6 G$ de valeur ajoutée. Dans un contexte de faibles taux d'intérêt, malgré leur remontée à la fin de la période, et de rendements attendus modestes pour les obligations, la Caisse a poursuivi le repositionnement de ses actifs de revenu fixe au cours des deux dernières années.

TABLEAU 6

ACTIF NET ET RENDEMENTS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE
(pour les périodes terminées le 31 décembre 2017)

		5 ans			1 an		
Catégories d'investissement	**Actif net G$**	**Résultats de placement nets M$**	**Rendement %**	**Indice %**	Résultats de placement nets M$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe	**96,7**	**14 587**	**3,7**	**3,0**	3 181	3,5	2,8
Actifs réels	**50,4**	**18 920**	**11,0**	**11,3**	3 979	8,7	9,0
Actions	**149,5**	**72 444**	**14,3**	**12,5**	17 556	13,6	13,3
Stratégies actives de superposition	**0,6**	**175**	**s.o.**	**s.o.**	(125)	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif	**1,3**	**1 216**	**s.o.**	**s.o.**	(399)	s.o.	s.o.
Total[1,2]	**298,5**	**109 665**	**10,2**	**9,1**	24 596	9,3	9,2

1. Le total inclut les activités personnalisées de superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.
2. Voir les notes générales 3 et 6 du rapport annuel, à la page 177.

Pour sa part, la catégorie Actifs réels a généré sur cinq ans un rendement annuel moyen de 11,0 % et des résultats de placement nets de 18,9 G$. Ses deux portefeuilles, Immeubles et Infrastructures, affichent des rendements annualisés respectifs de 11,3 % et 10,3 % grâce à des transactions et des partenariats de premier plan. Dans un contexte de forte concurrence pour ce type d'actif, la Caisse mise sur ses différents avantages comparatifs pour saisir les meilleures occasions d'investissement. Elle s'appuie sur l'expertise de ses équipes de recherche internes et de ses experts opérationnels, de même que sur son réseau de partenaires et ses capacités de développement de projets, autant en immobilier qu'en infrastructures, pour réaliser des investissements en direct, de gré à gré, selon des critères sélectifs qui lui permettent de générer une performance à long terme appréciable.

La catégorie Actions est celle qui a généré le rendement le plus élevé sur cinq ans, soit 14,3 % annualisé. Elle dépasse son indice de référence de 1,8 %, équivalant à 8,9 G$ de valeur ajoutée. Elle est ainsi la plus importante source de valeur ajoutée pour la Caisse et le plus grand contributeur au rendement global, avec un apport de 72,4 G$, soit les deux tiers des résultats de placement nets totaux.

Les portefeuilles de marchés boursiers ont généré 57,2 G$ et un rendement annualisé de 14,5 %. Ce rendement, supérieur à celui de l'indice de référence, reflète à la fois la forte progression des marchés boursiers de 2013 à 2017 et les bien-fondés de la stratégie du portefeuille. Celle-ci met l'accent sur la gestion en absolu, la diversification du portefeuille, la concentration sur les titres de qualité et la sélection rigoureuse de partenaires dans les marchés en croissance. De son côté, le portefeuille Placements privés a permis d'ajouter 15,2 G$ à l'actif net sur cinq ans grâce à un rendement annualisé élevé de 13,4 %. Cette performance témoigne de l'accroissement de la part des investissements directs dans le portefeuille et des choix d'investissement judicieux effectués par les équipes Placements privés mondiaux et Placements privés Québec.

RENDEMENT EN 2017

En 2017, le rendement moyen pondéré des fonds des déposants s'élève à 9,3 %, légèrement supérieur à celui du portefeuille de référence (voir le tableau 6, p. 32). Cela s'est traduit par des résultats de placement nets de 24,6 G$. Cette performance s'est inscrite dans un environnement de marché particulier. D'une part, on note une croissance soutenue et synchronisée à l'échelle mondiale, ainsi qu'une amélioration des indicateurs économiques. D'autre part, on observe des préoccupations liées aux ajustements des politiques monétaires pour contrer le risque d'inflation, de même que des risques géopolitiques élevés et des tensions liées aux inégalités sociales.

TABLEAU 7

RENDEMENTS DE LA CAISSE
(pour les périodes terminées le 31 décembre – en pourcentage)

	Rendement global de la Caisse[1]
5 ans (2013-2017)	**10,2**
2017	9,3
2016	7,6
2015	9,1
2014	12,0
2013	13,1

1. Rendement moyen pondéré des fonds des déposants.

ANALYSE DU RENDEMENT GLOBAL

Face à ce contexte, la Caisse a travaillé à bâtir un portefeuille plus résilient, prêt à composer avec des marchés en transition. Elle mise sur les titres procurant une stabilité et une prévisibilité de rendement afin de réduire la sensibilité de son portefeuille aux mouvements de marché prononcés, à la hausse comme à la baisse. Le rendement de la Caisse en 2017 reflète donc la bonne performance des marchés boursiers sans toutefois intégrer pleinement l'envolée des multiples des titres des sociétés technologiques et de celles présentant un profil de croissance accélérée. Inversement, le portefeuille global vise à offrir une plus grande résilience en période de turbulence sur les marchés. Sur l'ensemble de l'année, chacune des trois grandes catégories d'actif – Revenu fixe, Actifs réels et Actions – affiche un rendement positif.

TABLEAU 8

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE ET ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE GLOBAL

(pourcentage de l'actif net des déposants)

	Portefeuille de référence					
	au 31 décembre 2017[1]			au 31 décembre 2016[1]	**Portefeuille global**	
	Limite minimale %	**Portefeuille de référence %**	**Limite maximale %**	Portefeuille de référence %	**au 31 décembre 2017 %**	au 31 décembre 2016 %
Revenu fixe						
Taux[2]	**8,8**	**13,5**	**19,8**	–	**13,4**	–
Crédit[2]	**11,3**	**16,0**	**22,5**	–	**17,0**	–
Obligations[2]	**–**	**–**	**–**	25,7	**–**	25,2
Dettes immobilières[2]	**–**	**–**	**–**	4,3	**–**	4,3
Valeurs à court terme	**0,2**	**1,2**	**8,7**	1,1	**0,6**	2,3
Obligations à long terme	**0,7**	**1,0**	**4,7**	1,0	**1,0**	1,0
Obligations à rendement réel	**0,3**	**0,4**	**2,2**	0,4	**0,4**	0,4
Total		**32,1**		32,5	**32,4**	33,2
Actifs réels						
Immeubles	**8,3**	**12,0**	**14,7**	12,0	**11,5**	11,8
Infrastructures	**3,3**	**6,3**	**9,1**	6,3	**5,4**	5,4
Total		**18,3**		18,3	**16,9**	17,2
Actions						
Marchés boursiers	**26,1**	**37,6**	**45,5**	37,3	**37,6**	37,5
Placements privés	**8,6**	**12,0**	**15,0**	11,9	**12,5**	11,3
Total		**49,6**		49,2	**50,1**	48,8
Autres placements						
Stratégies actives de superposition	**0,0**	**0,0**	**0,5**	0,0	**0,2**	0,2
Répartition de l'actif	**0,0**	**0,0**	**1,0**	0,0	**0,4**	0,6
BTAA[3]	**–**	**–**	**–**	s.o.	**–**	0,0
Total		**100,0**		100,0	**100,0**	100,0

1. Le portefeuille de référence ainsi que ses limites maximales et minimales sont le résultat d'une moyenne pondérée des portefeuilles de référence respectifs des déposants.
2. Le 1er janvier 2017, les portefeuilles Obligations et Dettes immobilières ont été fermés et leur avoir a été transféré dans les portefeuilles Taux et Crédit.
3. Le 1er juin 2017, le portefeuille BTAA a été fermé.

La catégorie Revenu fixe a généré un rendement de 3,5 %. La nouvelle structure des portefeuilles en vigueur depuis le 1er janvier 2017 a permis de livrer des résultats concrets, tant sur le plan des transactions que de la performance. L'évolution de la stratégie vise à diversifier les activités en réduisant l'exposition au marché obligataire traditionnel et en augmentant de façon importante ses activités de crédit, incluant le crédit aux entreprises, le crédit gouvernemental, le crédit immobilier et le financement spécialisé, des segments de marché offrant un profil plus performant.

De leur côté, les portefeuilles de la catégorie Actifs réels ont obtenu une performance combinée de 8,7 %. En 2017, l'attrait pour les actifs réels ne s'est pas démenti auprès des investisseurs, un intérêt qui s'explique par plusieurs facteurs, notamment les faibles taux d'intérêt, la volatilité d'autres catégories d'actif, ainsi que la stabilité des flux monétaires et la protection partielle contre l'inflation qu'ils procurent.

La catégorie Actions a enregistré la meilleure performance des trois catégories d'actif, avec 13,6 %. Les mandats Marchés en croissance et Pondérations alternatives du portefeuille Marchés boursiers, ainsi que le portefeuille Placements privés se sont démarqués, avec des rendements respectifs de 28,4 %, 14,7 % et 13,0 %. Ces performances se sont inscrites dans un contexte de marché particulièrement favorable pour les bourses à l'échelle mondiale.

DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

En plus d'investir dans différentes catégories d'actif, la Caisse réalise des investissements à travers le monde. Cette diversification géographique lui permet de diminuer le risque de son portefeuille global et de saisir des occasions d'investissement attrayantes dans différentes régions. Grâce à l'établissement d'équipes sur le terrain aux États-Unis, en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine, la Caisse a ainsi pu réaliser des transactions clés aux côtés de sociétés et de partenaires parmi les plus reconnus au monde.

Au cours des cinq dernières années, elle a considérablement diversifié son exposition géographique pour accroître de 109 G$ sa présence mondiale, qui atteignait 192 G$ à la fin de 2017. Au 31 décembre 2017, son exposition à l'extérieur du Canada se situait à 58,0 % (voir le tableau 9).

Les États-Unis constituent un marché de choix pour la Caisse, 28,0 % de ses actifs y étant investis, comparativement à 20,3 % à la fin de 2012. L'Europe représente un autre marché d'importance, et son exposition y a même augmenté en 2017 à la suite d'investissements d'exception et dans un contexte d'embellie de l'économie.

Dans les marchés en croissance, où elle poursuit son déploiement de façon ciblée, la Caisse a plus que doublé son exposition, laquelle est passée de 15 G$ en 2012 à plus de 35 G$ à la fin 2017, soit 10,7 % de l'exposition totale. Pour y investir, la Caisse s'appuie sur une stratégie de partenariats avec des investisseurs et des sociétés d'exploitation dont la vaste connaissance de ces marchés est complémentaire à son expertise.

TABLEAU 9

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE GLOBAL
(au 31 décembre – en pourcentage)

	2017	2012
Canada	**42,0**	57,4
États-Unis	**28,0**	20,3
Europe	**13,5**	11,7
Marchés en croissance	**10,7**	5,7
Autres régions	**5,8**	4,9
Total	**100,0**	100,0

ANALYSE DU RENDEMENT GLOBAL

La Caisse cible des pays au fort potentiel tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et le Mexique, auxquels s'est ajoutée la Colombie, un pays aux perspectives de croissance favorables où le processus de paix s'accélère. Un premier investissement privé direct y a été réalisé en 2017 dans le secteur de l'électricité.

Elle demeure enfin très active au Québec et au Canada, ses marchés de proximité.

EXPOSITION AUX DEVISES ET COUVERTURE DE CHANGE

Au 31 décembre 2017, l'exposition aux devises étrangères s'élevait à 49 % de l'actif net total de la Caisse, une proportion en forte augmentation depuis 2013 en raison de la mondialisation de ses activités.

L'ensemble des portefeuilles liquides, à l'exception de certains titres de revenu fixe, est aujourd'hui exposé aux taux de change. De leur côté, les portefeuilles moins liquides ont été découverts de façon progressive à partir de 2016. Par rapport à l'année précédente, l'exposition aux devises étrangères s'est accrue de 12 % en 2017.

Sur cinq ans, l'exposition aux devises étrangères a eu une incidence positive sur le rendement global. Cela s'explique principalement par l'impact de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien pour les actifs des portefeuilles de marchés boursiers.

PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE

Le portefeuille de référence de la Caisse correspond à la moyenne pondérée des décisions de répartition de l'actif prises par chacun des déposants, dans le cadre de l'établissement de leur politique de placement.

En 2017, les déposants ont revu la composition de leur portefeuille de référence respectif, ce qui a eu une incidence sur le portefeuille de référence de la Caisse. Au 31 décembre 2017, celui-ci présentait par rapport à l'année précédente une augmentation de la pondération de la catégorie Actions et une diminution de la catégorie Revenu fixe, reflets des orientations stratégiques de la Caisse (voir le tableau 8, p. 34). De son côté, la pondération de la catégorie Actifs réels est demeurée inchangée.

PORTEFEUILLE GLOBAL

La composition du portefeuille global de la Caisse témoigne des décisions prises à la fois par les déposants relativement à leur portefeuille de référence et par la Caisse, à l'intérieur des marges de manœuvre qui lui sont octroyées pour chaque portefeuille spécialisé. Le tableau 8, à la page 34, présente l'évolution de la composition du portefeuille global au 31 décembre 2017.

Analyse du rendement par catégorie d'actif

Sur cinq ans, tous les portefeuilles qui composent le portefeuille global de la Caisse ont généré des rendements positifs. En 2017, chacune des trois grandes catégories d'actif – Revenu fixe, Actifs réels et Actions – a apporté une contribution importante au rendement global.

Revenu fixe

5 PORTEFEUILLES
Taux
Crédit
Valeurs à court terme
Obligations à long terme
Obligations à rendement réel

96,7 G$
ACTIF NET

32,4 %
DU PORTEFEUILLE GLOBAL DE LA CAISSE

3,7 %
RENDEMENT ANNUALISÉ SUR 5 ANS

Tous les chiffres de cette section sont détaillés dans le tableau 17 (p. 50).

TAUX

Rendement sur cinq ans

Ce portefeuille a été créé le 1er janvier 2017, à la suite de la réorganisation des portefeuilles Obligations et Dettes immobilières. Il comporte deux activités principales, soit la gestion des taux et le crédit gouvernemental. Le détail de la composition de ce portefeuille est présenté à la page 38.

Rendement en 2017

Ce portefeuille enregistre un rendement de 1,8 % et des résultats de placement nets de 665 M$, principalement attribuables à la bonne performance des obligations provinciales. Le renforcement de l'économie canadienne, stimulé par une création d'emploi soutenue au cours de l'année, a occasionné un rétrécissement des écarts de crédit des obligations provinciales, lequel a été avantageux pour le portefeuille. Par contre, la hausse des taux fédéraux a joué en sa défaveur, de sorte que le rendement courant a été le principal contributeur au rendement.

Comme on peut le voir dans le tableau 10 des rendements des indices obligataires FTSE TMX Canada, les obligations provinciales se sont nettement distinguées parmi les catégories d'émetteurs en 2017, en raison de la baisse des taux à long terme de ces titres. Les obligations de sociétés ont de nouveau offert une bonne performance compte tenu de la demande toujours soutenue des investisseurs pour les instruments de crédit. Quant aux obligations du gouvernement fédéral, elles n'ont guère bougé, demeurant tout près de zéro. Ainsi, l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada s'est établi à seulement 2,5 % en 2017, ce qui s'explique par la remontée progressive des taux d'intérêt depuis la fin de 2016. Sur cinq ans, il affiche un rendement de 3,0 %.

TABLEAU 10

RENDEMENTS DES INDICES OBLIGATAIRES FTSE TMX CANADA
(en pourcentage)

				2017				2016				5 ans
Indices obligataires FTSE TMX Canada	**Court terme**	**Moyen terme**	**Long terme**	**Total**	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Fédéral	**(0,6)**	**(0,7)**	**2,7**	**0,1**	0,1	(0,1)	(0,8)	0,0	1,1	2,1	2,8	1,8
Provincial	**0,1**	**1,3**	**8,0**	**4,3**	0,9	1,5	2,3	1,8	1,8	3,3	5,0	3,8
Québec	**0,2**	**1,4**	**8,2**	**4,3**	1,1	1,6	2,6	2,0	1,9	3,5	5,4	4,1
Sociétés	**1,0**	**2,6**	**8,8**	**3,4**	2,3	4,3	6,4	3,7	2,4	4,2	5,7	3,6
Universel	**0,1**	**1,0**	**7,0**	**2,5**	1,0	1,6	2,5	1,7	1,7	3,1	4,6	3,0

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

CRÉDIT

Rendement sur cinq ans

Ce portefeuille a été créé le 1er janvier 2017, à la suite de la réorganisation des portefeuilles Obligations et Dettes immobilières. Géré de façon active, il comporte des activités d'investissement regroupées en quatre mandats principaux : Crédit aux entreprises, Crédit immobilier, Financement spécialisé et Crédit gouvernemental.

Rendement en 2017

En 2017, les marchés des obligations gouvernementales et de sociétés ont tiré profit de la baisse des écarts de crédit occasionnée par les facteurs suivants :

- la demande des investisseurs pour les actifs risqués;
- les conditions économiques mondiales favorables;
- l'amélioration des bénéfices des entreprises.

Ce contexte a permis aux quatre mandats du portefeuille de connaître une bonne performance pour leur première année, générant ensemble un rendement de 5,1 % et des résultats de placement nets de 2,3 G$.

Le financement spécialisé, qui inclut le financement de projets, a connu une excellente année en raison du rendement courant des titres en portefeuille et du rétrécissement des écarts de crédit. Pour sa part, le crédit gouvernemental a bénéficié de la performance élevée des titres des marchés en croissance, notamment ceux du Brésil, stimulée par la baisse des taux. Au cours de l'année, la Caisse a d'ailleurs poursuivi son déploiement dans la dette de ces marchés, avec une hausse des investissements en Colombie, en Inde, en Malaisie et en Indonésie.

Parmi les autres facteurs qui se sont révélés avantageux pour le portefeuille, notons, en crédit aux entreprises, la stratégie consistant à s'exposer aux titres financiers américains puis, en crédit immobilier, la baisse des taux hypothécaires et le revenu courant élevé propre à cette catégorie d'actif.

PORTEFEUILLE TAUX

COMPOSITION

- Titres obligataires gouvernementaux plus traditionnels ayant une excellente qualité de crédit :
  - Gouvernements du Canada et d'autres pays développés
  - Gouvernements des provinces canadiennes

AVANTAGES

- Niveau de risque faible et protection du portefeuille global
- Principale source de liquidité pour la Caisse
- Effet de diversification
- Source de rendement courant
- Possibilité d'appariement entre l'actif et les engagements financiers à long terme des déposants

Les gestionnaires ont également conclu des transactions innovantes qui ont contribué au succès du portefeuille, notamment :

- GECAS : engagement de 2,0 G$ US sur quatre ans pour la création d'une plateforme de location et de financement d'avions aux côtés de GE Capital Aviation Services, un chef de file mondial dans ce secteur;
- SNC-Lavalin : investissement de 1,5 G$, sous forme d'un prêt garanti par la valeur et les flux de trésorerie de la participation de la société dans le projet de l'autoroute 407 ETR, afin de financer l'acquisition de la firme WS Atkins, une des plus importantes firmes d'ingénierie britanniques (investissement total : 1,9 G$);
- Potentia Renewables : prêt de 107 M$ accordé à cette entreprise, le plus grand producteur indépendant d'énergie solaire sur les toits au Canada, pour lui permettre d'accroître sa présence dans le secteur des énergies propres et d'investir dans de nouveaux projets.

VALEURS À COURT TERME

Composé de placements à court terme liquides investis sur le marché monétaire canadien, ce portefeuille indiciel a obtenu des résultats reflétant l'environnement de bas taux d'intérêt qui a dominé au cours des dernières années. Sur cinq ans, il enregistre un rendement annualisé de 0,8 % et des résultats de placement nets de 218 M$, alors qu'en 2017, il affiche un rendement de 0,6 %.

OBLIGATIONS À LONG TERME

Composé surtout d'obligations provinciales à long terme, ce portefeuille est géré selon une approche de type indiciel. Ainsi, la totalité des titres de l'indice n'est pas détenue en portefeuille, mais les titres sélectionnés répliquent les différents facteurs de risque de l'indice, comme la durée, la répartition sur la courbe ou l'exposition par émetteur.

Sur cinq ans, son rendement annualisé s'élève à 5,0 %, ce qui a permis d'ajouter 561 M$ à l'actif net. Cette performance s'explique par le rendement à échéance des titres de même que par le rétrécissement des écarts de crédit. En 2017, il a généré un rendement de 8,0 %, attribuable à la bonne performance des obligations des provinces en raison de la baisse des taux provinciaux à long terme.

OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL

Ce portefeuille indiciel vise à protéger contre les hausses du taux d'inflation au Canada. Il a offert des rendements annualisés de 1,0 % sur cinq ans et de 0,8 % en 2017, des résultats qui se traduisent par une contribution de 24 M$ à l'actif net.

PORTEFEUILLE CRÉDIT

COMPOSITION

- Univers élargi d'instruments ayant des caractéristiques de titres à revenu fixe en fonction des mandats :
  - Crédit aux entreprises : titres obligataires de qualité ou à rendement élevé (sociétés ouvertes) et prêts en direct et en syndication
  - Crédit immobilier : prêts hypothécaires et de construction commerciaux, essentiellement de premier rang, sur des immeubles de bureaux, des centres commerciaux et des immeubles industriels et résidentiels
  - Financement spécialisé : titres de dettes, hybrides ou capitaux propres ayant certaines caractéristiques des instruments de dette, de même que financement de projets
  - Crédit gouvernemental : accent sur les titres souverains et quasi souverains des marchés en croissance

AVANTAGES

- Segments de marché offrant un profil plus performant et un rendement supérieur à celui du marché obligataire plus traditionnel
- Diversification des sources de valeur
- Possibilité d'appariement entre l'actif et les engagements financiers à long terme des déposants
- En crédit immobilier, faible risque de crédit en raison d'une approche de souscription prudente et de la qualité des actifs

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Actifs réels

2 PORTEFEUILLES
Immeubles
Infrastructures

50,4 G$
ACTIF NET

16,9 %
DU PORTEFEUILLE GLOBAL DE LA CAISSE

11,0 %
RENDEMENT ANNUALISÉ SUR 5 ANS

Tous les chiffres de cette section sont détaillés dans le tableau 17 (p. 50).

IMMEUBLES

Rendement sur cinq ans

Ce portefeuille est géré par la filiale immobilière de la Caisse, Ivanhoé Cambridge. Son approche mise sur le développement de relations stratégiques avec des partenaires et la création de plateformes d'investissement en vue de saisir des occasions de qualité à travers le monde. Au cours des cinq dernières années, Ivanhoé Cambridge a repositionné son portefeuille Immeubles afin d'accroître son exposition à l'international et d'investir dans des actifs clés dans des villes ciblées. En plus d'acquérir de nombreuses propriétés et sociétés de qualité, les gestionnaires ont lancé des projets de développement d'envergure et ont disposé d'actifs de manière stratégique.

Depuis 2013, le rendement annualisé du portefeuille s'établit à 11,3 %, se traduisant par des résultats de placement nets de 13,6 G$. Les actifs situés en Amérique du Nord ont offert une contribution importante en raison de l'appréciation élevée de leur valeur (plus-value) sur la période, et ce, autant dans les secteurs des centres commerciaux, des immeubles de bureaux que des propriétés résidentielles. La catégorie Actions, fonds et financements a également fortement contribué au rendement grâce à une plus-value considérable. Parmi les facteurs qui ont joué de façon défavorable, notons la dépréciation de la devise brésilienne de même que la faible pondération du secteur industriel et logistique dans le portefeuille.

Les graphiques 11 et 12, à la page 41, illustrent l'évolution des expositions géographique et sectorielle du portefeuille depuis cinq ans.

PORTEFEUILLE IMMEUBLES

COMPOSITION

- Immeubles et portefeuilles ou sociétés de qualité situés en majorité dans des villes clés à l'échelle de la planète
- Investissements en fonds propres et en produits de financement, principalement dans les secteurs des centres commerciaux ainsi que des immeubles de bureaux, résidentiels, industriels et logistiques

AVANTAGES

- Source de rendement courant
- Profil rendement-risque attrayant et flux de capitaux importants
- Diversification du risque du portefeuille global de la Caisse en raison d'une corrélation moins importante entre les actifs en détention et les marchés mondiaux
- Certaine protection du capital contre l'inflation à long terme grâce à l'indexation des baux

Rendement en 2017

Le portefeuille a dégagé un rendement de 8,0 % et des résultats de placement nets de 2,5 G$. Cette performance s'explique par les évaluations à la hausse de certains projets d'Ivanhoé Cambridge qui ont bénéficié au rendement et par la catégorie Actions, fonds et financements qui a offert une plus-value élevée. Notons également les bons rendements des centres commerciaux au Brésil.

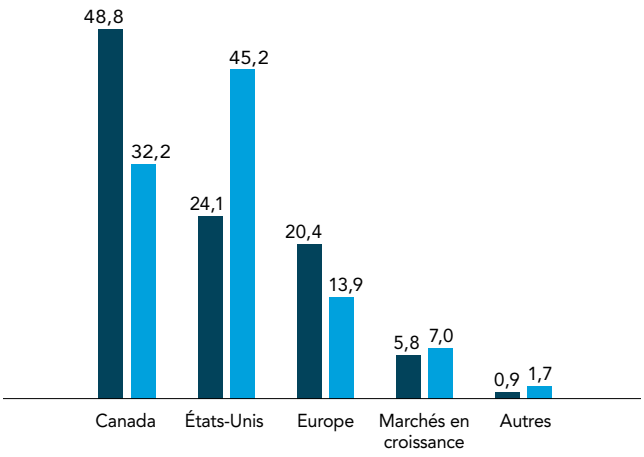
Au cours de l'année, les gestionnaires d'Ivanhoé Cambridge ont réalisé plus de 60 transactions totalisant 12,4 G$, dont 8,0 G$ d'investissements. Parmi les faits saillants, soulignons :

- À la suite de la signature de deux baux majeurs, lancement des travaux pour la construction de deux complexes exceptionnels réalisés en partenariat avec Hines, soit :
  - DUO, un grand projet dans le 13e arrondissement de Paris conçu par les Ateliers Jean Nouvel, qui comprendra un hôtel et un immeuble de bureaux, et qui abritera le futur siège social de la société Natixis, également copropriétaire;
  - CIBC Square, le nouveau siège social mondial de la Banque CIBC, situé sur Bay Street au centre-ville de Toronto, un projet nécessitant un investissement de près de 2 G$ conjointement avec Hines, suivant une entente avec Metrolinx pour l'acquisition du terrain;
- Evergreen Industrial Properties : acquisition de cette société prometteuse, spécialiste de l'immobilier industriel, qui détient et exploite un portefeuille de près de 150 propriétés dans 18 marchés aux États-Unis;
- LOGOS : lancement de trois nouveaux véhicules d'investissement en logistique en Asie-Pacifique, soit en Inde, aux côtés de QuadReal Property Group et Assetz (800 M$ US), en Chine, où un troisième véhicule ciblera quatre régions (jusqu'à 830 M$ US), ainsi qu'en Indonésie et à Singapour avec l'Office d'investissement du RPC (environ 750 M$ US);
- 85 Broad Street : acquisition de cet immeuble de bureaux prestigieux à Manhattan, pour près de 900 M$;
- Monogram Residential Trust : investissement de 1,6 G$ avec des partenaires, dont Greystar, afin de privatiser cette fiducie de placement immobilier américaine qui gère plus de 12 000 unités résidentielles locatives aux États-Unis.

Parmi les autres faits saillants, soulignons la vente des centres commerciaux Oakridge Centre, à Vancouver, et Madrid Xanadú, en Espagne. Ivanhoé Cambridge a également réalisé au début de 2018 la vente de ses participations dans les centres Richmond Centre, en Colombie-Britannique, et Fairview Mall, à Toronto.

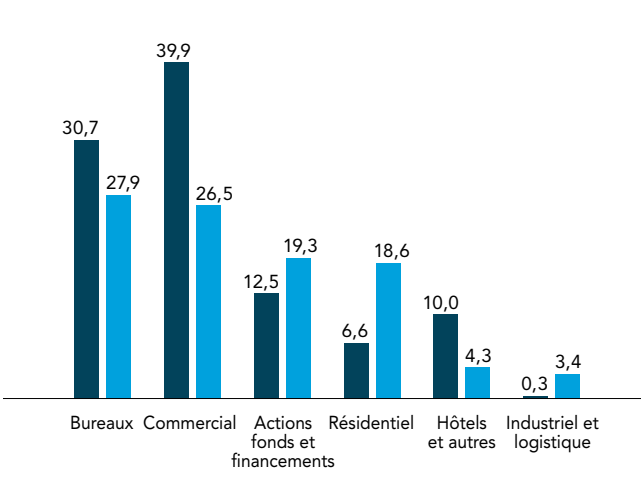
GRAPHIQUE 11

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – IMMEUBLES
(en pourcentage)



GRAPHIQUE 12

EXPOSITION SECTORIELLE – IMMEUBLES
(en pourcentage)



ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

INFRASTRUCTURES

Rendement sur cinq ans

Depuis 2013, le rendement du portefeuille s'élève à 10,3 %, procurant 5,4 G$ de résultats de placement nets. Cette performance est principalement attribuable au rendement courant élevé des sociétés en portefeuille, en particulier celles qui exploitent des actifs de type réglementé et contracté. L'appréciation de la valeur des actifs en détention a aussi fourni un apport de taille au rendement.

L'écart entre le rendement du portefeuille et celui de son indice de référence s'explique par le fait que l'indice est composé de titres de sociétés cotées qui présentent des risques un peu plus élevés et une performance qui les reflète. La Caisse fait le choix de s'exposer à des actifs avec un niveau de risque moins élevé, conformément à sa stratégie. La performance du portefeuille est donc tout à fait en ligne avec le profil rendement-risque visé.

L'évolution de la diversification géographique et sectorielle du portefeuille sur cinq ans est présentée aux graphiques 13 et 14, à la page 43.

Rendement en 2017

Le rendement courant explique plus de la moitié du rendement total du portefeuille, qui s'élève à 10,1 %, ajoutant 1,4 G$ à l'actif net. La bonne performance des investissements, combinée à l'attrait des investisseurs pour les infrastructures, a également favorisé l'appréciation de la valeur des actifs. Ces deux facteurs ont pour effet d'entraîner une baisse du taux d'actualisation moyen du portefeuille. Tous les types d'infrastructures ont contribué au rendement, particulièrement les actifs réglementés et les infrastructures économiques.

Voici quelques exemples de transactions réalisées au cours de l'année :

- Boralex : acquisition d'une participation de 17,3 % dans ce leader de l'industrie des énergies renouvelables au Canada et en France;
- Énergir : investissement de 70 M$ dans cette société québécoise innovante aux activités bien diversifiées.

PORTEFEUILLE INFRASTRUCTURES

COMPOSITION

- Participations dans des sociétés exploitant différents types d'infrastructures (ports, aéroports, autoroutes, parcs éoliens, réseaux de transport et de distribution d'électricité, de gaz et de pétrole, réseaux de distribution d'eau, systèmes de transport de passagers)
- Entreprises de qualité avec un profil de risque plus faible et qui sont moins sensibles aux fluctuations économiques

AVANTAGES

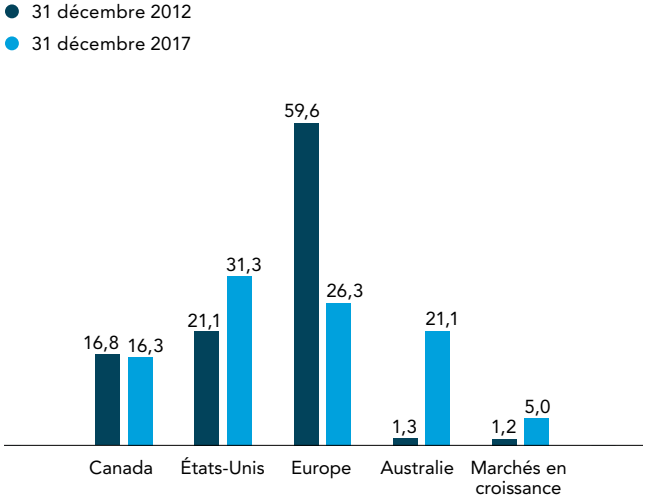
- Revenus stables et prévisibles à long terme
- Flux de capitaux constants et profil rendement-risque supérieur à d'autres catégories d'actif en raison de la réglementation encadrant plusieurs secteurs
- Certaine protection du capital contre l'inflation à long terme

Soulignons enfin la vente de la participation dans la société South East Water, qui a généré un rendement avantageux.

Par ailleurs, plusieurs étapes déterminantes ont été franchies dans la réalisation du Réseau express métropolitain (REM), un système de transport électrique et entièrement automatisé pour le Grand Montréal, incluant la confirmation des participations financières des gouvernements du Québec et du Canada. Au début de 2018, CDPQ Infra, filiale de la Caisse, a confirmé le choix des consortiums gagnants, ainsi que le tracé et le montage financier.

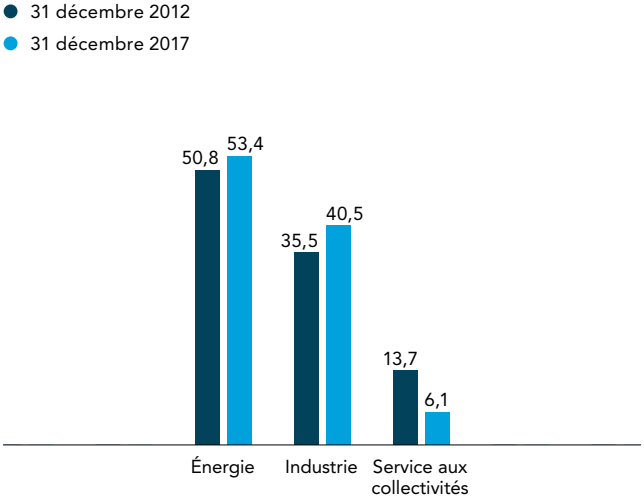
GRAPHIQUE 13

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – INFRASTRUCTURES
(en pourcentage)



GRAPHIQUE 14

EXPOSITION SECTORIELLE – INFRASTRUCTURES[1]
(en pourcentage)



1. La composition des secteurs a été modifiée en 2017.

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Actions

2 PORTEFEUILLES
Marchés boursiers
Placements privés

149,5 G$
ACTIF NET

50,1 %
DU PORTEFEUILLE GLOBAL DE LA CAISSE

14,3 %
RENDEMENT ANNUALISÉ SUR 5 ANS

Tous les chiffres de cette section sont détaillés dans le tableau 17 (p. 50).

MARCHÉS BOURSIERS

Rendement sur cinq ans

Les portefeuilles de marchés boursiers ont généré un rendement annualisé de 14,5 % sur cinq ans, avec des résultats de placement nets de 57,2 G$. Ils ont ainsi contribué à plus de la moitié des résultats produits par l'ensemble des portefeuilles de la Caisse.

Cette performance s'est inscrite dans un contexte de marché favorable. De 2013 à 2017, les marchés boursiers mondiaux ont enregistré des rendements solides, particulièrement au cours des deux dernières années (voir le graphique 15). En dépit d'une progression somme toute modeste des bénéfices des entreprises sur l'ensemble de la période, les principaux indices de référence ont profité d'une confiance soutenue de la part des investisseurs influencés par une accélération synchronisée de la croissance mondiale. D'une année à l'autre, on remarque toutefois des divergences de performance entre les indices, reflet des conditions changeantes des marchés.

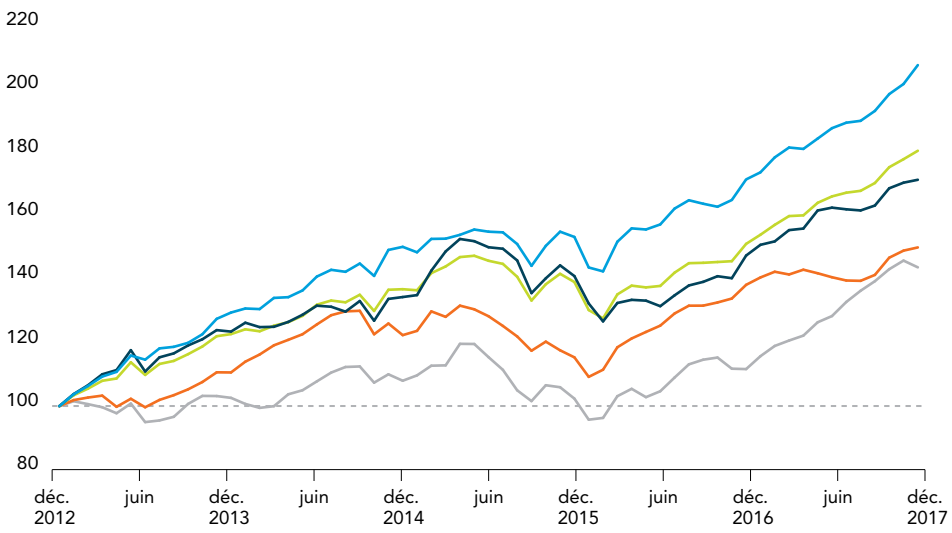
Sur cinq ans, les portefeuilles ont créé 6,8 G$ de valeur ajoutée grâce à un écart de rendement de 1,8 % avec leur indice de référence. Cela démontre que l'approche de gestion en absolu adoptée par la Caisse pour gérer ses portefeuilles de marchés boursiers s'est révélée avantageuse. En outre, les portefeuilles ont bénéficié des positions importantes dans les entreprises constituées aux États-Unis. Ces dernières ont affiché les meilleurs rendements sur la période alors que l'économie américaine s'est consolidée, avec une hausse du nombre d'emplois créés et une appréciation du dollar américain.

GRAPHIQUE 15

ÉVOLUTION DES MARCHÉS BOURSIERS 2013-2017
(31 décembre 2012 = 100, en devises locales)

- S&P 500
- MSCI EAFE
- MSCI ACWI
- S&P/TSX
- MSCI EM

Source : Rimes



Rendement en 2017

Le portefeuille a enregistré un rendement de 13,7 %, ce qui a permis d'ajouter 13,6 G$ à l'actif net. Cette performance a été obtenue dans un contexte où les rendements des marchés boursiers en devises locales ont été globalement à la hausse en 2017. Les données économiques favorables dans plusieurs régions ont propulsé l'indice MSCI ACWI à un niveau record. Ce sont principalement les bourses des marchés asiatiques, des États-Unis et de l'Europe continentale qui ont stimulé la forte progression boursière.

Bien que la concentration sur les titres de qualité se soit avérée profitable sur le long terme, le portefeuille a été désavantagé en 2017 par son exposition moindre aux titres de grandes sociétés américaines et chinoises du secteur des technologies de l'information, qui ont connu une croissance exceptionnelle en 2017.

MANDAT QUALITÉ MONDIALE

Rendement sur cinq ans

Ce mandat, pilier de la stratégie en absolu de la Caisse et plus important des portefeuilles de marchés boursiers, a livré des résultats de placement nets de 17,2 G$ depuis sa création en 2013. Grâce à un rendement annualisé de 16,8 %, il surpasse son indice de référence par 3,1 %. Moins volatil que le marché en général, il a capté la presque totalité des hausses du marché, tout en ne reflétant qu'une fraction des baisses. Il est le principal contributeur à la valeur ajoutée des portefeuilles de marchés boursiers, avec un apport de 2,3 G$, soit plus du tiers de la valeur ajoutée totale réalisée par les sept mandats. La bonne tenue du mandat Qualité mondiale sur cinq ans valide les avantages de l'approche de gestion en absolu de la Caisse et de son travail pour bâtir un portefeuille robuste, visant à obtenir une résilience devant une variété de scénarios et d'environnements économiques.

La performance est surtout attribuable au bon rendement des titres des entreprises constituées aux États-Unis. Tant sur cinq ans qu'en 2017, les secteurs Santé, Consommation de base et Technologies de l'information ont contribué de façon importante au rendement. La sélection de titres dans les secteurs Industrie et Finance s'est aussi avérée bénéfique pour le mandat, tout comme la force du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Rendement en 2017

Les résultats de placement nets s'élèvent à 3,4 G$ grâce à un rendement de 9,5 %, ce qui est conforme à la nature plus défensive des investissements. En conséquence, le mandat est moins exposé aux titres des marchés en croissance et des géants américains et chinois du Web, qui se sont envolés en 2017. Plusieurs des secteurs affichent néanmoins un rendement de plus de 10 %, en particulier Santé, Industrie et Consommation de base.

MANDAT QUALITÉ MONDIALE

COMPOSITION

- Titres de sociétés de grande qualité, exposées à la croissance mondiale, négociés sur les places boursières des pays inclus dans l'indice MSCI ACWI (États-Unis, Canada, Europe, Australasie, Extrême-Orient et marchés en émergence)
- Entreprises avec une rentabilité élevée et stable démontrant des bases économiques solides dans la durée et utilisant le levier financier de façon prudente

AVANTAGES

- Rendement ajusté pour le risque supérieur à celui des marchés boursiers sur un horizon à long terme
- Diversification géographique
- Protection contre l'inflation à long terme
- Sensibilité moins grande des investissements aux fluctuations de marché et plus grande liquidité offerte en période de turbulence

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

MANDAT CANADA

Rendement sur cinq ans

Entièrement géré en absolu depuis 2015, ce mandat a réalisé un rendement annualisé de 10,9 %, contre 9,4 % pour son indice de référence. Il crée ainsi une valeur ajoutée de 1,6 G$ sur des résultats de placement nets de 12,0 G$. La surpondération des titres d'entreprises québécoises s'est révélée avantageuse pour le mandat. Notons la performance solide d'entreprises avec une forte présence aux États-Unis, telles Alimentation Couche-Tard, CGI et CN, signe que la stratégie visant à tirer profit de la robustesse de cette économie a porté ses fruits. Les secteurs Finance, Consommation discrétionnaire et Biens de consommation de base ont le plus contribué au rendement. Le secteur Matériaux ainsi que les titres liés au pétrole ont pour leur part subi les effets de la baisse des cours mondiaux.

Rendement en 2017

Un rendement de 7,9 % a permis au mandat de produire des résultats de placement nets de 1,9 G$. En 2017 également, c'est le secteur Finance qui s'est le plus distingué, entre autres le segment des banques qui a profité de l'amélioration de la croissance au Canada. La bonne tenue de l'économie a aussi favorisé le secteur Consommation discrétionnaire, un contributeur important au rendement grâce à la performance de titres comme Dollarama et Gildan.

MANDAT MARCHÉS EN CROISSANCE

Rendement sur cinq ans

Ce mandat a généré des résultats de placement nets de 7,4 G$ et un rendement annualisé de 10,3 %. Il dépasse son indice de 1,2 %, ce qui se traduit par une valeur ajoutée de 835 M$. La performance a été portée par d'excellents rendements boursiers du côté des principaux marchés asiatiques. Le mandat a bénéficié de son volet de gestion active assuré par des gestionnaires externes. Grâce à leur expertise, ces derniers ont apporté une valeur substantielle depuis 2013, surtout en Chine, mais aussi en Inde, et ce, même lors des épisodes de baisses de marché. Rappelons que la sélection rigoureuse de partenaires constitue un des piliers de la stratégie de mondialisation de la Caisse.

MANDAT CANADA

COMPOSITION

- Titres de sociétés cotées au Canada, avec un accent sur la construction d'un portefeuille de qualité, concentré, reflétant les particularités de l'univers canadien
- Entreprises exposées à la croissance démontrant des qualités fondamentales et des avantages concurrentiels qui leur permettent de résister aux variations du marché
- Part des titres québécois représentant 33 % de la composition du mandat, comparativement à 15,6 % pour l'indice S&P/TSX

AVANTAGES

- Rendement à long terme supérieur à celui des titres à revenu fixe
- Protection contre l'inflation à long terme

MANDAT MARCHÉS EN CROISSANCE

COMPOSITION

- Titres des marchés en croissance négociés sur les places boursières des pays inclus principalement dans l'indice MSCI EM (marchés en émergence)
- Actions de catégorie A cotées aux Bourses de Shanghai et de Shenzhen

AVANTAGES

- Rendement supérieur à celui des actions des marchés développés dans une perspective à long terme
- Diversification géographique
- Volet important de gestion en absolu du mandat réalisé aux côtés de partenaires locaux bien établis qui connaissent en profondeur les marchés ciblés

Rendement en 2017

Le mandat affiche le meilleur rendement du portefeuille de marchés boursiers en 2017, soit 28,4 %. Cette performance élevée s'explique par le retour de la confiance des investisseurs envers les marchés en croissance. Elle est également attribuable au rendement exceptionnel des bourses chinoise et coréenne, propulsées par le secteur Technologies de l'information, de même qu'à la sélection judicieuse de titres des gestionnaires externes. Leur connaissance du terrain a continué de faire une différence, en particulier dans le segment des titres chinois de catégorie A (cotés aux Bourses de Shanghai et de Shenzhen). Les secteurs Finance, Technologies de l'information et Consommation discrétionnaire expliquent les deux tiers du rendement.

À noter que depuis le 1er janvier 2017, une partie des activités de gestion indicielle du mandat est remplacée par un nouveau volet de type pondérations alternatives.

MANDAT PONDÉRATIONS ALTERNATIVES

Rendement sur cinq ans

Ce mandat a été créé en 2016. Il adopte une stratégie qui consiste à établir une pondération de titres sur la base de différentes mesures fondamentales (ventes, flux monétaires, dividendes, etc.) plutôt que de leur capitalisation boursière.

Rendement en 2017

En 2017, le rendement s'établit à 14,7 %, se traduisant par des résultats de placement nets de 2,7 G$. Toutes les régions couvertes par le mandat présentent une performance élevée, en particulier l'Europe continentale où l'amélioration des données économiques a entraîné une reprise boursière. Ainsi, les titres d'entreprises qui y sont constituées ont produit plus du tiers du rendement, stimulé de surcroît par la force de l'euro. Les secteurs Technologies de l'information et Industrie ont été les principaux contributeurs à la performance du mandat.

PLACEMENTS PRIVÉS

Rendement sur cinq ans

La stratégie de la Caisse visant à accroître ses investissements directs et à diminuer la proportion de ses participations dans les fonds s'est révélée rentable sur cinq ans. Les placements directs, qui comptent désormais pour près des trois quarts des activités du portefeuille, ont procuré une performance supérieure à celle des fonds. Ces derniers ont toutefois aussi offert un rendement élevé, en plus d'avoir été la source de plusieurs occasions de co-investissement direct ces dernières années. Ensemble, les deux activités ont généré des résultats de placement nets de 15,2 G$ sur cinq ans et un rendement annualisé de 13,4 %. Le portefeuille surpasse ainsi de 1,8 % son indice, soit une valeur ajoutée de 2,1 G$.

Rendement en 2017

Le rendement du portefeuille s'élève à 13,0 %, ajoutant 4,0 G$ à l'actif net. En 2017, ce sont les investissements directs qui expliquent la plus grande part du rendement. Les sociétés du Québec y ont fourni un apport important grâce à une performance élevée.

Les actifs du portefeuille sont surtout répartis au Canada, aux États-Unis et en Europe, tel qu'illustré au graphique 16, à la page 48.

MANDAT PONDÉRATIONS ALTERNATIVES

COMPOSITION

- Titres des marchés développés compris dans l'indice MSCI World, excluant le Canada

AVANTAGES

- Réduction de l'exposition aux titres auxquels le marché accorde une évaluation élevée sans égard à leur valeur fondamentale
- Répartition égale des investissements entre les secteurs afin d'éviter une concentration trop forte dans certains secteurs

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Au cours de l'année, les gestionnaires ont effectué des investissements d'envergure en placements privés totalisant plus de 7,6 G$ dans des entreprises de premier plan à l'international, dont :

- SUEZ Water Technologies & Solutions : investissement de 800 M$ US pour une participation de 30 % dans ce chef de file mondial en solutions de traitement des eaux;
- USI Holdings : acquisition conjointe avec KKR de ce courtier d'assurance et de services-conseils, l'un des plus importants du marché des PME aux États-Unis, une transaction évaluée à 4,3 G$ US;
- Sebia : acquisition, en partenariat avec CVC StratOps et Thetys, d'une participation minoritaire importante dans cette entreprise internationale de diagnostics médicaux établie en France;
- Datamars : prise de participation importante dans ce chef de file mondial de l'identification des animaux et des textiles;
- AvidXchange : investissement de 100 M$ US dans ce leader de l'automatisation des factures et paiements d'entreprises, permettant d'accroître la présence de la Caisse dans le secteur des technologies financières.

Au Québec, l'année 2017 s'est révélée exceptionnelle en placements privés, avec des investissements de près de 2,0 G$. Elle a continué de miser sur l'un des piliers de sa stratégie en accompagnant plusieurs entreprises québécoises dans leurs acquisitions et leur expansion mondiale, dont :

- Cogeco Communications : investissement de 395 M$ pour permettre à sa filiale américaine Atlantic Broadband d'acquérir une société aux États-Unis et de rejoindre ainsi plus de 230 000 nouveaux foyers (investissement total de la Caisse de 585 M$);
- Groupe Solmax : investissement dans ce fabricant de produits géosynthétiques pour son acquisition d'un concurrent majeur aux États-Unis, lui permettant de devenir le numéro un mondial de son industrie;
- Eddyfi Technologies : investissement de 36,5 M$ dans ce développeur d'équipements et de logiciels d'inspection destinés au secteur industriel, pour des acquisitions au Royaume-Uni;
- Redevances Aurifères Osisko : investissement de 200 M$ pour financer l'achat d'un portefeuille de redevances minières de Orion Mine Finance, incluant les redevances d'une mine au Chili.

La Caisse a également mis de l'avant son approche consistant à miser sur l'innovation et la relève, un autre pilier de sa stratégie. Parmi les investissements réalisés en 2017, notons ceux dans Lightspeed, eStruxture, Paiements Pivotal et TrackTik, de même que des engagements dans deux fonds – Real Ventures IV et Novacap TMT V – destinés aux entreprises émergentes des secteurs de la technologie, de l'intelligence artificielle et des nouveaux médias.

PORTEFEUILLE PLACEMENTS PRIVÉS

COMPOSITION

- Participations directes, négociées de gré à gré, à la fois dans des sociétés privées et dans des sociétés cotées en bourse
- Entreprises œuvrant dans tous les secteurs de l'économie, notamment des entreprises de qualité offrant des revenus stables et prévisibles
- Participations dans des fonds d'investissement performants
- Part des actifs investis au Québec représentant près du tiers de la composition du portefeuille

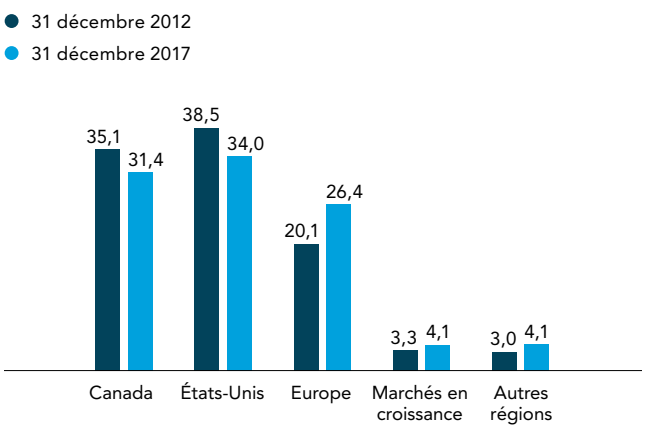
AVANTAGES

- Rendement attendu à long terme plus élevé que celui des marchés boursiers
- Accent sur la qualité des partenariats et la création de valeur à long terme, notamment par la croissance et l'efficacité opérationnelle

GRAPHIQUE 16

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – PLACEMENTS PRIVÉS

(en pourcentage)



Les équipes de Placements privés ont également travaillé conjointement avec celles des Marchés boursiers pour réaliser un investissement d'envergure dans Alimentation Couche-Tard, afin qu'elle puisse racheter un bloc d'actions de catégorie A détenu par Metro.

AUTRES PLACEMENTS

STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

Le portefeuille Stratégies actives de superposition regroupe un ensemble d'activités d'investissement non capitalisées poursuivant un objectif de rendement absolu. Depuis sa création le 1er janvier 2014, il a procuré des résultats de placement nets de 175 M$. Ceux-ci s'expliquent principalement par une performance appréciable des fonds externes détenus en portefeuille et des activités de gestion tactique. Ces deux volets affichent toutefois un rendement négatif en 2017.

RÉPARTITION DE L'ACTIF

Résultats sur cinq ans

Les activités de répartition de l'actif ont dégagé des résultats de placement nets de 1,2 G$ sur cinq ans. Cette performance s'explique par une contribution importante des activités de répartition de l'actif sur les marchés liquides, lesquelles ont tiré profit principalement des positions prises sur la devise américaine. Par contre, les activités de répartition de l'actif liées aux actifs moins liquides ont été défavorables en raison du coût d'opportunité associé à la sous-pondération des portefeuilles d'actifs moins liquides par rapport à la pondération du portefeuille de référence. Des mesures ont été prises pour atténuer ce coût.

Résultats en 2017

Le portefeuille enregistre des résultats négatifs en 2017. Ce repli est attribuable au positionnement globalement défensif des activités de répartition de l'actif qui avait comme objectif de réduire le risque du portefeuille global de la Caisse. Le portefeuille a toutefois bénéficié des stratégies dites non directionnelles, lesquelles permettent d'améliorer le profil rendement-risque du portefeuille global, grâce à des positions relatives favorables sur les taux, le crédit et les marchés boursiers.

RENDEMENTS PAR PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ

Le tableau 17, à la page 50, présente les rendements des portefeuilles spécialisés et des mandats par rapport à leur indice de référence pour les périodes de cinq ans et d'un an se terminant le 31 décembre 2017.

PORTEFEUILLE STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

COMPOSITION

- Portefeuille non capitalisé
- Participations dans des fonds externes
- Positions sur les marchés financiers en gestion interne, principalement sous forme d'instruments financiers liquides et transparents

AVANTAGES

- Profil rendement-risque modéré
- Possibilité de générer un rendement supérieur aux obligations avec un risque inférieur à celui des marchés boursiers
- Effet de diversification
- Faible corrélation avec les marchés boursiers

PORTEFEUILLE RÉPARTITION DE L'ACTIF

COMPOSITION

- Portefeuille non capitalisé
- Positions sur les marchés financiers, principalement sous forme d'instruments financiers liquides et transparents

AVANTAGES

- Calibration du profil rendement-risque du portefeuille global de la Caisse
- Bonification du rendement du portefeuille global
- Exposition à des catégories d'actif qui diversifient le portefeuille global

TABLEAU 17

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2017)

		5 ans			1 an		
Portefeuille spécialisé	**Actif net G$**	**Résultats de placement nets M$**	**Rendement %**	**Indice %**	Résultats de placement nets M$	Rendement %	Indice[8] %
Revenu fixe							
Taux	**40,1**	**665**	**s.o.**	**s.o.**	665	1,8	1,4
Crédit	**50,6**	**2 261**	**s.o.**	**s.o.**	2 261	5,1	4,0
Valeurs à court terme	**1,9**	**218**	**0,8**	**0,7**	22	0,6	0,6
Obligations à long terme	**2,9**	**561**	**5,0**	**5,0**	223	8,0	7,6
Obligations à rendement réel	**1,2**	**24**	**1,0**	**0,9**	10	0,8	0,7
Total[1]	**96,7**	**14 587**	**3,7**	**3,0**	3 181	3,5	2,8
Actifs réels							
Immeubles	**34,3**	**13 567**	**11,3**	**11,4**	2 539	8,0	8,2
Infrastructures	**16,2**	**5 353**	**10,3**	**11,6**	1 440	10,1	10,5
Total	**50,4**	**18 920**	**11,0**	**11,3**	3 979	8,7	9,0
Actions							
Mandat Qualité mondiale[2]	**38,8**	**17 164**	**16,8**	**13,6**	3 369	9,5	13,5
Mandat Canada[3]	**26,4**	**11 966**	**10,9**	**9,4**	1 903	7,9	9,9
Mandat Marchés en croissance[4]	**18,7**	**7 376**	**10,3**	**9,1**	4 343	28,4	25,2
Mandat Pondérations alternatives	**19,3**	**3 481**	**s.o.**	**s.o.**	2 676	14,7	14,6
Marchés boursiers[5]	**112,2**	**57 222**	**14,5**	**12,6**	13 557	13,7	14,2
Placements privés	**37,3**	**15 222**	**13,4**	**11,5**	3 999	13,0	10,5
Total	**149,5**	**72 444**	**14,3**	**12,5**	17 556	13,6	13,3
Autres							
Stratégies actives de superposition	**0,6**	**175**	**s.o.**	**s.o.**	(125)	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif[6]	**1,3**	**1 216**	**s.o.**	**s.o.**	(399)	s.o.	s.o.
Total[7]	**298,5**	**109 665**	**10,2**	**9,1**	24 596	9,3	9,2

1. Inclut les rendements sur cinq ans des portefeuilles de revenu fixe fermés.
2. Inclut l'historique du portefeuille spécialisé Actions Qualité mondiale avant 2016.
3. Inclut l'historique du portefeuille spécialisé Actions canadiennes avant 2016.
4. Inclut l'historique du portefeuille spécialisé Actions des marchés en émergence avant 2016.
5. Inclut les activités des mandats Relationnel et Stratégique sur deux ans et du mandat Valeur mondiale sur un an, ainsi que les rendements des portefeuilles de marchés boursiers fermés sur cinq ans.
6. Les résultats incluent le portefeuille spécialisé et les activités de superposition.
7. Le total inclut les activités personnalisées de superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.
8. Les indices sont détaillés à la section Tableaux des rendements des renseignements additionnels.

Gestion des risques

LA GESTION DES RISQUES À LA CAISSE

Face à un contexte géopolitique mondial incertain et un environnement de marché comportant des valorisations élevées, la Caisse n'a pas augmenté sa prise de risque en 2017. Ainsi, le niveau de ses risques financiers est demeuré similaire à celui de 2016. Cette approche vigilante lui a permis de générer un rendement solide, tout en étant bien préparée pour affronter une correction importante des marchés financiers. L'équipe des risques continue de jouer un rôle clé dans l'équilibre rendement-risque des investissements en proposant des encadrements rigoureux et des outils de mesure performants.

Faits saillants

1

En 2017, le niveau de risque de marché du portefeuille global est demeuré sensiblement le même qu'en 2016.

2

La Direction des risques a continué d'appuyer les activités d'investissement en exerçant une influence constructive auprès des équipes et en participant activement aux comités d'investissement.

3

Une méthodologie de calcul de l'empreinte carbone basée sur les meilleures pratiques et liée à la stratégie d'investissement de la Caisse face au défi climatique a été développée en 2017.

ÉVOLUTION DES MESURES DE RISQUE

La gestion des risques fait partie intégrante de l'ensemble des activités de la Caisse, autant dans la gestion de ses portefeuilles que dans ses processus d'affaires. Au cours des dernières années, ses équipes ont développé une saine culture de risque et réalisé de nombreuses initiatives qui lui ont permis d'avoir un degré d'avancement élevé en matière de gestion des risques. La Caisse a poursuivi sur cette voie en 2017 en cherchant à établir, à travers le déploiement de ses orientations stratégiques, la meilleure adéquation rendement-risque pour ses investissements.

Dans la gestion de ses risques, la Caisse tient compte à la fois du contexte économique mondial, de l'évolution des marchés financiers et des concentrations sectorielle et géographique de son portefeuille. En cours d'année, ses équipes ont déterminé un certain nombre de risques à surveiller, dont plusieurs continueront d'être suivis en 2018 :

- le processus de normalisation des banques centrales et l'ajustement des politiques monétaires;
- une correction potentielle des valorisations advenant un sentiment d'aversion pour le risque;
- l'évolution du protectionnisme dans le monde et plus particulièrement du gouvernement américain, ainsi que l'incertitude entourant la renégociation de l'ALENA;
- les tensions géopolitiques entre les États-Unis et l'Iran, la Corée du Nord et la Chine;
- la poursuite des négociations sur le Brexit et l'instabilité toujours présente en Europe malgré la meilleure tenue de l'économie;
- les tensions liées aux inégalités sociales à travers le monde et la montée des mouvements populistes;
- un enjeu de compétitivité persistant au Canada, l'appréciation du dollar canadien, l'évolution du secteur pétrolier et l'endettement des ménages.

GESTION DES RISQUES

Risque de marché

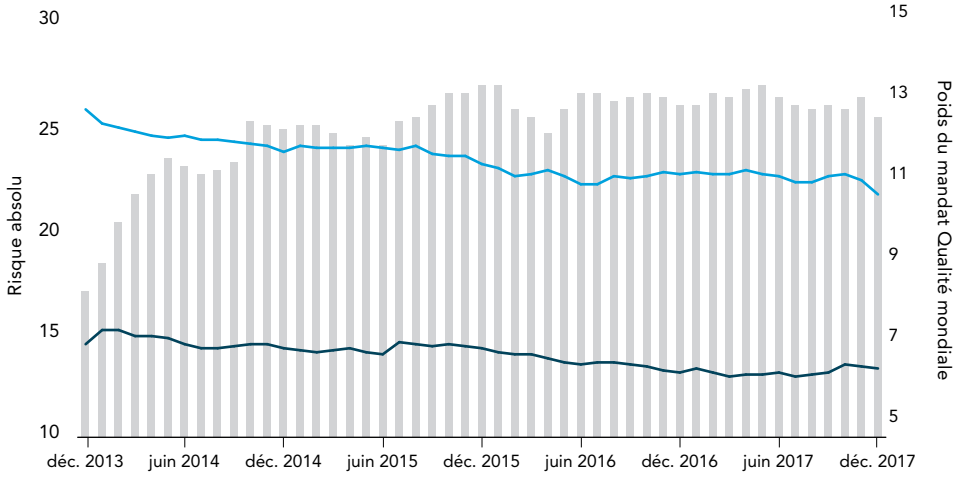
Pendant l'année 2017, la méthodologie de calcul de la valeur à risque (VaR) a évolué afin de mieux répondre aux besoins et aux orientations de la Caisse, et de permettre une meilleure utilisation des données de risque dans la répartition de l'actif. Les principaux changements apportés aux paramètres de cette méthode d'évaluation du risque de marché sont les suivants :

- une augmentation de l'historique des données de 2 500 à 3 000 jours pour préserver les données statistiques des périodes de volatilité;
- un allongement de l'horizon de mesure d'une semaine à un mois pour mieux capter les corrélations entre les catégories d'actif;
- une révision du processus de simulation historique des taux d'intérêt dans un contexte de niveau de taux bas pour réduire l'effet des réductions de taux;

GRAPHIQUE 18

INCIDENCE DE LA PONDÉRATION DU MANDAT QUALITÉ MONDIALE SUR L'ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU[1]
(en pourcentage)

- Risque absolu – Actions
- Risque absolu – Caisse
- Poids – Mandat Qualité mondiale

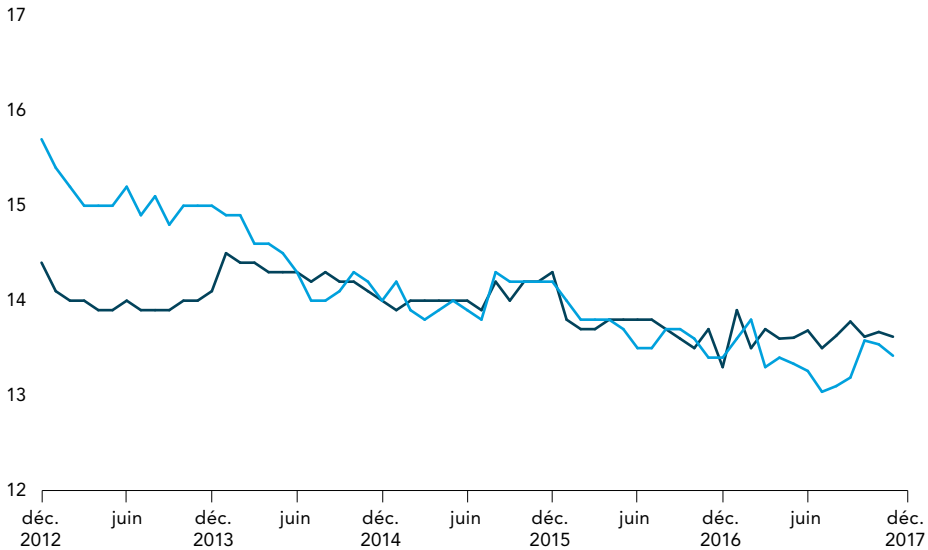


1. Les chiffres de risque antérieurs à juillet 2017 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2017.

GRAPHIQUE 19

ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU DE LA CAISSE ET DU RISQUE DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE[1]
(en pourcentage)

- Risque absolu de la Caisse
- Risque du portefeuille de référence



1. Les chiffres de risque antérieurs à juillet 2017 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2017.

- une baisse du niveau de confiance de 99 % à 95 % pour faciliter l'utilisation des données dans la répartition de l'actif.

De la fin 2012 à la fin 2017, le niveau de risque de marché du portefeuille global de la Caisse a considérablement diminué, entre autres en raison des facteurs suivants :

- l'adoption par la Caisse d'une approche de gestion en absolu;
- la stratégie Qualité mondiale (voir le graphique 18, p. 52);
- l'exposition accrue aux devises étrangères;
- la réduction de l'échéance des titres du portefeuille BTAA, lequel a été fermé en 2017.

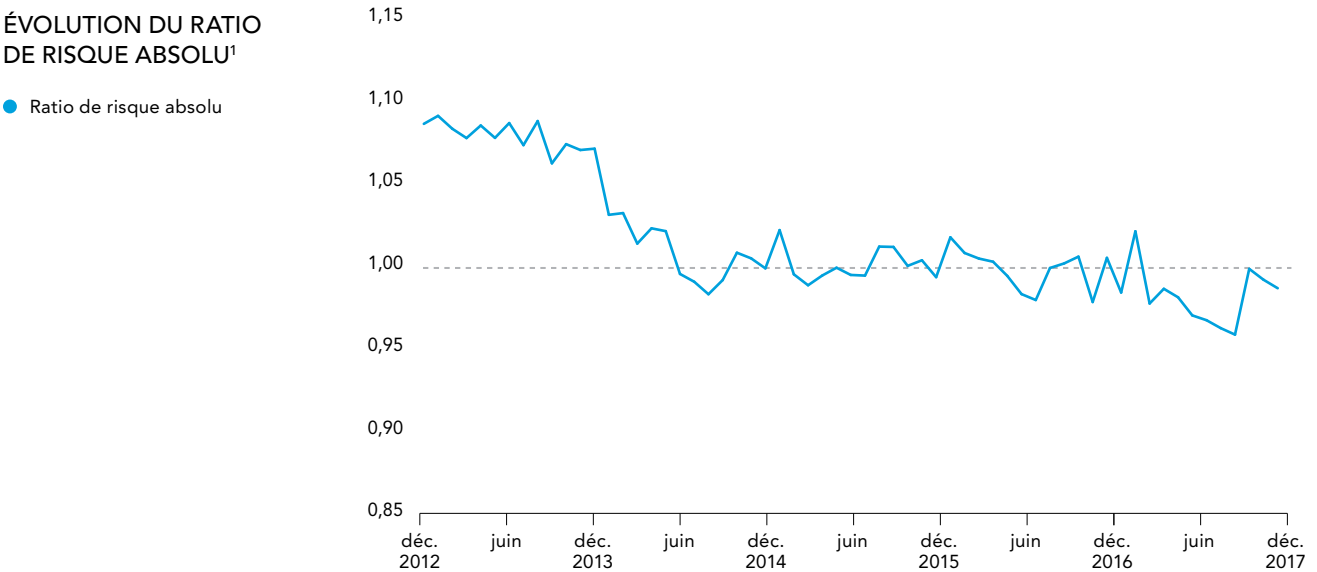
Le graphique 19, à la page 52, montre l'évolution sur cinq ans du risque absolu du portefeuille global en comparaison avec celui de son portefeuille de référence. On remarque que le risque du premier était plus élevé que celui du second au 31 décembre 2012, mais s'en est rapproché au cours de la période, pour se situer à un niveau très légèrement inférieur au 31 décembre 2017, soit 13,4 %, contre 13,6 %. En 2017, le niveau de risque plus faible du portefeuille global s'explique principalement par un positionnement défensif en répartition de l'actif durant une grande partie de l'année.

La baisse du niveau de risque absolu de la Caisse sur la période de cinq ans s'est traduite par une diminution du ratio de risque absolu du portefeuille global par rapport au risque absolu de son portefeuille de référence, comme on peut le voir sur le graphique 20. Rappelons que c'est sur ce ratio que la Caisse établit la limite de risque absolu qui encadre le risque de marché. Au 31 décembre 2017, le ratio de risque absolu se situait à 0,99. Un niveau se situant à 1,00 indique que la prise de risque pour générer de la valeur ajoutée est identique à celle du portefeuille de référence.

Le risque de marché s'est maintenu au même niveau qu'en 2016 malgré la hausse du risque absolu dans les catégories d'actif Revenu fixe et Actifs réels, laquelle reflète les orientations stratégiques (voir le tableau 21, p. 54). En effet, la Caisse a repositionné ses portefeuilles de revenu fixe en accroissant de façon importante ses activités de crédit, incluant le crédit aux entreprises, le crédit gouvernemental et le financement spécialisé, des segments de marché plus performants, mais plus risqués. Du côté des actifs réels, les changements dans la diversification des portefeuilles et l'exposition aux devises expliquent la variation. En revanche, on note une baisse du risque absolu du côté des Actions.

GRAPHIQUE 20

ÉVOLUTION DU RATIO DE RISQUE ABSOLU[1]



1. Les chiffres de risque antérieurs à juillet 2017 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2017.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le déploiement dans les différents mandats du portefeuille Crédit a entraîné une augmentation du risque de crédit en 2017, en raison d'une exposition plus grande aux titres de crédit à rendement élevé et à la dette des marchés en croissance. En plus des mesures de risque de marché pour suivre le risque de crédit, la Caisse s'appuie sur les pertes en capital potentielles, une mesure qui intègre les probabilités de défaut, les corrélations et les hypothèses de recouvrement.

Par ailleurs, un comité composé de membres des équipes de risque et d'investissement révise les analyses fondamentales des dossiers d'investissement afin d'établir une cote de crédit interne. Les notations sont revues périodiquement et leur évolution, incluant les écarts avec les notations des agences, est suivie de près par ce comité. En 2017, ce dernier a passé en revue 155 émetteurs. En plus des mesures traditionnelles, les analyses et les suivis des dossiers d'investissement tiennent compte de plusieurs éléments, dont les facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

Risque de concentration

Malgré des positions de plus en plus importantes dans certains investissements, le niveau du risque de concentration du portefeuille global en 2017 est demeuré stable, car la Caisse atténue ce risque en diversifiant ses actifs sur les plans géographique et sectoriel.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie a diminué par rapport à 2016, une situation qui s'explique par la baisse des produits de couverture de devises. Afin de limiter ce risque, la Caisse suit quotidiennement une série d'indicateurs financiers pour chacune de ses contreparties pour évaluer leur santé financière. Tout au long de l'année, les changements dans la qualité du crédit des contreparties ont été analysés afin de maintenir ce risque à un bas niveau (voir le tableau 22).

Risque de liquidité

En 2017, la Caisse pouvait compter sur un niveau de liquidités adéquat, en hausse par rapport à 2016. Dans le cadre de sa nouvelle approche pour la gestion des liquidités, elle détermine ses besoins en vue de constituer une réserve formée de liquidités primaires, soit des actifs liquides qui

TABLEAU 21

RISQUE DE MARCHÉ – ABSOLU[1]
(en pourcentage au 31 décembre)

Catégories	**2017**	2016
Revenu fixe	**5,8**	5,1
Actifs réels	**18,9**	18,0
Actions	**22,0**	23,0
Autres placements	**0,4**	0,4
Global	**13,4**	13,4

1. Les chiffres au 31 décembre 2016 ont été redressés afin de refléter les changements apportés à la méthodologie de calcul de risque.

TABLEAU 22

ÉVOLUTION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE[1]
(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013
Exposition brute sans effet compensatoire	**537,3**	872,8	741,7	1059,7	1918,1
Exposition nette selon les ententes ISDA[2]	**39,4**	81,2	5,4	61,8	97,5

1. Les instruments financiers dérivés négociés de gré à gré avec et par les filiales immobilières sont exclus.
2. L'exposition nette selon les ententes ISDA est l'exposition brute moins la compensation des montants à risque et l'échange des sûretés.

peuvent être utilisés immédiatement sans perte de valeur, et de liquidités secondaires, soit des actifs un peu moins liquides, mais qui peuvent être convertis rapidement. Il s'agit de titres résilients même en période de fortes baisses de marché. La Caisse établit ainsi sur une base annuelle un seuil minimal de liquidités à maintenir dans la réserve afin de :

- respecter ses engagements potentiels ainsi que ceux de ses déposants;
- rééquilibrer son portefeuille global;
- conserver la marge de manœuvre désirée advenant une crise, notamment pour tirer profit d'occasions d'investissement attrayantes.

Un suivi quotidien est effectué, et des ajustements sont apportés à la réserve en fonction de divers critères. Au 31 décembre 2017, la Caisse disposait d'un montant qui lui permettait amplement de respecter ses engagements potentiels, et ce, même dans le cas d'une correction majeure des marchés (voir la note 12 des États financiers consolidés, p. 154).

RÉVISION DES ENCADREMENTS ET PROCESSUS

En 2017, la Caisse a réalisé différentes initiatives visant à renforcer ses encadrements et ses processus de gestion des risques, tout en mettant de l'avant les principes directeurs qui guident sa démarche (voir la note 12 des États financiers consolidés, p. 154).

Influence de la fonction Risque en investissement

La Direction des risques joue un rôle clé dans les activités d'investissement et son influence se manifeste de différentes façons, entre autres par :

- une présence active au sein de plusieurs comités, dont le comité Investissement et gestion des risques, le comité Investissement-Risques, le comité Risques opérationnels, le comité sur les devises, le comité de recherche ainsi que les comités d'investissement;
- l'intégration d'experts-métiers en risque pour les activités de chacune des équipes d'investissement. Dédiées aux différentes catégories d'actif, ces personnes-ressources font le pont entre ces groupes et les autres membres de l'équipe de gestion des risques, offrent un appui aux gestionnaires de portefeuilles dans la gestion optimale de leurs risques et contribuent à l'équilibre rendement-risque.

Planification stratégique des investissements et suivi des risques stratégiques

À l'occasion de l'élaboration du plan stratégique annuel, des analyses poussées des stratégies mises de l'avant par les groupes d'investissement sont réalisées afin de bien cerner leurs enjeux et de déterminer les impacts possibles des nouvelles initiatives sur le risque de la Caisse. Ces analyses, qui incluent des scénarios de crises de marché et de liquidité, contribuent de façon importante à définir les priorités stratégiques de la Caisse.

Accent sur la gestion des risques transversaux

En 2017, de nombreuses analyses ont été réalisées à la fois sur les risques émergents et les thèmes transversaux susceptibles d'avoir une incidence sur l'ensemble des portefeuilles de la Caisse, notamment sur la fiscalité américaine, la renégociation de l'ALENA, le secteur de l'énergie et la transformation du modèle économique mondial. De nouveaux outils ont également été développés pour mieux analyser ces risques et faciliter leur suivi.

Atténuation des risques opérationnels

Les risques opérationnels peuvent découler autant des activités transactionnelles, de la croissance et de la mondialisation des activités de la Caisse que des transformations faites au sein de l'organisation pour atteindre les objectifs stratégiques. Le comité Risques opérationnels évalue et mesure ces risques, et réalise différents travaux dans l'objectif de les atténuer. En 2017, ces travaux incluaient :

- la mise à jour de la cartographie des risques opérationnels;
- l'évaluation du risque de réputation pour l'ensemble des investissements directs en portefeuille;
- l'établissement d'un guide à l'attention des nouveaux employés sur le processus d'investissement;
- la clarification des règles à suivre en matière de vérification d'antécédents;
- l'analyse du risque de fraude dans les activités d'investissement;
- la revue opérationnelle des partenaires en gestion externe.

GESTION DES RISQUES

Nouveaux encadrements et suivis des catégories d'actif

Au cours de l'année, la Caisse a revu certaines de ses politiques d'investissement afin de tenir compte des orientations adoptées dans le cadre de la planification stratégique et de mettre en place des encadrements reflétant sa tolérance au risque. Les révisions comprenaient :

- Actifs moins liquides : modification aux politiques d'investissement des portefeuilles Placements privés et Infrastructures, ainsi qu'aux politiques de gestion intégrée des risques des filiales Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital;
- Revenu fixe : structuration des encadrements des nouveaux portefeuilles spécialisés Taux et Crédit, de même que ceux des quatre mandats de ce dernier. Mise en place d'une nouvelle gouvernance pour les activités des deux portefeuilles et de nouveaux comités;
- Marchés boursiers : établissement du nouveau mandat de gestion Valeur mondiale et définition des marges de manœuvre;
- Marchés en croissance : suivi rigoureux des risques géopolitiques, mise à jour de tableaux de bord et rédaction de fiches sur les pays clés et les principales devises, de même que de notes de vigie sur différents enjeux. Les équipes ont également révisé et évalué les primes de risque associées à ces marchés et aux dossiers d'investissement, en considérant divers facteurs tels que le potentiel de croissance d'un pays, les niveaux de valorisation, la volatilité et les risques.

AMÉLIORATION DES MÉTHODOLOGIES ET DES OUTILS DE GESTION DES RISQUES

La Caisse a continué de raffiner ses méthodologies et ses outils d'analyse quantitative afin d'offrir un meilleur suivi des risques. En 2017, les améliorations ont bénéficié à plusieurs équipes, notamment :

- Revenu fixe : développement d'outils de construction de portefeuille et de suivi de l'environnement, ainsi que d'indicateurs pour évaluer le cycle de crédit. Mise en place d'une nouvelle méthodologie de mesure du risque des taux;
- Placements privés : conception d'une grille de risques afin de distinguer encore plus en profondeur les dossiers d'investissement et d'en raffiner la compréhension en termes de rendement-risque;
- Répartition de l'actif : développement d'outils de suivi des activités du portefeuille et intégration d'analyses de risque pour chacune de ses nouvelles stratégies;
- Stratégies actives de superposition : détermination de mesures de risque complémentaires à la méthodologie utilisée afin d'avoir une vue agrégée des activités du portefeuille, des fonds externes et des activités de gestion tactique.

Mesures de risque

Comme mentionné précédemment, la méthodologie de calcul de la VaR a évolué au cours de l'année 2017. En complément de la VaR de marché, différents tests de tension sont effectués afin de quantifier les répercussions potentielles sur le portefeuille global de certains événements de marché. Ces tests enrichissent l'éventail des scénarios élaborés pour appuyer la prise des décisions d'investissement.

En outre, la Caisse a établi une preuve de concept pour une nouvelle mesure de risque à long terme fondée sur les facteurs clés qui définissent le risque pour chaque entreprise. Cet outil offre une perspective complémentaire à la VaR dans la gestion des risques. Il incorpore davantage le risque spécifique de chaque investissement et permet une factorisation du risque fondamental, en plus d'offrir une vue globale du portefeuille.

Évaluation du risque climatique

En 2017, la Caisse a déterminé les cibles et les moyens à adopter pour contribuer de façon constructive à la transition vers une économie sobre en carbone. Une méthodologie basée sur les meilleures pratiques et évaluée par un auditeur externe et indépendant a été conçue afin de mesurer l'empreinte carbone de ses investissements. Ces travaux ont mené à l'établissement d'un diagnostic pour l'ensemble des activités d'investissement et au calcul de l'empreinte carbone globale en vue de définir une cible globale de réduction de GES par dollar investi. Pour plus d'information, voir la section Changements climatiques du Rapport d'investissement durable.

Conformité

Les activités de conformité de la Caisse comprennent notamment la surveillance pour assurer le respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles, ainsi que le Code d'éthique et de déontologie.

Faits saillants

1

Les programmes de conformité ont été appliqués tout au long de l'année pour assurer le respect des politiques de placement des déposants, des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés et des mandats de gestion.

2

La sensibilisation des employés au Code d'éthique et de déontologie s'est poursuivie au moyen de diverses activités.

POLITIQUES DE PLACEMENT ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Des programmes de conformité sont en place pour attester du respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles de la Caisse. En 2017, des certificats de conformité à ces politiques ont été transmis aux déposants à deux reprises, soit en date du 30 juin et du 31 décembre. Également, les programmes pour assurer le respect et la conformité des activités réalisées dans les portefeuilles spécialisés et les mandats de gestion se sont poursuivis.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Le respect du Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés est primordial. Au début de chaque année, tous les employés doivent signer une déclaration qui confirme le respect du Code et l'information sur leur situation quant à leur portefeuille personnel. Ils sont également tenus de signaler toute situation où il est raisonnable de croire à un manquement au Code ou à toute politique de la Caisse.

Au cours de 2017, la Caisse a mis en œuvre plusieurs activités pour sensibiliser ses employés aux différents aspects du Code. De plus, des capsules interactives sur des thèmes spécifiques ainsi que des « Questions d'éthique » ont été diffusées sur l'intranet des employés tout au long de l'année pour rappeler les comportements à adopter dans des situations comportant une dimension éthique et déontologique. Le système de préautorisation des transactions personnelles est accessible à tous les employés, incluant ceux des bureaux à l'international. Le Code d'éthique et de déontologie a également été adapté pour chaque bureau à l'international, en fonction des réglementations locales.

Finalement, la Caisse a adopté en 2017 une politique contre le harcèlement et l'inconduite. Cette dernière vise à maintenir les plus hauts standards en matière de conduite professionnelle et de respect en milieu de travail, et établit la manière dont seront traités les cas éventuels.

Il est possible de consulter le Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés sur le site Web de la Caisse (www.cdpq.com), dans la section Gouvernance.

CONFORMITÉ

ACCÈS À L'INFORMATION

La Caisse traite les demandes d'accès à des documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi sur l'accès). En 2017, la Caisse a traité 37 demandes d'accès à des documents, dont 26 pour la Caisse et 11 pour CDPQ Infra. Toutes ces demandes ont été traitées dans les délais légaux. De ces 37 demandes, 14 ont été acceptées, 15 ont été acceptées en partie, une a été référée à une autre entité et sept ont été refusées. Les demandes reçues concernaient notamment les indemnités de départ et heures supplémentaires, les frais de déplacement, le nombre d'employés et la masse salariale, les sommes dépensées en dons et commandites, les projets et ressources informationnelles, les mesures disciplinaires contre des employés, les voyages, les cyberattaques, les contrats informatiques, le Réseau express métropolitain (REM) et plusieurs autres sujets de nature administrative ou budgétaire. Aucune demande n'a fait l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information. Les réponses aux demandes d'accès peuvent être consultées sur le site Web de la Caisse.

Finalement, conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, la Caisse publie sur son site Web les informations spécifiques visées par ce Règlement : baux, contrats de formation, contrats de publicité et promotion, contrats de télécommunication mobile, frais de formation, frais de déplacement (global), ainsi que les frais de déplacement, de fonction et de véhicule de fonction du président.

CYBERSÉCURITÉ

La cybersécurité est une préoccupation constante pour la Caisse. Elle met en place toutes les mesures nécessaires pour contrer les risques potentiels sur la conduite de ses activités. En 2017, elle a d'ailleurs revu et renforcé l'ensemble de ses processus de gestion de la sécurité de l'information, incluant la cybersécurité. Elle a également organisé pour ses employés une rencontre et une campagne de communication afin d'accentuer l'importance de cet enjeu et de les outiller à détecter plus facilement les menaces potentielles.

POLITIQUE LINGUISTIQUE

La Caisse se conforme aux exigences de la Charte de la langue française et à sa Politique linguistique qui établit le français comme langue de travail au quotidien pour tous ses employés situés dans ses bureaux au Québec. Elle accorde une importance fondamentale à la qualité et à l'utilisation du français dans ses communications orales et écrites.

À cet effet, elle met à la disposition de ses employés divers outils utiles à la bonne utilisation du français ainsi que plusieurs ouvrages de référence, dont un lexique qu'elle a développé sur la terminologie propre à ses activités d'investissement.

Au cours de l'année 2017, des articles et capsules linguistiques ont été publiés régulièrement sur l'intranet des employés concernant des expressions et locutions à privilégier. Par ces capsules, la Caisse invite également les employés à utiliser les outils et ouvrages de référence disponibles sur le site de l'Office québécois de la langue française ainsi que plusieurs autres outils linguistiques mis à leur disposition.

Diverses initiatives ont également été poursuivies, dont un jeu-questionnaire et des capsules linguistiques sur la qualité et l'utilisation du français. Par ailleurs, la quatrième édition de la Dictée de la Caisse a été réalisée en décembre 2017. Cette activité s'inscrit dans le cadre des initiatives de sensibilisation à la qualité du français au travail.

GESTION DES PLAINTES

La Caisse a désigné la vice-présidente principale, Conformité et investissement responsable, M^{e} Ginette Depelteau, pour recevoir et analyser les plaintes et y accorder toute l'attention requise. Toute plainte peut être transmise à son attention par téléphone (514 847-5901), par télécopieur (514 281-9334) ou par courriel (gestiondesplaintes@cdpq.com).

Présence de la Caisse au Québec

Réalisations de la Caisse au Québec

Un appui soutenu aux moteurs de la croissance économique du Québec

Guidée par les trois piliers de sa stratégie – croissance et mondialisation, projets structurants et innovation et relève – la Caisse vise à faire émerger et à bâtir des sociétés québécoises fortes et à mettre en œuvre des projets et des initiatives qui contribuent de façon durable au dynamisme de l'économie du Québec.

42,5 G$

ACTIF TOTAL DANS LE SECTEUR PRIVÉ QUÉBÉCOIS, SOIT 2/3 DES 63,4 G$ D'ACTIF AU QUÉBEC

+750

NOMBRE D'ENTREPRISES DONT LA CAISSE EST PARTENAIRE, DONT PLUS DE 650 PME

6,7 G$

TOTAL DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS ET ENGAGEMENTS EN 2017

+50 %

HAUSSE DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR PRIVÉ QUÉBÉCOIS EN CINQ ANS

CROISSANCE ET MONDIALISATION

Nous finançons et accompagnons des sociétés québécoises de toutes les tailles dans leurs projets de croissance et d'expansion, **au Québec et à l'international**, notamment grâce à notre réseau mondial.

50
ACQUISITIONS INTERNATIONALES

réalisées par des entreprises québécoises en portefeuille en 2 ans.

EDDYFI

36,5 M$ dans ce chef de file des systèmes d'inspection avancés pour des acquisitions au Royaume-Uni

GROUPE SOLMAX

Investissement pour une acquisition au Texas et créer un chef de file mondial des géomembranes en polyéthylène

SNC-LAVALIN

1,9 G$ pour l'acquisition de WS Atkins, l'une des plus importantes firmes britanniques d'ingénierie

GROUPE GLUTENBERG

2,5 M$ pour appuyer l'expansion de ce producteur de bières et de spiritueux, notamment aux États-Unis

REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO

200 M$ pour l'acquisition d'un portefeuille d'actifs de métaux précieux situés notamment au Chili

COGECO

Accompagnement dans le cadre d'une acquisition aux États-Unis permettant de rejoindre 230 000 nouveaux foyers (investissement : 585 M$)

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

PROJETS STRUCTURANTS

Nous réalisons des projets structurants, notamment en **immobilier** et en **infrastructures**, qui, en plus de produire de bons rendements, génèrent des retombées concrètes dans l'**économie du Québec**.

4 G$

DE CONTENU QUÉBÉCOIS POUR LE PROJET DU REM

INNERGEX

150 M$ dans le cadre de l'acquisition d'Alterra Power, une société active au Canada, aux États-Unis et en Islande

BORALEX

390 M$ pour appuyer la croissance de ce producteur d'énergie renouvelable

REM

Maître d'œuvre de ce réseau de transport collectif du Grand Montréal, le plus grand construit au Québec depuis 50 ans

ESPLANADE PVM

200 M$ pour revitaliser cet espace et en faire un grand lieu de rassemblement public au centre-ville de Montréal

QUARTIER QB

Construction d'un complexe immobilier à usage mixte au cœur du quartier Cité-Universitaire de Québec

CENTRE EATON

200 M$ pour la métamorphose de cette destination de magasinage la plus achalandée au Québec

INNOVATION ET RELÈVE

Nous mettons un accent particulier sur l'innovation et la relève, développons des **écosystèmes** pour **accompagner les PME** qui réussiront dans la nouvelle économie et favorisons le dynamisme de l'**entrepreneuriat**.

Nous misons sur des secteurs porteurs de la nouvelle économie, comme **l'intelligence artificielle, les nouveaux médias, la mobilité durable et les technologies vertes**.

TRACKTIK

7 M$ aux côtés du fonds iNovia pour accélérer le développement de sa plateforme de gestion de personnel et croître dans de nouveaux marchés

LIGHTSPEED

170 M$ pour poursuivre le développement de solutions de point de vente et de commerce infonuagiques et l'expansion internationale

REAL VENTURES IV

Participation de 15 M$ dans ce fonds qui élargit et intensifie le développement des entreprises techno-logiques en démarrage

PAIEMENTS PIVOTAL

Participation importante dans ce spécialiste des solutions de traitement des paiements et des services aux marchands

eSTRUXTURE

80 M$ aux côtés de Canderel pour appuyer la création d'une plateforme de centres de données infonuagiques

GELPAC

Investissement pour permettre le transfert à la relève de ce fabricant québécois de solutions d'emballage

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

UNE CONTRIBUTION TANGIBLE À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

La Caisse joue un rôle de premier plan dans l'économie du Québec. Dans ce marché qu'elle connaît en profondeur, ses activités contribuent à stimuler la croissance économique à travers des investissements et de l'accompagnement dans le secteur privé, notamment auprès des entreprises innovantes, et des projets structurants. Grâce à l'expertise et au savoir-faire de ses équipes, ses réalisations génèrent des retombées tangibles, au bénéfice de ses déposants et de l'économie québécoise dans son ensemble.

Au fil des ans, le rôle de la Caisse au Québec a beaucoup évolué. Depuis quelques années, elle oriente la majeure partie de ses investissements vers le secteur privé, puisqu'il s'agit du principal moteur de l'économie québécoise. Sa présence dans ce secteur se chiffre aujourd'hui à 42,5 G$, ce qui représente une hausse de plus de 50 % depuis cinq ans. Pour maximiser son impact au Québec, elle mise sur trois grandes priorités d'action : la croissance et la mondialisation, les projets structurants ainsi que l'innovation et la relève. Elle accompagne ainsi activement les entreprises québécoises dans leurs projets d'expansion au Québec et dans le monde. Elle conçoit et développe de grands projets immobiliers et d'infrastructures. Elle appuie les PME qui se démarqueront dans la nouvelle économie, et contribue au dynamisme entrepreneurial à travers une série d'initiatives pour promouvoir le métier d'entrepreneur.

Au cours de l'exercice 2017, l'approche de la Caisse en trois axes a mené à des nouveaux investissements et engagements de 6,7 G$, ce qui constitue un niveau exceptionnel. Cela porte le total de ses engagements et investissements sur cinq ans à 17,5 G$.

Pour optimiser son impact au Québec, la Caisse mise sur ses avantages stratégiques, soit l'expertise de ses équipes dans plusieurs secteurs, dont l'immobilier et les infrastructures, ses relations d'affaires au Québec et dans le monde, ses bureaux dans neuf pays et son bassin d'entreprises partenaires au Québec et à l'international. Ses réalisations vont ainsi bien au-delà des dollars investis. Le projet du Réseau express métropolitain (REM), qui a franchi plusieurs étapes clés en 2017, en est un exemple probant. Il en va de même pour le plan pour le centre-ville de Montréal, qui a mené à l'inauguration de la Maison Manuvie, à la transformation du Fairmont Le Reine Elizabeth et au lancement de projets à l'Esplanade de Place Ville Marie et au Centre Eaton de Montréal.

AU 31 DÉCEMBRE 2017, L'ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC S'EST ÉTABLI À 63,4 G$. PLUS DES DEUX TIERS DE CE MONTANT ÉTAIENT INVESTIS DANS LE SECTEUR PRIVÉ, SOIT 42,5 G$.

TABLEAU 23

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN PLACEMENTS PRIVÉS ET EN INFRASTRUCTURES AU QUÉBEC
(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2017			2016		
	Actif	**Engagements non déboursés**	**Actif et engagements non déboursés**	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Petites et moyennes entreprises	**1 958**	**686**	**2 644**	1 354	643	1 997
Grandes entreprises	**10 231**	**961**	**11 192**	8 067	614	8 681
Total	**12 189**	**1 647**	**13 836**	9 421	1 257	10 678

PARTENAIRE DE LONG TERME DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

La Caisse vise à faire émerger et à bâtir des entreprises québécoises fortes, capables de rivaliser avec les meilleures de leur industrie et de se tailler une place sur les marchés mondiaux. Elle tisse avec elles des partenariats à long terme. Pour les appuyer à tous les stades de leur développement, elle développe des solutions de financement sur mesure, qui répondent à leurs besoins.

APPUYER LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DE DIVERSES TAILLES

Le savoir-faire unique des équipes de la Caisse est mis à contribution pour appuyer les entreprises québécoises dans leurs projets, qu'il s'agisse de croissance, de mondialisation, d'innovation ou de relève. Au cours de l'année 2017, la Caisse a ainsi appuyé les projets d'expansion de plusieurs entreprises de tailles variées, dont Cogeco, Eddyfi Technologies, Groupe Solmax, Groupe Glutenberg, Redevances Aurifères Osisko et SNC-Lavalin. Elle a aussi financé les projets d'entreprises innovantes comme Lightspeed, eStruxture, Paiements Pivotal et TrackTik.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT – PLACEMENTS PRIVÉS ET INFRASTRUCTURES

En 2017, l'actif total de la Caisse au Québec en placements privés et en infrastructures a atteint 12,2 G$ (voir le tableau 23, p. 64).

Les placements privés incluent des participations directes dans des sociétés privées et des titres boursiers d'entreprises cotées dans le cas de premières émissions ou de transactions d'envergure.

La Caisse investit également dans des sociétés québécoises cotées en bourse dont la capitalisation boursière est inférieure à 1,5 G$. Cet engagement permet de stimuler à la fois leur essor et le marché des actions au Québec.

Le tableau 24 présente les 10 principaux placements au Québec en placements privés et en infrastructures.

Présence dans le secteur privé

La présence de la Caisse dans le secteur privé se concrétise à travers cinq métiers :

- les placements privés;
- les investissements boursiers;
- le financement sous forme de prêt;
- les investissements en infrastructures;
- les investissements en immobilier.

TABLEAU 24

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – PLACEMENTS PRIVÉS ET INFRASTRUCTURES
(au 31 décembre 2017)

Alimentation Couche-Tard
Boralex
CAMSO
Ciment McInnis
Groupe CGI
Groupe WSP Global
Lightspeed
Québecor
Redevances Aurifères Osisko
Trencap (Énergir, anciennement Gaz Métro)

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT – MARCHÉS BOURSIERS

Au 31 décembre 2017, l'actif total investi en titres boursiers québécois s'élevait à 9,7 G$ (voir le tableau 25). Les 10 principales positions dans cette catégorie d'actif sont répertoriées au tableau 26.

Dans le portefeuille Marchés boursiers de la Caisse, les titres de sociétés québécoises représentaient 33 % du total de l'actif du mandat Canada au 31 décembre 2017. Cette forte pondération représente plus du double du poids de ces titres dans l'indice S&P/TSX, lequel ne comprenait que 15,6 % de titres d'entreprises québécoises pour la même période.

DES PARTENARIATS AVEC DES FONDS POUR DYNAMISER LA CROISSANCE DES PME

Au fil des ans, la Caisse a développé des partenariats avec différents fonds au Québec. D'une part, cette approche lui permet d'appuyer la croissance d'un plus grand nombre d'entreprises de tailles variées. D'autre part, cela lui donne accès à une pépinière d'entreprises prometteuses, d'où émergent souvent des cibles potentielles pour des investissements directs.

Les équipes de la Caisse ont ainsi examiné les entreprises faisant partie des fonds partenaires et suivi leur évolution sur une base régulière. Cet exercice a permis d'identifier celles qui pourraient faire l'objet d'un investissement direct. En 2017, deux réalisations découlent directement de cette stratégie. D'abord, un investissement dans TrackTik, propriétaire d'une plateforme pour la gestion de personnel du secteur de la sécurité. Il en va de même pour Lightspeed, une société offrant des solutions de point de vente infonuagiques pour les détaillants et restaurateurs indépendants, dans laquelle la Caisse a réinvesti. Les deux entreprises ont été ciblées par l'entremise du fonds iNovia Capital, dont la Caisse est partenaire depuis quelques années. En 2016, la Caisse avait aussi investi directement dans une entreprise du portefeuille du fonds Brightspark Ventures, soit Hopper, dont l'application mobile analyse et prédit le prix des billets d'avion.

La Caisse est aussi partenaire de Capital régional et coopératif Desjardins pour le fonds Capital croissance PME (CCPME), qui offre aux PME québécoises du financement pour réaliser leurs projets de croissance. Il vise à satisfaire les besoins de financement des petites entreprises et accorde une attention particulière au développement des entreprises situées en région. Depuis sa création en 2010, il a autorisé des investissements totalisant 448,4 M$ dans 375 PME, dont près de 80 % sont établies à l'extérieur de Montréal et de la région de Québec. En 2017, 79 entreprises ont obtenu un appui de ce fonds, pour un total de 74,2 M$.

TABLEAU 25

ACTIF DU PORTEFEUILLE DES MARCHÉS BOURSIERS AU QUÉBEC
(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2017	2016
Total – Marchés boursiers	**9 741**	8 472

TABLEAU 26

DIX PRINCIPALES POSITIONS AU QUÉBEC – MARCHÉS BOURSIERS
(au 31 décembre 2017)

Alimentation Couche-Tard
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Dollarama
Groupe CGI
Groupe SNC-Lavalin
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers
Power Corporation du Canada
Saputo
Stella-Jones
Les Vêtements de Sport Gildan

CAPITAL D'INNOVATION

En matière d'innovation, la Caisse conclut des partenariats à long terme avec quelques fonds bien établis qui réalisent des investissements au Québec. Cette façon de faire vise à permettre à un plus grand nombre de nouvelles PME technologiques de traverser avec succès les premiers stades de leur développement. En 2017, elle a ainsi conclu de nouveaux engagements, dont :

- 75 M$ dans Novacap TMT V, le plus grand fonds d'investissement privé canadien dédié au secteur des technologies, médias et télécommunications;
- 20 M$ dans deux fonds de Real Ventures qui ciblent notamment le secteur de l'intelligence artificielle;
- 15 M$ dans Lumira Capital IV, dont les investissements se concentrent dans les entreprises émergentes des secteurs pharmaceutique, de la biotechnologie, des services médicaux, des soins de santé et des sciences de la vie.

Par ailleurs, la Caisse s'est associée au Mouvement Desjardins pour créer un fonds d'investissement entièrement destiné au secteur des technologies financières (FinTech) et à l'intelligence artificielle appliquée à la finance. Ce fonds de capital de risque disposera de 75 M$ pour appuyer l'essor et le développement de nouvelles sociétés en technologies financières au Québec et au Canada. Ce nouveau fonds, créé à l'initiative de la Caisse, s'ajoute au fonds Espace CDPQ, lancé en 2016 et doté de 50 M$ pour le financement de PME québécoises innovantes qui visent une expansion mondiale. Ce fonds est également partenaire du fonds d'amorçage Innovexport pour le financement d'entreprises provenant des incubateurs et des accélérateurs du Québec.

La Caisse appuie aussi de façon continue Teralys Capital depuis sa création en 2009. Teralys développe et soutient des fonds de capital de risque spécialisés dans les secteurs des technologies de l'information, des sciences de la vie et des technologies vertes. Au cours de 2017, Teralys a conclu, par l'entremise de ses divers fonds et directement, des investissements totalisant 225,5 M$ dans 57 entreprises québécoises.

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

CHEF DE FILE DE L'IMMOBILIER AU QUÉBEC

La Caisse compte deux filiales immobilières, Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital. Par l'entremise de ces deux sociétés bien établies dans leur marché, elle est l'un des chefs de file de l'immobilier au Québec. Leurs investissements et leurs activités génèrent des retombées importantes, pour les villes où ils sont réalisés et pour le Québec dans son ensemble.

Au 31 décembre 2017, l'actif total de la Caisse en immobilier au Québec a atteint 10,8 G$. Il est détaillé au tableau 27, tandis que les 10 principaux placements dans ce secteur sont présentés au tableau 28, à la page 69.

IVANHOÉ CAMBRIDGE

Société immobilière d'envergure mondiale, Ivanhoé Cambridge est un acteur majeur dans son domaine au Québec. Au 31 décembre 2017, elle détenait 29 immeubles au Québec, pour une valeur totale de 6,5 G$. Parmi ceux-ci figurent huit centres commerciaux, neuf immeubles de bureaux, trois hôtels de prestige et deux complexes résidentiels. Au total, son portefeuille de centres commerciaux et de bureaux au Québec totalise 12,3 millions de pieds carrés (1,1 million de mètres carrés).

Au cours de l'année, Ivanhoé Cambridge a franchi d'importants jalons dans la réalisation de son plan pour le centre-ville de Montréal en inaugurant deux projets d'envergure :

- la Maison Manuvie, un immeuble de bureaux de catégorie AAA qui héberge le siège social québécois de Manuvie et qui accueillera également les sociétés EY et Boralex;
- l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth, qui a fait l'objet d'une revitalisation de plus de 140 M$ pour transformer l'expérience hôtelière de façon innovante et lui redonner le lustre qui l'a rendu célèbre dans le monde entier.

Par ailleurs, toujours dans la foulée de son plan pour la métropole, Ivanhoé Cambridge a amorcé des travaux majeurs pour rehausser deux espaces emblématiques de Montréal :

- 200 M$ pour revitaliser l'Esplanade et transformer l'offre commerciale de Place Ville Marie;
- 200 M$ pour la métamorphose du Centre Eaton de Montréal, un projet qui implique également la fusion du Complexe Les Ailes sous l'enseigne de cette destination de magasinage la plus achalandée au Québec.

À Québec, Ivanhoé Cambridge a poursuivi les travaux de modernisation et de réaménagement des accès à Place Ste-Foy, et a lancé la troisième et dernière phase du complexe résidentiel Quartier QB, après avoir livré la phase 2. À terme, ce projet comprendra plus de 680 appartements en location.

OTÉRA CAPITAL

Otéra Capital est un prêteur hypothécaire de premier plan au Canada. Très active au Québec, la société gérait un actif totalisant 4,3 G$ au 31 décembre 2017. Elle finance quelque 275 immeubles commerciaux répartis dans 13 régions. Au cours de l'année 2017, elle a consenti plus de 55 nouveaux prêts et refinancements.

TABLEAU 27

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN IMMOBILIER AU QUÉBEC
(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2017			2016		
	Actif	**Engagements non déboursés**	**Actif et engagements non déboursés**	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Centres commerciaux	**3 162**	**231**	**3 393**	3 235	98	3 333
Bureaux	**4 675**	**213**	**4 888**	4 631	195	4 826
Multirésidentiel	**780**	**474**	**1 254**	612	297	909
Autres	**2 213**	**63**	**2 276**	2 047	118	2 165
Total	**10 830**	**981**	**11 811**	10 525	708	11 233

INNOVER POUR RÉALISER DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

Créée en 2015 dans le but d'offrir un modèle unique pour financer et réaliser des projets d'infrastructures publiques, CDPQ Infra, filiale de la Caisse, est responsable du développement et de l'exploitation du Réseau express métropolitain (REM), son premier projet de transport collectif.

L'un des plus grands réseaux de transport automatisé au monde et plus grand projet de transport collectif des 50 dernières années au Québec, le REM reliera le centre-ville de Montréal, des pôles universitaires, la Rive-Sud, la Rive-Nord, l'Ouest-de-l'Île et l'aéroport Montréal-Trudeau par la mise en service d'un métro léger entièrement automatisé et électrique. Il comptera 67 km et 26 stations, et offrira une grande fréquence selon l'heure de la journée et l'emplacement, ce qui facilitera les déplacements quotidiens. En service 20 heures par jour, sept jours sur sept, il sera connecté aux trois principales lignes du métro de Montréal.

D'IMPORTANTS JALONS FRANCHIS EN 2017

Au cours de l'année, plusieurs jalons d'importance ont été franchis dans ce projet novateur. Ainsi, au début de 2017, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a déposé son rapport, qui a été suivi par le décret environnemental en mai. CDPQ Infra a aussi reçu la confirmation du gouvernement du Québec à la fin mars, qui s'est engagé à hauteur de 1,28 G$ pour devenir actionnaire du projet. Cette étape cruciale a été suivie en juin par la confirmation de la participation financière du gouvernement fédéral, également à hauteur de 1,28 G$.

TABLEAU 28

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – IMMOBILIER
(au 31 décembre 2017)

Centre Eaton, Montréal
Édifice Jacques-Parizeau, Montréal
Fairmont Le Château Frontenac, Québec
Fairmont Le Reine Elizabeth, Montréal
Fairview Pointe-Claire, Pointe-Claire
Galeries d'Anjou, Montréal
Laurier Québec, Québec
Le 1000 De La Gauchetière, Montréal
Place Ste-Foy, Québec
Place Ville Marie, Montréal

En septembre, le projet de loi 137, Loi concernant le REM, a été adopté par l'Assemblée nationale.

Toutes ces étapes, conjuguées à l'analyse rigoureuse des propositions des consortiums qualifiés et au choix des consortiums privilégiés pour le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction des infrastructures et celui de fourniture du matériel roulant, de systèmes et de services d'exploitation et de maintenance, ont mené à la confirmation du tracé et du montage financier, ainsi qu'à l'annonce officielle de la mise en chantier en 2018.

DES RETOMBÉES CONSIDÉRABLES

Moins de deux ans après le dévoilement du projet, le REM est devenu concret en février 2018. Ainsi, la construction débutera au printemps 2018, tandis que les premiers tests se feront à la fin 2020 et la mise en service d'une première antenne, à l'été 2021.

Un projet structurant

Le projet du REM générera des retombées économiques considérables au Québec, dont :

- **4 G$** en contenu québécois;
- **34 000** emplois créés pendant la construction;
- **2 G$** versés en salaires;
- **1 000** emplois créés de façon permanente.

Le REM contribuera également à créer un pôle d'expertise dans la grande région métropolitaine pour l'exploitation et la maintenance d'infrastructures de transport électrique et automatisé.

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

UN RÔLE ESSENTIEL DANS LE FINANCEMENT AU QUÉBEC

La Caisse joue un rôle essentiel dans le financement au Québec. Elle appuie de nombreux projets de croissance dans le secteur privé, ce qui a une incidence directe sur la croissance économique du Québec.

Depuis quelques années, la Caisse est très active dans le marché du financement privé où elle continue d'accroître ses activités. En effet, les entreprises privées étant l'un des principaux moteurs de l'économie du Québec, leur financement procure un double avantage : générer des rendements attrayants à long terme tout en soutenant l'activité économique du Québec.

La Caisse est ainsi un partenaire de longue date de plusieurs entreprises québécoises, qu'elles soient inscrites en bourse ou non. Au fil des ans, elle a appuyé de nombreux projets qui leur ont permis de croître sur les marchés locaux et internationaux. Au cours de l'année 2017, elle a appuyé notamment les projets de croissance de La Capitale, Cogeco, Innergex et du cabinet d'architecture Lemay. Elle a aussi financé l'expansion de SNC-Lavalin, grâce à un prêt de 1,5 G$ garanti par la participation de celle-ci dans l'autoroute 407 ETR.

En 2017, dans un contexte où les taux d'intérêt sont demeurés faibles malgré leur récente remontée, et tandis que les rendements attendus des titres obligataires sont modestes, la Caisse a continué de réduire son exposition aux obligations de pays développés dans le cadre de sa stratégie globale d'investissement. Cela s'est traduit notamment par une diminution de ses positions dans le secteur public québécois, au profit du secteur privé. La Caisse demeure néanmoins un important détenteur de titres obligataires du secteur public québécois, qu'ils soient émis par le gouvernement du Québec, des sociétés d'État, des municipalités ou des sociétés paragouvernementales.

Au 31 décembre 2017, l'actif total de la Caisse en titres obligataires des secteurs public et privé québécois se chiffrait à 30,6 G$. Celui-ci est détaillé dans le tableau 29.

TABLEAU 29

ACTIF AU QUÉBEC–
TITRES DE SOCIÉTÉS ET OBLIGATIONS
(au 31 décembre – en milliards de dollars)

	2017	2016
Secteur privé : titres de sociétés	**9,7**	8,5
Secteur public québécois		
Gouvernement du Québec	**14,8**	16,1
Hydro-Québec	**5,0**	4,5
Autres sociétés d'État	**0,9**	1,1
Municipalités et sociétés paragouvernementales	**0,2**	0,2
Sous-total	**20,9**	21,9
Total	**30,6**	30,4

ESPACE CDPQ : DES INVESTISSEMENTS ET DE L'ACCOMPAGNEMENT AU BÉNÉFICE DES ENTREPRENEURS

L'Espace CDPQ est unique au Québec. Ce hub d'investissement et d'accompagnement rassemble des partenaires et des collaborateurs autour d'une ambition commune : accélérer la croissance et la mondialisation des PME québécoises. Pour ce faire, cette initiative de la Caisse met en commun des réseaux, des expertises et des moyens au bénéfice des entreprises du Québec.

Établi à Place Ville Marie depuis 2016, l'Espace CDPQ a finalisé son expansion en 2017. Il réunit aujourd'hui 16 acteurs de l'accompagnement et du financement des PME sous un même toit, afin de favoriser la collaboration. Son volet financement regroupe 11 sociétés d'investissement multisectorielles complémentaires, dont le fonds Espace CDPQ mis en place par la Caisse et doté d'une enveloppe de 50 M$. Son volet accompagnement est assuré par la présence de cinq organismes dédiés au développement et à la formation des entreprises en croissance. Ensemble, ils représentent un réseau de plus de 1 200 entreprises de toutes les tailles et de tous les secteurs, et offrent des ponts vers plus de 170 pays. Grâce à ses activités, l'Espace CDPQ constitue également une source d'investissements potentiels pour la Caisse.

UN HUB QUI GÉNÈRE DE NOMBREUSES ACTIVITÉS

Au cours du premier trimestre de 2017, l'aménagement de la deuxième phase de l'Espace CDPQ a été terminé, ce qui a permis d'accueillir les derniers locataires et de porter le taux d'occupation à 100 %. Ce réseau ainsi créé a généré de nombreuses activités en 2017.

Les sociétés d'investissement de l'Espace CDPQ ont réalisé plus de 100 investissements et réinvestissements pendant l'année. Parmi ceux-ci, on compte deux investissements du fonds Espace CDPQ : 2,5 M$ pour appuyer l'expansion de Groupe Glutenberg, un producteur et distributeur de bières et spiritueux, et un investissement dans Poka, une jeune entreprise qui offre des solutions de communication et de formation Web pour les manufacturiers. Suivant un maillage découlant d'une activité organisée par un partenaire de l'Espace CDPQ, le fonds Brightspark Ventures a par ailleurs réalisé un investissement dans la sherbrookoise Classcraft, une plateforme qui vise à rendre les techniques d'enseignement plus ludiques.

De leur côté, les organismes d'accompagnement et de développement ont appuyé près de 400 entrepreneurs, intrapreneurs et entreprises, notamment grâce à un réseau de plus de 150 mentors. Plusieurs activités de développement d'affaires ont également été organisées au cours de l'année, dont quelque 3 500 réunions d'affaires et 60 événements majeurs sur la croissance, la mondialisation et l'innovation. Tous ces événements ont été des occasions de maillage entre les acteurs de l'Espace CDPQ et ceux de l'écosystème entrepreneurial québécois.

Au total, 16 partenaires locataires sont réunis à l'Espace CDPQ : 11 investisseurs – iNovia Capital, Anges Québec, Anges Québec Capital, fonds Espace CDPQ, OTEAF, Panache, XPND Capital, Brightspark Ventures, Clearspring Capital, Whitestar Capital et Real Ventures – et cinq organismes d'accompagnement et de formation – Réseau QG 100, École d'Entrepreneurship de Beauce, Initiative Intrapreneuriale, Réseau Capital et Univalor. Cette communauté constitue le moteur d'une synergie favorable à la croissance et à la mondialisation des entreprises québécoises prometteuses.

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

INSUFFLER UNE CULTURE ENTREPRENEURIALE FORTE AU QUÉBEC

Pour que l'économie du Québec puisse croître de façon durable, il importe de valoriser le métier d'entrepreneur et de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entreprises. C'est pourquoi la Caisse s'est associée à divers partenaires pour lancer des initiatives concrètes pour promouvoir l'entrepreneuriat.

DEVENIR ENTREPRENEUR

Lancée à l'automne 2015 par la Caisse, le Mouvement Desjardins et la Banque Nationale, Devenir entrepreneur est une initiative de sensibilisation à l'entrepreneuriat qui connaît une progression constante. Dans un contexte où le taux d'intention d'entreprendre des Québécois a triplé depuis 2009 et atteint plus de 40 % chez les moins de 35 ans, cette campagne de sensibilisation connaît beaucoup de succès. Depuis son lancement, plus de 150 entrepreneurs ont contribué au contenu, entre autres pour briser certains mythes liés à l'entrepreneuriat et présenter des portraits d'entrepreneurs inspirants. La plateforme Web, qui a attiré plus de 500 000 visiteurs en deux ans, compte également une communauté de près de 40 000 abonnés sur les médias sociaux.

Au cours de l'année 2017, Devenir entrepreneur a continué de déployer ses messages sur différentes plateformes à travers le Québec et en plusieurs formats, dont des vidéos, des affichages dans 37 cégeps, 12 universités, le métro de Montréal ainsi que dans des colonnes et des abribus de Québec et Montréal. Dans cette foulée, la nouvelle série Web *Les bonnes questions* a été lancée, dans laquelle une dizaine d'entrepreneurs répondent à des questions qui peuvent représenter des freins pour ceux et celles qui voudraient se lancer en affaires.

ENTREPRENDRE C'EST APPRENDRE

Conçue afin de favoriser la réalisation d'activités pédagogiques à caractère entrepreneurial, la boîte à outils « Entreprendre c'est apprendre » a permis à de nombreux enseignants des niveaux primaire et secondaire de faciliter l'apprentissage par l'entrepreneuriat. Au cours de l'année 2017, 27 projets et outils pédagogiques axés sur l'entrepreneuriat ont ainsi été réalisés dans des écoles de partout au Québec, pour un total de 73 projets depuis le lancement de l'initiative. Tous ces projets sont publiés sur le site entreprendrecestapprendre.com et sont disponibles pour le corps professoral.

En collaboration avec OSEntreprendre, la deuxième édition de la Semaine des entrepreneurs à l'école a étendu ses activités dans les 17 régions du Québec et a connu un franc succès. Ainsi, plus de 260 entrepreneurs se sont joints à l'initiative à laquelle 11 000 élèves de 12 à 17 ans et 200 enseignants de 155 écoles ont participé.

SUSCITER L'ATTRAIT DE L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES JEUNES

Deux autres partenariats visent à inspirer les jeunes de toutes les régions du Québec à se lancer en affaires. Mené par Fusion Jeunesse, le Défi Jeunes d'Affaires souhaite montrer la réalité quotidienne d'une entreprise dans un domaine qui passionne les jeunes. En 2017, la deuxième édition de cette initiative a rejoint 1 279 élèves de 21 écoles. Par ailleurs, la quatrième édition de la Grande journée des petits entrepreneurs a inspiré 4 200 jeunes de 5 à 12 ans à lancer une entreprise d'un jour. À sa première édition en 2014, cette initiative avait attiré 300 participants.

PORTRAIT DE L'ENTREPRENEURIAT AU FÉMININ

Présenté par la Caisse depuis 2011, et réalisé en partenariat avec l'Institut d'entrepreneuriat Banque Nationale – HEC Montréal (IEBN) et Léger, l'Indice entrepreneurial québécois évalue les grands indicateurs de la chaîne entrepreneuriale. En 2017, l'Indice a dressé l'un des plus grands portraits jamais réalisés sur l'entrepreneuriat féminin au Québec.

devenir entrepreneur

entreprendre c'est apprendre

semaine des entrepreneurs à l'école

UN ACTEUR CLÉ DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE QUÉBÉCOISE

Par la nature même de ses activités, la Caisse est l'un des acteurs clés de l'industrie financière québécoise. Elle accorde d'ailleurs une attention particulière à la relève dans ce secteur en misant sur le développement d'un bassin d'experts qualifiés.

Au fil des ans, elle a ainsi noué des partenariats avec de grandes universités québécoises afin de répondre aux besoins particuliers du secteur financier. Ces collaborations se traduisent par le soutien de chaires de recherche ou la création de programmes de formation. Par exemple, la Caisse et l'Université Laval ont mis sur pied l'Académie de la relève entrepreneuriale CDPQ, dont la première cohorte a gradué en décembre 2017. Cette formation d'un an a pour objectif de développer des compétences entrepreneuriales de haut niveau chez des étudiants et des diplômés de l'Université Laval qui ont démarré une entreprise à fort potentiel de croissance.

Voici d'autres exemples de collaboration avec le milieu universitaire :

- Programme CDPQ-HEC Montréal – Émergence internationale;
- Chaire Caisse de dépôt et placement du Québec en gestion de portefeuille – École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG UQAM);
- Salle des marchés – ESG UQAM;
- Chaire de leadership en enseignement en gestion actuarielle des risques d'actifs – Caisse de dépôt et placement du Québec de l'Université Laval;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université de Sherbrooke;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université Concordia;
- Recherche sur l'investissement responsable à Polytechnique Montréal;
- Fonds de placement – Fondation de l'Université du Québec à Rimouski;
- Centre d'excellence – Carrefour d'entrepreneuriat et d'innovation – Université du Québec à Trois-Rivières;
- Académie de la relève entrepreneuriale – Université Laval;
- Programme en entrepreneuriat en culture, médias et divertissement – HEC Montréal;
- Programme d'agrément pour la Certification professionnelle en placements durables de l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia.

Chaque année, la Caisse emploie également de nombreux étudiants dans le cadre de son programme de stages pour des postes en finance et dans d'autres secteurs clés. En 2017, la Caisse a ainsi embauché quelque 120 étudiants au cours de l'année, pour des périodes allant de quatre à huit mois.

COLLABORATION AVEC LE SECTEUR FINANCIER

La Caisse joue un rôle actif au sein de Finance Montréal, un organisme qui vise à renforcer le secteur financier québécois. Elle a notamment contribué à la mise sur pied de la Conférence internationale de Montréal sur la retraite, dont la cinquième édition s'est tenue en 2017 sur les enjeux et solutions liés à la retraite à travers le monde.

UN GRAND RÉSEAU DE FOURNISSEURS

La Caisse et ses filiales utilisent les services de nombreuses entreprises québécoises dans la réalisation de leurs activités. Celles-ci nécessitent l'apport de plus de 2 000 fournisseurs ayant un établissement d'affaires au Québec. En 2017, la Caisse et ses filiales ont augmenté leurs déboursés au Québec d'environ 100 M$, pour atteindre un montant total de plus de 900 M$.

Dans sa politique en matière de contrats d'acquisition ou de location de biens et services, la Caisse vise à favoriser les fournisseurs québécois, pourvu qu'ils répondent aux critères de coût et de qualité recherchés.

Investissement durable

Investissement durable

Nous visons à agir en investisseur responsable

En 2018, nous publions notre premier Rapport d'investissement durable qui présente notre vision et nos engagements en fonction de différents thèmes.

Nos engagements en investissement durable

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Nouvelle stratégie d'investissement face au défi climatique

FEMMES EN AFFAIRES

Mesures pour accroître la place des femmes en affaires

GOUVERNANCE

Dialogue avec les entreprises et exercice de notre droit de vote

FISCALITÉ INTERNATIONALE

Nouvel énoncé en matière de fiscalité internationale

PROCESSUS D'INVESTISSEMENT

Intégration des facteurs ESG dans toutes nos décisions

IMPLICATION SOCIALE

Activités philanthropiques et Plan d'action de développement durable 2017

Nous entendons exercer **un leadership fort** en investissement durable auprès du milieu financier et de nos pairs.

Participation à différentes initiatives internationales

PRI Principles for Responsible Investment

Parmi les premiers investisseurs institutionnels à avoir intégré à ses activités ces six principes de l'ONU.

Ceres

Implication dans cette organisation internationale qui collabore avec des investisseurs et des entreprises pour renforcer le leadership.

30% Club
GROWTH THROUGH DIVERSITY

Participation à cette initiative ciblant une présence d'au moins 30 % de femmes dans les conseils d'administration.

ICGN International Corporate Governance Network

Adhésion à cette organisation dont la mission consiste à promouvoir des normes efficaces en matière de gouvernance d'entreprise.

Rapports du conseil d'administration et de ses comités

Rapport du conseil d'administration

Faits saillants

1

Révision et confirmation des priorités stratégiques des groupes d'investissement et des groupes administratifs de la Caisse.

2

Approbation de la stratégie d'investissement face au défi climatique.

3

Approbation des dossiers d'investissement qui relèvent de l'autorité du conseil, en tenant compte notamment de l'incidence de chacun sur le niveau et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MANDAT

Le conseil d'administration a notamment pour mandat de s'assurer que la gestion de la Caisse est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements, et que l'organisation prend les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission.

Pour une description complète du mandat du conseil d'administration, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION

Au 31 décembre 2017, le conseil comptait 13 membres sur un nombre maximal de 15. Sur ces 13 membres, 5 ont vu leur mandat d'administrateur indépendant être renouvelé par le gouvernement du Québec, après consultation du conseil : Mmes Elisabetta Bigsby et Patricia Curadeau-Grou, ainsi que MM. Gilles Godbout, François Joly et François R. Roy. Le gouvernement du Québec a par ailleurs confirmé la nomination de Mme Ivana Bonnet-Zivcevic, présidente-directrice générale de Crédit Agricole CIB Italie, comme membre indépendante, en remplacement de Mme Ouma Sananikone, dont le mandat est venu à échéance le 5 décembre 2017.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

La rémunération des administrateurs de la Caisse est prévue par décret du gouvernement du Québec. Leur rémunération pour 2017 est présentée au tableau 31, à la page 81. Les administrateurs ont aussi droit au remboursement de leurs frais de voyage et de séjour.

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

La rémunération annuelle du président du conseil d'administration est fixée par décret du gouvernement du Québec à 195 000 $. Par ailleurs, le président du conseil a droit au remboursement des frais de représentation occasionnés par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence de 15 000 $ par année.

TABLEAU 30

RELEVÉ DES PRÉSENCES DES ADMINISTRATEURS AUX RÉUNIONS DU CONSEIL ET DES COMITÉS POUR L'EXERCICE 2017[1]

Membres	Conseil d'administration		Comité de vérification	Comité d'investissement et de gestion des risques		Comité des ressources humaines		Comité de gouvernance et d'éthique
	6 rég.	10 extra.	6 rég.	6 rég.	7 extra.	7 rég.	2 extra.	5 rég.
Maryse Bertrand	3/3	2/3	4/4	3/3	2/3	4/4	1/1	2/2
Elisabetta Bigsby	6	9	–	–	–	7	2	–
Ivana Bonnet-Zivcevic	1/1	–	–	–	–	1/1		–
Bertrand Cesvet	6	10	–	–	–	6	2	–
Patricia Curadeau-Grou	5	9/9	–	5	7	–	–	–
Michel Després	5	9	–	–	–	–	–	–
Rita Dionne-Marsolais	–	1/1	–	–	–	–	–	–
Gilles Godbout	6	10	5	6	7	–	–	–
François Joly	6	9	6	6	6	–	–	–
Jean La Couture	6	9/9	–	6	7	–	–	–
Diane Lemieux	6	9	–	–	–	–	–	–
Wendy Murdock	6	9	–	6	7	–	–	1/1
François R. Roy	6	10	6	–	–	–	–	5
Michael Sabia	6	10	–	–	–	–	–	–
Ouma Sananikone	5/5	8	–	–	–	6/6	2	4/4
Robert Tessier	6	10	–	–	–	7	2	5

1. Les administrateurs justifient leurs absences aux réunions régulières d'un comité ou du conseil auprès du Secrétariat de la Caisse. Au cours de l'année 2017, des administrateurs n'ont pu assister à certaines réunions pour des raisons de santé, en raison d'obligations liées à des engagements familiaux ou professionnels ou encore en raison de nos règles de gestion de conflits d'intérêts potentiels.

TABLEAU 31

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS AU SENS DU DÉCRET[1]

(en dollars)

Administrateurs	Rémunération annuelle	Rémunération à titre de président d'un comité	Jetons de présence	Rémunération totale
Maryse Bertrand	7 084	–	17 565	24 649
Elisabetta Bigsby	19 202	5 878	19 403	44 483
Bertrand Cesvet	19 125	–	19 403	38 528
Patricia Curadeau-Grou	19 138	–	20 730	39 868
Rita Dionne-Marsolais	1 105	–	369	1 474
Gilles Godbout	19 164	–	19 451	38 615
François Joly[2]	19 267	5 878	29 948	55 093
Jean La Couture	19 202	5 878	23 385	48 465
Wendy Murdock	19 124	–	24 270	43 394
François R. Roy	19 164	1 043	22 493	42 700
Ouma Sananikone	17 637	4 836	20 715	43 188
Total				**420 457**

1. Conformément aux termes du Décret :
   a. La rémunération tient compte d'une majoration.
   b. Le jeton de présence pour une réunion extraordinaire de courte durée du conseil ou d'un comité, tenue par conférence téléphonique, est de la moitié du jeton de présence accordé pour une réunion régulière.
   c. Une réduction est appliquée à la rémunération des membres qui sont des retraités du secteur public.
2. Cet administrateur a reçu des jetons de présence pour sa participation à des réunions du comité d'audit des filiales immobilières de la Caisse.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Orientations stratégiques

En 2017, les orientations stratégiques de la Caisse s'inscrivent dans la continuité de celles adoptées précédemment par le conseil. Ces orientations visent à générer des rendements stables en étant axées entre autres sur l'augmentation de la gestion en absolu, l'investissement dans des actifs liés à l'économie réelle, l'impact au Québec et l'augmentation de la présence à l'échelle mondiale, en particulier dans les marchés en croissance, en s'alliant aux meilleurs partenaires. Il a été établi que pour y arriver, la Caisse doit notamment augmenter ses investissements dans les actifs moins liquides et le crédit, poursuivre sa mondialisation, déployer sa stratégie liée aux changements climatiques et maximiser son impact au Québec tout en conservant une prise de risque raisonnable en fonction de l'environnement et des besoins des déposants.

Ainsi, le conseil a :

- suivi régulièrement les résultats et les risques des stratégies, à chacune des étapes de leur déploiement;
- examiné avec la direction différents scénarios économiques et financiers pouvant avoir une incidence sur l'évolution de la stratégie de la Caisse;
- revu et approuvé, dans la continuité du plan précédent, les priorités stratégiques 2017 de chaque groupe d'investissement, incluant les filiales immobilières et la filiale CDPQ Infra, et de chaque groupe administratif.

Le conseil a par ailleurs adopté le plan d'affaires de la Caisse et le budget annuel, et a reçu régulièrement les rapports de la direction touchant leur évolution.

Résultats financiers, contrôle interne et systèmes de gestion

Avec le concours du comité de vérification, le conseil s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard des résultats financiers et des contrôles internes. Il a notamment :

- examiné les états financiers trimestriels et approuvé les états financiers consolidés au 30 juin et au 31 décembre;
- évalué l'intégrité de l'ensemble des contrôles appliqués aux différentes données servant à l'établissement de ces états financiers et des notes afférentes;
- examiné les rendements des secteurs d'investissement et approuvé les communiqués portant sur les résultats financiers annuels et la mise à jour mi-annuelle;
- examiné et approuvé le rapport annuel de la Caisse;
- approuvé la révision de la politique sur l'évaluation des investissements;
- suivi l'évolution des projets technologiques visant la mise à jour des systèmes d'information financière et leur sécurité;
- revu et approuvé les délégations d'autorité.

Voir le Rapport du comité de vérification, à la page 84, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Investissement et gestion des risques

Le conseil, avec le concours du comité d'investissement et de gestion des risques, a veillé tout au long de 2017 à l'application d'un encadrement et d'un processus de gestion des risques efficaces et rigoureux. Ainsi, le conseil a notamment :

- approuvé, sur recommandation du comité, les dossiers d'investissement qui relèvent de son autorité, en tenant compte notamment de l'incidence de chacun sur le niveau et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse;
- approuvé les modifications aux politiques d'investissement de certains portefeuilles spécialisés;
- suivi le plan de gestion de la couverture des devises;
- approuvé les limites de risque de marché et les objectifs pour le portefeuille global Caisse et pour chacun des portefeuilles spécialisés et grands mandats, ainsi que les limites d'utilisation des instruments financiers dérivés et les limites de concentration au global Caisse;
- approuvé l'encadrement du risque de liquidité et s'est assuré de suivre la stratégie globale de la Caisse concernant la gestion de ce risque;
- revu l'ensemble des processus de gestion de la sécurité de l'information, incluant les questions de cybersécurité.

Pour l'ensemble des activités conduites par le conseil et le comité d'investissement et de gestion des risques, voir le Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques, à la page 104.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil s'est réuni en l'absence des membres de la direction et a tenu des séances de discussions avec le président et chef de la direction en l'absence des autres membres de la direction. Il a également reçu un rapport d'activité de chacun des comités au cours de chaque réunion, lui permettant d'examiner et de se prononcer sur les recommandations qui lui ont été faites. Par ailleurs, sur la recommandation du comité de gouvernance et d'éthique, le conseil a :

- procédé à l'évaluation de son fonctionnement, de celui de ses comités ainsi que de la performance de chaque président;
- revu la composition de ses comités;
- approuvé le profil d'expertise et d'expérience des membres indépendants;
- approuvé la politique contre le harcèlement et l'inconduite.

Le conseil a également approuvé la stratégie d'investissement face au défi climatique.

Voir le Rapport du comité de gouvernance et d'éthique, à la page 87, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil en matière de gouvernance et d'éthique.

Supervision de la direction et gestion des ressources humaines

Le conseil a procédé à la nomination, avec l'approbation du gouvernement du Québec, de Michael Sabia à titre de président et chef de la direction, pour un mandat se terminant en 2021. Assisté du comité des ressources humaines, le conseil a également adopté les objectifs détaillés du président et chef de la direction pour l'année 2017 et a évalué sa performance en fonction des objectifs établis en début d'année.

De plus, le conseil a examiné l'évaluation faite par le président et chef de la direction de la performance des hauts dirigeants et examiné leur plan de relève, ainsi que celui du président et chef de la direction. Il a approuvé les conditions salariales et le niveau de rémunération incitative à être versé aux membres de la haute direction et, de façon plus générale, à l'ensemble des employés.

Sur recommandation du comité, le conseil a approuvé la nomination de M^{e} Kim Thomassin au poste de première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat. Il a également revu la nomination par les filiales d'Anita M. George au poste de première vice-présidente, Marchés en croissance, CDPQ India, et de Stéphane Etroy au poste de premier-vice-président et chef, Placements privés, CDPQ London. À la suite du départ de Roland Lescure à titre de chef des placements, le conseil a approuvé que ses fonctions soient assumées par interim par le président et chef de la direction. Par ailleurs, la responsabilité de l'ensemble des marchés boursiers a été déléguée à Jean-Luc Gravel, premier vice-président, Marchés boursiers.

Voir le Rapport du comité des ressources humaines, à la page 89, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Rapport du comité de vérification

Faits saillants

1

Examen et suivi de la préparation des états financiers.

2

Révision de la politique d'évaluation des investissements.

3

Suivi et analyse des effets de toutes les activités mises en œuvre visant une utilisation optimale des ressources.

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

MANDAT

Le comité de vérification supervise la conformité des états financiers par rapport à la situation financière de la Caisse. De plus, il s'assure, entre autres, de la mise en place de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces et d'un processus de gestion des risques.

Pour une description complète du mandat du comité de vérification, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2017)

La composition du comité a été revue en 2017.

Il comprend trois membres indépendants, dont des professionnels avec une expertise en comptabilité ou en finance, ayant l'expérience et les connaissances pour lire et comprendre les états financiers et bien remplir leur rôle.

- Président : François Joly (membre invité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques)
- Membres : Gilles Godbout et François R. Roy

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2017 : 6

Information financière

En 2017, le comité s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard de l'information financière, notamment de la façon suivante :

- Examen des états financiers avec la Direction financière ainsi qu'avec les co-auditeurs, soit le Vérificateur général du Québec et la firme EY, et revue de plusieurs éléments, dont :
  - le processus de préparation des états financiers;
  - l'évaluation des placements;
  - les éléments de trésorerie, notamment la liquidité, le levier et le financement;
  - la confirmation qu'un audit des rendements est effectué par une firme externe pour assurer la conformité du calcul et de la présentation des rendements aux normes de l'industrie.

- Examen du rapport sur le déroulement du processus d'attestation financière permettant au président et chef de la direction et à la première vice-présidente et chef de la Direction financière d'attester publiquement que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus adéquatement et sont efficaces.
- Recommandation au conseil des états financiers au 30 juin et au 31 décembre pour adoption.
- Examen des travaux de préparation du rapport annuel et des communiqués de presse traitant des résultats financiers de la Caisse.
- Participation du président du comité de vérification de la Caisse à des réunions du comité de vérification des filiales immobilières et examen du bilan annuel des activités de ces comités.
- Discussion avec les co-auditeurs concernant leur rapport à la suite de leur audit de fin d'année.
- Examen des états financiers trimestriels, des suivis budgétaires, des charges d'exploitation et des prévisions budgétaires de fin d'année.
- Discussions avec les co-auditeurs concernant leur plan d'audit des états financiers de la Caisse et leurs procédés internes de contrôle de la qualité.
- Suivi de la politique relative à l'indépendance des auditeurs externes et approbation des honoraires d'audit d'EY.
- Discussions régulières avec la première vice-présidente et chef de la Direction financière, en l'absence des autres membres de la direction.
- Rencontres régulières avec les co-auditeurs en l'absence des membres de la direction pour discuter de divers aspects de leur mandat.

Audit interne

Au cours de 2017, le comité a mené les activités suivantes avec la vice-présidence Audit interne :

- Révision et approbation du plan d'audit interne 2017-2019.
- Révision et approbation de la Charte de l'Audit interne.
- Examen des rapports d'activité de l'Audit interne découlant du plan d'audit interne et portant notamment sur les mécanismes de contrôle interne, les processus de gestion des risques et l'utilisation optimale des ressources.
- Suivi de la mise en application par la direction de la Caisse des recommandations de l'Audit interne.
- Examen des rapports de suivi relatifs à l'audit interne des filiales immobilières.
- Examen des résultats du programme d'audit continu à la Caisse.
- Validation que l'équipe de l'Audit interne est en mesure d'agir de manière indépendante de la direction de la Caisse.
- Évaluation de la conformité de la fonction Audit interne selon les Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne.
- Discussions périodiques avec le vice-président de l'Audit interne, en l'absence des membres de la direction.

RAPPORT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Contrôles internes et plan d'utilisation optimale des ressources

Le comité a examiné plusieurs aspects des contrôles internes et de l'utilisation optimale des ressources en 2017. Pour ce faire, il a notamment procédé aux travaux suivants :

- Examen du plan visant une utilisation optimale des ressources ainsi que suivi et analyse des effets de toutes les activités mises en œuvre découlant de ce plan.
- Examen des résultats des travaux d'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information financière, incluant ceux des filiales immobilières.
- Révision et recommandation au conseil de la mise à jour de la politique d'évaluation des investissements.
- Suivi des projets technologiques visant la mise à jour des systèmes de l'information financière.
- Suivi des activités en matière de gestion de la fiscalité internationale.
- Examen des résultats de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement du comité effectuée par les membres.
- Révision et recommandation au conseil de modifications aux délégations d'autorité.

Gestion des risques

Le comité d'investissement et de gestion des risques appuie le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Le comité a donc mené les activités suivantes pour assurer un suivi des travaux en matière d'investissement et de gestion des risques :

- Examen du rapport de l'Audit interne sur l'efficacité et l'efficience de la gouvernance des risques.
- Discussion avec la responsable des Affaires juridiques :
  - des rapports de conformité relatifs au respect de la loi sur la Caisse, des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés;
  - des rapports sur les dossiers litigieux impliquant la Caisse ou ses filiales immobilières.
- Réception des mémoires de délibérations des réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.
- Participation du président du comité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de vérification n'a pas fait appel à de tels services en 2017. Il a toutefois appuyé la direction lorsqu'elle a eu recours à des firmes externes pour une révision indépendante de la juste valeur de certains placements.

Rapport du comité de gouvernance et d'éthique

Faits saillants

1

Révision et recommandation au conseil de la politique contre le harcèlement et l'inconduite.

2

Révision du programme d'accueil des nouveaux administrateurs.

LE COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

MANDAT

Le comité veille à ce que la Caisse maintienne les plus hautes normes de gouvernance et d'éthique. Pour une description complète du mandat du comité de gouvernance et d'éthique, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2017)

La composition du comité a été revue en 2017.

Il comprend trois membres indépendants :

- Président : François R. Roy
- Membres : Wendy Murdock et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2017 : 5

Composition du conseil et des comités

- Révision de la composition du conseil et recommandation du renouvellement du mandat de deux membres indépendants ainsi que de la nomination d'un membre indépendant.
- Révision et recommandation au conseil de la composition de ses comités.

Activités du conseil et de ses comités

- Révision du processus d'évaluation de la performance du conseil, de son président, des comités et de leur président, y compris l'auto-évaluation par les administrateurs; analyse des résultats et recommandations d'amélioration de certains processus, lorsque nécessaire.
- Révision du programme d'accueil des nouveaux administrateurs afin d'assurer une intégration harmonieuse et rapide des nouveaux membres du conseil d'administration.
- Révision, en collaboration avec le comité des ressources humaines, du profil de compétences et d'expérience des administrateurs indépendants et recommandation au conseil.
- Obtention de l'assurance que le conseil dispose de toute l'information pertinente et de tout le temps nécessaire à l'analyse des enjeux de la Caisse.

RAPPORT DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

- Maintien d'un cadre prévoyant des présentations et des discussions en dehors des réunions du conseil, pour permettre aux administrateurs d'échanger entre eux et avec la direction.
- Vérification de la tenue, au cours de l'année, de séances de discussions en l'absence des membres de la direction dans chaque comité et au conseil.

Règles d'éthique et de déontologie

À l'égard des règles d'éthique et de déontologie en vigueur, le comité a, entre autres, mené les activités suivantes :

- Révision et recommandation au conseil de la politique contre le harcèlement et l'inconduite.
- Révision du Code d'éthique et de déontologie applicable aux dirigeants et employés de la Caisse et examen du rapport d'application des règles d'éthique et de déontologie au sein de la Caisse.
- Révision des règles d'éthique appliquées par la Caisse pour gérer les contraintes juridiques liées à son actionnariat de sociétés publiques.
- Revue des règles de déclaration d'intérêts, vérification de la conformité de ces déclarations aux dispositions en vigueur et transmission de ces déclarations aux autorités désignées par la loi sur la Caisse.
- Examen des rapports relatifs aux transactions sur les titres de sociétés ayant des liens avec un administrateur de la Caisse.

Caisse

- Examen du rapport sur les dons et commandites accordés par la Caisse durant l'année et revue du budget annuel consacré à ces activités.
- Examen du rapport sur l'exercice du droit de vote de la Caisse auprès des sociétés dont elle est actionnaire.
- Révision du processus de désignation de membres au conseil d'administration de certaines sociétés fermées et publiques dans lesquelles la Caisse investit.
- Révision du rapport sur les activités d'investissement responsable.
- Révision du rapport sur la gouvernance d'organisations privées et publiques.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de gouvernance et d'éthique n'a pas eu recours à de tels services en 2017.

Rapport du comité des ressources humaines

Faits saillants

1

Revue annuelle de la rémunération globale et de ses différents paramètres.

2

Examen de différents indicateurs de gestion, dont le plan de développement de la relève.

LE COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

MANDAT

Le comité a pour mandat d'examiner les orientations et stratégies en matière de gestion des ressources humaines, notamment l'évaluation de la performance, la planification de la relève, la rémunération de la haute direction et les pratiques générales de la Caisse en matière de ressources humaines. Pour une description complète du mandat du comité des ressources humaines, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2017)

Le comité est composé de quatre membres indépendants :

- Présidente : Elisabetta Bigsby
- Membres : Bertrand Cesvet, Robert Tessier et Ivana Bonnet-Zivcevic en remplacement de Ouma Sananikone, dont le mandat est venu à échéance le 5 décembre 2017.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2017 : 9

Président et chef de la direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration l'approbation des objectifs de M. Sabia en sa qualité de président et chef de la direction pour l'exercice 2017. En outre, le comité a examiné et recommandé au conseil l'évaluation de la performance et les conditions de rémunération globale du président et chef de la direction.

Haute direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, l'évaluation de la performance et la détermination de la rémunération globale des membres de la haute direction.

Il a également revu la nomination par les filiales d'Anita M. George au poste de première vice-présidente, Marchés en croissance, CDPQ India, et de Stéphane Etroy au poste de premier vice-président et chef, Placements privés, CDPQ London.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents

Le comité s'est penché sur plusieurs stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents au cours de l'année 2017. Pour ce faire, le comité a notamment :

- Examiné les différents indicateurs de gestion, y compris les indicateurs relatifs à la gestion de la performance, à la diversité de genre au sein de la Caisse ainsi que ceux touchant les plans de développement de la relève, des hauts potentiels et du leadership;
- Examiné la méthodologie et l'établissement des objectifs de rendement dans le cadre du programme de rémunération incitative;
- Discuté du positionnement de la rémunération globale par rapport à la culture de performance, à la stratégie d'affaires, aux objectifs de rendement et indices de référence et à la stratégie de gestion des talents de la Caisse, ainsi que par rapport au marché de référence et approuvé la structure de rémunération globale de la Caisse et de certaines filiales.

Fonctionnement du comité

Le comité a examiné les résultats de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement du comité effectuée par les membres.

Recours à des experts externes

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rémunération incitative, le comité et le conseil d'administration ont eu recours aux services d'une firme indépendante d'experts-conseils, reconnue en matière de rémunération du personnel, qui œuvre dans le secteur des caisses de retraite, Hugessen Consulting. Le comité tient compte de l'avis et des recommandations de Hugessen Consulting, mais prend ses propres décisions, qui peuvent être basées sur des renseignements autres que les recommandations de cet expert.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Travaux du comité relatifs à la rémunération

Durant l'année 2017, le comité, avec l'appui de son conseiller Hugessen Consulting, s'est assuré que la politique de rémunération adoptée en 2010 atteignait ses objectifs stratégiques de payer pour la performance à long terme, d'offrir une rémunération concurrentielle et de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants. Le comité a examiné la façon dont la politique de rémunération de la Caisse a été appliquée; il a analysé les propositions de primes de performance, ainsi que les propositions relatives à l'application du coïnvestissement, et s'est assuré de l'adéquation de ces propositions avec la politique de rémunération et les pratiques du marché.

Ainsi, le comité a notamment analysé et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, le montant des primes de performance à être versées en fonction du programme de rémunération incitative.

Par ailleurs, le comité a reçu une mise à jour sur les tendances du marché en matière de révision salariale. Il s'est penché sur les conditions salariales des employés de la Caisse pour 2018 et les a recommandées au conseil d'administration pour approbation.

Encadrement

La politique de rémunération de la Caisse a été adoptée conformément à l'annexe A du règlement encadrant la régie interne de la Caisse (le Règlement intérieur). Cette annexe a été révisée par décret gouvernemental en 1996 et :

- définit les niveaux maximums de rémunération globale des employés et les marchés de référence;
- indique que les données reflétant le portrait des marchés de référence doivent être compilées au moyen d'un sondage annuel fait par une firme indépendante reconnue, et que celui-ci doit être administré et analysé selon une méthodologie et des règles généralement reconnues en cette matière;
- prévoit que la masse salariale de la Caisse ne doit pas excéder 100 % du point milieu des échelles salariales.

Les marchés de référence et le positionnement des niveaux de rémunération[1]

Pour le poste de président et chef de la direction, le marché de référence est composé d'un échantillon constitué des sept grandes caisses de retraite canadiennes, dont la liste se trouve au tableau 36, à la page 97. Pour ce poste, la rémunération globale doit se situer entre la médiane et le troisième quartile (75e rang centile) du marché de référence, selon que la performance de la Caisse est moyenne ou supérieure.

Pour les postes liés à l'investissement, le marché de référence est celui de l'investissement institutionnel canadien. Celui-ci doit comprendre un échantillon représentatif, notamment d'institutions, de compagnies d'assurance, de sociétés de fiducie, de caisses de retraite, de firmes de conseillers en placement, de firmes de courtage et de gestionnaires de fonds ou d'industries de même nature. L'échantillon actuel comprend 44 organisations, dont la liste se trouve au tableau 38, à la page 98. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du décile supérieur (90e rang centile) du marché de référence. Pour les premiers vice-présidents en investissement, un échantillon réduit de celui décrit précédemment est utilisé. Il regroupe 15 entreprises pour lesquelles les actifs sous gestion sont de plus de 20 milliards. La liste se retrouve au tableau 37, à la page 97.

Pour les postes non liés à l'investissement, le marché de référence est celui du Québec et doit comprendre notamment les emplois du secteur public. Ainsi, le marché de référence comprend un échantillon représentatif de grandes entreprises québécoises des secteurs public et privé ainsi que d'entreprises du secteur financier. L'échantillon actuel comprend 51 organisations, dont la liste se trouve au tableau 39, à la page 98. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du troisième quartile (75e rang centile) du marché de référence.

En 2017, la Caisse a retenu les services de Willis Towers Watson pour l'étalonnage de ses marchés de référence. Plusieurs critères sont utilisés pour effectuer la sélection des entreprises faisant partie des marchés de référence, notamment : la taille, le secteur d'activité, ainsi que les entreprises qui recrutent des talents aux profils similaires à ceux recherchés par la Caisse, qui offrent des produits et types d'investissement innovateurs et diversifiés, qui sont reconnues pour avoir les meilleures pratiques en ressources humaines, dont la culture est alignée sur la performance et qui participent à la banque de données de Willis Towers Watson.

Objectifs stratégiques liés à la politique de rémunération

La Caisse doit pouvoir compter sur des employés hautement compétents, qui lui permettent d'atteindre sa mission : recevoir des sommes en dépôt conformément à la loi et les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

1. Aux fins de la rémunération, le premier quartile s'étend du 1er au 25e rang centile, le deuxième quartile du 26e au 50e rang centile, le troisième quartile du 51e au 75e rang centile et le quatrième quartile du 76e au 100e rang centile.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Par conséquent, la politique de rémunération poursuit les trois objectifs suivants :

1. **Payer pour la performance :** une rémunération incitative alignée au rendement procuré aux déposants. Cet objectif s'articule autour des quatre thèmes suivants :
   - Une orientation à long terme : pour récompenser la performance soutenue sur plusieurs années.
   - Un juste équilibre rendement-risque : afin d'encourager une prise de risque mesurée, qui facilite la production d'un rendement à long terme soutenu pour les déposants, tout en tenant compte de leur tolérance au risque.
   - Une évaluation globale : afin de favoriser un équilibre entre la contribution individuelle, le rendement des portefeuilles ou la réalisation des plans d'affaires et le rendement de la Caisse.
   - Un accent sur la perspective globale Caisse : une importance accrue de la contribution des employés aux priorités stratégiques et au rendement global de la Caisse, incluant une pondération accordée au leadership et aux comportements souhaités.
2. **Offrir une rémunération compétitive :** afin d'attirer, de mobiliser et de retenir des employés qui possèdent une expérience et des compétences qui permettent à la Caisse d'atteindre ses objectifs stratégiques, tout en respectant les balises énoncées par le Règlement intérieur et décrites précédemment.
3. **Lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants :** afin qu'ils orientent leur contribution individuelle et d'équipe vers le succès soutenu à long terme de la Caisse.

La politique de rémunération de la Caisse respecte les principes de saine gestion de la rémunération émis par le Forum de stabilité financière (FSF) et entérinés par les pays du G20, soit une gouvernance efficace en matière de rémunération et un alignement entre la rémunération et la prise de risque mesurée à long terme, et la revue régulière des pratiques de rémunération.

Composantes de la rémunération globale

La rémunération globale des employés de la Caisse repose sur quatre composantes :

1. Le salaire de base
2. La rémunération incitative
3. Le régime de retraite
4. Les avantages sociaux

Salaire de base

Le Règlement intérieur établit que la moyenne des salaires de base ne doit pas excéder le point milieu des échelles salariales. À l'intérieur de ces paramètres, les salaires de base annuels sont fixés en fonction des conditions de salaire qui ont cours dans les marchés de référence.

Chaque année, le comité des ressources humaines soumet au conseil d'administration, pour approbation, l'enveloppe de masse salariale.

GRAPHIQUE 32

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE

RÉSULTE DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS INDIVIDUELS	→	Contribution individuelle
EST ÉVALUÉE SUR LE NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS D'AFFAIRES OU DU RENDEMENT DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS DE CHAQUE SECTEUR	→	Rendement des portefeuilles ou réalisation des plans d'affaires
EST FONCTION DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE RENDEMENT DE LA CAISSE	→	Rendement global de la Caisse

Pour l'année 2017, le conseil d'administration a approuvé les recommandations formulées par la direction de la Caisse visant à :

- maintenir les échelles de salaire 2017 près de la médiane des marchés de référence, telle que mesurée par des firmes externes reconnues;
- verser une enveloppe d'augmentation au mérite se situant à la médiane des prévisions d'augmentation du marché.

Rémunération incitative

Dans le milieu de l'investissement, la rémunération incitative est une composante essentielle de la rémunération globale offerte aux employés de ce secteur, puisqu'elle permet d'aligner les incitatifs financiers aux objectifs de rendement attendus par les clients.

La rémunération incitative à la Caisse sert à reconnaître la performance, l'atteinte d'objectifs et la contribution à la réalisation des orientations stratégiques. La rémunération incitative représente une partie importante de la rémunération globale. Elle a ainsi une influence directe sur le niveau de rémunération globale offert et sur son positionnement par rapport au marché de référence.

La performance est mesurée sur une période de cinq années. Cet horizon de cinq ans permet de renforcer encore plus une performance soutenue et est en lien avec la stratégie d'investissement à long terme.

Le programme de rémunération incitative, introduit en 2010, reconnaît par l'octroi d'une prime, la performance soutenue et oblige, pour les employés visés, de différer une partie de cette prime de performance dans un compte de coïnvestissement sur une période de trois ans (voir page 94). Ce mécanisme permet de continuer à lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants, en faisant fluctuer ces montants en fonction du rendement absolu généré pour les déposants.

Composantes de la prime de performance

L'attribution d'une prime de performance n'est jamais garantie : elle dépend toujours de l'évaluation des critères de performance tels qu'ils sont établis par le programme de rémunération incitative. Ainsi, l'attribution d'une prime de performance aux employés est évaluée à l'aide des trois composantes présentées au graphique 32 (voir page 92).

Pour ce qui est de la deuxième composante, soit le rendement des portefeuilles spécialisés, tous les portefeuilles ont comme objectif de battre leur indice de référence. Les trois portefeuilles moins liquides, Immeubles, Infrastructures et Placements privés, ainsi que le portefeuille Marchés boursiers, ont également une cible de rendement absolu.

Résultats depuis 2013

Depuis 2013, la Caisse a à son actif de nombreuses réalisations qui sont présentées dans les sections précédentes de ce rapport. Le comité des ressources humaines désire mettre en lumière certaines d'entre elles.

- Au Québec, depuis cinq ans, la Caisse a réalisé des investissements et des engagements totalisant 17,5 G$, ce qui porte les actifs à 63,4 G$ à la fin de 2017. Elle vise particulièrement le secteur privé, moteur de l'économie, comme en témoigne son actif total de 42,5 G$, en augmentation de 50 % depuis cinq ans. En 2017, la Caisse a concentré son action en fonction de trois grandes priorités : la croissance et la mondialisation, les projets structurants, et l'innovation et la relève. Ses nouveaux engagements et investissements ont atteint la somme record de 6,7 G$.
- Sur la période de cinq ans s'échelonnant de 2013 à 2017, la Caisse a procuré un rendement annualisé de 10,2 %, dont 109,7 G$ proviennent des résultats de placement nets. Cette performance représente une valeur ajoutée de 12,2 G$ par rapport à l'indice de référence.

TABLEAU 33

POSITIONNEMENT DE LA RÉMUNÉRATION GLOBALE SELON LE POSTE OCCUPÉ

Postes	Rémunération globale maximale selon le Règlement[1]	Positionnement moyen de la rémunération globale versée en 2017 par rapport aux marchés de référence selon le Règlement
Postes liés à l'investissement	90e rang centile	Du 36e au 78e rang centile et, en moyenne, au 51e rang centile
Postes non liés à l'investissement	75e rang centile	

1. Les positionnements en rang centile auxquels réfère la rémunération globale maximale se retrouvent à l'annexe A du Règlement intérieur, révisée par décret gouvernemental en 1996.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

- En 2017, la Caisse a procuré un rendement de 9,3 %, générant 24,6 G$ de résultats de placement nets. Cette performance est légèrement supérieure à celle de son portefeuille de référence.
- En revenu fixe, la Caisse a repositionné son portefeuille en augmentant ses activités de crédit, incluant son exposition aux titres obligataires des marchés en croissance et au crédit de sociétés américaines. Du côté des actifs moins liquides, elle a continué de déployer des capitaux importants à travers le monde en réalisant des transactions et des partenariats de premier plan en placements privés, en immobilier et en infrastructures. La poursuite de la mondialisation de ses activités s'est traduite par une exposition aux marchés mondiaux atteignant 192 G$ à la fin de 2017.
- La Caisse a mis en place une stratégie d'investissement ambitieuse face au défi climatique, qui vise notamment une augmentation de ses investissements dans les actifs sobres en carbone de plus de 8 G$ d'ici trois ans et la réduction de son empreinte carbone par dollar investi de 25 % d'ici 2025.

Prime de performance 2017

En tenant compte des primes de performance versées et différées, la rémunération globale des employés de la Caisse en 2017 se situe à la médiane des marchés de référence pour une performance supérieure sur cinq ans.

Plus spécifiquement et selon une analyse produite par Willis Towers Watson, la rémunération globale des employés se positionne dans un intervalle se situant entre les 36e et 78e rangs centiles (où le 100e rang centile représente la rémunération la plus élevée du marché) des marchés de référence selon le poste occupé, la performance spécifique des portefeuilles et la rémunération versée pour ces postes (voir le tableau 33, p. 93).

L'opinion de Hugessen Consulting présentée au conseil d'administration de la Caisse souligne :

« Nous avons revu les rendements de la Caisse et les indices de référence pour 2017, ainsi que les facteurs ayant contribué au rendement de la Caisse et nous en sommes satisfaits. Nous pouvons confirmer, entre autres, que les calculs de la valeur ajoutée, les multiples de rendement 2017, les multiples de rendement moyen 2013-2017 et les multiples de prime 2017 sont conformes au programme de rémunération incitative de la Caisse. À notre avis, le montant total des primes déterminées par le programme en 2017 est raisonnable dans le contexte du marché, considérant la performance de la Caisse en 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017. »

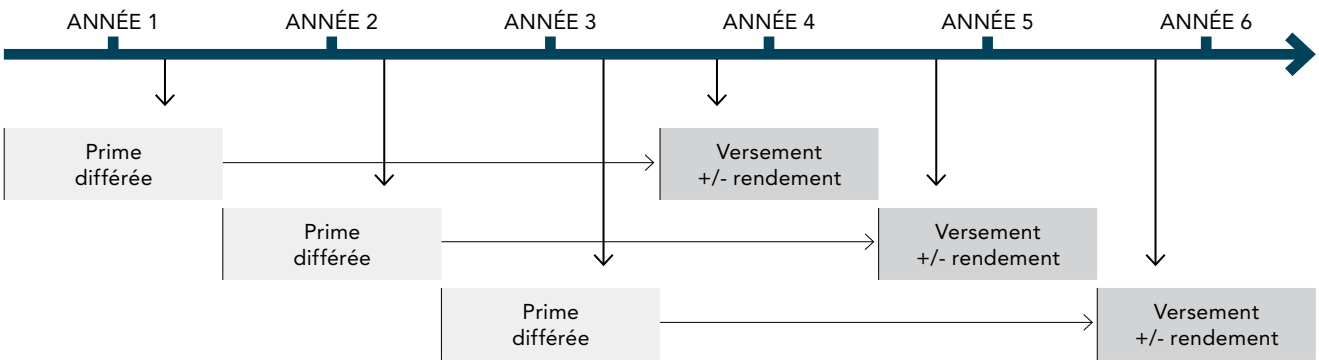
Coïnvestissement : primes de performance différées

Le coïnvestissement vise à renforcer l'alignement des intérêts des employés ayant le plus d'influence sur la performance financière et organisationnelle de la Caisse et des intérêts des déposants sur un horizon à long terme. La valeur des primes de performance différées et coïnvesties variera selon le rendement global absolu moyen de la Caisse durant la période pendant laquelle les primes sont différées, à la hausse comme à la baisse.

À la fin de chaque période de trois ans, le montant différé, diminué ou augmenté du rendement moyen crédité pour cette période, sera versé à chaque participant sous forme

GRAPHIQUE 34

PRIMES DE PERFORMANCE DIFFÉRÉES ET COÏNVESTIES



de prime différée avec restrictions. Le graphique 34 illustre cette mécanique.

Les membres de la haute direction disposent de trois ans pour contribuer au minimum l'équivalent de leur salaire de base dans le compte de coïnvestissement.

Pour le président et chef de la direction et les membres de la haute direction, le seuil minimum de la rémunération incitative totale devant être différée dans un compte de coïnvestissement est de 55 %. Pour tous les vice-présidents et vice-présidents principaux ainsi que les employés en investissement des niveaux intermédiaire et senior, le seuil minimum est de 35 %. Enfin, pour les cadres et les professionnels seniors, le seuil minimum est de 25 %.

La Caisse offre aux employés visés l'option de différer et coïnvestir une portion additionnelle de leur prime dans le compte de coïnvestissement. Cette participation volontaire a accru de plus de 16 % les montants différés et coïnvestis en 2017.

Régime de retraite

Tous les employés participent et contribuent à l'un des deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), selon le poste qu'ils occupent. De plus, les cadres et professionnels occupant une fonction stratégique participent au Régime additionnel de retraite (RAR) et les membres de la haute direction participent au Régime supplémentaire de retraite pour les cadres désignés (RSRCD). En vertu de ces deux régimes, ceux-ci ont droit de recevoir, à compter de l'âge normal de la retraite, une rente annuelle totale correspondant à 2 % de leurs gains admissibles pour chacune des années ou fraction d'année de participation aux régimes, tout en tenant compte des limites fiscales annuelles imposées par l'Agence du revenu du Canada pour chacune des années où ils ne participaient pas au RAR ou au RSRCD.

Certains membres de la haute direction se voient reconnaître des années de service additionnelles au RSRCD en fonction des circonstances particulières de leur promotion ou de leur embauche.

Avantages sociaux

Les employés bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux de valeur concurrentielle, notamment une assurance collective (par exemple, les soins médicaux et dentaires, l'assurance vie, etc.). Par ailleurs, les membres de la haute direction bénéficient d'avantages particuliers pour assumer, principalement, des dépenses associées à l'allocation de voiture. La Caisse exige également de ses cadres qu'ils procèdent à une évaluation annuelle de leur état de santé.

Revue de performance et de rémunération globale du président et chef de la direction

Revue de performance

Au début de l'année 2017, le comité a recommandé au conseil d'administration, à des fins d'examen et d'approbation, une série d'objectifs individuels autres que financiers proposés par le président et chef de la direction. Une série de grands objectifs d'entreprise visaient à atteindre des cibles en lien avec la stratégie et le plan d'affaires de la Caisse.

- Un premier grand objectif consistait à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie d'investissement de la Caisse en saisissant et créant des occasions qui profiteraient à la performance globale, et ce tout en développant de nouveaux partenariats solides pour soutenir le plan d'affaires.
- Un deuxième objectif visait à poursuivre la mondialisation de la Caisse en accroissant sa présence et son exposition, notamment dans les marchés en croissance, tout en maximisant l'impact de la Caisse au sein des sociétés québécoises.
- Un troisième objectif visait le développement d'une stratégie d'investissement face au défi climatique et le commencement de son déploiement concret à travers le monde.
- Un quatrième objectif visait à investir dans le développement des talents en mettant l'accent sur la culture organisationnelle et en favorisant la mobilité interne.

À la suite du processus d'évaluation de ces objectifs, le conseil d'administration a déterminé que le président et chef de la direction avait surpassé les objectifs qui lui avaient été fixés en début d'année et que sa performance remarquable continuait de dépasser largement les attentes en 2017.

Revue de la rémunération globale

La rémunération et les autres conditions d'emploi du président et chef de la direction sont établies en fonction des paramètres déterminés par le gouvernement, après consultation du conseil d'administration.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Conformément à sa demande, M. Sabia n'a reçu aucune augmentation salariale depuis sa nomination en 2009. En 2017, le salaire de base de M. Sabia est demeuré inchangé à 500 000 $.

En 2017, le paiement de la prime différée à l'égard de 2014 a été versé à M. Sabia. Le montant de cette prime différée s'élève à 1 848 918 $ et inclut le rendement crédité depuis 2014.

En ce qui concerne la détermination de la prime de performance annuelle du président et chef de la direction, les trois composantes sont demeurées identiques à 2016 et sont présentées au graphique 35, à la page 96.

Le président et chef de la direction, tout comme les autres membres de la haute direction visés par le programme de rémunération incitative, a l'obligation de différer au minimum 55 % de la rémunération incitative qui lui est accordée dans un compte de coïnvestissement.

La composante liée au rendement global de la Caisse correspond, cette année, au rendement sur une période de cinq ans s'échelonnant de 2013 à 2017. Le rendement annualisé sur cette période correspond à 10,2 %, soit 12,2 G$ de valeur ajoutée au-dessus du portefeuille de référence.

Ce rendement représente une performance supérieure sur cinq années.

Quant à la composante liée aux objectifs d'entreprise, au cours des cinq dernières années, sous la direction de M. Sabia, la Caisse a :

- bâti un portefeuille global plus résilient et prêt à composer avec des marchés en transition, tout en mitigeant les risques;
- mis l'accent sur la croissance de l'exposition aux marchés mondiaux et des transactions dans les activités de crédit et les actifs moins liquides;
- conclu d'importants investissements et engagements au Québec;
- développé une stratégie d'investissement face au défi climatique et commencé son déploiement;
- poursuivi la mise en œuvre de projets structurants comme le Réseau express métropolitain et d'initiatives d'affaires auprès des sociétés québécoises visant leur croissance et leur mondialisation.

En conclusion, Michael Sabia a su exercer un leadership rassembleur et a su insuffler aux équipes de la Caisse une vision commune inspirante. Ces équipes mobilisées ont cherché à se dépasser dans leur travail et ont réussi à exécuter rigoureusement les priorités d'affaires dans un contexte collaboratif. Par conséquent, le comité et le conseil d'administration considèrent que M. Sabia a, encore une fois cette année, livré une performance remarquable et a surpassé les objectifs fixés.

Malgré cette performance que le conseil d'administration considère supérieure à celle de 2016, M. Sabia a demandé que sa rémunération incitative soit maintenue au même niveau que celle pour l'exercice 2016. Par conséquent, le conseil d'administration a versé une rémunération incitative de 1 160 000 $ et M. Sabia a choisi de différer un montant de 1 740 000 $ au titre du compte de coïnvestissement. En 2020, M. Sabia sera admissible à recevoir une prime différée liée à ce montant, augmentée ou diminuée du rendement absolu moyen de la Caisse sur la période de trois ans, entre 2018 et 2020.

GRAPHIQUE 35

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

RENDEMENT GLOBAL DE LA CAISSE	→	Est fonction du niveau d'atteinte des objectifs de rendement de la Caisse
RÉALISATION DES OBJECTIFS D'ENTREPRISE	→	Est évaluée sur le niveau d'atteinte des objectifs d'entreprise
CONTRIBUTION INDIVIDUELLE	→	Résulte du niveau d'atteinte des objectifs individuels

Les autres conditions d'emploi auxquelles M. Sabia a droit sont alignées sur les politiques de la Caisse et respectent les paramètres fixés par le Règlement intérieur. Il reçoit des avantages particuliers d'une valeur annuelle de 40 000 $ et participe au régime d'assurance collective des employés de la Caisse.

Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite, comme il a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause. Toutefois, compte tenu du caractère obligatoire de la participation au régime de retraite de base en vertu des dispositions du régime de retraite du personnel d'encadrement (selon les règles de Retraite Québec) M. Sabia a dû y être inscrit malgré son intention d'y renoncer. Les cotisations au régime de base obligatoire ont représenté un coût annuel de 21 902 $ pour la Caisse en 2017.

Rémunération du président et chef de la direction et des cinq dirigeants les mieux rémunérés pour les années 2015 à 2017

Le conseil d'administration de la Caisse reconnaît l'importance d'un leadership de qualité et croit fermement que les politiques et programmes qu'il a entérinés permettent :

- d'offrir une rémunération concurrentielle dans un marché où la compétition pour le talent est vive et où, pour produire le rendement attendu, la Caisse est en concurrence à l'échelle mondiale;
- d'atteindre les objectifs stratégiques qui soutiennent la réalisation de la mission de la Caisse.

Conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Caisse divulgue ci-après, pour elle-même et ses filiales en propriété exclusive, la rémunération du président et chef de la direction et celle des cinq dirigeants les mieux rémunérés agissant sous son autorité immédiate (voir le tableau 40, p. 99).

TABLEAU 36

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE– POSTE DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

- Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
- British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC)
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)

TABLEAU 37

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE– POSTES PREMIERS VICE-PRÉSIDENTS INVESTISSEMENT

- Addenda Capital
- Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
- British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC)
- Financière Sun Life
- Greystone Managed Investments
- Régime de retraite d'Hydro-Québec
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Mawer Investment Management
- Desjardins Gestion internationale d'actifs
- Régime de retraite de Postes Canada
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)
- Workplace Safety and Insurance Board (Ontario)

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU 38

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE– POSTES LIÉS À L'INVESTISSEMENT

- Addenda Capital
- Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
- Alberta Teachers' Retirement Fund Board
- ATB Financial
- British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC)
- Canadian Western Bank
- Connor, Clark & Lunn Financial Group
- Desjardins Gestion internationale d'actifs
- Division des investissements du CN
- Empire vie
- Exportation et développement Canada
- Financière Sun Life
- Fondaction CSN
- Fonds de Solidarité FTQ
- Gestion FÉRIQUE
- Greystone Managed Investments
- Groupe Optimum
- IA Groupe financier
- Insurance Corporation of British Columbia
- Intact Gestion de placements
- L'Association canadienne de protection médicale
- La Great-West, compagnie d'assurance-vie
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Mawer Investment Management
- MD Financial Management
- OPSEU Pension Trust
- Régime de retraite d'Air Canada
- Régime de retraite de la Municipalité régionale d'Halifax
- Régime de retraite de la Société de Transport de Montréal
- Régime de retraite de la Société Radio-Canada
- Régime de retraite de Postes Canada
- Régime de retraite de Telus
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)
- Régime de retraite d'Hydro-Québec
- Richardson GMP
- Société de gestion des placements Vestcor
- The Civil Service Superannuation Board
- Triasima
- University of Toronto Asset Management Corporation
- Workers' Compensation Board of Alberta
- Workplace Safety and Insurance Board (Ontario)

TABLEAU 39

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE– POSTES NON LIÉS À L'INVESTISSEMENT

- AbbVie Canada
- Addenda Capital
- Agropur Coopérative laitière
- Air Canada
- Banque de Montréal
- Banque Laurentienne
- Banque royale du Canada
- Bell Canada
- Bombardier
- Bombardier Aéronautique
- Bombardier Transport
- Broadridge Financial Solutions
- CIBC Mellon
- COGECO
- Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
- Corporation financière Northbridge
- Division des investissements du CN
- Énergir
- Financière Manuvie
- Fonds de Solidarité FTQ
- Great-West Lifeco
- Groupe CGI
- Groupe Pages Jaunes
- Groupe TMX
- Home Capital Group
- Hydro-Québec
- IBM Canada
- Intact Corporation financière
- Intact Gestion de placements
- Keurig Canada
- Kruger
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- Loto-Québec
- MasterCard Canada
- Molson Coors Canada
- Mouvement Desjardins
- Pfizer Canada
- Power Corporation du Canada
- Québecor
- Résolu Produits forestiers
- Rio Tinto Alcan
- Saputo
- SNC-Lavalin
- Société Radio-Canada
- SSQ Groupe financier
- Telus
- Tembec
- Transat A.T.
- Transcontinental
- UAP
- VIA Rail Canada

TABLEAU 40

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2015 À 2017

Nom et poste principal	Année	Salaire de base ($) A	Rémunération incitative versée à l'égard de l'année[1] ($) B	Autre rémunération ($) C	Rémunération directe versée à l'égard de l'année ($) D=A+B+C	Coïnvestissement divulgué antérieurement et versé dans l'année[2] ($) E		Rémunération directe versée (D) plus Coïnvestissement versé (E)[3] ($)
						Montant coïnvesti initialement ($)	Impact du rendement de la Caisse ($)	
Michael Sabia Président et chef de la direction	2017	500 000	1 160 000	40 000	1 700 000	1 500 000	348 918	3 548 918
	2016	500 000	1 160 000	40 000	1 700 000	900 000	221 723	2 821 723
	2015	500 000	1 122 000	40 000	1 662 000	700 000	239 020	2 601 020
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra	2017	445 000	978 700	30 000	1 453 700	535 000	124 448	2 113 148
	2016	420 000	940 000	30 000	1 390 000	350 000	86 225	1 826 225
	2015	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Christian Dubé Premier vice-président, Québec	2017	435 000	641 200	30 000	1 106 200	181 000	42 102	1 329 302
	2016	415 000	574 000	30 000	1 019 000	0	0	1 019 000
	2015	415 000	540 000	30 000	985 000	0	0	985 000
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	2017	400 000	352 000	30 000	782 000	355 000	82 577	1 219 577
	2016	400 000	405 000	30 000	835 000	310 750	76 556	1 222 306
	2015	375 000	248 000	30 000	653 000	267 500	91 340	1 011 840
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière	2017	400 000	200 000	30 000	630 000	325 000	75 599	1 030 599
	2016	400 000	188 000	30 000	618 000	424 000	104 456	1 146 456
	2015	375 000	97 500	30 000	502 500	214 000	73 072	789 572
Kim Thomassin Première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat[4]	2017	367 000	140 000	202 500	709 500	0		709 500
	2016	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.
	2015	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.

1. Tel que mentionné à la page 95 du présent rapport, comme le prévoit le programme de rémunération incitative, les hauts dirigeants ont l'obligation de différer au minimum 55 % de leur rémunération incitative calculée dans un compte de coïnvestissement. La rémunération incitative différée pour l'exercice est présentée au tableau 41 du présent rapport.
2. Les détails des montants différés ou versés à l'égard du coïnvestissement sont présentés au tableau 41 du présent rapport.
3. La valeur de la rémunération totale versée annuelle exclut la valeur du plan de retraite. La valeur du plan de retraite est présentée au tableau 42 du présent rapport.
4. Mme Thomassin reçoit un montant forfaitaire échelonné jusqu'en 2019 en compensation notamment des montants auxquels elle a dû renoncer au moment de son embauche. Ce montant s'élève à 175 000 $ pour 2017.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU 41

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION INCITATIVE DIFFÉRÉE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2014 À 2017

Nom et poste principal	Exercice (année)	Rémunération incitative différée et coïnvestie[1] ($)	Rendement cumulatif au moment du versement ($)	Coïnvestissement versé en 2017[2] ($)
Michael Sabia Président et chef de la direction	2017	1 740 000		
	2016	1 740 000		
	2015	1 683 000		
	2014	1 500 000	348 918	1 848 918
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra	2017	746 300		
	2016	760 000		
	2015	315 000		
	2014	535 000	124 448	659 448
Christian Dubé Premier vice-président, Québec	2017	883 800		
	2016	926 000		
	2015	660 000		
	2014	181 000	42 102	223 102
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	2017	528 000		
	2016	495 000		
	2015	372 000		
	2014	355 000	82 577	437 577
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière	2017	700 000		
	2016	587 000		
	2015	552 500		
	2014	325 000	75 599	400 599
Kim Thomassin Première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat	2017	560 000		
	2016	s.o		
	2015	s.o		
	2014	s.o	s.o	s.o

1. Les montants apparaissant au tableau réfèrent à la portion de la prime de performance des années antérieures et de l'année en cours qui est différée sur une période de 3 ans.
2. Le coïnvestissement versé correspond à la somme de la rémunération incitative différée et le rendement gagné pendant la période de trois ans. Les rendements gagnés correspondent au rendement moyen pondéré des fonds des déposants de la Caisse exprimés en pourcentage, tel que publié par la Caisse pour chacun de ses exercices financiers ainsi qu'à chacun de ses semestres, composés sur une période de 3 ans.

TABLEAU 42

SOMMAIRE DE LA RETRAITE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Années décomptées[1] (nombre)	Prestations annuelles payables[2] ($) À la fin de l'exercice	Prestations annuelles payables[2] ($) À 65 ans	Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice[3] ($)	Variation attribuable à des éléments rémunératoires[4] ($)	Variation attribuable à des éléments non rémunératoires[5] ($)	Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice[3] ($)
Michael Sabia Président et chef de la direction[6]	8,8	25 700	27 900	0	0	0	0
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra	13,5	87 300	226 800	692 200	93 500	175 000	960 700
Christian Dubé Premier vice-président, Québec	3,3	57 300	108 100	626 800	287 100	61 500	975 400
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	37,2	291 800	350 100	2 385 200	93 600	335 400	2 814 200
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière	6,6	155 200	282 400	1 760 900	89 900	284 800	2 135 600
Kim Thomassin Première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat	0,9	11 100	239 100	0	136 500	21 500	158 000

1. Il s'agit du nombre d'années décomptées au sein du régime de base.
2. Les prestations annuelles sont équivalentes à la somme de la rente payable par le régime de base et par le régime supplémentaire à la fin de l'exercice ou à 65 ans.
3. Les obligations n'incluent pas celles du régime de base puisqu'une cotisation de l'employeur et une de l'employé sont versées à Retraite Québec qui en assume l'obligation liée aux prestations. La cotisation de la Caisse était de 21 902 $ par dirigeant en 2017.
4. La variation attribuable à des éléments rémunératoires comprend le coût annuel des prestations de retraite, les changements au salaire de base par rapport à l'hypothèse d'augmentation de salaire utilisée, des modifications au régime ou l'attribution d'années de service additionnelles.
5. La variation attribuable à des éléments non rémunératoires comprend les montants attribuables à l'intérêt s'accumulant sur l'obligation en début d'année, aux gains et pertes actuariels associés aux éléments autres que la rémunération et aux modifications d'hypothèses actuarielles.
6. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite. Cependant, la participation au Régime de retraite du personnel d'encadrement est obligatoire en vertu des règles de Retraite Québec, tel que détaillé sur son site Internet à l'adresse électronique suivante : https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/publications/rrsp/rrpe/Pages/rrpe.aspx.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU 43

SOMMAIRE DES INDEMNITÉS ADVENANT LE DÉPART DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Évènement déclencheur	Montant théorique payable ($)
Michael Sabia Président et chef de la direction[1]	Terminaison du contrat	0
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra[2]	Terminaison non volontaire	890 000
Christian Dubé Premier vice-président, Québec[3]	Terminaison non volontaire	870 000
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques[4]	Terminaison non volontaire	910 000
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière[5]	Terminaison non volontaire	995 000
Kim Thomassin Première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat[6]	Terminaison non volontaire	800 000

1. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause.
2. Le contrat de travail de ce dirigeant ne prévoit aucune condition particulière liée à sa fin d'emploi. Son indemnité de fin d'emploi a donc été évaluée à partir du cadre de référence de la Caisse en la matière, lequel accorde un mois de salaire de base par année de service pour un maximum de 24 mois du salaire de base annuel.
3. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 24 mois de son salaire de base annuel.
4. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, majoré du montant équivalent à une fois sa prime cible annuelle et du montant annuel lié aux avantages particuliers.
5. Le contrat de travail de cette dirigeante prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à quinze mois de son salaire de base annuel, majoré du montant équivalent à quinze mois de sa prime cible annuelle, jusqu'à un maximum de 995 000 $.
6. Le contrat de travail de cette dirigeante prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 24 mois de son salaire de base annuel.

TABLEAU 44

MARCHÉS DE RÉFÉRENCE ET RÉMUNÉRATION DIRECTE EN 2017 À LA CAISSE POUR LES POSTES DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET CEUX DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS[1,5]

	Marchés de référence Rémunération directe versée		Caisse
Poste principal	Rémunération maximale selon le marché de référence[2] ($)	Pour une performance supérieure selon le marché de référence[3] ($)	Rémunération totale versée en 2017[4] ($)
Président et chef de la direction	5 550 000	4 162 500	3 548 918
Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra	3 216 000	2 412 000	2 113 148
Premier vice-président, Québec	3 063 000	2 297 300	1 329 302
Premier vice-président et chef de la Direction des risques	1 777 000	1 332 800	1 219 577
Première vice-présidente et chef de la Direction financière	1 402 000	1 051 500	1 030 599
Première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat	1 338 000	1 003 500	709 500

1. La rémunération totale versée présentée en 2017 est alignée sur le principe de la rémunération « gagnée », qui est défini conformément à la Loi de l'impôt sur le revenu comme la rémunération « versée en espèces et imposable ».
2. Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération directe observé au 75e rang centile de leur marché de référence respectif a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction et les postes non liés à l'investissement, et celui du 90e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement. Ces montants théoriques excluent la valeur des plans de retraite, mais incluent la valeur des avantages particuliers et de la rémunération à long terme.
3. La rémunération totale versée par les marchés de référence pour une performance supérieure correspond à environ 75 % de la rémunération directe maximale présentée à la colonne A, c'est-à-dire la rémunération maximale prévue par le Règlement intérieur.
4. Ces montants reflètent la rémunération totale versée en 2017 (tableau 40 dernière colonne). Cette rémunération a été versée pour un rendement net annualisé sur cinq ans (2013 à 2017) de 10,2 %, équivalant à une performance supérieure.
5. Willis Towers Watson, Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération des membres du comité de direction, Caisse de dépôt et placement du Québec, 2017.

Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques

Faits saillants

1

Révision et recommandation au conseil de modifications à la politique de gestion intégrée des risques.

2

Révision des politiques d'investissement de certains portefeuilles spécialisés et recommandation de ces modifications au conseil d'administration.

LE COMITÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION DES RISQUES

Le conseil d'administration a créé le comité d'investissement et de gestion des risques afin d'appuyer le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques.

MANDAT

Le comité a pour mandat de s'assurer que des politiques d'encadrement relatives à la gestion des risques sont mises en place afin d'atteindre une relation rendement-risque optimale. Pour une description complète du mandat du comité, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2017)

La composition du comité a été revue en 2017.

Il comporte quatre membres indépendants :

- Président : Jean La Couture
- Membres : Patricia Curadeau-Grou, Gilles Godbout et Wendy Murdock
- Membre invité : François Joly, président du comité de vérification

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2017 : 13

Le comité a implanté différents mécanismes pour fournir au comité de vérification et au conseil l'assurance dont ils ont besoin à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Il a :

- fait rapport de ses activités après chaque réunion au conseil ;
- rendu disponibles ses mémoires de délibérations au comité de vérification et au conseil ;
- invité le président du comité de vérification à chaque réunion.

Orientation et politiques d'encadrement de la gestion des risques

En 2017, le comité s'est acquitté de ses responsabilités, notamment de la façon suivante :

- Examen des rapports de reddition de comptes sur la stratégie 2017-2020 des portefeuilles spécialisés ainsi que sur l'évolution des portefeuilles et l'analyse rétrospective relative à l'année 2017.
- Révision des politiques d'investissement de certains portefeuilles spécialisés et recommandation de modifications au conseil d'administration.
- Révision et recommandation au conseil des limites de risque de marché et des objectifs pour le portefeuille global de la Caisse et pour chacun des portefeuilles spécialisés et grands mandats, et des limites de concentration pour le portefeuille global de la Caisse.
- Révision et recommandation au conseil de modifications à la politique de gestion intégrée des risques, afin de refléter des changements méthodologiques, et aux limites de certains portefeuilles spécialisés.
- Révision des orientations de la Caisse pour les mandats Financement spécialisé, Répartition de l'actif et Gestion des devises.
- Révision de l'encadrement et de l'utilisation des instruments financiers dérivés.
- Révision et recommandation au conseil de l'encadrement du risque de liquidité et suivi de la stratégie globale de la Caisse concernant la gestion de ce risque.
- Révision du cadre de gestion de l'exposition aux partenaires-investisseurs de la Caisse, dont la mise en place d'un système de notation des partenaires.
- Révision du processus d'attribution des mandats à des gestionnaires externes.
- Examen et discussion du rapport du comité interne Risques opérationnels.
- Examen, à chaque réunion du comité, de rapports rendement-risque relatifs à la Caisse globalement, incluant le positionnement du portefeuille global relativement aux niveaux de risque, au portefeuille de référence et aux orientations stratégiques.
- Examen du plan d'affaires de la Direction des risques.

Dossiers d'investissement

- Étude et recommandation de dossiers d'investissement relevant de l'autorité du conseil, et ce, en tenant compte de l'analyse présentée par l'équipe responsable de la transaction, de l'analyse des risques du projet et, plus particulièrement, de son incidence sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse, ainsi que de la conformité de l'investissement aux politiques et directives d'encadrement des risques.
- Discussions sur la relation rendement-risque pour chacun des dossiers d'investissement qui lui ont été soumis.
- Réception de rapports sur le suivi des dossiers d'investissement autorisés par le conseil, ainsi que des dossiers autorisés par la direction de la Caisse et ne relevant pas de l'autorité du conseil.

Déposants

- Analyse des certificats de conformité aux politiques de placement des déposants et aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés.

RECOURS AUX SERVICES D'EXPERTS EXTERNES

Le comité d'investissement et de gestion des risques n'a pas fait appel à de tels services en 2017.

Conseil d’administration et comité de direction

Structure organisationnelle

Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son président, du président et chef de la direction, de représentants des déposants et de membres indépendants. La loi sur la Caisse prévoit qu'au moins les deux tiers des administrateurs, dont le président du conseil, doivent être indépendants.

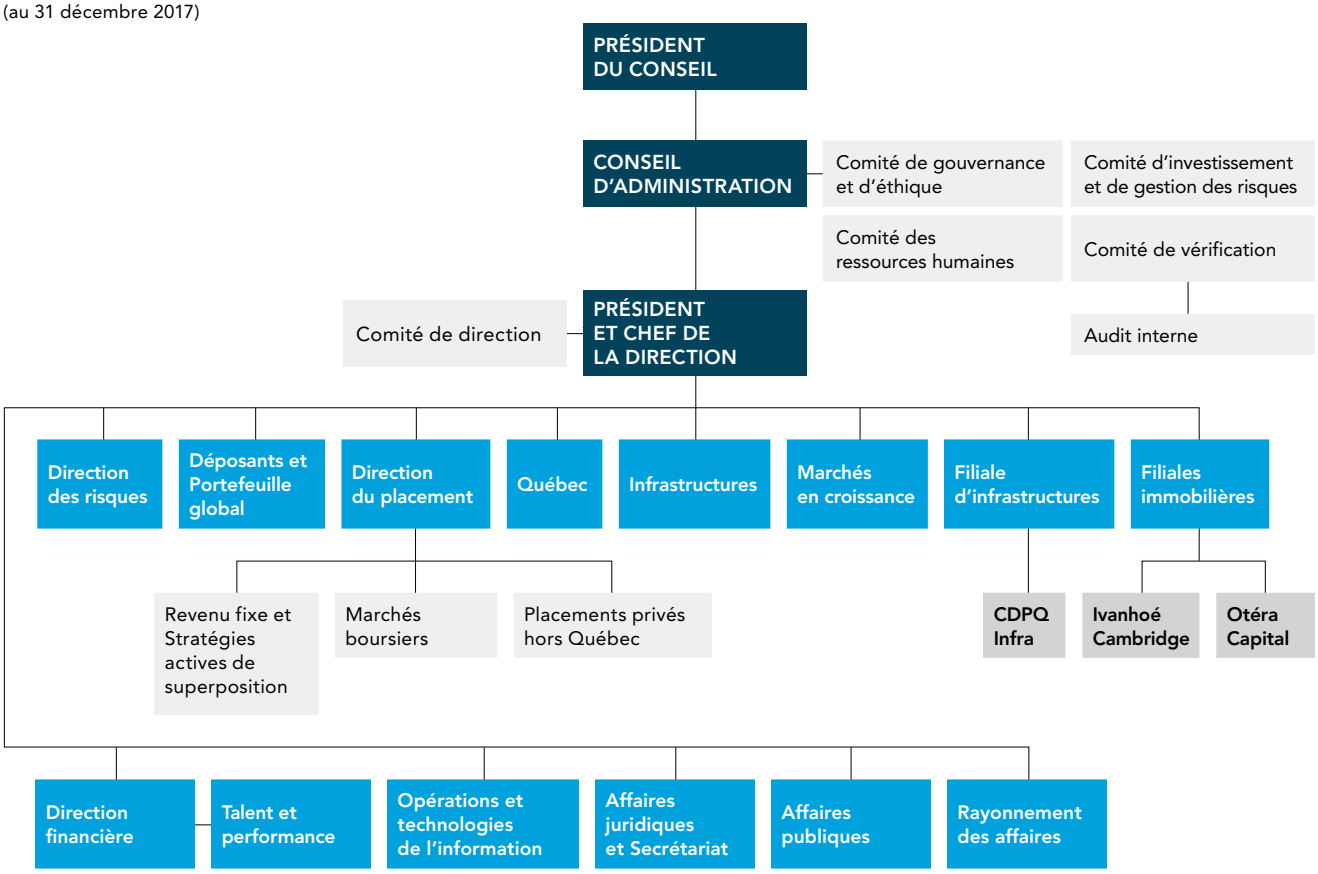
Le comité de direction est composé du président et chef de la direction et des premiers dirigeants des divers secteurs de la Caisse. Au 31 décembre 2017, la Caisse employait 1 093 personnes dans l'ensemble de ses bureaux. De ce nombre, 999 personnes étaient situées dans ses bureaux au Québec. Afin d'appuyer sa stratégie de mondialisation et de générer de bonnes occasions d'investissement, la Caisse a également mis en place des bureaux dans plusieurs pays au cours des dernières années. Au 31 décembre 2017, 94 personnes travaillaient dans l'ensemble de ces bureaux.

La Caisse compte aussi des filiales immobilières, Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital, qui employaient quelque 1 400 personnes à la fin de 2017, ainsi qu'une filiale d'infrastructures, CDPQ Infra.

Maître d'œuvre de projets dans ce secteur, celle-ci employait un total de quelque 30 personnes en fin d'année 2017. Ces filiales sont chapeautées par leur propre conseil d'administration (voir le graphique 45).

GRAPHIQUE 45

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE
(au 31 décembre 2017)



FILIALES IMMOBILIÈRES ET D'INFRASTRUCTURES

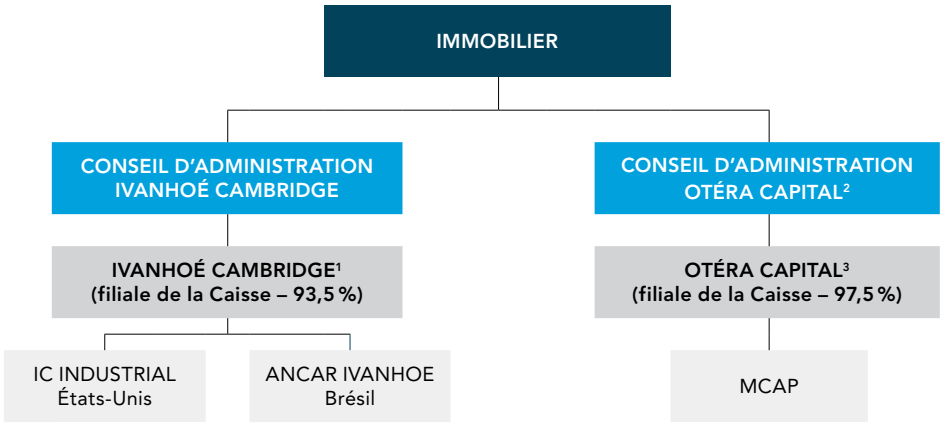
Les investissements en immobilier sont effectués en fonds propres et en produits de financement principalement dans les secteurs des centres commerciaux, des immeubles de bureaux, résidentiels, industriels et logistiques dans des villes clés à l'échelle mondiale. Les activités immobilières sont distribuées dans deux secteurs : Immeubles et Crédit immobilier. Le secteur Immeubles est constitué des activités d'Ivanhoé Cambridge, un leader mondial en immobilier. Le secteur Crédit immobilier est constitué des activités d'Otéra Capital, une des plus importantes sociétés de financement immobilier commercial au Canada.

Le graphique 46 présente la structure organisationnelle de l'immobilier. Pour plus de détails sur les filiales immobilières, visiter les sites Web www.ivanhoecambridge.com et www.oteracapital.com.

Filiale d'infrastructures créée en 2015, CDPQ Infra vise une réalisation performante et efficace de projets majeurs d'infrastructures publiques. Le graphique 47 présente la structure organisationnelle de CDPQ Infra. Pour plus de détails sur les activités de CDPQ Infra, visiter le site Web www.cdpqinfra.com.

GRAPHIQUE 46

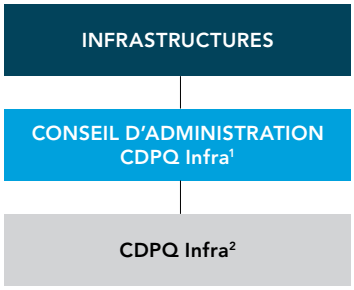
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – FILIALES IMMOBILIÈRES
(au 31 décembre 2017)



1. Daniel Fournier, président du conseil et chef de la direction, Ivanhoé Cambridge.
2. Sylvain Fortier, président du conseil, Otéra Capital.
3. Alfonso Graceffa, président et chef de la direction, Otéra Capital.

GRAPHIQUE 47

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – FILIALE D'INFRASTRUCTURES
(au 31 décembre 2017)



1. Michael Sabia, président du conseil.
2. Macky Tall, président et chef de la direction; Jean-Marc Arbaud, directeur général adjoint.

Conseil d'administration[1,2]

ROBERT TESSIER
Président du conseil d'administration

Comités : Gouvernance et éthique / Ressources humaines
Membre depuis mars 2009

ELISABETTA BIGSBY
Administratrice de sociétés

Comité : Ressources humaines (présidente)
Membre depuis novembre 2009

IVANA BONNET-ZIVCEVIC[3]
Présidente-directrice générale
Crédit Agricole CIB Italie

Comité : Ressources humaines
Membre depuis décembre 2017

BERTRAND CESVET
Président-directeur général et associé principal
Sid Lee

Comité : Ressources humaines
Membre depuis avril 2015

PATRICIA CURADEAU-GROU
Administratrice de sociétés

Comité : Investissement et gestion des risques
Membre depuis octobre 2013

MICHEL DESPRÉS
Président-directeur général
Retraite Québec

Membre depuis mars 2016

GILLES GODBOUT
Administrateur de sociétés

Comités : Investissement et gestion des risques / Vérification
Membre depuis janvier 2013

FRANÇOIS JOLY
Administrateur de sociétés

Comités : Vérification (président) / Investissement et gestion des risques (membre invité)
Membre depuis mars 2013

JEAN LA COUTURE
Président, Huis Clos Ltée

Comité : Investissement et gestion des risques (président)
Membre depuis janvier 2013

DIANE LEMIEUX
Présidente-directrice générale
Commission de la construction du Québec

Membre depuis décembre 2014

WENDY MURDOCK
Administratrice de sociétés

Comités : Investissement et gestion des risques / Gouvernance et éthique
Membre depuis mars 2016

FRANÇOIS R. ROY
Administrateur de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique (président) / Vérification
Membre depuis décembre 2009

MICHAEL SABIA
Président et chef de la direction
Caisse de dépôt et placement du Québec

Membre depuis mars 2009

1. Madame Rita Dionne-Marsolais a été remplacée par Madame Maryse Bertrand en 2017.
2. Madame Maryse Bertrand a siégé au conseil d'administration de janvier à juin 2017.
3. Madame Ouma Sananikone a été remplacée par Madame Ivana Bonnet-Zivcevic en 2017.

Pour consulter les biographies des membres du conseil d'administration, nous vous invitons à visiter notre site Web (www.cdpq.com).

Comité de direction[1]

CLAUDE BERGERON
Premier vice-président
et chef de la Direction des risques

MICHÈLE BOISVERT
Première vice-présidente,
Rayonnement des affaires

ANI CASTONGUAY
Vice-présidente principale,
Affaires publiques

MARC CORMIER
Premier vice-président,
Revenu fixe
et Stratégies actives de superposition

CHRISTIAN DUBÉ
Premier vice-président,
Québec

STÉPHANE ETROY
Premier vice-président
et chef des Placements privés
CDPQ London

ANITA M. GEORGE
Première vice-présidente,
Marchés en croissance
CDPQ India

JEAN-LUC GRAVEL
Premier vice-président,
Marchés boursiers

JEAN MICHEL
Premier vice-président,
Déposants et Portefeuille global

PIERRE MIRON
Premier vice-président
et chef des Opérations
et des technologies de l'information

MAARIKA PAUL
Première vice-présidente
et chef de la Direction financière

MICHAEL SABIA
Président et chef de la direction

OONA STOCK
Première vice-présidente,
Talent et performance

MACKY TALL
Premier vice-président, Infrastructures
et président et chef de la direction,
CDPQ Infra

KIM THOMASSIN
Première vice-présidente,
Affaires juridiques et Secrétariat

1. Macky Tall a été nommé chef, Marchés liquides et Réseau express métropolitain (REM) en mars 2018.
Maxime Aucoin a été nommé premier vice-président, Stratégies d'investissement et Innovation en mars 2018.
Jean Michel a quitté ses fonctions en mars 2018.

Pour consulter les biographies des membres du comité de direction, nous vous invitons à visiter notre site Web (www.cdpq.com).

Rapport financier

Évolution de l'actif

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants est passé de 176,2 G$ au 31 décembre 2012 à 298,5 G$ au 31 décembre 2017, soit une hausse de 122,3 G$ sur cinq ans. Cette croissance provient essentiellement des résultats de placement nets de 109,7 G$, auxquels s'ajoutent des contributions nettes des déposants de 12,6 G$ (voir le tableau 51, p. 115).

Durant l'année 2017, l'actif net attribuable aux déposants a augmenté de 27,8 G$ pour s'établir à 298,5 G$, comparativement à 270,7 G$ au 31 décembre 2016. Cette hausse s'explique par des résultats de placement nets de 24,6 G$ ainsi que par des contributions nettes des déposants de 3,2 G$.

ACTIF TOTAL

Au 31 décembre 2017, l'actif total s'élevait à 337,2 G$, comparativement à 315,9 G$ à la fin de 2016 (voir le tableau 48). Cette hausse de 21,3 G$ s'explique par les réinvestissements de revenus de placement et des gains nets réalisés ainsi que par les dépôts des déposants. Le ratio du passif par rapport à l'actif total a baissé à 11 % au 31 décembre 2017, comparativement à 14 % au 31 décembre 2016. Le passif de la Caisse est composé principalement de titres vendus en vertu de conventions de rachat et de programmes de financement émis par la filiale CDP Financière, qui servent à financer l'achat de placements.

BIENS SOUS GESTION ET BIENS ADMINISTRÉS

La Caisse et ses filiales administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état consolidé de la situation financière de la Caisse. La Caisse et ses filiales perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs rendus, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et de financements hypothécaires cédés.

Au 31 décembre 2017, les biens sous gestion et biens administrés par la Caisse se situaient à 86,0 G$, en hausse de 7,7 G$ par rapport à l'année dernière (voir le tableau 49).

Cette croissance provient principalement du portefeuille administré par la société MCAP, filiale d'Otéra Capital. Cette société administre plus de 63,2 G$ de prêts hypothécaires résidentiels, commerciaux et de construction au Canada.

TABLEAU 48

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SITUATION FINANCIÈRE
(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2017	2016
ACTIF		
Placements	**331 050**	308 875
Autres actifs	**6 100**	6 984
Total de l'actif	**337 150**	315 859
PASSIF		
Passifs relatifs aux placements	**35 845**	42 890
Autres passifs	**2 793**	2 223
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	**38 638**	45 113
Actif net attribuable aux déposants	**298 512**	270 746

TABLEAU 49

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – ACTIF TOTAL SOUS GESTION
(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2017	2016
Actif total	**337 150**	315 859
Biens sous gestion	**20 349**	18 569
Biens administrés	**65 636**	59 723
Biens sous gestion et biens administrés	**85 985**	78 292
Actif total sous gestion	**423 135**	394 151

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Sur cinq ans, les résultats de placement nets se sont élevés à 109,7 G$. La catégorie Actions est celle qui y a contribué le plus avec des résultats de 72,4 G$, dont 57,2 G$ proviennent des marchés boursiers et 15,2 G$ des placements privés. Par ailleurs, la catégorie Revenu fixe a contribué pour 14,6 G$ et la catégorie Actifs réels, pour 18,9 G$.

En 2017, les résultats de placements nets de 24,6 G$ proviennent principalement de la catégorie Actions pour 17,6 G$, de la catégorie Actif réels pour 4,0 G$ et de la catégorie Revenu fixe pour 3,2 G$ (voir le tableau 50).

DÉPÔTS NETS DES DÉPOSANTS

Au 31 décembre 2017, le total des dépôts nets des déposants de 3,2 G$ s'explique principalement par les contributions du Fonds d'amortissement des régimes de retraite et du Fonds des générations.

TABLEAU 50

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – RÉSULTATS AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS
(pour les périodes terminées le 31 décembre – en millions de dollars)

	2017	2016
Revenu net de placement	**8 926**	9 063
Charges d'exploitation	**(536)**	(463)
Revenu net	**8 390**	8 600
Gains nets réalisés	**9 822**	9 556
Gains nets non réalisés	**6 384**	261
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur	**16 206**	9 817
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	**24 596**	18 417

TABLEAU 51

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SOMMAIRE DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS
(pour la période de 2013 à 2017 – en milliards de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	**5 ans**
Actif net attribuable aux déposants au début	**270,7**	248,0	225,9	200,1	176,2	**176,2**
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	**24,6**	18,4	20,1	23,8	22,8	**109,7**
Contributions nettes des déposants	**3,2**	4,3	2,0	2,0	1,1	**12,6**
Actif net attribuable aux déposants à la fin	**298,5**	270,7	248,0	225,9	200,1	**298,5**

Analyse des charges d'exploitation et des frais de gestion externe

Les charges d'exploitation représentent les frais engagés pour la gestion et l'administration des portefeuilles. Quant aux frais de gestion externe, il s'agit des sommes versées à des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers pour gérer des fonds appartenant à la Caisse.

Pour l'exercice 2017, les charges d'exploitation s'élèvent à 536 M$, comparativement à 463 M$ en 2016. Cette augmentation découle de la poursuite de la mise en œuvre d'une stratégie d'investissement mettant l'accent sur la mondialisation, des transactions et partenariats dans des actifs moins liquides, notamment en placements privés et infrastructures, ainsi que les activités de crédit et de financement spécialisé, ce qui a nécessité l'acquisition de nouvelles expertises.

La mise en œuvre de la mondialisation a requis l'embauche de professionnels de talent dans les marchés mondiaux et dans des secteurs ciblés comme les placements privés et le crédit. Sur cinq ans, ce sont plus de 43 G$ de nouveaux capitaux qui ont été déployés dans les marchés mondiaux. Plusieurs transactions clés réalisées par la Caisse ont été possibles grâce à la collaboration de ses équipes des bureaux internationaux, notamment USI Holdings aux États-Unis, Fives, Sebia et Suez en Europe, Edelweiss et Kotak Mahindra Bank en Inde, ainsi qu'une plateforme d'investissement en infrastructures au Mexique.

Pour leur part, les frais de gestion externe ont totalisé 86 M$, soit 48 M$ de plus qu'en 2016, une hausse découlant essentiellement d'une augmentation de la valeur des placements confiés aux gestionnaires externes dans certains marchés ainsi que de leur bonne performance.

La somme des charges d'exploitation et des frais de gestion externe s'établit à 622 M$ en 2017, contre 501 M$ en 2016. Cette somme représente 22 cents par 100 $ d'actif net moyen, soit un niveau qui se compare favorablement à celui de son industrie (voir le graphique 52).

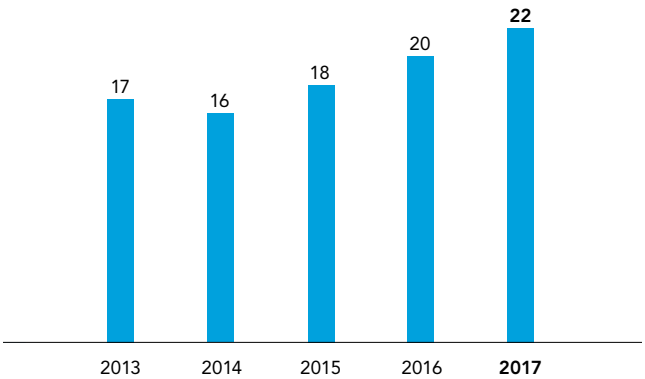
Au cours des cinq dernières années, les charges d'exploitation et les frais de gestion externe ont connu une croissance annuelle moyenne de 1 cent par 100 $ d'actif net moyen, en ligne avec la mise en œuvre des stratégies énoncées ci-dessus et de l'augmentation des fonds gérés à l'externe.

EFFICIENCE OPÉRATIONNELLE

La Caisse révise périodiquement ses façons de faire et maintient un contrôle serré de ses charges d'exploitation. Elle a pour objectif de maintenir ses charges d'exploitation à un niveau qui, toutes proportions gardées relativement à la composition des placements, se compare avantageusement à celui d'autres gestionnaires de fonds institutionnels de sa taille menant des activités similaires. La Caisse participe depuis plusieurs années à des travaux d'étalonnage des coûts par catégorie d'actif.

GRAPHIQUE 52

CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS DE GESTION EXTERNE EXPRIMÉS PAR 100 $ D'ACTIF NET MOYEN DES DÉPOSANTS
(pour les périodes terminées le 31 décembre – en cents)



CDP Financière

CDP Financière est une filiale en propriété exclusive de la Caisse. Ses opérations visent à optimiser les coûts de financement des activités de la Caisse et de ses filiales, à permettre une diversification des sources de financement et à assurer l'appariement des actifs financés en termes de devises et de taux d'intérêt. Pour réaliser ses objectifs, elle a recours à deux programmes de financement sur les marchés institutionnels locaux et internationaux : des emprunts à court et à long terme.

EMPRUNTS À COURT TERME

Au 31 décembre 2017, l'encours du financement à court terme s'élevait à 4,6 G$, soit 1 G$ sur le marché canadien et 2,9 G$ US sur le marché américain. En 2017, l'échéance moyenne des emprunts sur le marché canadien a été de 78 jours, pour un montant total des transactions de 4,4 G$. Sur le marché américain, elle a été de 135 jours, pour un montant total des transactions de 7,9 G$ US.

EMPRUNTS À TERME

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des billets à terme en circulation de CDP Financière totalisait 9,2 G$, comparativement à 9,6 G$ à la fin de 2016 (voir le graphique 53). La baisse de 0,4 G$ par rapport à 2016 est attribuable en grande partie à la dépréciation du dollar américain face au dollar canadien.

FACILITÉ DE CRÉDIT

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a contracté une facilité de crédit ayant un montant autorisé maximal de 4 G$ US auprès d'un syndicat bancaire formé de 10 institutions financières. Cette facilité de crédit est garantie entièrement, inconditionnellement et irrévocablement par la Caisse. Au 31 décembre 2017, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit.

RÉPARTITION PAR DEVISE

La répartition du financement s'établit comme suit : 76 % des titres de créance sont émis en dollars américains, 15 % sont émis en dollars canadiens et 9 % sont émis en euros.

LES AGENCES DE NOTATION CONFIRMENT LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE DE LA CAISSE

Les agences de notation Dominion Bond Rating Services (DBRS), Moody's Investors Service (Moody's) et Standard & Poor's (S&P) ont maintenu leurs cotes de crédit de première qualité, avec une perspective stable en 2017 (voir le tableau 54). Les cotes de crédit de CDP Financière et de la Caisse ont été publiées en juillet, août et septembre 2017.

GRAPHIQUE 53

RÉPARTITION DU PASSIF – CDP FINANCIÈRE
(juste valeur marchande au 31 décembre – en milliards de dollars)

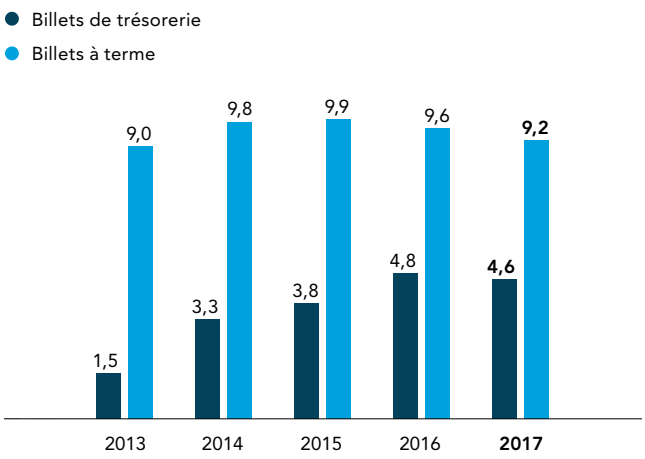


TABLEAU 54

COTES DE CRÉDIT

	Court terme	Long terme
DBRS	R-1 (élevé)	AAA
Moody's	Prime-1 (Aaa)	Aaa
S&P	A-1 + A-1 (ÉLEVÉ)	AAA

Principales méthodes comptables

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. L'actif net attribuable aux déposants présenté à l'état consolidé de la situation financière reflète le regroupement de la valeur nette des comptes de chacun des déposants de la Caisse. La note 2 des états financiers consolidés audités au 31 décembre 2017 décrit les principales méthodes comptables utilisées par la Caisse.

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés de la Caisse sont préparés selon les normes comptables en vigueur, soit les Normes internationales d'information financière (IFRS), tel que stipulé dans la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

AUDIT EXTERNE

Conformément à la Loi sur la Caisse, les co-auditeurs ont audité l'ensemble des livres comptables de la Caisse et ont émis un rapport des auditeurs non modifié pour chacun des 70 états financiers.

Principales normes comptables IFRS s'appliquant aux états financiers consolidés de la Caisse

Entités d'investissement

En vertu de l'IFRS 10 *États financiers consolidés*, les filiales qui constituent un placement pour une entité d'investissement doivent être présentées et évaluées à la juste valeur. Ainsi, la Caisse, qui se qualifie à titre d'entité d'investissement, ne consolide pas ses filiales, notamment les filiales immobilières, de dettes immobilières, de placements privés, d'infrastructures et de revenu fixe. L'évaluation de ces placements repose sur une technique d'évaluation d'entreprise selon les IFRS.

Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* fournit une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les principales techniques d'évaluation des placements liquides et moins liquides incluant l'évaluation des filiales non consolidées de la Caisse sont décrites à la note 7 des états financiers consolidés, à la page 142.

Mesures financières

Dans le cadre de la publication de certaines informations incluses dans le rapport annuel, la Caisse utilise et présente à la fois des mesures conformes aux IFRS et certaines mesures financières non conformes aux IFRS. La Caisse est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements utiles et supplémentaires à l'analyse de l'information financière (voir les notes générales 3 et 6, à la page 177).

Adoption des nouvelles normes IFRS

Les modifications apportées à l'IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie* permettent d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement. Ces nouvelles modifications ont été appliquées à compter du 1er janvier 2017. L'incidence se limite à la présentation d'informations supplémentaires.

Nouvelles normes IFRS

L'IFRS 9 *Instruments financiers* couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

Au cours de l'exercice 2017, la Caisse a procédé à l'analyse de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9. De plus, la Caisse a validé ses positions comptables complétées à ce jour auprès des co-auditeurs. Aucune incidence n'est prévue à l'adoption de la norme, soit pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2018, puisque les instruments financiers conservent leur évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net.

L'adoption de l'IFRS 9 entraînera des changements en matière de divulgation. La Caisse ajustera la divulgation aux états financiers ainsi que les processus et contrôles s'y rapportant, le cas échéant.

Évaluation des placements à la juste valeur

POLITIQUE D'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS

L'évaluation des placements est un processus par lequel une juste valeur est attribuée à chaque investissement de la Caisse en vue de la préparation des états financiers consolidés. L'évaluation des placements à la juste valeur est effectuée périodiquement conformément à la Politique d'évaluation des investissements de la Caisse qui est approuvée par le conseil d'administration. Une mise à jour de la Politique a été revue et approuvée en 2017 pour définir les rôles et les responsabilités de la Direction financière dans l'élaboration, le maintien et le respect de la Politique à l'égard des investissements privés. Cette politique globale est ensuite appuyée par la directive d'évaluation et les protocoles qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement. La politique, la directive et les protocoles dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de comptes. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction. Le comité d'évaluation approuve la conformité avec la politique et la juste valeur des placements de la Caisse chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande ces justes valeurs au comité de vérification. Cette politique est conforme aux normes et pratiques d'organismes canadiens et internationaux en matière d'évaluation.

En vertu de la politique, lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse peut procéder à des tests de contrôle a posteriori, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

Les co-auditeurs ont accès à l'ensemble des dossiers d'évaluation dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés de fin d'année.

CADRE CONCEPTUEL

Les normes IFRS définissent la juste valeur et fournissent des directives sur l'évaluation ainsi que les informations à fournir relativement à la juste valeur. Les entités sont tenues de maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et de minimiser l'utilisation de données d'entrée non observables lors de l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur doit être établie en faisant l'hypothèse que les placements sont disponibles à la vente, c'est-à-dire que la juste valeur des placements correspond à une valeur de sortie à la date des états financiers. L'objectif des normes comptables est de définir un cadre conceptuel unique susceptible d'être utilisé dans toutes les situations nécessitant l'évaluation de la juste valeur.

La Caisse considère que les normes IFRS en matière d'évaluation de la juste valeur constituent un cadre cohérent. Toutefois, ces normes restrictives ne tiennent pas compte du fait que, conformément à l'horizon d'investissement à très long terme adopté par ses principaux déposants, la Caisse a les moyens et l'intention de détenir certains placements jusqu'à ce que leur valeur optimale soit atteinte.

Ainsi, la juste valeur établie au 31 décembre 2017 pour les placements dans des marchés moins liquides, tels que les biens immobiliers, les dettes immobilières, le financement spécialisé, les placements privés et les infrastructures, reflète la volatilité générale des marchés financiers, ce qui peut présenter des écarts par rapport à la valeur économique des placements détenus à long terme.

La note 7 des états financiers consolidés, à la page 142, décrit les techniques d'évaluation des placements à la juste valeur.

États financiers consolidés

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et énoncées dans le *Manuel de CPA Canada*. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir une incidence sur la juste valeur des placements.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne élaboré, appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse est fondé notamment sur : une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches et la délégation de pouvoirs; des ressources compétentes; des procédures et des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés, de l'information pertinente et fiable dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités; des mesures de contrôle, de conformité et de gestion intégrée des risques proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de la Caisse; et l'existence et la surveillance du respect d'un ensemble élaboré de politiques internes.

Ce dispositif de contrôle permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, le groupe d'Audit interne de la Caisse procède régulièrement à un audit des contrôles internes. Ces contrôles et audits visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers consolidés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« les co-auditeurs ») ont procédé à l'audit des états financiers consolidés de la Caisse au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et leur rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et comporte l'expression de leur opinion. Les co-auditeurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs externes. Ce comité rencontre la direction et les co-auditeurs, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Montréal, le 20 février 2018

MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE, IAS.A

Première vice-présidente et
Chef de la Direction financière

Rapport des auditeurs indépendants

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers consolidés
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017 et les états consolidés du résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion
À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires
Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 20 février 2018

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A112431

Montréal, le 20 février 2018

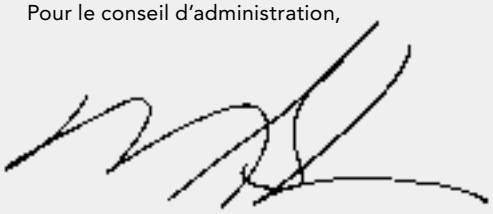
État consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2017

(en millions de dollars canadiens)	**2017**	2016
ACTIF		
Trésorerie	**947**	651
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	**2 447**	3 898
Avances à des déposants	**1 056**	1 068
Revenus de placement courus et à recevoir	**1 395**	1 173
Autres actifs	**255**	194
Placements *(note 4)*	**331 050**	308 875
Total de l'actif	**337 150**	315 859
PASSIF		
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	**2 102**	1 687
Autres passifs financiers	**691**	536
Passifs relatifs aux placements *(note 4)*	**35 845**	42 890
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	**38 638**	45 113
Actif net attribuable aux déposants	**298 512**	270 746

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil d'administration,



MICHAEL SABIA

FRANÇOIS JOLY

État consolidé du résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

(en millions de dollars canadiens)	**2017**	2016
Revenus de placement *(note 9)*	**9 576**	9 682
Dépenses de placement *(note 9)*	**(650)**	(619)
Revenu net de placement *(note 9)*	**8 926**	9 063
Charges d'exploitation *(note 11)*	**(536)**	(463)
Revenu net	**8 390**	8 600
Gains nets réalisés *(note 10)*	**9 822**	9 556
Gains nets non réalisés *(note 10)*	**6 384**	261
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur	**16 206**	9 817
Résultat de placement net avant distributions aux déposants *(note 10)*	**24 596**	18 417
Distributions aux déposants	**(9 844)**	(11 783)
Résultat global attribuable aux déposants	**14 752**	6 634

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations de l'actif net attribuable aux déposants

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2015	530	5	2 118	245 372	248 025
Attributions et distributions					
Résultat global attribuable aux déposants	–	–	–	6 634	6 634
Distributions aux déposants	12 528	–	(745)	–	11 783
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	(17 312)	–	–	17 312	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	679	–	–	(679)	–
Dépôts nets					
Variation nette des dépôts à terme	(1)	1	–	–	–
Contributions nettes des déposants	4 304	–	–	–	4 304
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2016	728	6	1 373	268 639	270 746
Attributions et distributions					
Résultat global attribuable aux déposants	**–**	**–**	**–**	**14 752**	**14 752**
Distributions aux déposants	**9 242**	**–**	**602**	**–**	**9 844**
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	**(19 484)**	**–**	**–**	**19 484**	**–**
Annulation d'unités de dépôts à participation	**6 432**	**–**	**–**	**(6 432)**	**–**
Dépôts nets					
Contributions nettes des déposants	**3 170**	**–**	**–**	**–**	**3 170**
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017	**88**	**6**	**1 975**	**296 443**	**298 512**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat global attribuable aux déposants	**14 752**	6 634
Ajustements pour :		
Gains nets non réalisés sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer	**(487)**	(371)
Amortissement des billets de trésorerie et des billets à terme à payer	**4**	12
Distributions aux déposants	**9 844**	11 783
Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation		
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	**1 451**	(2 610)
Avances à des déposants	**12**	(292)
Revenus de placement courus et à recevoir	**(222)**	53
Autres actifs	**(61)**	68
Placements	**(23 415)**	(23 035)
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	**415**	463
Autres passifs financiers	**155**	7
Passifs relatifs aux placements	**(6 587)**	1 065
Total	**(4 139)**	(6 223)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation nette des billets de trésorerie à payer	**270**	(1 725)
Émission de billets de trésorerie à payer	**7 663**	6 421
Remboursement de billets de trésorerie à payer	**(8 084)**	(3 625)
Variation nette des emprunts à payer	**176**	74
Contributions nettes des déposants	**3 170**	4 304
Total	**3 195**	5 449
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(944)**	(774)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	**1 891**	2 665
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	**947**	1 891
Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :		
Trésorerie	**947**	651
Placements		
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**–**	1 240
Total	**947**	1 891
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	**9 787**	10 130
Intérêts payés	**(539)**	(574)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

01
CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La Caisse a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la Caisse est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Canada.

La Caisse a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Ces états financiers consolidés ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la Caisse. Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les activités d'investissement des déposants dans les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse s'effectuent par l'intermédiaire d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

FONDS GÉNÉRAL

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement de la Caisse.

FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent principalement des placements diversifiés dans des portefeuilles spécialisés. Chacun des fonds particuliers est dédié à un seul déposant qui investit dans des dépôts à participation de fonds particuliers.

Les fonds particuliers des déposants sont les suivants :

Fonds 300 : Fonds du Régime de rentes du Québec administré par Retraite Québec;

Fonds 301 : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par Retraite Québec;

Fonds 302 : Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par Retraite Québec;

Fonds 303 : Régimes particuliers administrés par Retraite Québec;

Fonds 305 : Régime de retraite des élus municipaux administré par Retraite Québec;

Fonds 306 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Volet à prestations déterminées administré par le Comité de retraite;

Fonds 307 : Fonds d'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

Fonds 310 : Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval administré par le Comité de retraite (constitué le 1er janvier 2017);

Fonds 311 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 312 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 313 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 314 : Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 315 : Compte dédié administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 316 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

Fonds 317 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

Fonds 318 : Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

Fonds 326 : Fonds d'assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 328 : Régime de rentes de survivants administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;

Fonds 329 : Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

Fonds 330 : Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;

Fonds 331 : Régime de retraite des employés du Réseau de Transport de la Capitale administré par le Comité de retraite (constitué le 1er janvier 2017);

Fonds 332 : Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l'Office de la protection du consommateur;

Fonds 333 : Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages administré par l'Office de la protection du consommateur;

Fonds 335 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2020 administré par le Comité de retraite;

Fonds 336 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2030 administré par le Comité de retraite;

Fonds 337 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2040 administré par le Comité de retraite;

Fonds 338 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2050 administré par le Comité de retraite;

Fonds 339 : Fonds d'indemnisation des services financiers administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 340 : Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne administrés par le Comité de retraite conjoint des Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne;

Fonds 342 : Régime de retraite de l'Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec;

Fonds 343 : Fonds d'assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale (inactif depuis le 1er juin 2017);

Fonds 344 : Réserve administré par la Financière agricole du Québec (constitué le 1er janvier 2016);

Fonds 347 : Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par le Comité de placement;

Fonds 351 : Fonds des générations administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

Fonds 353 : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse participants administré par Retraite Québec;

Fonds 354 : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse employeurs administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

Fonds 361 : Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;

Fonds 362 : Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;

Fonds 363 : Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité de retraite;

Fonds 367 : Fonds d'information sur le territoire administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

Fonds 368 : Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds capitalisé administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 369 : Fonds des congés de maladie accumulés administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

Fonds 371 : Fonds des congés de maladie accumulés – ARQ administré par l'Agence du revenu du Québec;

Fonds 372 : Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval administré par les Comités de retraite;

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

Fonds 373 : Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges administré par Retraite Québec;

Fonds 374 : Fiducie globale Ville de Magog administrée par le Comité de retraite mixte;

Fonds 376 : Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke administré par le Comité de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke;

Fonds 378 : Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels – Fonds des cotisations des employés administré par Retraite Québec;

Fonds 383 : Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke administré par le Comité de retraite;

Fonds 384 : Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1er novembre 2016);

Fonds 385 : Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1er novembre 2016);

Fonds 386 : Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1er novembre 2016);

Fonds 387 : Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1er novembre 2016);

Fonds 388 : Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1er novembre 2016);

Fonds 389 : Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1er novembre 2016);

Fonds 393 : Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique administré par le Comité de retraite;

Fonds 395 : Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités administré par Retraite Québec.

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse sont :

- Valeurs à court terme (740);
- Taux (765)[1];
- Crédit (766)[1];
- Obligations à long terme (764);
- Obligations à rendement réel (762);
- Infrastructures (782);
- Immeubles (710);
- Marchés boursiers (737);
- Placements privés (780);
- Répartition de l'actif (771);
- BTAA (772)[2];
- Stratégies actives de superposition (773).

1. Dans le cadre de la Planification stratégique des investissements (PSI), la Caisse a recommandé une révision de l'offre globale de portefeuilles spécialisés offerts aux déposants. Conséquemment, le 1er janvier 2017, tous les actifs et les passifs financiers des portefeuilles spécialisés Obligations (760) et Dettes immobilières (750) ont été acquis à la juste valeur par les deux nouveaux portefeuilles spécialisés Taux (765) et Crédit (766). Cette transaction n'a eu aucune incidence sur l'actif net consolidé et sur le résultat global attribuable aux déposants.
2. Le 1er juin 2017, le portefeuille spécialisé BTAA (772) a été fermé à la suite de l'encaissement des titres de véhicules d'actifs-cadres 1 (VAC 1) du portefeuille.

02
PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTION DES NOUVELLES NORMES IFRS

L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié en janvier 2016 des modifications à l'IAS 7 – *Tableau des flux de trésorerie*. Ces modifications comprennent des obligations d'information qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement. Ces nouvelles modifications ont été appliquées à compter du 1er janvier 2017. L'incidence de ces modifications se limite à la présentation d'informations supplémentaires à la note 18.

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'elles ont été publiées par l'IASB. Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

PRÉSENTATION ET BASE D'ÉVALUATION

La Caisse évalue à la juste valeur par le biais du résultat net les instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement et des services administratifs et de gestion sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10 – *États financiers consolidés*.

L'état consolidé de la situation financière est présenté selon le critère de liquidité.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les présents états financiers consolidés de la Caisse ont été approuvés par le conseil d'administration le 20 février 2018.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de la Caisse sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle.

CONVERSION DE DEVISES

Les actifs et les passifs financiers libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les écarts de conversion sur les placements et les passifs relatifs aux placements à la juste valeur sont présentés à l'état consolidé du résultat global à la rubrique « Gains nets non réalisés ». À la vente d'un placement ou au règlement d'un passif relatif aux placements, le gain ou la perte sur la conversion de devises est présenté à la rubrique « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Les écarts de conversion des autres actifs et passifs financiers monétaires sont inclus à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » à l'état consolidé du résultat global.

RECOURS AU JUGEMENT ET À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés de la Caisse selon les IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des principales méthodes comptables décrites dans les sections suivantes et sur les montants présentés à l'état consolidé de la situation financière et à l'état consolidé du résultat global.

JUGEMENT

Qualification à titre d'entité d'investissement
Le recours au jugement s'effectue principalement au niveau de la qualification de la Caisse à titre d'entité d'investissement. La Caisse satisfait aux trois critères obligatoires de la définition d'IFRS 10, soit : 1) Obtenir des fonds d'un ou de plusieurs déposants; 2) Déclarer à ses déposants que sa mission est d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement et 3) Évaluer et mesurer la performance de ses investissements sur la base de la juste valeur.

De plus, selon l'IFRS 10, quatre caractéristiques typiques sont suggérées dans le cadre d'une analyse de la qualification d'une entité à titre d'entité d'investissement, soit : 1) Détenir plus d'un investissement; 2) Avoir plusieurs déposants; 3) Avoir des investisseurs qui ne sont pas des parties liées et 4) Détenir des droits de propriété sous forme de titres de capitaux propres ou d'intérêts similaires. La Caisse ne satisfait pas à la troisième caractéristique typique d'une entité d'investissement en raison du fait que la Caisse et les déposants sont liés. Cependant, la Caisse se qualifie tout de même à titre d'entité d'investissement. En effet, la direction est d'avis que le fait d'avoir des déposants liés à l'entité d'investissement ne compromet pas la mission de la Caisse de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement pour ses déposants.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Présentation de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers
La direction doit porter un jugement quant à l'importance de chaque donnée d'entrée dans l'établissement de la classification du niveau hiérarchique, tel que décrit à la note 7.

Intérêts détenus dans des entités
La direction doit porter un jugement afin de déterminer si la Caisse exerce un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur certaines entités, tel que décrit à la note 17, ainsi que sur la détention d'intérêts dans des entités structurées. Le jugement sur la relation entre la Caisse et toute entité dans laquelle la Caisse investit est effectué au moment de l'investissement initial et doit être réévalué lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs éléments ont changé.

La Caisse détient des intérêts dans une entité structurée, lorsque les droits de vote ou les droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité.

La Caisse contrôle une filiale, incluant une entité structurée, seulement si les critères d'IFRS 10 sont réunis, soit : 1) Elle détient le pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes de l'entité; 2) Elle est exposée ou a le droit à des rendements variables en raison des liens avec l'entité et 3) Elle a la capacité d'exercer le pouvoir de manière à influer sur le montant des rendements. Lorsque la direction évalue le pouvoir décisionnel, plusieurs facteurs sont pris en compte, dont l'existence et l'effet de droits de vote actuels et potentiels détenus par la Caisse qui sont exerçables, la détention d'instruments convertibles en actions donnant des droits de vote, l'existence d'accords contractuels permettant de diriger les activités pertinentes de l'entité ainsi que d'autres circonstances ayant une incidence sur la prise de décision.

La Caisse exerce une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité. La Caisse est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient 20 % ou plus des droits de vote d'une entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur celle-ci. La Caisse exerce un contrôle conjoint sur une coentreprise lorsqu'il y a une entente contractuelle ou implicite nécessitant le consentement unanime des parties partageant le contrôle des activités pertinentes et lorsque ces parties ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Les principales estimations et hypothèses, présentées à la note 7, ont trait à l'évaluation de la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements classés de niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur. Les valeurs réelles peuvent différer des valeurs estimées.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Caisse comprennent la trésorerie, les montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement, les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les placements, les montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les autres passifs financiers, les passifs relatifs aux placements et l'actif net attribuable aux déposants.

CLASSIFICATION ET MESURE

Les instruments financiers sont classés par catégorie selon leur nature et leurs caractéristiques. La direction détermine le classement au moment de la comptabilisation initiale qui correspond à la date d'acquisition. Tous les instruments financiers de la Caisse sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert qui sont obligatoirement classés comme détenus à des fins de transaction et qui sont mesurés à la juste valeur. La direction a fait le choix de désigner tous les autres instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, étant donné que la gestion de ceux-ci est effectuée et leur performance évaluée sur la base d'un modèle à la juste valeur.

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement et subséquemment à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments financiers sont présentées à la rubrique « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Les revenus et les dépenses de placement sont présentés à la rubrique « Revenu net de placement » à l'état consolidé du résultat global.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquemment, la juste valeur des instruments financiers est établie à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi que des données d'entrée non observables. La Caisse utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables. Les techniques d'évaluation sont appliquées de façon constante. Les informations relatives à la juste valeur sont présentées à la note 7.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Trésorerie
La trésorerie représente les liquidités déposées auprès d'institutions financières reconnues et porte intérêt aux taux du marché.

Placements
Les placements comprennent les équivalents de trésorerie, les titres à revenu fixe, les titres à revenu variable, les participations dans des filiales non consolidées ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les équivalents de trésorerie comprennent des titres achetés en vertu de conventions de revente. Ces titres répondent à la définition d'équivalents de trésorerie puisqu'ils sont utilisés à des fins de gestion de la trésorerie, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, sont soumis à un risque négligeable de variations de la juste valeur et leur échéance initiale est de trois mois et moins. Ces instruments financiers portent intérêt aux taux du marché.

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les créances d'entreprises, les obligations et les billets à terme adossés à des actifs (BTAA). Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction.

Les titres à revenu variable comprennent les actions et les valeurs convertibles de sociétés cotées, de sociétés fermées qui incluent des fonds de placement, des fonds de placement privés et d'infrastructures, ainsi que des fonds de couverture. Les achats et les ventes d'actions et de valeurs convertibles et de fonds de couverture sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de fonds de placement privés et d'infrastructures sont constatés à la date de règlement.

Les participations dans des filiales non consolidées représentent l'investissement de la Caisse dans des entités contrôlées qui ne sont pas consolidées conformément à l'IFRS 10. L'investissement de la Caisse dans ces entités peut être fait sous forme d'instruments de capitaux propres ou sous forme d'instruments d'emprunts.

Passifs relatifs aux placements
Les passifs relatifs aux placements comprennent les titres vendus en vertu de conventions de rachat, les titres vendus à découvert, les billets de trésorerie à payer, les emprunts à payer, les billets à terme à payer ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les titres vendus à découvert représentent les engagements de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. La Caisse peut vendre à découvert des actions ainsi que des obligations.

Instruments financiers dérivés
Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché. Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique « Placements » à l'état consolidé de la situation financière, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique « Passifs relatifs aux placements » à l'état consolidé de la situation financière.

Opérations en voie de règlement
Les transactions effectuées avec des contreparties pour la vente ou l'achat de titres qui n'ont pas encore été réglées à la date de clôture sont comptabilisées respectivement aux rubriques « Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement » et « Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement » à l'état consolidé de la situation financière.

DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

La Caisse décomptabilise des actifs financiers lorsque tous les droits contractuels de ces actifs arrivent à échéance ou lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont été transférés et lorsqu'elle a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'actif financier de sorte qu'elle ne conserve pas le contrôle de cet actif. Lorsque la Caisse considère qu'elle conserve la quasi-totalité des risques et avantages lors du transfert d'un actif financier, celui-ci n'est pas décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière et, s'il y a lieu, un passif financier correspondant est comptabilisé. Les actifs financiers transférés, mais non décomptabilisés sont présentés à la note 14. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation s'y rattachant est éteinte, annulée ou échue.

Titres achetés en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat
La Caisse conclut des opérations d'achat et de vente de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, qu'elle s'engage à revendre ou à racheter auprès de la contrepartie à une date ultérieure.

Les titres achetés ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière puisque la contrepartie conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants déboursés sous forme de trésorerie sont décomptabilisés et un actif correspondant est comptabilisé dans les placements sous la catégorie « Titres achetés en vertu de conventions de revente ».

Les titres vendus ne sont pas décomptabilisés de l'état consolidé de la situation financière puisque la Caisse conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants reçus sous forme de trésorerie sont comptabilisés et un passif correspondant est comptabilisé dans les passifs relatifs aux placements sous la catégorie « Titres vendus en vertu de conventions de rachat ».

La différence entre le prix d'achat et le prix de revente ainsi que la différence entre le prix de vente et le prix de rachat sont respectivement comptabilisées à titre de revenus d'intérêts et à titre de dépenses d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont présentées aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » à l'état consolidé du résultat global.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Prêts et emprunts de titres
La Caisse conclut des opérations de prêts et d'emprunts de titres sur les placements en actions. Ces opérations sont généralement garanties par des titres reçus des contreparties ou donnés par la Caisse, respectivement. Les titres prêtés ne sont pas décomptabilisés et les titres empruntés ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière puisque la Caisse ou la contrepartie conserve respectivement les risques et avantages liés à ces titres. Les revenus et les dépenses résultant des opérations de prêts et d'emprunts de titres sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » à l'état consolidé du résultat global.

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants se compose des dépôts à vue, des dépôts à terme, des distributions à verser aux déposants ainsi que des dépôts à participation.

Dépôts à vue et dépôts à terme
Les dépôts à vue portent intérêt à taux variable et sont remboursables à vue. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe ou à taux variable et sont remboursables à l'échéance. Les dépôts à vue et les dépôts à terme représentent des créances de la Caisse à l'égard des déposants conformément au *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse* (Règlement).

Distributions à verser aux déposants
Conformément au Règlement, les distributions à verser aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers qui sont comptabilisés à la clôture de chaque mois et qui sont versés au compte de dépôts à vue des déposants au début du mois suivant. Les distributions peuvent également s'effectuer par l'émission d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

Dépôts à participation
Les dépôts à participation sont exprimés en unités de participation pour chacun des fonds particuliers. Chaque unité de participation confère à son détenteur une participation dans l'actif net du fonds. La valeur de l'actif net par unité est établie en divisant l'actif net du fonds particulier par le nombre d'unités en circulation. Les déposants peuvent acheter ou annuler des unités de dépôts à participation à cette valeur au début de chaque mois. L'écart entre le produit d'annulation et la valeur comptable à l'émission est récupéré au compte de dépôts à vue du déposant. De plus, les unités de dépôts à participation confèrent à leur détenteur le droit de recevoir des distributions. Les unités de dépôts à participation sont des instruments financiers définis comme l'avoir des déposants conformément au Règlement et ces unités sont subordonnées à toutes les autres catégories de passifs financiers.

REVENU NET

REVENUS ET DÉPENSES DE DIVIDENDES ET D'INTÉRÊTS

Les revenus de dividendes sont comptabilisés lorsque la Caisse obtient le droit au dividende, généralement à compter de la date ex-dividende. Les distributions de fonds sont comptabilisées à titre de revenus à la date de règlement. Les dépenses de dividendes provenant des actions vendues à découvert sont comptabilisées lorsque les actionnaires obtiennent le droit au dividende.

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus et les dépenses d'intérêts incluent l'amortissement de la prime ou de l'escompte.

Les revenus et les dépenses de dividendes et d'intérêts sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » à l'état consolidé du résultat global.

FRAIS DE GESTION EXTERNE

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer les fonds appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe de base et les frais de gestion liés à la performance des gestionnaires externes sont comptabilisés respectivement aux rubriques « Dépenses de placement » et « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global.

IMPÔT SUR LE REVENU

En vertu de la loi fédérale et des lois provinciales de l'impôt sur le revenu, la Caisse est exonérée d'impôt au Canada. Les revenus de sociétés étrangères sont sujets à des retenues d'impôt dans certains pays. Les retenues d'impôt sont incluses à la rubrique « Revenu net de placement » à l'état consolidé du résultat global.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des placements de la Caisse et sont présentées distinctement à l'état consolidé du résultat global.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

Lors de la vente de placements, les gains et les pertes réalisés sont calculés selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les gains et les pertes réalisés sur les placements représentent la différence entre la valeur nette de réalisation et le coût d'acquisition. Les gains et les pertes réalisés sur les passifs relatifs aux placements représentent la différence entre la valeur du règlement et la valeur à la comptabilisation initiale. Les gains et les pertes réalisés sur les instruments financiers dérivés représentent les paiements et les encaissements relatifs à ces instruments financiers. Les gains et les pertes réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition, à la vente ainsi qu'à l'émission d'un instrument financier sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Ces coûts sont composés de frais de commissions, de frais boursiers ainsi que d'honoraires professionnels et juridiques liés aux activités d'investissement et de financement.

Les gains et les pertes non réalisés incluent les variations nettes de la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements de l'exercice ainsi que le renversement des gains et des pertes non réalisés des exercices précédents qui ont été réalisés au cours de l'exercice. Les gains et les pertes non réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global.

DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Conformément au Règlement, les distributions aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette de l'exercice provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers. Les distributions aux déposants sont comptabilisées à titre de charges financières et sont présentées distinctement à l'état consolidé du résultat global.

03
NOUVELLES NORMES IFRS

PUBLIÉES, MAIS PAS ENCORE EN VIGUEUR

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients : Date d'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2018
L'IASB a publié en mai 2014 une nouvelle norme, l'IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplacera les normes et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des revenus. L'IFRS 15 établit un modèle global unique pour la comptabilisation des revenus tirés de contrats conclus avec des clients. Le nouveau modèle vise tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres IFRS tels que les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. Aucune incidence n'est prévue à l'adoption puisque les revenus d'intérêts et de dividendes provenant d'instruments financiers sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

IFRS 9 – Instruments financiers : Date d'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2018
L'IASB a publié en juillet 2014 la version finale de l'IFRS 9 – *Instruments financiers* qui remplacera la norme IAS 39 – *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un modèle unique de classement et d'évaluation des actifs financiers qui est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que sur le modèle économique relatif à la détention d'actifs financiers. Concernant l'évaluation des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, la norme prescrit la comptabilisation des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre à l'entité dans les autres éléments du résultat global, sauf si ce traitement contribuerait à créer ou accroître une non-concordance comptable dans le résultat net.

L'IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de dépréciation pour les actifs financiers n'étant pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net qui nécessite la comptabilisation de pertes de crédit attendues plutôt que les pertes subies tel qu'exigé par la norme actuelle. Quant au nouveau modèle de comptabilité de couverture, il permet de mieux aligner la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques.

L'IASB autorise l'adoption anticipée de ces nouvelles exigences. De façon générale, cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. Bien que la méthode comptable sur les instruments financiers sera révisée afin que la classification des instruments financiers soit conforme à l'IFRS 9, aucune incidence n'est prévue à l'adoption de la norme puisqu'ils conservent leur évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net.

IFRS 16 – Contrats de location : Date d'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2019
L'IASB a publié en décembre 2015 une nouvelle norme, l'IFRS 16 – *Contrats de location*, qui remplacera la norme et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des contrats de location. L'IFRS 16 établit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location par les preneurs. Sous ce modèle, le preneur comptabilise la plupart des contrats de location à l'état consolidé de la situation financière. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est en cours d'analyse.

04
PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

A) PLACEMENTS

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des placements. La répartition géographique est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. La répartition des participations dans des filiales non consolidées est établie selon le pays des investissements sous-jacents alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

			31 décembre 2017	
	Canada	Étrangers	**Juste valeur**	**Coût**
Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	118	158	**276**	**277**
Titres achetés en vertu de conventions de revente	4 583	5 705	**10 288**	**10 362**
Créances d'entreprises	655	521	**1 176**	**1 210**
Obligations				
Gouvernements	49 490	6 058	**55 548**	**55 813**
Sociétés d'État et autres administrations publiques	5 996	440	**6 436**	**6 162**
Secteur corporatif	12 260	6 320	**18 580**	**18 238**
Fonds d'obligations	–	1 551	**1 551**	**1 502**
Total des titres à revenu fixe	73 102	20 753	**93 855**	**93 564**
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	32 020	83 434	**115 454**	**89 784**
Sociétés fermées	3 332	11 863	**15 195**	**12 742**
Fonds de couverture	–	2 322	**2 322**	**1 729**
Total des titres à revenu variable	35 352	97 619	**132 971**	**104 255**
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	17 518	26 210	**43 728**	**25 194**
Placements de dettes immobilières	11 991	–	**11 991**	**11 682**
Placements privés	3 951	15 794	**19 745**	**15 451**
Placements d'infrastructures	1 138	10 301	**11 439**	**9 373**
Placements de titres à revenu fixe	3 405	6 696	**10 101**	**10 124**
Autres placements	1 046	5 471	**6 517**	**6 101**
Total des participations dans des filiales non consolidées	39 049	64 472	**103 521**	**77 925**
Instruments financiers dérivés *(note 6)*	3	700	**703**	**126**
Total des placements	147 506	183 544	**331 050**	**275 870**

PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	31 décembre 2016			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Placements				
Équivalents de trésorerie				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	998	242	1 240	1 240
Total des équivalents de trésorerie	998	242	1 240	1 240
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	649	157	806	821
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 895	3 597	9 492	9 504
Créances d'entreprises	1 280	1 212	2 492	2 393
Obligations				
Gouvernements	46 704	6 925	53 629	53 945
Sociétés d'État et autres administrations publiques	5 488	748	6 236	5 927
Secteur corporatif	11 410	6 612	18 022	17 328
Fonds d'obligations	–	1 292	1 292	1 000
BTAA	3 970	–	3 970	4 057
Total des titres à revenu fixe	75 396	20 543	95 939	94 975
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	31 569	76 980	108 549	87 435
Sociétés fermées	1 898	11 395	13 293	11 721
Fonds de couverture	–	2 467	2 467	1 656
Total des titres à revenu variable	33 467	90 842	124 309	100 812
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	18 292	23 055	41 347	23 316
Placements de dettes immobilières	11 559	–	11 559	11 223
Placements privés	3 053	10 453	13 506	10 124
Placements d'infrastructures	1 121	10 379	11 500	9 533
Placements de titres à revenu fixe	762	3 279	4 041	3 923
Autres placements	118	4 220	4 338	3 934
Total des participations dans des filiales non consolidées	34 905	51 386	86 291	62 053
Instruments financiers dérivés *(note 6)*	4	1 092	1 096	37
Total des placements	144 770	164 105	308 875	259 117

ACTIONS DES MARCHÉS EN CROISSANCE

La Caisse possède la qualification d'Investisseur Institutionnel Étranger Qualifié et a obtenu un quota d'investissement afin d'accéder aux marchés de capitaux chinois. Bien que la Caisse ait une stratégie d'investissement à long terme, des conditions doivent être satisfaites auprès des autorités réglementaires dans l'éventualité d'un rapatriement du capital investi. Au 31 décembre 2017, la juste valeur des titres investis en Chine s'élève à 2 466 M$ (1 353 M$ au 31 décembre 2016).

PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

B) PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des passifs relatifs aux placements. La répartition géographique des passifs financiers non dérivés est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument :

			31 décembre 2017	
	Canada	Étrangers	**Juste valeur**	**Coût**
Passifs relatifs aux placements				
Passifs financiers non dérivés				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	12 430	3 542	**15 972**	**16 060**
Titres vendus à découvert				
Actions	384	224	**608**	**451**
Obligations	291	4 197	**4 488**	**4 587**
Billets de trésorerie à payer	4 556	–	**4 556**	**4 601**
Emprunts à payer	129	235	**364**	**366**
Billets à terme à payer	9 198	–	**9 198**	**7 297**
Total des passifs financiers non dérivés	26 988	8 198	**35 186**	**33 362**
Instruments financiers dérivés *(note 6)*	36	623	**659**	**81**
Total des passifs relatifs aux placements	27 024	8 821	**35 845**	**33 443**

			31 décembre 2016	
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Passifs relatifs aux placements				
Passifs financiers non dérivés	15 548	6 007	21 555	21 568
Titres vendus en vertu de conventions de rachat				
Titres vendus à découvert				
Actions	321	9	330	241
Obligations	1 088	4 258	5 346	5 456
Billets de trésorerie à payer	4 813	–	4 813	4 750
Emprunts à payer	–	189	189	190
Billets à terme à payer	9 574	–	9 574	7 295
Total des passifs financiers non dérivés	31 344	10 463	41 807	39 500
Instruments financiers dérivés *(note 6)*	73	1 010	1 083	26
Total des passifs relatifs aux placements	31 417	11 473	42 890	39 526

05
RÉPARTITION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon l'offre globale des portefeuilles spécialisés de la Caisse :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Revenu fixe		
Valeurs à court terme	**1 892**	6 157
Obligations[1]	**–**	68 075
Dettes immobilières[1]	**–**	11 553
Taux[1]	**40 065**	–
Crédit[1]	**50 645**	–
Obligations à long terme	**2 935**	2 640
Obligations à rendement réel	**1 187**	1 087
TOTAL	**96 724**	89 512
Actifs réels		
Infrastructures	**16 177**	14 640
Immeubles	**34 260**	31 721
TOTAL	**50 437**	46 361
Actions		
Marchés boursiers	**112 179**	101 272
Placements privés	**37 332**	30 387
TOTAL	**149 511**	131 659
Activités de rendement absolu		
Répartition de l'actif	**1 356**	1 370
BTAA[2]	**–**	241
Stratégies actives de superposition	**563**	626
TOTAL	**1 919**	2 237
Activités personnalisées des fonds particuliers[3] et activités de trésorerie	**(79)**	977
Actif net attribuable aux déposants	**298 512**	270 746

1. Le 1er janvier 2017, tous les actifs et les passifs financiers des portefeuilles spécialisés Obligations (760) et Dettes immobilières (750) ont été acquis à la juste valeur par les deux nouveaux portefeuilles spécialisés Taux (765) et Crédit (766).
2. Le 1er juin 2017, le portefeuille spécialisé BTAA (772) a été fermé à la suite de l'encaissement des titres de VAC 1 du portefeuille.
3. Les activités personnalisées constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.

06
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier) ou une marchandise (métal précieux, denrée ou pétrole). Certains instruments financiers dérivés sont réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation. La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats à terme sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Les contrats à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote. Les contrats à terme normalisés ont des modalités fixées par un marché réglementé.

Les options sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un sous-jacent, d'un indice ou d'une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date ultérieure déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Les trocs sont des dérivés négociés sur des marchés hors cote par lesquels deux parties conviennent d'échanger une série de flux de trésorerie selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence, des dates de versement et une durée.

Les bons de souscription sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, permettant l'achat d'un élément sous-jacent à un prix établi par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la Caisse :

	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés réglementés						
Dérivés de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	–	–	**119 618**	–	–	67 694
Dérivés sur actions						
Contrats à terme normalisés	–	–	**22 909**	–	–	14 518
Options	**58**	**11**	**6 079**	–	–	93
Bons de souscription	**3**	–	**10**	5	–	19
Dérivés de produits de base						
Contrats à terme normalisés	**1**	**1**	**1 034**	1	1	156
Options	**1**	–	**27**	6	1	275
Total des marchés réglementés	**63**	**12**	**149 677**	12	2	82 755
Marchés hors cote						
Dérivés de taux d'intérêt						
Trocs	**95**	–	**1 606**	161	–	1 703
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	**49 951**	–	–	52 067
Contrats à terme de gré à gré	–	**6**	**1 497**	–	–	–
Options	**2**	–	**18 794**	–	–	–
Dérivés de change						
Trocs	**5**	**38**	**662**	94	64	1 192
Contrats à terme de gré à gré[1]	**288**	**329**	**41 189**	605	674	66 169
Options	**21**	**43**	**5 928**	49	42	2 326
Dérivés de défaillance de crédit						
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	**11 642**	–	–	2 548
Dérivés sur actions						
Trocs	**197**	**213**	**15 420**	175	301	11 530
Options	**32**	**18**	**4 301**	–	–	–
Bons de souscription	–	–	**9**	–	–	3
Total des marchés hors cote	**640**	**647**	**150 999**	1 084	1 081	137 538
Total des instruments financiers dérivés	**703**	**659**	**300 676**	1 096	1 083	220 293

1. Lorsque les opérations de gestion du risque de change impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence est présenté sur la base d'un montant brut. Au 31 décembre 2017, les contrats faisant l'objet du recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises s'élèvent à 3 223 M$ (12 959 M$ au 31 décembre 2016).

07
ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

A) POLITIQUES, DIRECTIVES, PROTOCOLES ET PROCÉDURES ENTOURANT L'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les procédures d'évaluation de la Caisse sont encadrées par la Politique d'évaluation des investissements de la Caisse qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par la directive d'évaluation et les protocoles qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement à la Caisse. La politique, la directive et les protocoles dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de compte. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction, appuyé par une équipe d'évaluation. Le comité d'évaluation approuve la conformité avec la politique et les justes valeurs chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande les justes valeurs au comité de vérification. Pour les évaluations des investissements privés, constitués des placements privés et d'infrastructures ainsi que de financement spécialisé, la politique prévoit, sur une période de trois ans, une revue externe de la quasi-totalité de la juste valeur de ces investissements. Une revue externe inclut une évaluation par des évaluateurs indépendants ou une observation de transactions comparables sur le marché.

La politique comprend également les directives à suivre en matière d'utilisation des prix de sources externes tels que les cotes de courtiers et les valeurs de l'actif net fournies par les commandités ou les administrateurs externes des fonds.

Lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse peut procéder à des tests de contrôle *a posteriori*, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables incluant les valeurs de sociétés cotées comparables ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

B) TECHNIQUES D'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les descriptions suivantes présentent les principales techniques d'évaluation des instruments financiers de la Caisse :

VALEURS À COURT TERME, TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE, TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT, EMPRUNTS À PAYER ET BILLETS À PAYER

La juste valeur de ces actifs et passifs financiers est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

CRÉANCES D'ENTREPRISES

La juste valeur des créances d'entreprises est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

OBLIGATIONS

La juste valeur des obligations, à l'exception des fonds d'obligations, est établie selon les prix publiés par des courtiers sur des marchés actifs pour des instruments identiques ou similaires. La juste valeur des obligations pour lesquelles il n'existe pas de prix publiés est établie soit à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs ou selon des cotes de courtiers. L'évaluation selon l'actualisation des flux de trésorerie futurs s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation. La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation d'obligations de sociétés fermées.

BTAA

Au 31 décembre 2017, la Caisse ne détient plus de BTAA de VAC 1 à la suite de l'encaissement des titres sous-jacents du portefeuille spécialisé BTAA (772) le 1er juin 2017. Au 31 décembre 2016, la juste valeur des BTAA de VAC 1 est établie selon le montant de règlement encaissé en janvier 2017 alors que la juste valeur des autres BTAA est établie principalement selon des évaluations externes provenant de l'administrateur des fiducies et selon des cotes de courtiers qui découlent de modèles financiers reconnus.

ACTIONS ET VALEURS CONVERTIBLES

Sociétés cotées
La juste valeur des actions et des valeurs convertibles de sociétés cotées est établie en fonction des prix de fermeture observés sur les principales Bourses, lesquelles représentent le marché actif.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Sociétés fermées
La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements privés, à l'exception des fonds de placements privés, est établie principalement selon la technique des multiples de sociétés comparables. La Caisse détermine les sociétés comparables selon l'industrie, la taille, la situation financière et les stratégies et calcule un multiple approprié pour chacune des sociétés comparables identifiées. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les multiples du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et les multiples du cours-valeur aux livres.

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements d'infrastructures, à l'exception des fonds de placements d'infrastructures, est établie principalement selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'actualisation qui tiennent compte du risque associé à l'investissement ainsi que les flux monétaires futurs.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation de placements privés et de placements d'infrastructures.

Certaines évaluations de sociétés fermées sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

FONDS

La juste valeur des fonds d'obligations, des fonds de couverture, des fonds de placement, des fonds de placement privés et d'infrastructures est établie selon l'actif net fourni par l'administrateur ou par le commandité, à moins qu'il existe une indication qu'elle soit différente de la valeur de l'actif net fournie. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par l'administrateur ou le commandité du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS. De plus, la juste valeur de l'actif net est ajustée pour tenir compte des acquisitions et des dispositions d'unités de fonds effectuées entre la date des états financiers du fonds et la date d'évaluation lorsqu'il y a présence de titres de sociétés cotées où le prix de fermeture est ajusté de la cote boursière des sous-jacents ou lorsqu'il existe des indications autres faisant appel au jugement.

PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

La juste valeur des participations dans les différentes filiales non consolidées de la Caisse est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise.

Placements de biens immobiliers
La juste valeur résultant de l'évaluation d'une entreprise est établie selon une méthode couramment utilisée, la méthode de multiples de sociétés comparables qui s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que le multiple du cours-valeur aux livres. Cette valeur est établie annuellement par une firme externe indépendante. La valeur d'entreprise attribuée aux instruments de capitaux propres reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par ces filiales, qui incluent les immeubles de placement, les autres placements immobiliers, les passifs associés aux immeubles de placement ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de ces filiales.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans ces filiales est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs, qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des immeubles de placement, évaluée selon leur utilisation optimale, est établie et certifiée semi-annuellement par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Les techniques d'évaluation utilisées reposent principalement sur deux méthodologies reconnues, soit l'actualisation et la capitalisation des flux de trésorerie futurs. Ces techniques s'appuient sur des données d'entrée observables et non observables telles que les conditions liées aux baux, les frais d'exploitation, la valeur résiduelle ainsi que les taux de rendement, les taux d'actualisation et les taux de capitalisation. Les valeurs observées lors de transactions comparables servent à déterminer l'intervalle de juste valeur représentatif et permettent de supporter la juste valeur établie. La juste valeur des fonds d'investissement immobiliers et des actions de sociétés cotées, inclus dans les autres placements immobiliers, est établie respectivement selon la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur et selon le prix de fermeture observé sur les principales Bourses. La juste valeur des passifs financiers associés aux immeubles de placement est établie selon l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

Placements de dettes immobilières
La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales qui comprennent principalement des prêts hypothécaires commerciaux. La juste valeur des participations sous forme d'instruments de capitaux propres dans ces filiales correspond à l'actif net des états financiers audités.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans ces filiales est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des prêts hypothécaires commerciaux est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs qui sont divisés en catégories de risques, selon le ratio prêt-valeur, pour lesquelles un taux d'actualisation approprié est déterminé. Les évaluations des prêts hypothécaires commerciaux sont revues annuellement par une firme externe indépendante.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Placements privés, placements d'infrastructures, placements de titres à revenu fixe et autres placements
La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales, qui inclut des obligations, des créances d'entreprises, des actions de sociétés fermées et de sociétés cotées ainsi que des fonds dont les techniques d'évaluation ont été décrites précédemment.

La juste valeur des participations dans des activités de financement spécialisé incluses dans les placements de titres à revenu fixe est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. Les techniques d'évaluation utilisées reposent principalement sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs ainsi que l'actualisation de la valeur résiduelle des actifs établie par un évaluateur externe indépendant. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation de ces actifs financiers.

TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

La juste valeur des obligations et des actions vendues à découvert est établie à l'aide de la juste valeur du titre qui est vendu à découvert. Les techniques d'évaluation de ces titres ont été décrites précédemment.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales Bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est établie par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'élaboration et l'utilisation d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des sous-jacents et la volatilité.

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Dépôts à vue
La juste valeur des dépôts à vue est établie selon leur valeur nominale étant donné qu'ils sont remboursables en tout temps au gré de l'émetteur sans pénalité.

Dépôts à terme et distributions à verser aux déposants
La juste valeur des dépôts à terme et des distributions à verser aux déposants est établie à l'aide d'une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

Dépôts à participation
La juste valeur des dépôts à participation des déposants découle de l'évaluation de tous les actifs et les passifs financiers détenus par la Caisse.

C) HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net de la Caisse sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	31 décembre 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	2 447	–	2 447
Avances à des déposants	–	1 056	–	1 056
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 395	–	1 395
Placements				
Valeurs à court terme	–	276	–	276
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	10 288	–	10 288
Créances d'entreprises	–	522	654	1 176
Obligations	–	80 612	1 503	82 115
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	114 643	811	–	115 454
Sociétés fermées	–	279	14 916	15 195
Fonds de couverture	–	1 920	402	2 322
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 327	34 401	43 728
Placements de dettes immobilières	–	9 649	2 342	11 991
Placements privés	–	169	19 576	19 745
Placements d'infrastructures	–	–	11 439	11 439
Placements de titres à revenu fixe	–	5 535	4 566	10 101
Autres placements	–	4 935	1 582	6 517
Instruments financiers dérivés	59	642	2	703
TOTAL	114 702	129 863	91 383	335 948
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	2 102	–	2 102
Autres passifs financiers	–	691	–	691
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	15 972	–	15 972
Titres vendus à découvert	602	4 488	6	5 096
Billets de trésorerie à payer	–	4 556	–	4 556
Emprunts à payer	–	364	–	364
Billets à terme à payer	–	9 198	–	9 198
Instruments financiers dérivés	12	617	30	659
TOTAL	614	37 988	36	38 638
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	88	–	88
Dépôts à terme	–	6	–	6
Distributions à verser aux déposants	–	1 975	–	1 975
Dépôts à participation	–	296 443	–	296 443
TOTAL	–	298 512	–	298 512

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 217 M$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2, 12 M$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1, 2 130 M$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3 ainsi que 395 M$ depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

	31 décembre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	3 898	–	3 898
Avances à des déposants	–	1 068	–	1 068
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 173	–	1 173
Placements				
Équivalents de trésorerie	–	1 240	–	1 240
Valeurs à court terme	–	806	–	806
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	9 492	–	9 492
Créances d'entreprises	–	2 484	8	2 492
Obligations	–	77 804	1 375	79 179
BTAA	–	–	3 970	3 970
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	108 134	415	–	108 549
Sociétés fermées	–	187	13 106	13 293
Fonds de couverture	–	1 957	510	2 467
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 540	31 807	41 347
Placements de dettes immobilières	–	9 285	2 274	11 559
Placements privés	–	383	13 123	13 506
Placements d'infrastructures	–	–	11 500	11 500
Placements de titres à revenu fixe	–	3 869	172	4 041
Autres placements	–	3 219	1 119	4 338
Instruments financiers dérivés	2	1 094	–	1 096
TOTAL	108 136	127 914	78 964	315 014
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 687	–	1 687
Autres passifs financiers	–	536	–	536
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	21 555	–	21 555
Titres vendus à découvert	321	5 346	9	5 676
Billets de trésorerie à payer	–	4 813	–	4 813
Emprunts à payer	–	189	–	189
Billets à terme à payer	–	9 574	–	9 574
Instruments financiers dérivés	1	1 010	72	1 083
TOTAL	322	44 710	81	45 113
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	728	–	728
Dépôts à terme	–	6	–	6
Distributions à verser aux déposants	–	1 373	–	1 373
Dépôts à participation	–	268 639	–	268 639
TOTAL	–	270 746	–	270 746

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 200 M$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 2 ainsi que 683 M$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

D) NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT ENTRE LES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016 se détaillent comme suit :

	2017							
	Solde d'ouverture (actifs / (passifs))	**Gains (pertes) comptabilisés au résultat global[2]**	**Achats**	**Ventes**	**Règlements**	**Transferts**	**Solde de clôture (actifs / (passifs))**	**Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice[3]**
Créances d'entreprises	**8**	**12**	**351**	**(24)**	**(8)**	**315**	**654**	**13**
Obligations	**1 375**	**(28)**	**289**	**(38)**	**(103)**	**8**	**1 503**	**(27)**
BTAA	**3 970**	**9**	**–**	**–**	**(3 979)**	**–**	**–**	**–**
Actions et valeurs convertibles	**13 616**	**683**	**4 347**	**(2 933)**	**–**	**(395)**	**15 318**	**954**
Participation dans des filiales non consolidées	**59 995**	**3 748**	**15 011**	**(6 653)**	**–**	**1 805**	**73 906**	**3 884**
Instruments financiers dérivés[1]	**(72)**	**(2)**	**–**	**(2)**	**46**	**2**	**(28)**	**(1)**
Titres vendus à découvert	**(9)**	**1**	**2**	**–**	**–**	**–**	**(6)**	**2**

	2016							
	Solde d'ouverture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global[2]	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice[3]
Valeurs à court terme	2	2	–	(4)	–	–	–	–
Créances d'entreprises	8	1	5	(6)	–	–	8	1
Obligations	1 217	(13)	286	(5)	(110)	–	1 375	(9)
BTAA	4 612	40	–	–	(682)	–	3 970	(87)
Actions et valeurs convertibles	14 035	(85)	1 854	(2 421)	–	233	13 616	(368)
Participation dans des filiales non consolidées	49 449	1 295	12 274	(3 273)	–	250	59 995	1 281
Instruments financiers dérivés[1]	(49)	(23)	–	–	–	–	(72)	(23)
Titres vendus à découvert	(21)	4	312	(304)	–	–	(9)	11

1. Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.
2. Présentés aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global.
3. Présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global.

E) NIVEAU 3 : ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR SELON DES HYPOTHÈSES ALTERNATIVES RAISONNABLES

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation reposent sur des données d'entrée non observables ou sur des données d'entrée observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué. Bien que la Caisse juge que ses évaluations de la juste valeur sont appropriées, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait se traduire par des justes valeurs différentes. Pour une date de mesure donnée, il est possible que d'autres intervenants du marché puissent évaluer un même instrument financier à une juste valeur différente. Pourtant, les techniques d'évaluation et les données d'entrée employées par ces intervenants du marché pourraient tout de même satisfaire à la définition de la juste valeur. Le fait que différentes évaluations de la juste valeur existent reflète le jugement, les estimations et les hypothèses appliquées ainsi que l'incertitude relative à la mesure de la juste valeur de ces instruments financiers.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité à la note 7f ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

				31 décembre 2017
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Créances d'entreprises	**654**	**Actualisation des flux de trésorerie**	**Écarts de crédit**	**1,1 % à 2,5 % (2,0 %)**
Obligations	**834**	**Actualisation des flux de trésorerie**	**Taux d'actualisation**	**8,0 %**
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	**3 258**	**Multiple de sociétés comparables**	**Multiples du BAIIA**	**7,5 à 11,5 (9,6)**
Placements d'infrastructures	**3 318**	**Actualisation des flux de trésorerie**	**Taux d'actualisation**	**6,0 % à 11,9 % (10,5 %)**
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	**34 401**	**Multiple de sociétés comparables**	**Multiples du cours-valeur aux livres**	**1,06**
		Actualisation des flux de trésorerie	**Taux d'actualisation**	**4,8 % à 13,3 % (6,4 %)**
			Écarts de crédit	**0,0 % à 10,5 % (1,7 %)**
		Capitalisation des flux de trésorerie	**Taux de capitalisation**	**4,1 % à 11,6 % (5,3 %)**
Placements privés	**7 353**	**Multiple de sociétés comparables**	**Multiples du BAIIA**	**7,5 à 13,0 (11,0)**
Placements d'infrastructures	**10 620**	**Actualisation des flux de trésorerie**	**Taux d'actualisation**	**6,8 % à 12,5 % (8,8 %)**
		Multiple de sociétés comparables	**Multiples du BAIIA**	**10,8**
Placements de titres à revenu fixe	**3 404**	**Actualisation des flux de trésorerie**	**Écarts de crédit**	**1,0 % à 9,2 % (4,5 %)**
TOTAL	**63 842**			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers[1]	**27 505**	**Transactions récentes**[2]	**s.o.**	**s.o.**
		Cotes de courtiers[3]	**s.o.**	**s.o.**
		Actif net[3]	**s.o.**	**s.o.**
Instruments financiers nets classés au niveau 3	**91 347**			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des obligations, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.
2. Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.
3. Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2016

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Obligations	864	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 8,5 % (8,4 %)
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	2 137	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	5,4 à 11,1 (8,5)
Placements d'infrastructures	2 152	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	6,5 % à 13,0 % (10,5 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	31 807	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,06
		Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,9 % à 14,0 % (6,5 %)
			Écarts de crédit	0,0 % à 12,5 % (1,9 %)
		Capitalisation des flux de trésorerie	Taux de capitalisation	4,1 % à 11,3 % (5,3 %)
Placements privés	5 345	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,5 à 11,0 (9,7)
Placements d'infrastructures	10 145	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,0 % à 13,6 % (8,9 %)
TOTAL	52 450			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers[1]	26 433	Transactions récentes[2]	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers[3]	s.o.	s.o.
		Actif net[3]	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	78 883			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.
2. Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.
3. Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

F) ANALYSE DE SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 7e. La Caisse a déterminé les hypothèses alternatives raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Ainsi, le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de ces hypothèses alternatives pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité :

	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
	Augmentation	**Diminution**	Augmentation	Diminution
Sensibilité de la juste valeur	**4 153**	**(3 871)**	3 508	(3 118)

Au 31 décembre 2017, l'analyse de sensibilité de la juste valeur présentée ci-haut comprend une augmentation de la juste valeur de 2 445 M$ (2 255 M$ au 31 décembre 2016) et une diminution de la juste valeur de 2 236 M$ (2 043 M$ au 31 décembre 2016) attribuables aux placements de biens immobiliers.

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit et des taux de capitalisation entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA et des multiples du cours-valeur aux livres entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

08
COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier et un passif financier doivent être compensés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Caisse a un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation et qu'elle a l'intention de procéder à un règlement au net ou de réaliser l'actif financier et le passif financier simultanément avec la contrepartie. Le droit juridiquement exécutoire de compenser est effectif lorsque ce droit est exerçable dans le cours normal des affaires et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les montants à recevoir et à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les titres vendus en vertu de conventions de rachat et les instruments financiers dérivés qui sont négociés sur les marchés hors cote conformément aux accords de l'*International Swaps and Derivatives Association* (ISDA) font l'objet d'accords généraux de compensation qui ne satisfont pas aux critères de compensation à l'état consolidé de la situation financière, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés ainsi que ceux réglés sur des chambres de compensation par l'intermédiaire de courtiers satisfont aux critères de compensation.

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS (suite)

Les tableaux suivants présentent l'information sur les actifs et les passifs financiers compensés et non compensés à l'état consolidé de la situation financière faisant l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires :

						31 décembre 2017
	Montants bruts comptabilisés	**Montants compensés**	**Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière[1]**	**Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation**	**Montants de garanties reçues/ données[2]**	**Montants nets**
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	**2 447**	**–**	**2 447**	**(670)**	**–**	**1 777**
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**10 288**	**–**	**10 288**	**(5 508)**	**(4 763)**	**17**
Instruments financiers dérivés[3]	**753**	**(26)**	**727**	**(426)**	**(128)**	**173**
TOTAL	**13 488**	**(26)**	**13 462**	**(6 604)**	**(4 891)**	**1 967**
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	**2 102**	**–**	**2 102**	**(1 458)**	**–**	**644**
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	**15 972**	**–**	**15 972**	**(4 720)**	**(11 246)**	**6**
Instruments financiers dérivés[3]	**697**	**(26)**	**671**	**(426)**	**(212)**	**33**
TOTAL	**18 771**	**(26)**	**18 745**	**(6 604)**	**(11 458)**	**683**

						31 décembre 2016
	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière[1]	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation	Montants de garanties reçues/ données[2]	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	3 898	–	3 898	(1 263)	–	2 635
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 732	–	10 732	(6 902)	(3 826)	4
Instruments financiers dérivés[3]	1 113	(1)	1 112	(641)	(168)	303
TOTAL	15 743	(1)	15 742	(8 806)	(3 994)	2 942
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 687	–	1 687	(1 263)	–	424
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	21 555	–	21 555	(6 902)	(14 650)	3
Instruments financiers dérivés[3]	1 094	(1)	1 093	(641)	(339)	113
TOTAL	24 336	(1)	24 335	(8 806)	(14 989)	540

1. Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière ou aux notes 4a et 4b.
2. Les garanties financières reçues et données présentées ci-dessus ne peuvent pas inclure un montant net par contrepartie inférieur à zéro. Les montants totaux des garanties financières reçues ou données sont présentés à la note 15.
3. Les montants à cette rubrique incluent des montants à recevoir et à payer relatifs à des instruments financiers dérivés présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement courus et à recevoir » et « Autres passifs financiers ».

09
REVENU NET DE PLACEMENT

Le tableau suivant présente les revenus et les dépenses de placement des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net :

	2017			2016		
	Revenus (dépenses) de dividendes	**Revenus (dépenses) d'intérêts**	**Revenu net de placement**	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement
Activités de gestion de trésorerie	**–**	**17**	**17**	–	10	10
Activités provenant des placements						
Valeurs à court terme	**–**	**15**	**15**	–	16	16
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**–**	**43**	**43**	–	30	30
Créances d'entreprises	**–**	**51**	**51**	–	90	90
Obligations	**–**	**2 102**	**2 102**	–	1 874	1 874
BTAA	**–**	**5**	**5**	–	134	134
Actions et valeurs convertibles	**4 226**	**7**	**4 233**	4 081	15	4 096
Participations dans des filiales non consolidées	**2 204**	**839**	**3 043**	2 557	833	3 390
	6 430	**3 079**	**9 509**	6 638	3 002	9 640
Autres			**67**			42
Total des revenus de placement			**9 576**			9 682
Activités provenant des passifs relatifs aux placements						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	**–**	**(115)**	**(115)**	–	(94)	(94)
Titres vendus à découvert	**(17)**	**(48)**	**(65)**	(23)	(69)	(92)
Activités de financement						
Billets de trésorerie à payer	**–**	**(58)**	**(58)**	–	(34)	(34)
Emprunts à payer	**–**	**(2)**	**(2)**	–	–	–
Billets à terme à payer	**–**	**(356)**	**(356)**	–	(364)	(364)
	(17)	**(579)**	**(596)**	(23)	(561)	(584)
Autres dépenses						
Frais de gestion externe			**(54)**			(35)
Total des dépenses de placement			**(650)**			(619)
Revenu net de placement			**8 926**			9 063

10
RÉSULTAT DE PLACEMENT NET AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets réalisés et les gains (pertes) nets non réalisés des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que les charges d'exploitation :

	2017				2016			
	Revenu net de placement *(note 9)*	**Gains (pertes) nets réalisés**	**Gains (pertes) nets non réalisés**	**Total**	Revenu net de placement *(note 9)*	Gains (pertes) nets réalisés	Gains (pertes) nets non réalisés	Total
Activités de gestion de trésorerie	**17**	**4**	**–**	**21**	10	(7)	–	3
Activités provenant des placements								
Valeurs à court terme	**15**	**(28)**	**14**	**1**	16	(2)	(6)	8
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**43**	**(177)**	**(62)**	**(196)**	30	61	(18)	73
Créances d'entreprises	**51**	**(23)**	**(133)**	**(105)**	90	45	(94)	41
Obligations	**2 102**	**158**	**(579)**	**1 681**	1 874	1 693	(2 056)	1 511
BTAA	**5**	**(78)**	**87**	**14**	134	(4)	48	178
Actions et valeurs convertibles	**4 233**	**7 763**	**5 219**	**17 215**	4 096	8 473	(977)	11 592
Participations dans des filiales non consolidées	**3 043**	**1 549**	**1 358**	**5 950**	3 390	147	878	4 415
Instruments financiers dérivés nets	**–**	**(2)**	**(3)**	**(5)**	–	31	1 416	1 447
Autres	**67**	**(55)**	**–**	**12**	42	(176)	–	(134)
	9 576	**9 111**	**5 901**	**24 588**	9 682	10 261	(809)	19 134
Activités provenant des passifs relatifs aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	**(115)**	**443**	**75**	**403**	(94)	(38)	21	(111)
Titres vendus à découvert	**(65)**	**279**	**(79)**	**135**	(92)	(600)	678	(14)
Activités de financement								
Billets de trésorerie à payer	**(58)**	**150**	**108**	**200**	(34)	61	43	70
Emprunts à payer	**(2)**	**10**	**1**	**9**	–	12	1	13
Billets à terme à payer	**(356)**	**–**	**378**	**22**	(364)	–	327	(37)
Autres								
Frais de gestion externe	**(54)**	**(32)**	**–**	**(86)**	(35)	(3)	–	(38)
Coûts de transaction	**–**	**(139)**	**–**	**(139)**	–	(137)	–	(137)
	(650)	**711**	**483**	**544**	(619)	(705)	1 070	(254)
	8 926	**9 822**	**6 384**	**25 132**	9 063	9 556	261	18 880
Charges d'exploitation *(note 11)*				**(536)**				(463)
Résultat de placement net avant distributions aux déposants				**24 596**				18 417

11
CHARGES D'EXPLOITATION

Le tableau suivant présente les charges d'exploitation :

	2017	2016
Salaires et avantages sociaux	**331**	284
Services informatiques et professionnels	**64**	53
Entretien, matériel et amortissement	**54**	50
Services de données et abonnements	**21**	18
Loyers	**18**	16
Autres charges	**32**	27
	520	448
Frais de garde de valeurs	**16**	15
	536	463

12
IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

POLITIQUES, DIRECTIVES ET PROCÉDURES DE LA GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

La Caisse est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

La politique de gestion intégrée des risques est adoptée par le conseil d'administration de la Caisse. Cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favorisent la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. La politique de gestion intégrée des risques définit les risques de marché, de concentration, de crédit, de contrepartie liés aux instruments financiers dérivés et de liquidité de financement.

Plus particulièrement, cette politique vise à :

- Établir les principes directeurs guidant le cadre de gestion intégrée des risques de la Caisse et à promouvoir une saine culture de gestion des risques à tous les paliers de l'organisation;
- Énoncer le modèle de gestion des risques et la structure de gouvernance;
- Définir les rôles et responsabilités des intervenants;
- Établir l'encadrement des principaux risques auxquels la Caisse est exposée.

La gouvernance et la gestion des risques à la Caisse sont fondées sur les douze principes directeurs suivants :

- Un cadre de tolérance au risque;
- Les rôles du conseil d'administration et de la haute direction;
- Une approche client afin de répondre aux besoins de ses déposants;
- Une stratégie d'investissement à long terme;
- Une gestion des liquidités et du financement;
- Une connaissance approfondie des actifs et des marchés;
- Une indépendance des fonctions et la responsabilisation des différents intervenants;
- Une collaboration pour une gestion globale des risques;
- Une excellence opérationnelle;
- L'utilisation d'instruments financiers dérivés et la gestion du risque de contrepartie;
- Un encadrement pour les nouvelles activités d'investissement et les nouveaux instruments financiers;
- Un cadre d'investissement responsable.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Les paliers de contrôle ainsi que les responsables de la gouvernance de la gestion des risques sont les suivants :

1. Les groupes d'investissement sont les principaux responsables de la gestion des risques liés à leurs activités;
2. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés;
3. Le conseil d'administration et ses comités s'assurent de l'adoption d'un cadre de gestion et le groupe d'Audit interne s'assure de l'exécution et du respect du cadre de gestion de risques établi.

La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites de risque et des paliers d'autorisation qui s'appliquent à la Caisse globalement ainsi que des limites applicables aux activités transversales. De plus, la Caisse élabore et révise périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires des portefeuilles spécialisés. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration.

De plus, chaque groupe d'investissement doit adopter une stratégie d'investissement. La PSI vise à renforcer le processus décisionnel en visant une meilleure adéquation rendement-risque dans le choix des investissements. Elle établit les orientations futures, renforce les processus de collaboration et de partage de l'information requis pour faire des choix stratégiques en matière d'investissement et assure un meilleur arrimage entre les orientations et les stratégies. Le processus PSI est réalisé annuellement et comprend les étapes suivantes, soit : 1) Diagnostic et orientations stratégiques; 2) Plans stratégiques; 3) Révision et approbation et 4) Exécution et reddition de compte. Les plans d'investissement sont présentés au comité Investissement-Risques (CIR) pour approbation et sont communiqués au comité de direction ainsi qu'au conseil d'administration.

La Caisse est exposée à divers risques financiers et l'information détaillée à l'égard de ces risques est présentée dans les sections suivantes.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La Caisse utilise des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Les risques de marché de la Caisse sont gérés et calculés selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la Caisse, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans 5 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la Caisse.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un évènement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille de la Caisse subirait si cet évènement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'évènements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel de la Caisse pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires évènements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

En 2017, la Caisse a révisé sa méthode de calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 2 500 jours. Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers, ainsi qu'un niveau de confiance de 95 % au lieu de 99 %. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois, plutôt que sur un horizon d'une semaine. La VaR comparative du 31 décembre 2016 a été recalculée afin de considérer ces changements.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la Caisse;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la Caisse.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la Caisse sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à certaines limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la Caisse, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Risque absolu du portefeuille réel %	**Risque absolu du portefeuille de référence %**	**Ratio du risque absolu**	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	**13,4**	**13,6**	**0,99**	13,4	13,4	1,00

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la Caisse utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la Caisse selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

La Caisse utilise une approche de gestion dynamique pour les principales devises de pays développés. La gestion dynamique vise à protéger certains portefeuilles spécialisés lorsque le dollar canadien semble fortement sous-évalué par rapport à sa valeur d'équilibre selon des modèles de valorisation. La couverture dynamique devrait donc être peu fréquente mais la durée de couverture, étant imprévisible, pourrait grandement varier et s'étendre de quelques semaines à plusieurs mois. Certains portefeuilles spécialisés peuvent donc être couverts en partie contre le risque de change.

Dans le cadre de la gestion du risque de change, la Caisse utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux devises. De plus, la gestion du risque de change peut s'effectuer par des activités de couverture naturelle, incluant le financement des placements dans la même devise.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change, de la couverture naturelle et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la Caisse. L'exposition nette de la Caisse aux devises en pourcentage de l'actif net incluant les achats et les ventes des unités de participation des portefeuilles spécialisés effectuées au début de chaque mois, se détaille comme suit :

	31 décembre 2017 %	31 décembre 2016 %
Dollar canadien	**51**	63
Dollar américain	**23**	17
Euro	**7**	4
Livre sterling	**3**	2
Yen	**2**	2
Dollar australien	**2**	1
Autres	**12**	11
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

RISQUE DE PRIX

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

RISQUE DE CONCENTRATION

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur pour les marchés en croissance et pour certains pays. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est fixée à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien, ainsi que par leurs ministères et organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration. Quant aux émetteurs souverains bénéficiant d'une cote de crédit AAA, ils sont exclus de cette limite de concentration. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du CIR ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le tableau suivant présente les principales concentrations géographiques en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	%	%
Canada	**42**	41
États-Unis	**28**	31
Europe	**13**	13
Marchés en croissance	**11**	10
Autres	**6**	5
TOTAL	**100**	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Le tableau suivant présente les principales concentrations sectorielles en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le secteur des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2017 **%**	31 décembre 2016 %
Secteur d'activité		
Immobilier	**18**	18
Finance	**10**	10
Industrie	**9**	8
Consommation discrétionnaire	**7**	6
Technologies de l'information	**6**	6
Énergie	**5**	6
Biens de consommation de base	**5**	5
Services aux collectivités	**4**	5
Dettes immobilières	**4**	4
Santé	**4**	4
Matériaux	**3**	2
Télécommunications	**2**	2
Autres	**3**	3
Secteur gouvernemental		
Gouvernement du Canada	**8**	7
Gouvernement du Québec	**5**	5
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	**2**	2
Autres	**5**	7
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Trésorerie	**947**	651
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	**2 447**	3 898
Avances à des déposants	**1 056**	1 068
Revenus de placement courus et à recevoir	**1 395**	1 173
Placements		
Équivalents de trésorerie	**–**	1 240
Titres à revenu fixe	**93 855**	95 939
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	**22 159**	22 518
Instruments financiers dérivés	**703**	1 096
	122 562	127 583
Autres éléments		
Cautionnements et garanties *(note 19)*	**1 178**	757
Facilité de financement du BTAA *(note 19)*	**–**	6 167
	1 178	6 924
	123 740	134 507

La Caisse conclut des accords généraux de compensation *(note 8)*, reçoit des garanties *(note 15)* et peut également utiliser des instruments financiers dérivés tels que des trocs de défaillance de crédit, afin de réduire l'exposition totale au risque de crédit.

De plus, dans le but de gérer le risque de crédit, la Caisse suit de près l'évolution du cycle de crédit des émetteurs et utilise une VaR de crédit qui a pour but de calculer la perte financière potentielle liée aux changements possibles de la qualité du crédit d'un émetteur de titres à revenu fixe.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la Caisse pour les titres à revenu fixe et certains instruments financiers dérivés utilisés à des fins de gestion du risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	31 décembre 2017 **%**	31 décembre 2016 %
Cote de crédit		
AAA – AA	**37**	43
A	**34**	37
BBB	**11**	9
BB ou inférieur	**14**	8
Pas de cote de crédit	**4**	3
TOTAL	**100**	100

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la Caisse a recours aux agences de notation de crédit reconnues.

RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Certains instruments financiers dérivés hors cote engendrent un risque de contrepartie, car ils sont négociés de gré à gré sans être échangés ou réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation. Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Afin de limiter son exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote, la Caisse effectue des transactions auprès d'institutions financières selon des critères spécifiques fixés par la direction au niveau de la qualité de l'émetteur. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques basés sur les normes de l'ISDA permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les garanties échangées. L'exposition actuelle au risque de contrepartie est mesurée quotidiennement alors que l'exposition potentielle est mesurée mensuellement.

Au 31 décembre 2017, les accords juridiques et les garanties reçues ont contribué à réduire l'exposition au risque de contrepartie des instruments financiers dérivés négociés hors cote. L'exposition maximale à ce risque est de 138 M$ (244 M$ au 31 décembre 2016) liée à 29 contreparties (31 contreparties au 31 décembre 2016).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la Caisse. L'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la Caisse bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires, la vente en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la Caisse peut recourir à une facilité de crédit, à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme à payer pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 31 décembre 2017, la Caisse dispose de près de 47 G$ en liquidités (43 G$ au 31 décembre 2016).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la Caisse procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des évènements pouvant mener à une crise de liquidité.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la Caisse gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés, des instruments financiers dérivés ainsi que des autres éléments :

					31 décembre 2017
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(2 102)	–	–	(2 102)
Autres passifs financiers	–	(576)	–	–	(576)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(15 977)	–	–	(15 977)
Titres vendus à découvert	–	(654)	(3 043)	(1 842)	(5 539)
Billets de trésorerie à payer	–	(4 567)	–	–	(4 567)
Emprunts à payer	–	(364)	–	–	(364)
Billets à terme à payer	–	(348)	(5 298)	(5 499)	(11 145)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(88)	(6)	–	–	(94)
Distributions à verser aux déposants	–	(1 975)	–	–	(1 975)
TOTAL	(88)	(26 569)	(8 341)	(7 341)	(42 339)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	–	(1 400)	(1)	75	(1 326)
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	44 289	213	594	45 096
Flux contractuels à payer	–	(44 330)	(228)	(605)	(45 163)
TOTAL	–	(1 441)	(16)	64	(1 393)
Autres éléments					
Engagements *(note 19)*	(50)	(19 296)	(124)	(386)	(19 856)
Cautionnements et garanties *(note 19)*	–	(36)	(7)	(1 135)	(1 178)
TOTAL	(50)	(19 332)	(131)	(1 521)	(21 034)
TOTAL	(138)	(47 342)	(8 488)	(8 798)	(64 766)

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

	31 décembre 2016				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(1 687)	–	–	(1 687)
Autres passifs financiers	–	(408)	–	–	(408)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(21 563)	–	–	(21 563)
Titres vendus à découvert	–	(418)	(2 047)	(4 088)	(6 553)
Billets de trésorerie à payer	–	(4 822)	–	–	(4 822)
Emprunts à payer	–	(189)	–	–	(189)
Billets à terme à payer	–	(364)	(5 578)	(5 457)	(11 399)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(728)	(6)	–	–	(734)
Distributions à verser aux déposants	–	(1 373)	–	–	(1 373)
TOTAL	(728)	(30 830)	(7 625)	(9 545)	(48 728)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	–	(29)	12	83	66
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	67 923	300	1 062	69 285
Flux contractuels à payer	–	(68 000)	(287)	(1 038)	(69 325)
TOTAL	–	(106)	25	107	26
Autres éléments					
Engagements *(note 19)*	(61)	(15 843)	(355)	(49)	(16 308)
Cautionnements et garanties *(note 19)*	–	–	(7)	(750)	(757)
Facilité de financement du BTAA *(note 19)*	–	(6 167)	–	–	(6 167)
TOTAL	(61)	(22 010)	(362)	(799)	(23 232)
TOTAL	(789)	(52 946)	(7 962)	(10 237)	(71 934)

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la Caisse de 15 M$ plus le produit de 2 M$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la Caisse. Par ailleurs, la quasi-totalité des déposants est tenue d'investir à la Caisse conformément à la Loi de la Caisse ou selon la loi respective à laquelle ils sont assujettis.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt effectif des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la Caisse :

				31 décembre 2017
	Devise	Valeur nominale[1]	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	**USD**	**364**	**Moins d'un an**	**1,37**
		364		
Billets de trésorerie à payer	**CAD**	**1 000**	**Moins d'un an**	**1,12**
	USD	**3 571**	**Moins d'un an**	**1,53**
		4 571		
Billets à terme à payer	**USD**	**2 193**	**Novembre 2019**	**4,40**
	EUR	**1 128**	**Juin 2020**	**3,50**
	CAD	**1 000**	**Juillet 2020**	**4,60**
	USD	**2 506**	**Juillet 2024**	**3,15**
	USD	**1 566**	**Novembre 2039**	**5,60**
		8 393		

				31 décembre 2016
	Devise	Valeur nominale[1]	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	USD	189	Moins d'un an	0,62
		189		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	0,65
	USD	3 822	Moins d'un an	1,12
		4 822		
Billets à terme à payer	USD	2 347	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 061	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	2 682	Juillet 2024	3,15
	USD	1 676	Novembre 2039	5,60
		8 766		

1. Les montants présentés sont convertis en dollars canadiens.

Les emprunts à payer sont remboursables à l'échéance.

Les billets de trésorerie à payer sont émis à escompte, à des taux fixes, pour des échéances ne dépassant pas 12 mois. La valeur nominale de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 3 G$ CAD et 5 G$ USD en vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie.

Les billets à terme à payer sont émis à escompte ou au pair et sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la Caisse. Certains billets à terme qui portent intérêt à taux fixe comportent une clause de remboursement anticipé facultatif au gré de l'émetteur.

De plus, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Caisse a conclu une facilité de crédit d'un montant total équivalent de 5 G$ CAD, soit deux tranches de 2 G$ USD qui sont respectivement renouvelables après deux et trois ans. La facilité de crédit porte intérêt à taux variable et est garantie entièrement, inconditionnellement et irrévocablement par la Caisse. Au 31 décembre 2017, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit.

13
GESTION DU CAPITAL

La Caisse définit son capital comme étant l'actif net attribuable aux déposants. Le capital de la Caisse peut varier en fonction de la demande des déposants pour l'annulation et l'émission d'unités de dépôts à participation et pour les dépôts et les retraits des dépôts à vue et à terme. L'objectif de la gestion du capital de la Caisse est d'investir les contributions et les dépôts dans le meilleur intérêt des déposants conformément à la Loi dans le but de réaliser un rendement optimal, tout en respectant les politiques d'investissement des déposants.

La Caisse n'est pas soumise à des exigences externes en matière de capital.

De plus, la Caisse a pour objectif de conserver sa cote de crédit AAA afin de lui assurer l'accès au marché des capitaux au meilleur coût, par l'intermédiaire de sa filiale CDP Financière Inc. Par conséquent, le montant de billets que la Caisse peut émettre sur le marché des capitaux a été limité par le conseil d'administration de la Caisse à 10 % de l'actif net attribuable aux déposants auquel est ajoutée la juste valeur des billets en circulation (actif net ajusté).

14
ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS

La Caisse conclut des transactions de prêts et d'emprunts de titres ainsi que des conventions de rachat de titres pour lesquelles elle transfère des actifs financiers à des contreparties. Les titres transférés ne répondent pas aux critères de décomptabilisation puisque la Caisse conserve la majorité des risques tels que le risque de crédit, de taux d'intérêt, de change et de prix ainsi que la majorité des avantages relatifs tels que les flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs financiers transférés mais non décomptabilisés de l'état consolidé de la situation financière ainsi que la juste valeur des passifs associés :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs financiers transférés non décomptabilisés		
Obligations	**16 143**	21 717
Actions	**9 935**	6 314
Total	**26 078**	28 031
Passifs financiers associés		
Emprunts à payer[1]	**239**	189
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	**15 972**	21 555
Total	**16 211**	21 744

1. Le montant présenté correspond à la trésorerie reçue en garantie sur les transactions de prêts de titres.

15 GARANTIES

ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE

Dans le cours normal des affaires, la Caisse donne des actifs financiers en garantie lors de transactions d'emprunts de titres, de titres vendus en vertu de conventions de rachat et d'instruments financiers dérivés. Les contreparties sont autorisées, par un contrat légal ou par les pratiques du marché, à vendre ou à redonner en garantie ces titres. Sous certaines conditions, la Caisse peut être amenée à donner des garanties additionnelles si les titres donnés en garantie perdent de la valeur.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties données par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Emprunts de titres	**157**	81
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	**15 986**	21 636
Instruments financiers dérivés réglementés	**1 092**	810
Instruments financiers dérivés hors cote	**648**	1 097
TOTAL	**17 883**	23 624

ACTIFS FINANCIERS REÇUS EN GARANTIE

La Caisse reçoit des actifs financiers en garantie lors de transactions de prêts de titres, de titres achetés en vertu de conventions de revente et d'instruments financiers dérivés. Si la juste valeur des garanties reçues diminue, la Caisse peut dans certains cas, demander des garanties additionnelles. La Caisse est autorisée à vendre ou à redonner en garantie certains titres en l'absence de défaut de la contrepartie. Toutefois, aucun titre reçu en garantie n'a été vendu ou redonné en garantie pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties reçues par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Prêts de titres	**9 740**	6 481
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**9 496**	10 787
Instruments financiers dérivés hors cote	**40**	125
TOTAL	**19 276**	17 393

16
INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les principales parties liées de la Caisse comprennent les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la Caisse.

La Caisse réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur. Par la nature même des activités de la Caisse à titre d'entité d'investissement, la Caisse peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées.

AUTRES PARTIES LIÉES

La Caisse est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la Caisse se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 – *Information relative aux parties liées* quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes. Ces obligations sont incluses dans les catégories d'obligations « Gouvernements » et « Sociétés d'État et autres administrations publiques » à la note 4a. De plus, la Caisse divulgue de l'information pour la catégorie du secteur gouvernemental sous « Gouvernement du Québec » et sous « Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec » à la note 12.

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Caisse sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, directement ou indirectement. Ces personnes sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction ainsi que les membres clés du comité de direction.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants de la Caisse :

	2017	2016
Salaires et autres avantages à court terme	**8**	9
Avantages postérieurs à l'emploi	**1**	2
Autres avantages à long terme	**6**	6
	15	17

17
INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

FILIALES

FILIALE CONSOLIDÉE

CDP Financière Inc. est une filiale en propriété exclusive qui a pour but d'émettre des titres de dette afin de financer les investissements de la Caisse à un coût de financement optimal.

FILIALES NON CONSOLIDÉES

Les filiales présentées dans cette catégorie sont des entités contrôlées par la Caisse directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales selon les critères d'IFRS 10.

FILIALES INTERMÉDIAIRES

Dans le cadre de certaines activités d'investissement, la Caisse peut avoir recours à des filiales intermédiaires qui ont pour but unique de détenir des investissements de la Caisse. Conséquemment, celles-ci ne sont pas incluses dans les informations présentées dans les tableaux suivants alors que les principaux investissements sous-jacents dans des filiales, des coentreprises, des entreprises associées ainsi que des entités structurées non contrôlées sont présentés.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

Les intérêts détenus dans les principales filiales consolidées et non consolidées au 31 décembre 2017 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2016 sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2017	31 décembre 2016
	Établissement principal	**Détention %**	Détention %
Filiale consolidée			
CDP Financière Inc	Canada	**100,0**	100,0
Filiales non consolidées			
Dettes immobilières			
Otéra Capital Inc[1]	Canada	**97,5**	97,5
Énergie			
Trencap SEC (Énergir)[2]	Canada	**64,7**	59,6
Fonds de couverture			
AIM Quantitative Global SF II Ltd	États-Unis[8]	**100,0**	100,0
AlphaQuest Original Ltd	États-Unis[8]	**100,0**	100,0
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited	Royaume-Uni[8]	**100,0**	100,0
Dorsal Capital Partners LP	États-Unis	**–**	100,0
Ionic Pamli Global Credit Strategies Fund	États-Unis[8]	**100,0**	100,0
JMFFO Ltd	États-Unis[8]	**100,0**	–
Kildonan Quebec Fund Ltd	États-Unis[8]	**100,0**	–
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd	États-Unis[8]	**100,0**	100,0
Fonds de placement privés			
Apollo Hercules Partners LP	États-Unis[8]	**97,6**	97,6
EC Partners LP	Singapour	**100,0**	–
GSO Churchill Partners LP	États-Unis[8]	**98,0**	98,0
GSO Churchill Partners II LP	États-Unis[8]	**98,0**	98,0
KKR-CDP Partners LP	États-Unis[8]	**90,1**	90,1
Immobilier – Groupe Ivanhoé Cambridge			
Careit Canada DCR SENC	Canada	**93,5**	93,4
Careit Canada SENC	Canada	**93,5**	93,4
IC Australia Trust	Australie	**93,5**	93,4
IC Investissement E.U. SENC	Canada	**93,5**	93,4
IC Investissement Mexique SENC	Canada	**93,5**	93,4
Ivanhoé Cambridge Inc	Canada	**93,5**	93,4
SITQ E.U., SEC	Canada	**93,4**	93,3
SITQ International Inc	Canada	**–**	93,4
Industrie			
CDPQ Infra Inc	Canada	**100,0**	100,0
Einn Volant Aircraft Leasing Holdings Ltd	Irlande	**90,5**	–
Patina Rail LLP[3]	Royaume-Uni	**75,0**	75,0
Trust No. 2431[4]	Mexique	**43,0**	51,0
Matériaux			
Beaudier Ciment Inc (Ciment McInnis Inc)[5]	Canada	**58,9**	51,6
Services			
Datamars SA[6]	Suisse	**65,1**	–
Services aux collectivités et autres			
Fonds CDP (SEW), SEC[7]	Royaume-Uni[9]	**–**	75,0

1. Otéra Capital Inc détient 78,1 % de MCAP Commercial LP.
2. Trencap SEC détient 61,1 % de Noverco Inc, qui détient 100,0 % de Énergir Inc. (anciennement Gaz Métro Inc), qui détient 71,0 % de Énergir SEC (anciennement Société en commandite Gaz Métro).
3. Patina Rail LLP détient 40,0 % d'Eurostar International Limited.
4. La Caisse exerce son contrôle en raison de la majorité des membres sur le conseil d'administration. Trust No. 2431 détient 49,0 % de ICA Operadora de Vias Terrestres, S.A.P.I. de C.V.
5. Beaudier Ciment Inc détient 65,5 % dans Ciment McInnis Inc.
6. Les droits de vote représentent 55,5 % au 31 décembre 2017.
7. Fonds CDP (SEW), SEC détenait 50,0 % de HDK (UK) Holdings Limited, qui détenait 100,0 % de South East Water Ltd au 31 décembre 2016.
8. Constituée aux Îles Caïmans conformément à la structure du commanditaire.
9. Constituée au Canada.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

COENTREPRISES

Les intérêts détenus dans les principales coentreprises au 31 décembre 2017 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2016 sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2017	31 décembre 2016
	Établissement principal	**Détention %**	Détention %
Consommation discrétionnaire			
MED ParentCo LP	États-Unis	**47,7**	47,7
Énergie			
HEF HoldCo II, Inc	États-Unis	**33,3**	33,3
Southern Star Acquisition Corporation	États-Unis	**50,0**	50,0
Finance			
USI Advantage Corp[1]	États-Unis	**26,0**	–
Industrie			
DP World Canada Investment Inc	Canada	**45,0**	–

1. Les droits de vote représentent 50,0 % au 31 décembre 2017.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les intérêts détenus dans les principales entreprises associées au 31 décembre 2017 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2016 sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2017	31 décembre 2016
	Établissement principal	**Détention %**	Détention %
Consommation discrétionnaire			
Québecor Média Inc[1]	Canada	**18,5**	18,9
SGU Holdings LP	États-Unis[4]	**46,7**	46,7
Énergie			
Azure Power Global Ltd	Inde[5]	**21,0**	20,7
Corex Resources Ltd	Canada	**49,5**	44,9
Fluxys SA	Belgique	**20,0**	20,0
Interconnector UK Ltd	Royaume-Uni	**33,5**	33,5
IPALCO Enterprises, Inc	États-Unis	**30,0**	30,9
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	Royaume-Uni	**25,0**	25,0
NSW Electricity Networks Assets Holding Trust (TransGrid)	Australie	**22,5**	22,5
NSW Electricity Networks Operations Holding Trust (TransGrid)	Australie	**22,5**	22,5
Suez Water Technologies and Solutions SA	France	**30,0**	–
Finance			
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd	États-Unis[6]	**29,9**	29,9
Greenstone Ltd	Australie	**30,0**	30,0
Industrie			
Airport Holding Kft	Hongrie	**21,2**	21,2
Alix Partners LLP	États-Unis	**21,0**	–
CAMSO Inc[2]	Canada	**19,5**	19,5
Groupe Keolis SAS	France	**30,0**	30,0
IPL Inc	Canada	**22,2**	–
IPL Plastics Plc	Irlande	**26,6**	–
Lightspeed POS Inc	Canada	**44,6**	–
QPH Hold Trust, QPH Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	Australie	**26,7**	26,7
Sedgwick Inc	États-Unis	**29,2**	29,2
TVS Logistics services	Inde	**38,2**	–
Santé			
Groupe Solmax Inc	Canada	**30,0**	–
Image Networks Holdings Pty Ltd	Australie	**30,0**	30,0
Sam Topco SAS[3]	France	**49,1**	–
Services immobiliers			
Groupe Foncia	France	**29,1**	29,1
Transport Ferroviaire			
Bombardier Transportation (Investment) UK Limited	Allemagne[7]	**30,0**	30,0

1. La Caisse exerce une influence notable sur cette entreprise puisque son pourcentage de droit de vote est de 20,0 %.
2. La Caisse exerce une influence notable sur cette entreprise puisque son pourcentage de droit de vote est de 22,2 %.
3. Les droits de vote représentent 20,0 % au 31 décembre 2017.
4. Constituée au Canada.
5. Constituée à l'Île Maurice.
6. Constituée aux Bermudes conformément à la structure du commanditaire.
7. Constituée au Royaume-Uni.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONTRÔLÉES

La Caisse détient des intérêts dans des entités structurées non contrôlées, dont la majorité représente des fonds de placement privés ou des sociétés en commandite. Les intérêts détenus par la Caisse ne lui confèrent pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités, le contrôle étant établi en vertu d'ententes contractuelles en faveur, généralement, d'un commandité ou d'un administrateur. L'exposition maximale au risque de perte attribuable aux divers intérêts détenus dans les principales entités structurées non contrôlées se limite à la juste valeur de l'investissement détenu par la Caisse, soit 23 517 M$ répartis en 261 sociétés au 31 décembre 2017 (26 270 M$ répartis en 282 sociétés au 31 décembre 2016).

18
RAPPROCHEMENT DES PASSIFS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Le tableau suivant présente les variations des passifs liés aux activités de financement, incluant les changements sans contrepartie de trésorerie :

			Changements sans contrepartie de trésorerie			
	1er janvier 2017	Flux de trésorerie liés aux activités de financement	Variation de change	Variation de juste valeur	Autres	31 décembre 2017
Emprunts à payer	**189**	**176**	**(1)**	**–**	**–**	**364**
Billets de trésorerie à payer	**4 813**	**(151)**	**(106)**	**(2)**	**2**	**4 556**
Billets à terme à payer	**9 574**	**–**	**(372)**	**(6)**	**2**	**9 198**
TOTAL	**14 576**	**25**	**(479)**	**(8)**	**4**	**14 118**

19
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse prend divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des opérations sur instruments financiers dérivés, le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation ainsi que certaines lettres de crédit pour ses filiales. Dans le cadre de certaines transactions de placement, la Caisse peut également fournir des garanties ou émettre des lettres de crédit à des tiers. Les échéances des engagements sont présentées à la note 12.

Les engagements et les garanties se détaillent comme suit :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Engagements d'achat de placements	**19 314**	16 097
Engagements en vertu de contrats de location simple	**542**	211
Cautionnements et garanties	**1 178**	757
Facilité de financement du BTAA[1]	**–**	6 167
TOTAL	**21 034**	23 232

1. L'engagement relatif à la facilité de financement à l'égard de VAC 1 en lien avec le portefeuille spécialisé BTAA (772) est devenu échu avant terme à la suite de l'encaissement de la totalité des trocs de défaillance de crédit.

LITIGES

Dans le cours normal des affaires, la Caisse peut faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la Caisse ne puisse prédire l'issue des poursuites en cours au 31 décembre 2017, la Caisse n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.

20
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les tableaux suivants présentent les informations financières des portefeuilles spécialisés :

(en millions de dollars)	VALEURS À COURT TERME (740)		OBLIGATIONS (760)[1]	DETTES IMMOBILIÈRES (750)[1]	TAUX (765)[1]	CRÉDIT (766)[1]	OBLIGATIONS À LONG TERME (764)	
État de la situation financière								
	2017	2016	2016	2016	**2017**	**2017**	**2017**	2016
Actif								
Placements	**1 892**	6 157	100 599	11 654	**59 599**	**67 532**	**3 697**	3 299
Autres actifs financiers	**–**	–	3 680	162	**1 500**	**739**	**34**	694
Total de l'actif	**1 892**	6 157	104 279	11 816	**61 099**	**68 271**	**3 731**	3 993
Passif								
Passifs relatifs aux placements	**–**	–	34 685	55	**20 541**	**16 693**	**793**	670
Autres passifs financiers	**–**	3	1 627	225	**546**	**1 505**	**9**	690
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**–**	3	36 312	280	**21 087**	**18 198**	**802**	1 360
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**1 892**	6 154	67 967	11 536	**40 012**	**50 073**	**2 929**	2 633

État du résultat global								
	2017	2016	2016	2016	**2017**	**2017**	**2017**	2016
Revenus de placement	**22**	27	1 995	207	**904**	**2 057**	**83**	73
Dépenses de placement	**–**	–	(277)	–	**(185)**	**(292)**	**–**	–
Revenu net de placement	**22**	27	1 718	207	**719**	**1 765**	**83**	73
Charges d'exploitation	**–**	–	(67)	(1)	**(19)**	**(67)**	**(1)**	(1)
Revenu net	**22**	27	1 651	206	**700**	**1 698**	**82**	72
Gains (pertes) nets réalisés	**–**	–	1 363	(54)	**76**	**618**	**37**	191
Gains (pertes) nets non réalisés	**–**	–	(1 099)	130	**(111)**	**(55)**	**104**	(230)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	**–**	–	264	76	**(35)**	**563**	**141**	(39)
Résultat de placement net avant distributions aux (récupérations auprès des) détenteurs d'unités de participation	**22**	27	1 915	282	**665**	**2 261**	**223**	33
(Distributions) récupérations	**(22)**	(27)	(1 651)	(206)	**(700)**	**(1 698)**	**(82)**	(72)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**–**	–	264	76	**(35)**	**563**	**141**	(39)

État des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation								
	2017	2016	2016	2016	**2017**	**2017**	**2017**	2016
Solde au début de l'exercice	**6 154**	4 583	67 708	11 088	**36 817**	**42 686**	**2 633**	2 384
Unités de participation								
Unités émises	**2 926**	7 105	7 021	2 136	**5 684**	**7 964**	**356**	503
Unités annulées	**(7 188)**	(5 534)	(7 026)	(1 764)	**(2 454)**	**(1 140)**	**(201)**	(215)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	**(4 262)**	1 571	(5)	372	**3 230**	**6 824**	**155**	288
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**–**	–	264	76	**(35)**	**563**	**141**	(39)
Solde à la fin de l'exercice	**1 892**	6 154	67 967	11 536	**40 012**	**50 073**	**2 929**	2 633

1. Le 1er janvier 2017, tous les actifs et les passifs financiers des portefeuilles spécialisés Obligations (760) et Dettes immobilières (750) ont été acquis à la juste valeur par les deux nouveaux portefeuilles spécialisés Taux (765) et Crédit (766).

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (suite)

	OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		INFRASTRUCTURES (782)		IMMEUBLES (710)		MARCHÉS BOURSIERS (737)	
État de la situation financière	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016
Actif								
Placements	**1 199**	1 135	**16 236**	14 603	**34 401**	31 807	**111 125**	100 843
Autres actifs financiers	**2**	2	**15**	93	**4**	27	**4 214**	3 958
Total de l'actif	**1 201**	1 137	**16 251**	14 696	**34 405**	31 834	**115 339**	104 801
Passif								
Passifs relatifs aux placements	**10**	–	**50**	46	**30**	72	**2 841**	2 724
Autres passifs financiers	**6**	52	**227**	87	**111**	38	**537**	1 037
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**16**	52	**277**	133	**141**	110	**3 378**	3 761
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**1 185**	1 085	**15 974**	14 563	**34 264**	31 724	**111 961**	101 040

État du résultat global	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016
Revenus de placement	**23**	21	**762**	671	**190**	1 511	**2 669**	2 487
Dépenses de placement	**–**	–	**(4)**	(11)	**–**	–	**(81)**	(52)
Revenu net de placement	**23**	21	**758**	660	**190**	1 511	**2 588**	2 435
Charges d'exploitation	**–**	(1)	**(74)**	(64)	**(14)**	(10)	**(135)**	(117)
Revenu net	**23**	20	**684**	596	**176**	1 501	**2 453**	2 318
Gains (pertes) nets réalisés	**3**	13	**245**	466	**1 434**	228	**6 319**	7 041
Gains (pertes) nets non réalisés	**(16)**	(3)	**511**	356	**929**	1 237	**4 785**	(669)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	**(13)**	10	**756**	822	**2 363**	1 465	**11 104**	6 372
Résultat de placement net avant distributions aux (récupérations auprès des) détenteurs d'unités de participation	**10**	30	**1 440**	1 418	**2 539**	2 966	**13 557**	8 690
(Distributions) récupérations	**(23)**	(20)	**(684)**	(596)	**(176)**	(1 501)	**(2 453)**	(2 318)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**(13)**	10	**756**	822	**2 363**	1 465	**11 104**	6 372

État des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016
Solde au début de l'exercice	**1 085**	1 089	**14 563**	12 548	**31 724**	26 954	**101 040**	91 266
Unités de participation								
Unités émises	**154**	91	**1 741**	2 736	**1 222**	3 633	**7 945**	10 024
Unités annulées	**(41)**	(105)	**(1 086)**	(1 543)	**(1 045)**	(328)	**(8 128)**	(6 622)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	**113**	(14)	**655**	1 193	**177**	3 305	**(183)**	3 402
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**(13)**	10	**756**	822	**2 363**	1 465	**11 104**	6 372
Solde à la fin de l'exercice	**1 185**	1 085	**15 974**	14 563	**34 264**	31 724	**111 961**	101 040

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (suite)

	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		BTAA (772)[1]		STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION (773)	
État de la situation financière	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016
Actif								
Placements	**36 718**	30 754	**5 072**	3 536	**–**	3 970	**7 202**	6 718
Autres actifs financiers	**1 026**	24	**1 362**	697	**–**	92	**272**	720
Total de l'actif	**37 744**	30 778	**6 434**	4 233	**–**	4 062	**7 474**	7 438
Passif								
Passifs relatifs aux placements	**406**	343	**4 235**	2 796	**–**	3 814	**6 885**	6 796
Autres passifs financiers	**838**	475	**841**	81	**–**	91	**16**	13
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**1 244**	818	**5 076**	2 877	**–**	3 905	**6 901**	6 809
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**36 500**	29 960	**1 358**	1 356	**–**	157	**573**	629

	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		BTAA (772)[1]		STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION (773)	
État du résultat global	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016
Revenus de placement	**2 760**	2 212	**77**	96	**5**	133	**18**	64
Dépenses de placement	**(10)**	(15)	**(38)**	(30)	**(2)**	(37)	**(94)**	(71)
Revenu net de placement	**2 750**	2 197	**39**	66	**3**	96	**(76)**	(7)
Charges d'exploitation	**(178)**	(149)	**(11)**	(10)	**–**	–	**(33)**	(44)
Revenu net	**2 572**	2 048	**28**	56	**3**	96	**(109)**	(51)
Gains (pertes) nets réalisés	**509**	495	**(890)**	(392)	**(84)**	(8)	**355**	276
Gains (pertes) nets non réalisés	**918**	1 042	**31**	13	**94**	52	**(371)**	(197)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	**1 427**	1 537	**(859)**	(379)	**10**	44	**(16)**	79
Résultat de placement net avant distributions aux (récupérations auprès des) détenteurs d'unités de participation	**3 999**	3 585	**(831)**	(323)	**13**	140	**(125)**	28
(Distributions) récupérations	**(2 572)**	(2 048)	**(28)**	(56)	**(3)**	(96)	**109**	51
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**1 427**	1 537	**(859)**	(379)	**10**	44	**(16)**	79

	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		BTAA (772)[1]		STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION (773)	
État des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016
Solde au début de l'exercice	**29 960**	25 578	**1 356**	1 799	**157**	100	**629**	464
Unités de participation								
Unités émises	**7 141**	6 818	**940**	1 105	**87**	13	**232**	373
Unités annulées	**(2 028)**	(3 973)	**(79)**	(1 169)	**(254)**	–	**(272)**	(287)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	**5 113**	2 845	**861**	(64)	**(167)**	13	**(40)**	86
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	**1 427**	1 537	**(859)**	(379)	**10**	44	**(16)**	79
Solde à la fin de l'exercice	**36 500**	29 960	**1 358**	1 356	**–**	157	**573**	629

1. Le 1er juin 2017, le portefeuille spécialisé BTAA (772) a été fermé à la suite de l'encaissement des titres de VAC 1 du portefeuille.

ATTESTATION FINANCIÈRE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Je, Michael Sabia, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.

3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.

4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.

5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :

   a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

      i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis; et que

      ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet, en vertu de la législation, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

   b) conçu, ou fait concevoir sous ma supervision, le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).

5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.

5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.

6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :

   a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;

   b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :

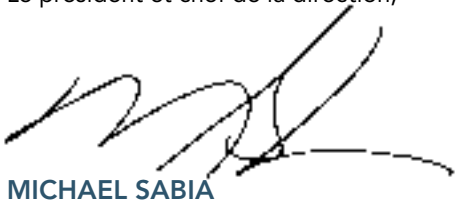
      i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;

      ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.

7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2017 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification, de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Le président et chef de la direction,



MICHAEL SABIA
Le 6 avril 2018

ATTESTATION FINANCIÈRE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

Je, Maarika Paul, première vice-présidente et chef de la Direction financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.

3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.

4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.

5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :

   a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

      i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis; et que

      ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

   b) conçu, ou fait concevoir sous ma supervision, le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).

5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.

5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.

6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :

   a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;

   b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :

      i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation; et

      ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.

7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2017 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification, de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

La première vice-présidente et chef de la Direction financière,

MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE, IAS.A
Le 6 avril 2018

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En 2017, la chef de la Direction financière a supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et d'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, et le comité de direction a approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés. Cette évaluation du contrôle interne entourant les principaux processus financiers de la Caisse vise à assurer l'atteinte des objectifs de qualité en matière de reddition de comptes financière, à tous les égards importants.

L'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée à l'aide du modèle de contrôle habituellement adopté par les sociétés nord-américaines, soit celui du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013). Les travaux réalisés ont permis au comité de direction de conclure à la conception adéquate du contrôle interne à l'égard de l'information financière et à son efficacité, de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée aux Documents annuels, comme définis dans la directive d'attestation financière de la Caisse, est fiable et que les états financiers consolidés de la Caisse ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément à la directive d'attestation financière de la Caisse, la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information visant les Documents annuels, soit les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse des résultats annuels et le rapport annuel, doivent être évaluées.

À l'instar des travaux entourant le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la chef de la Direction financière a également supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et ceux concernant l'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, et le comité de direction a également approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés.

Au 31 décembre 2017, cette évaluation confirme la conception adéquate et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière, pour que les décisions appropriées concernant la communication de l'information puissent être prises.

Le conseil d'administration a également approuvé les Documents annuels de 2017 avant leur divulgation publique.

Notes générales

1. Les activités de la Caisse sont menées selon les prescriptions de la loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec[1] et respectent les pratiques de l'industrie du placement. Les états financiers sont dressés conformément aux normes internationales d'information financière. Annuellement, les co-auditeurs de la Caisse, soit le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., procèdent à l'audit des états financiers ainsi qu'à l'audit de la conformité des opérations à la loi, aux règlements, aux politiques et directives, dans la mesure qu'ils jugent appropriée.

2. Les Renseignements additionnels au rapport annuel 2017 font partie intégrante du rapport annuel 2017 et présentent, dans la première section, les tableaux des rendements au 31 décembre 2017 se rapportant aux composites des comptes des déposants de la Caisse. Ces tableaux et les calculs ont été audités au 31 décembre 2017 par le cabinet Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. quant à la conformité aux normes internationales de présentation des rendements (GIPS[MD]).

3. Dans le présent rapport annuel, l'actif net des déposants et les résultats de placement nets se définissent comme étant, dans les états financiers consolidés, l'actif net attribuable aux déposants et les résultats de placement nets avant distributions aux déposants.

4. Les rendements des portefeuilles spécialisés utilisent le taux de rendement pondéré par le temps.

5. Les indices de référence des catégories d'actif et du portefeuille global sont obtenus par la moyenne pondérée des indices de référence des portefeuilles spécialisés qui les composent.

6. Sauf indication contraire, les rendements en pourcentage sont présentés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières non consolidées, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Ils sont annualisés pour les périodes de plus d'un an. Ils incluent le rendement des liquidités et des quasi-espèces et tiennent compte, selon le cas, de la couverture contre les risques liés aux fluctuations des devises. Le ratio des charges d'exploitation sur l'actif net moyen de chaque portefeuille spécialisé est présenté dans les notes des Renseignements additionnels au rapport annuel 2017.

7. Sauf indication contraire, les résultats de placement nets avant distributions aux déposants et l'actif net attribuable aux déposants sont présentés après les charges d'exploitation et autres frais.

8. Certains rendements sont exprimés en points centésimaux (p.c.). Ainsi, 100 points centésimaux équivalent à 1,00 %, et un point centésimal équivaut à 0,01 %.

9. Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Les symboles M$ et G$ désignent respectivement les millions et les milliards.

10. Les écarts possibles dans les totaux (en chiffres ou en pourcentage) s'expliquent par les arrondissements.

11. Sauf indication contraire, toutes les données présentées dans les tableaux et graphiques sont issues des études effectuées par la Caisse.

12. Les tableaux des 10 principaux placements présentent, en ordre alphabétique, les positions au comptant à partir de l'information présentée aux tableaux 8, 9, 10 et 11 des Renseignements additionnels au rapport annuel 2017.

13. La Caisse utilise le lieu du siège social de la société ou de l'émetteur de titres, ou encore, pour l'immobilier, l'emplacement géographique des biens, afin de décider si un actif est québécois.

    Cette classification, généralement utilisée dans l'industrie de la gestion de fonds, comporte certains biais. En effet, certaines sociétés sont considérées comme québécoises même si leurs activités principales sont à l'extérieur du Québec. De la même façon, des sociétés dont les activités sont importantes au Québec ne sont pas prises en compte si leur siège social est situé à l'extérieur du Québec.

1. La Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec est accessible sur le site Web de la Caisse : www.cdpq.com.

BUREAUX INTERNATIONAUX

NEW YORK

CDPQ US (NEW YORK)

1211, Avenue of the Americas
Bureau 3001
New York, NY 10036
États-Unis

Téléphone : +1 212 596-6300
Télécopieur : +1 212 730-2356

WASHINGTON

CDPQ US (WASHINGTON)

1775, Pennsylvania Avenue Northwest
Bureau 200
Washington, DC 20006
États-Unis

Téléphone : +1 202 730-8010
Télécopieur : +1 202 730-8014

MEXIQUE

CDPQ MÉXICO

Torre Virreyes
Pedregal 24, 9e étage, bureau 902
Colonia Molino del Rey,
Delegación Miguel Hidalgo
11040 Mexico, CDMX
Mexique

Téléphone : +52 55 4170 9625

PARIS

CDPQ PARIS

28-32, avenue Victor-Hugo
6e étage
75116 Paris
France

Téléphone : +33 1 56 69 25 30
Télécopieur : +33 1 56 69 25 80

SINGAPOUR

CDPQ SINGAPORE

One Raffles Quay
Tour Nord, 21e étage, bureau 01
Singapour 048583
Singapour

Téléphone : +65 6800 4870
Télécopieur : +65 6800 4889

SHANGHAI

CDPQ SHANGHAI

One Corporate Avenue
Bureau 1504, 15e étage
222 Hubin Road, Huang Pu District
Shanghai, 200021
Chine

Téléphone : +86 21 6390 0100

ROYAUME-UNI

CDPQ LONDON

11 Charles II Street
2e étage
Londres, SW1Y 4QU
Royaume-Uni

Téléphone : +44 207 024 8186
Télécopieur : +44 207 024 8198

AUSTRALIE

CDPQ SYDNEY

Deutsche Bank Place, bureau 2201
126 Phillip Street
Sydney NSW 2000
Australie

Téléphone : +61 2 8316 3800

INDE

CDPQ INDIA

5e étage, Worldmark 3
Bureau No 7
Aerocity, New Delhi
Delhi 110037
Inde

Téléphone : +91 11 4957 7802

Le Rapport annuel 2017 et le document Renseignements additionnels au rapport annuel 2017 sont accessibles sur notre site Web : www.cdpq.com.
Renseignements : 514 842-3261, info@cdpq.com
The 2017 Annual Report and the 2017 Annual Report Additional Information are also available in English on our website : www.cdpq.com.
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2018
ISSN 1705-6446
ISSN en ligne 1705-6454

BUREAU D'AFFAIRES

1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : +1 514 842-3261
Sans frais : +1 866 330-3936
Télécopieur : +1 514 842-4833

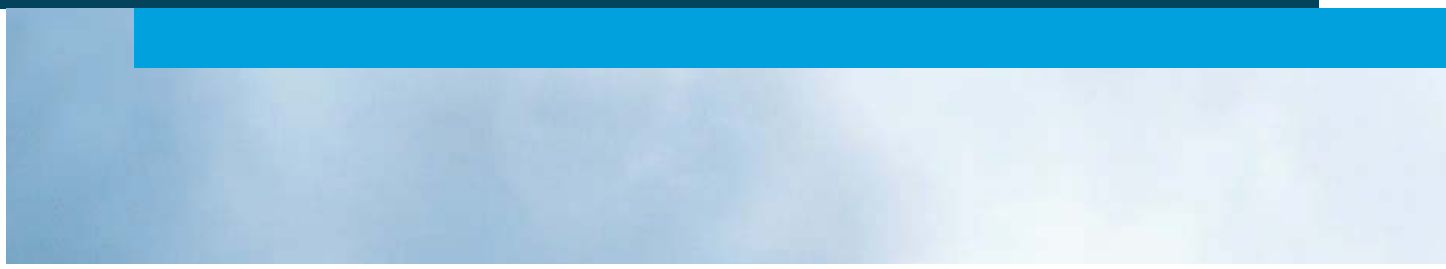
SIÈGE SOCIAL

65, rue Sainte-Anne, 14e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : +1 418 684-2334
Télécopieur : +1 418 684-2335

www.cdpq.com

2017

Renseignements additionnels au Rapport annuel



Caisse de dépôt et placement du Québec

Renseignements additionnels au Rapport annuel 2017

I. TABLEAUX DES RENDEMENTS

1 Rapport de l'auditeur indépendant sur la conformité 5
2 Rapport de l'auditeur indépendant 6
3 Notes générales 8
4 Taux 11
5 Crédit 12
6 Obligations à long terme 13
7 Obligations à rendement réel 14
8 Valeurs à court terme 15
9 Immeubles 16
10 Infrastructures 19
11 Marchés boursiers 21
12 Placements privés 22
13 Fonds équilibré 24

II. STATISTIQUES FINANCIÈRES ET RÉTROSPECTIVE

1. Évolution de l'actif net attribuable aux déposants 28
2. Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion 29
3. Évolution de l'avoir des déposants 30
4. Ventilation de l'avoir des déposants 38
5. Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens 39
6. Sommaire des placements 40
7. Ventilation des placements 41
8. Secteur immobilier - Financements de 5 M$ et plus 43
9. Investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics 50
10. Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés 144
11. Relevé des biens immobiliers 162
12. Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente 166

I. Tableaux des rendements

Caisse de dépôt et placement du Québec
pour la période terminée le 31 décembre 2017

Présentation conforme GIPS[MD]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-390-4116
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant sur la conformité de l'ensemble de la société aux normes « Global Investment Performance Standards »

Aux administrateurs de la
Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous avons procédé à un audit visant à déterminer si l'ensemble de Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Société ») se conformait aux exigences liées à l'élaboration des composites prévues par les normes Global Investment Performance Standards (les « normes GIPS ») pour l'année se terminant au 31 décembre 2017 et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2017. La responsabilité de la conformité aux normes GIPS incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la base de notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Ces normes requièrent que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que la Société a respecté les critères établis par les normes GIPS. L'audit comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui de la conformité, l'appréciation de la conformité générale aux critères en cause et l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, la Société s'est conformée aux normes GIPS pour l'année terminée au 31 décembre 2017, notamment aux exigences liées à l'élaboration des composites dans l'ensemble de la Société, et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2017.

Nous avons publié un rapport d'audit distinct sur les composites individuels de la Société datées du 21 février 2018 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport sur la conformité.

21 février 2018
Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A110972

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-390-4116
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de la
Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous avons audité le calcul du rendement présenté dans le Sommaire des rendements (« le Sommaire ») ci-joint de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'année se terminant le 31 décembre 2017. Le Sommaire a été préparé par la direction de Caisse de dépôt et placement du Québec selon les normes Global Investment Performance Standards (GIPS) du CFA Institute, tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire.

Responsabilité de la direction

La direction a la responsabilité de la préparation de l'information conformément aux Global Investment Performance Standards (GIPS), tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation du Sommaire exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. La direction est également responsable de déterminer si le référentiel d'information financière applicable est acceptable dans les circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le Sommaire, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues au Canada. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les procédures liées à l'audit et à l'analyse des rendements établie par les normes GIPS et d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le Sommaire. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le Sommaire comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du Sommaire afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du Sommaire.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le Sommaire donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle des rendements des composites et de l'indice de référence de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 conformément à la méthode de calcul requise par les Global Investment Performance Standards (GIPS) du CFA Institute, tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire.

Autres questions

Nous avons publié un rapport d'audit distinct sur la conformité de l'ensemble de la Société aux Global Investment Performance Standards (GIPS) daté du 21 février 2018 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport.

Référentiel de calcul des rendements et restrictions quant à la diffusion et à l'utilisation

Sans modifier notre opinion, nous attirons votre attention aux notes relatives au Sommaire, qui décrivent les bases de calcul des rendements. Le Sommaire a été préparé de manière à répondre aux exigences des Global Investment Performance Standards (GIPS). En conséquence, il est possible que le Sommaire ne puisse se prêter à un usage autre.

21 février 2018

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.[1]

---

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110972

Caisse de dépôt et placement du Québec

Notes générales

1. Présentation de la firme

La Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) est une institution financière qui gère des fonds provenant de régimes de retraite et d'assurance publics et parapublics québécois (les déposants). La Caisse investit dans les grands marchés liquides et sous forme de placements privés et d'investissements immobiliers. L'actif net attribuable aux déposants, excluant les dépôts à vue et dépôts à terme, s'établissait à 298,4 G$ au 31 décembre 2017. Ce document présente les rendements relatifs aux fonds confiés à la Caisse par les déposants (voir la note 7, p. 9).

2. Énoncé de conformité

La Caisse est en conformité avec les Normes internationales de présentation des performances GIPS[MD] (Normes GIPS[MD]) et a préparé et présenté ce rapport conformément aux Normes GIPS[MD]. La Caisse a été vérifiée de façon indépendante pour les exercices allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

La vérification détermine si (1) la Caisse a été en conformité avec toutes les exigences de construction des composites des Normes GIPS[MD] au niveau de l'ensemble de la firme comme défini ci-dessus et que (2) les processus et procédures de la Caisse sont conçus de manière à calculer et à présenter les performances conformément aux Normes GIPS[MD]. Les composites ont fait l'objet d'un examen de performance pour les exercices allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

3. Calculs de rendement

Les calculs de rendement sont basés sur des évaluations mensuelles. La formule Dietz modifiée est utilisée pour calculer le rendement. Tous les dépôts et retraits des déposants sont faits le premier jour de chaque mois. Ainsi, les flux monétaires n'ont pas d'incidence sur les rendements.

Chaque portefeuille discrétionnaire pour lequel la Caisse impute des charges d'exploitation est représenté dans au moins un composite. L'évaluation de ces composites est basée sur les dates de transaction et les rendements sont calculés mensuellement. Ces rendements sont ensuite liés géométriquement pour produire les rendements trimestriels et annuels.

Les rendements totaux, incluant les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements, les gains et les pertes non réalisés, ainsi que les revenus et dépenses de placement sont utilisés pour calculer les rendements. Ces rendements incluent le rendement généré par la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les revenus d'intérêts sont courus et sont inclus dans les justes valeurs utilisées pour calculer les rendements. Les revenus de dividendes sont comptabilisés généralement à la date ex-dividende.

Conformément à la décision du Conseil des normes comptables du Canada (CNC), la Caisse a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) depuis le 1er janvier 2014. La Caisse se qualifie à titre d'entité d'investissement selon les IFRS. De cette façon, l'ensemble des instruments financiers sont évalués à la juste valeur conformément à l'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*.

Les IFRS exigent qu'une société se qualifiant à titre d'entité d'investissement ne consolide pas ses filiales, mais les évalue à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur des filiales est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise qui reflète, entre autres, la juste valeur des instruments financiers détenus directement par ces filiales. Auparavant, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, les composites incluaient la consolidation des actifs et des passifs des filiales.

Tous les composites ont adopté les IFRS au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2014. L'adoption des nouvelles normes au 1er janvier 2014 n'avait eu aucune incidence sur les rendements présentés. Toutefois, le composite Immeubles avait adopté les IFRS par anticipation le 1er janvier 2012.

Pour de plus amples détails sur les techniques d'évaluation ainsi que sur les politiques, directives et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen des prix de fermeture publiés par des courtiers, ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues, lorsque ces valeurs sont disponibles. Lorsqu'un prix n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telle que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs. Au 31 décembre 2017, la Caisse ne détient plus de BTAA (billets à terme adossés à des actifs) à la suite de la fermeture du portefeuille spécialisé le 1er juin 2017. Pour de plus amples détails sur la méthodologie employée antérieurement pour évaluer les BTAA, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

La juste valeur des créances d'entreprise est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des actions cotées est déterminée à partir des prix de fermeture des principales Bourses.

Les évaluations des actions non cotées sont réalisées selon des techniques d'évaluation couramment employées ou sur la base de transactions comparables conclues sans lien de dépendance. Les évaluations des actions et des valeurs convertibles non cotées sont revues par le comité d'évaluation de la Caisse. Certaines évaluations sont revues semi-annuellement par des firmes externes indépendantes. La juste valeur des fonds d'investissement est déterminée selon la juste valeur de l'actif net fournie par le commandité ou l'administrateur.

La proportion de détention des déposants dans les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles ne varie pas entre les périodes d'évaluation.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est établie par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'élaboration et l'utilisation d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des sous-jacents et la volatilité.

La Caisse peut, dans certains pays, bénéficier d'une exemption de taxes ou d'un taux réduit de taxation à l'égard des revenus et des intérêts, en vertu du droit interne ou du traité fiscal entre le Canada et le pays visé. Les rendements des composites sont présentés après les taxes de non-résident, si applicables. Ailleurs qu'au Canada, les rendements des indices de référence sont présentés après les taxes de non-résident.

Au 1er janvier 2017, la Caisse s'est dotée d'une nouvelle politique de gestion des devises. La position par défaut de la Caisse est de ne pas couvrir l'exposition aux devises des actifs au profil plus risqué; Lors de périodes où le dollar canadien est fortement sous-évalué par rapport à sa valeur d'équilibre selon des modèles de valorisation, une gestion dynamique est mise en place laquelle vise à couvrir les principales expositions de la Caisse. Les ajustements dynamiques sont intégrés dans les indices de références des composites. Pour les autres devises, une couverture discrétionnaire peut être mise en place par le gestionnaire pour couvrir des investissements en portefeuille.

4. Mesure de risque

Pour le composite Fonds équilibré, la dispersion des rendements annuels est mesurée par l'écart-type des rendements annuels des comptes des déposants présents durant toute l'année dans le composite.

Pour les autres composites, cette mesure de dispersion n'est pas utilisée car le nombre de portefeuilles dans chacun de ces composites est inférieur à 5. La dispersion des rendements est mesurée par l'écart-type annualisé des rendements mensuels du composite et de son indice sur une période mobile de trois ans.

Pour les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles, dont l'évaluation complète des placements est effectuée semestriellement, cette information n'est pas présentée.

5. Charges d'exploitation et autres frais

En raison de la nature de la Caisse, les charges d'exploitation et autres frais qui sont imputés aux composites sont les frais réels encourus pour gérer ces fonds. La somme de ces frais est répartie selon des inducteurs appropriés aux activités de placement. Tous les rendements dans cette présentation sont calculés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement, et les charges des filiales immobilières non consolidées, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Pour chaque composite, les frais réels encourus sont présentés en points centésimaux (p.c.).

6. Devise de présentation

Tous les rendements et les actifs sont présentés en dollars canadiens.

7. Actif net sous gestion

L'actif net sous gestion correspond à l'actif net attribuable aux déposants présenté aux états financiers consolidés, ajusté afin d'exclure les actifs qui ne font pas partie de la firme comme définie dans la note 1, soit les dépôts à vue et les dépôts à terme des déposants.

8. Information complémentaire

En avril 2017, le Chef des placements de la Caisse, Roland Lescure a quitté son poste pour s'engager activement dans la vie publique et politique. Ses responsabilités ont été réattribuées à l'interne, en continuité avec les équipes de gestion en présence.

Le manuel de procédures internes concernant l'évaluation des placements, les calculs de rendements et la préparation de cette présentation de rendements est disponible sur demande pour les déposants existants ou potentiels en écrivant à servicesadministratifsdeposants@cdpq.com.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Taux

Rendement et actif net sous gestion pour l'année terminée le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (2017)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	1,77	1,37	0,40	s.o.	s.o.	40 064 741 $	298 424 595 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	1,77									
2017	**Indice**	1,37									
	Écart	0,40									

Notes relatives au composite Taux :

1. Description du composite

Dans le cadre d'une révision globale des portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, le composite Obligations a été fermé et une portion de ses actifs et de ses passifs a été acquise à la juste valeur pour créer le composite Taux en date du 1er janvier 2017. L'autre portion des actifs et des passifs du composite Obligations se retrouve désormais dans le composite Crédit.

Le composite Taux représente la principale source de liquidité pour la Caisse. L'objectif est d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence en investissant principalement dans des titres obligataires souverains du Canada (incluant les provinces) et d'autres pays développés. Ce composite est divisé en trois mandats : Gestion des taux, Crédit gouvernemental, Stratégique. Pour chacun de ces mandats, un processus d'investissement rigoureux, régi par un comité d'investissement, encadre la sélection des titres et la construction du portefeuille.

Une portion non significative des actifs de ce composite peut être confiée à des gestionnaires externes.

Ce composite peut comporter un levier au comptant de 10 % dans le cours normal des activités d'investissement.

Les placements étrangers de ce composite sont pleinement couverts contre le risque de change.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés portant sur les devises est permise exclusivement pour des fins de couverture du risque des devises.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres, ainsi que de vente à découvert, sont autorisées dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er janvier 2017.

3. Indice de référence

L'indice de référence « Taux » est composé à 70 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations fédérales non-agence et à 30 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations provinciales du Québec.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 5 p.c. depuis sa création (1er janvier 2017).

Caisse de dépôt et placement du Québec

Crédit

Rendement et actif net sous gestion pour l'année terminée le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	5,14	4,01	1,13	s.o.	s.o.	50 644 553 $	298 424 595 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	5,14									
2017	**Indice**	4,01									
	Écart	1,13									

Notes relatives au composite Crédit :

1. Description du composite

Dans le cadre d'une révision globale des portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, les composites Obligations et Dettes immobilières ont été fermés. Une portion des actifs et des passifs du composite Obligations et les actifs et passifs du composite Dettes immobilières ont été acquis à la juste valeur pour créer le composite Crédit en date du 1er janvier 2017. Le composite Crédit a pour objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence. Pour atteindre cet objectif, le composite adopte une approche de gestion en absolu. La recherche de valeur ajoutée est effectuée en fonction de l'évolution des primes de risque et par la recherche d'occasions d'investissement offrant un profil rendement-risque adéquat, tout en limitant les pertes en capital potentielles. Ce composite est subdivisé en cinq grands mandats : Crédit aux entreprises, Crédit immobilier (filiale Otéra Capital), Crédit gouvernemental, Financement spécialisé, Stratégique. Pour chacun de ces mandats, un processus d'investissement rigoureux, régi par un comité d'investissement, encadre la sélection des titres et la construction du portefeuille.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

Ce composite peut comporter un levier au comptant maximal de 5 % dans le cours normal des activités d'investissement.

Ce composite est couvert contre le risque de change, à l'exception des investissements libellés en devises de marchés en croissance. Toutefois, une couverture peut être mise en place pour des actifs en devises de marchés en croissance.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés portant sur les devises est permise exclusivement pour des fins de couverture du risque des devises.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert, sont autorisées dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er janvier 2017.

3. Indice de référence

L'indice de référence « Crédit » est composé à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations provinciales du Québec, à 75 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations de sociétés et à 15 % de l'indice Merrill Lynch (*High Yield*) couvert. Le poids de la composante Merrill Lynch (*High Yield*) couvert sera ajusté en fonction du déploiement des actifs de type valeur ajoutée.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, les frais des fonds d'investissement et les charges de la filiale non consolidée, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 14 p.c. depuis sa création (1er janvier 2017).

6. Évaluation des placements

Pour de plus amples détails sur les méthodologies employées pour évaluer les placements de dettes immobilières détenus par la filiale Otera Capital, ainsi que les activités de financement spécialisé, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Obligations à long terme

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	7,96	7,56	0,40	8,86	8,85	2 935 494 $	298 424 595 $
2016	2,07	2,12	(0,06)	8,38	8,40	2 639 527 $	270 018 068 $
2015	4,68	4,75	(0,07)	8,30	8,33	2 390 024 $	247 494 947 $
2014	18,20	18,40	(0,20)	6,13	6,16	2 208 145 $	225 433 142 $
2013	(6,48)	(6,40)	(0,08)	6,53	6,54	1 895 965 $	199 690 933 $
2012	3,43	3,70	(0,26)	5,87	5,85	3 678 975 $	175 192 938 $
2011	18,55	18,63	(0,08)	6,54	6,51	3 758 146 $	158 706 574 $
2010	12,30	12,32	(0,02)	7,34	7,51	3 597 657 $	151 387 764 $
2009	2,11	1,25	0,86	7,12	7,29	3 102 148 $	131 103 348 $
2008	4,64	6,16	(1,51)	7,13	7,33	3 039 517 $	117 950 388 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	7,96	4,97	4,88	8,06	4,98	4,72	6,59	7,29	6,70	6,49
2017	**Indice**	7,56	4,81	4,79	8,04	4,98	4,76	6,64	7,34	6,64	6,59
	Écart	0,40	0,17	0,09	0,02	0,00	(0,04)	(0,05)	(0,05)	0,06	(0,10)

Notes relatives au composite Obligations à long terme :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des instruments financiers du marché obligataire canadien à long terme. Depuis le 1er janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

Le composite ne comporte pas de titres en devise autre que le dollar canadien.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er avril 2005.

3. Indice de référence

Depuis le 1er janvier 2012, l'indice de référence se nomme FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté et est composé à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme, à 40 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations provinciales à long terme et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations provinciales du Québec à long terme. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011, l'indice de référence était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté et était composé à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme, à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations provinciales à long terme et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations provinciales du Québec à long terme. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1er juillet 2010 au 31 décembre 2010, l'indice était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté, dont la portion Provinces était remplacée par les obligations du Québec. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

Du 1er janvier 2008 au 30 juin 2010, l'indice de référence de ce composite était l'indice FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 2 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Pour les quatre années précédentes, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 6 p.c.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Obligations à rendement réel

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	0,79	0,72	0,07	7,83	7,83	1 186 722 $	298 424 595 $
2016	2,83	2,86	(0,02)	7,88	7,88	1 087 059 $	270 018 068 $
2015	2,84	2,79	0,05	9,68	9,69	1 089 696 $	247 494 947 $
2014	13,20	13,18	0,01	8,02	8,02	980 477 $	225 433 142 $
2013	(13,08)	(13,07)	0,00	8,70	8,70	1 188 230 $	199 690 933 $
2012	2,72	2,85	(0,13)	6,43	6,42	1 227 452 $	175 192 938 $
2011	18,37	18,35	0,02	8,51	8,19	1 288 122 $	158 706 574 $
2010	11,12	11,09	0,03	11,75	11,39	939 609 $	151 387 764 $
2009	17,09	14,50	2,59	11,87	11,47	652 763 $	131 103 348 $
2008	(2,18)	0,42	(2,60)	10,10	10,02	557 727 $	117 950 388 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	0,79	1,81	2,15	4,81	0,96	1,25	3,53	4,45	5,79	4,96
2017	**Indice**	0,72	1,79	2,12	4,78	0,94	1,25	3,54	4,45	5,52	5,00
	Écart	0,07	0,02	0,03	0,03	0,02	0,00	0,00	0,00	0,26	(0,04)

Notes relatives au composite Obligations à rendement réel :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les obligations canadiennes à rendement réel de la Caisse. Les obligations à rendement réel sont des obligations dont la valeur nominale est directement liée à l'indice des prix à la consommation. Depuis le 1er janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

Le composite ne comporte pas de titres en devise autre que le dollar canadien.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er octobre 2004.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est l'indice FTSE TMX Canada obligations à rendement réel.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 6 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Pour les quatre années précédentes, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 8 p.c.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Valeurs à court terme

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	0,64	0,56	0,09	0,10	0,10	1 892 501 $	298 424 595 $
2016	0,52	0,51	0,01	0,10	0,09	6 157 183 $	270 018 068 $
2015	0,73	0,63	0,10	0,09	0,09	4 584 461 $	247 494 947 $
2014	1,01	0,91	0,10	0,04	0,05	6 830 301 $	225 433 142 $
2013	1,07	1,01	0,06	0,05	0,06	3 511 628 $	199 690 933 $
2012	1,08	1,01	0,07	0,12	0,10	8 916 169 $	175 192 938 $
2011	1,06	1,00	0,06	0,14	0,11	6 762 222 $	158 706 574 $
2010	0,65	0,54	0,12	0,48	0,45	3 376 296 $	151 387 764 $
2009	1,07	0,62	0,45	0,51	0,53	2 714 918 $	131 103 348 $
2008	3,68	3,33	0,35	0,32	0,30	4 468 179 $	117 950 388 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	0,64	0,58	0,63	0,73	0,79	0,84	0,87	0,85	0,87	1,15
2017	**Indice**	0,56	0,53	0,57	0,65	0,72	0,77	0,80	0,77	0,75	1,01
	Écart	0,09	0,05	0,06	0,07	0,07	0,07	0,07	0,08	0,12	0,14

Notes relatives au composite Valeurs à court terme :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif de préserver le capital investi et de maintenir un degré de liquidité élevé tout en procurant un rendement courant comparable à celui des bons du Trésor canadiens 91 jours.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la gestion du risque de taux d'intérêt ou de la durée de la dette.

Le composite ne comporte pas de titres en devise autre que le dollar canadien.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er septembre 1998.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est le FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Pour les quatre années précédentes, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 1 p.c.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Immeubles

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	8,05	8,17	(0,12)	s.o.	s.o.	34 260 142 $	298 424 595 $
2016	10,35	7,25	3,10	s.o.	s.o.	31 721 120 $	270 018 068 $
2015	13,05	15,40	(2,35)	s.o.	s.o.	26 955 199 $	247 494 947 $
2014	9,93	11,09	(1,16)	s.o.	s.o.	22 878 122 $	225 433 142 $
2013	15,06	15,56	(0,49)	s.o.	s.o.	22 570 193 $	199 690 933 $
2012	12,43	13,18	(0,75)	s.o.	s.o.	17 973 935 $	175 192 938 $
2011	10,96	15,63	(4,66)	s.o.	s.o.	18 204 805 $	158 706 574 $
2010	13,42	11,58	1,84	s.o.	s.o.	16 770 823 $	151 387 764 $
2009	(12,65)	(15,31)	2,66	s.o.	s.o.	14 311 038 $	131 103 348 $
2008	(21,92)	(3,41)	(18,51)	s.o.	s.o.	14 111 088 $	117 950 388 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	8,05	9,19	10,47	10,33	11,26	11,46	11,39	11,64	8,63	5,11
2017	**Indice**	8,17	7,71	10,21	10,43	11,44	11,73	12,28	12,19	8,74	7,46
	Écart	(0,12)	1,49	0,25	(0,10)	(0,18)	(0,27)	(0,89)	(0,55)	(0,10)	(2,35)

Autres rendements présentés au 31 décembre (en pourcentage) :

	Rendement courant	Appréciation (dépréciation) du capital	Rendement total
2017	1,92	6,01	8,05
2016	2,21	7,98	10,35
2015	2,23	10,59	13,05
2014	2,33	7,42	9,93
2013	3,33	11,36	15,06
2012	3,50	8,63	12,43
2011	4,17	6,57	10,96
2010	4,61	8,42	13,42
2009	4,41	(16,34)	(12,65)
2008	3,71	(24,71)	(21,92)

Notes relatives au composite Immeubles :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les participations détenues dans la filiale immobilière Ivanhoé Cambridge. Plus de 80 % des actifs bruts du composite sont constitués de placements en détention directe. Les autres investissements détenus par la filiale sont sous forme de fonds d'investissement, de prêts hypothécaires, d'actions et de valeurs convertibles, principalement reliés à des actifs immobiliers.

Ce composite, par l'intermédiaire de la filiale immobilière, peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la couverture du risque des devises, la gestion du risque de taux d'intérêt ainsi que la gestion de la durée de la dette.

Pour les placements en détention directe de la filiale immobilière, le levier maximal est de 55 %. Aucun levier n'est autorisé pour les placements qui ne sont pas détenus en mode de détention directe. Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

Depuis le 1er janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse.

Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1er janvier 2017, l'indice de référence a été graduellement découvert selon le plan de transition défini dans la politique de gestion des devises. Une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

Du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, l'indice Immeubles était composé à 85 % de l'indice IPD Global Property ajusté (couvert) et à 15 % de l'indice IPD Global Property Fund (couvert), moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Le coût du levier était composé à 50 % du coût réel du financement interne couvert, à 25 % du taux hypothécaire américain Giliberto-Levy 4-6 ans couvert, et à 25 % du taux obligataire Canada 5 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien. Les changements étaient justifiés afin de mieux refléter les opportunités d'investissement et la diversification géographique globale du composite.

Du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2015, l'indice se nommait Aon Hewitt – Immobilier ajusté et était composé à 40 % de l'indice IPD Canada, à 30 % de l'indice NCREIF couvert, à 15 % de l'indice IPD UK couvert, à 15 % de l'indice IPD France couvert, moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Depuis le 1er juillet 2012, une composante FTSE TMX Canada bons du Trésor 30 jours a aussi été ajoutée au calcul de l'indice. Cette composante a un poids de 3 % dans l'indice de référence. Le coût du levier était composé à 50 % du coût réel du financement interne couvert, à 25 % du taux obligataire US 3 ans couvert, majoré d'un écart de crédit Giliberto-Levy 2-3 ans, et à 25 % du taux obligataire Canada 3 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien.

Jusqu'au 31 décembre 2009, l'indice se nommait Aon – Immobilier et était composé à 70 % de l'indice IPD Canada et à 30 % de l'indice NCREIF couvert, moins une proportion de l'indice FTSE TMX Canada obligataire à court terme de sociétés pour refléter le levier.

Les changements étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale non consolidée, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 4 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Pour les quatre années précédentes, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 4 p.c.

6. Évaluation des placements

Tel que décrit aux notes générales, le composite Immeubles a adopté les IFRS par anticipation le 1er janvier 2012. La Caisse évalue sa participation dans sa filiale immobilière non consolidée, Ivanhoé Cambridge, à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur de la participation en actions dans la filiale immobilière est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise, la méthode de multiples de sociétés comparables, soit une méthode couramment utilisée. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables, telles que le multiple du cours-valeur aux livres. Cette valeur d'entreprise reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par la filiale, qui incluent principalement les immeubles de placement, ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de la filiale. L'évaluation est établie annuellement par une firme externe indépendante.

La juste valeur des immeubles de placement détenus directement par la filiale est établie et certifiée par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Comme les facteurs fondamentaux affectant la juste valeur ne changent pas de façon significative sur une courte période, ces immeubles sont évalués semestriellement depuis juin 2007 et annuellement pour les périodes antérieures à cette date. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Pour établir la valeur au 30 juin, l'évaluateur effectue une mise à jour des taux d'actualisation et de capitalisation et certifie la nouvelle valeur. Une réévaluation complète est effectuée au 31 décembre de chaque année.

À chaque date d'évaluation, les investissements détenus dans des fonds externes d'investissement, les actions non cotées et les financements hypothécaires sont évalués à l'interne par la filiale immobilière et représentent environ 10 % des actifs du composite. Dans le cas des fonds d'investissement, représentant plus de 7 % des actifs du composite, l'évaluation est subséquemment comparée à la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur.

Sur une base trimestrielle, lors des dispositions des immeubles, les gains ou les pertes sur dispositions sont constatés. De plus, il peut arriver qu'une situation, telle qu'une demande de financement ou un établissement de valeur fiscale, permette d'obtenir une nouvelle évaluation entre les deux semestres. Si cette évaluation affiche une

variation significative par rapport à la juste valeur, celle-ci sera comptabilisée durant le trimestre.

7. Autres rendements présentés

Pour ce composite, en plus du rendement total, les rendements annuels de l'appréciation ou de la dépréciation du capital et le rendement courant d'exploitation de la filiale non consolidée sont présentés. Le rendement courant provenant des activités de la filiale immobilière est réinvesti dans cette dernière. Le rendement courant inclut les revenus de location, le rendement de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduit des frais d'exploitation des immeubles et des frais de financement. Depuis le 1er janvier 2011, ces rendements sont calculés séparément en liant géométriquement les rendements calculés selon la formule Dietz modifiée. Avant le 1er janvier 2011, ces rendements étaient calculés de sorte que la somme géométrique des deux composantes était égale au rendement total du composite.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Infrastructures

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	10,15	10,47	(0,32)	s.o.	s.o.	16 176 937 $	298 424 595 $
2016	11,08	10,79	0,29	s.o.	s.o.	14 639 781 $	270 018 068 $
2015	6,59	(5,09)	11,68	s.o.	s.o.	12 957 468 $	247 494 947 $
2014	13,23	21,49	(8,27)	s.o.	s.o.	10 132 887 $	225 433 142 $
2013	10,62	22,63	(12,01)	s.o.	s.o.	8 048 236 $	199 690 933 $
2012	8,74	15,00	(6,26)	s.o.	s.o.	6 306 972 $	175 192 938 $
2011	23,28	12,70	10,59	s.o.	s.o.	5 751 198 $	158 706 574 $
2010*	13,94	17,12	(3,18)	s.o.	s.o.	4 332 759 $	151 387 764 $

*Du 1er juillet 2010 au 31 décembre 2010

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	10,15	10,62	9,26	10,24	10,31	10,05	11,85	s.o.		
2017	**Indice**	10,47	10,63	5,12	9,00	11,59	12,15	12,23	s.o.		
	Écart	(0,32)	(0,01)	4,14	1,24	(1,28)	(2,10)	(0,38)	s.o.		

Notes relatives au composite Infrastructures :

1. Description du composite

Ce composite regroupe principalement les activités de gestion dans des placements négociés couvrant différents secteurs en infrastructures. Il s'agit d'investissements sous forme de titres de participation dans des sociétés privées ou cotées en Bourse et exploitant des actifs de type services aux collectivités. Ces investissements peuvent être effectués dans des projets de développement ou stabilisés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils ne doivent être utilisés que pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

Depuis le 1er janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

Une portion de ce composite est investie sous forme de fonds d'investissement.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 1 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er juillet 2010.

3. Indice de référence

Depuis le 1er janvier 2017, l'indice de référence a été graduellement découvert selon le plan de transition défini dans la politique de gestion des devises. Une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

Du 1er avril 2015 au 31 décembre 2016, l'indice de référence « Infrastructures » correspond à l'indice MSCI ACWI Infrastructures ajusté couvert, à l'exception des titres de pays émergents qui restent non couverts. Ce changement était justifié afin de mieux refléter l'univers des opportunités d'investissement dans les infrastructures publiques.

Du 1er janvier 2013 au 31 mars 2015, l'indice de référence « Infrastructures » était formé de la façon suivante : un panier de titres publics liés à l'infrastructure, couverts, à l'exception des titres de pays émergents qui étaient non couverts.

Du 1er juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était un composite formé d'un panier de titres publics liés à l'infrastructure, couverts, provenant de Standard & Poor's.

Sur de courtes périodes, il est possible d'observer des écarts significatifs entre le rendement du composite et celui de son indice. L'indice est composé de titres publics, alors que le

composite est essentiellement composé de titres privés, d'où un écart lié aux fluctuations du marché.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er juillet 2010 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 48 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Pour les quatre années précédentes, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 42 p.c.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Marchés boursiers

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	13,73	14,20	(0,48)	s.o.	s.o.	112 178 698 $	298 424 595 $
2016	9,40	7,51	1,89	s.o.	s.o.	101 271 741 $	270 018 068 $
Depuis début	11,54	10,80	0,74	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	13,73	11,54								
2017	**Indice**	14,20	10,80								
	Écart	(0,48)	0,74								

Notes relatives au composite Marchés boursiers :

1. Description du composite

Dans le cadre d'une révision globale des portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, les composites Actions Qualité mondiale, Actions canadiennes, Actions des marchés en émergence, Actions américaines et Actions EAEO ont été fusionnés et leurs actifs et passifs ont été transférés afin de créer le composite Marchés boursiers en date du 1er janvier 2016. Aucun gain ou perte n'a été réalisé à la suite du regroupement des composites.

Le composite Marchés boursiers vise à procurer un rendement ajusté pour le risque supérieur à celui obtenu dans des investissements traditionnels en actions. Pour atteindre cet objectif, le composite adopte une approche d'investissement en absolu qui n'est pas basée sur la composition des indices mais plutôt sur des critères de qualité spécifiques aux entreprises. Depuis le 1er janvier 2017, ce composite est subdivisé en sept grands mandats : Qualité mondiale, Canada, Pondérations alternatives, Marchés en croissance, Valeur mondiale, Relationnel, Stratégique. Pour chacun de ces mandats, un processus d'investissement rigoureux, régi par un comité d'investissement spécifique interne, encadre la sélection des titres et la construction du portefeuille.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

Ce composite peut comporter un levier au comptant de 5 % dans le cours normal des activités d'investissement.

Depuis le 1er janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

Les instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt et de devises ne doivent être utilisés que pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, sauf approbation exceptionnelle.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er janvier 2016.

3. Indice de référence

L'indice de référence « Marchés boursiers » est composé à 90 % Marchés boursiers traditionnel et à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours, pour laquelle la composante Marchés boursiers traditionnel est composée à 60 % de l'indice MSCI World (ex Canada) non couvert, à 25 % de l'indice S&P TSX et à 15 % de l'indice MSCI EM non couvert. Depuis le 1er janvier 2017, une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 21 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Depuis le début du composite (1er janvier 2016) jusqu'au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 16 p.c.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Placements privés

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2017	13,01	10,47	2,53	s.o.	s.o.	37 332 225 $	298 424 595 $
2016	14,01	8,76	5,26	s.o.	s.o.	30 387 019 $	270 018 068 $
2015	8,39	4,07	4,32	s.o.	s.o.	26 099 185 $	247 494 947 $
2014	12,15	12,54	(0,40)	s.o.	s.o.	22 396 335 $	225 433 142 $
2013	19,69	22,72	(3,03)	s.o.	s.o.	20 181 956 $	199 690 933 $
2012	13,60	14,10	(0,50)	s.o.	s.o.	17 795 997 $	175 192 938 $
2011	7,05	7,36	(0,30)	s.o.	s.o.	15 745 769 $	158 706 574 $
2010	26,73	1,99	24,74	s.o.	s.o.	17 467 606 $	151 387 764 $
2009	10,79	23,98	(13,18)	s.o.	s.o.	11 255 624 $	131 103 348 $
2008	(31,35)	(40,07)	8,72	s.o.	s.o.	9 733 977 $	117 950 388 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	13,01	13,51	11,78	11,87	13,39	13,43	12,49	14,18	13,80	8,19
2017	**Indice**	10,47	9,61	7,73	8,92	11,55	11,97	11,30	10,09	11,55	4,83
	Écart	2,53	3,90	4,04	2,95	1,84	1,46	1,20	4,09	2,25	3,36

Notes relatives au composite Placements privés :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les activités de gestion des placements privés spécialisées dans les métiers d'investissement d'acquisitions par emprunt (*buyout*), de capital de développement, de capital de risque, de dette en détresse, de dette mezzanine et de restructuration.

Certains actifs en provenance du composite Participations et infrastructures ont été transférés dans le composite en date du 1er juillet 2010 en raison de la réorganisation de l'offre du composite et de la fermeture du composite Participations et infrastructures.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

Depuis le 1er janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 27 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er octobre 2003.

3. Indice de référence

Depuis le 1er janvier 2017, l'indice de référence est composé à 50 % de l'indice GXPEI[1] ajusté non couvert, à 20 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et à 30 % de l'indice S&P/TSX plafonné. Une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ces changements étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite ainsi que la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

Du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, l'indice de référence est composé à 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté partiellement couvert et à 50 % de l'indice MSCI World partiellement couvert. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de couverture du composite.

Du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, l'indice de référence était composé à 50 % de l'indice State Street

[1] Anciennement appelé State Street Private Equity

Private Equity ajusté couvert et à 50 % de l'indice MSCI World Index couvert. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1er juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était composé à 70 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et à 30 % de l'indice MSCI World couvert. Ce changement était justifié par l'évolution du composite à la suite des transferts du 1er juillet 2010.

Du 1er janvier 2008 au 30 juin 2010, l'indice de référence était composé à 60 % du S&P 500 couvert et à 40 % du MSCI EAFE couvert. Ce changement était justifié par l'évolution sur le plan géographique et sectoriel de la politique de placement du composite et par sa liquidité plus élevée.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 53 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Pour les quatre années précédentes, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 34 p.c.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Fonds équilibré

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)				Actif net (k$)
	Composite	Indice	Écart	Nbre comptes	Écart-type comptes	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite
2017	9,27	9,23	0,03	57	2,01	4,62	5,05	298 424 595 $
2016	7,57	5,76	1,81	56	2,18	4,19	4,76	270 018 068 $
2015	9,10	6,70	2,40	49	2,21	3,71	4,32	247 494 947 $
2014	12,02	11,41	0,61	47	2,73	2,97	3,01	225 433 142 $
2013	13,06	12,56	0,50	41	3,70	3,56	3,44	199 690 933 $
2012	9,55	9,30	0,25	39	3,25	4,34	4,49	175 192 938 $
2011	3,97	4,23	(0,26)	36	2,48	5,03	6,58	158 706 574 $
2010	13,62	9,48	4,15	36	4,06	9,98	10,10	151 387 764 $
2009	10,04	14,10	(4,05)	34	4,84	9,44	9,57	131 103 348 $
2008	(25,05)	(18,47)	(6,58)	32	7,99	9,37	8,37	117 950 388 $

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
	Composite	9,27	8,41	8,64	9,48	10,18	10,08	9,18	9,73	9,76	5,66
2017	**Indice**	9,23	7,48	7,22	8,25	9,10	9,13	8,42	8,55	9,15	6,02
	Écart	0,03	0,93	1,42	1,22	1,08	0,94	0,76	1,18	0,61	(0,36)

Composition de l'indice de référence Fonds équilibré au 31 décembre 2017 :

Indice de référence[1]	Poids
Indice Taux	14 %
Indice Crédit	16 %
FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours	1 %
FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté	1 %
Indice Immeubles	12 %
Indice Infrastructures	6 %
FTSE TMX Canada obligations à rendement réel	0 %
Indice Marchés boursiers	38 %
Indice Placements privés	12 %

1. La description des indices est présentée dans les notes de chacun des composites.

Notes relatives au composite Fonds équilibré :

1. Description du composite

Ce composite regroupe l'ensemble des comptes des déposants, incluant le Fonds général, et mesure l'impact global de la répartition de l'actif effectuée par la Caisse pour l'ensemble des catégories d'actifs offertes aux déposants. Des activités de trésorerie, de superposition et de calibrage des mandats de Marchés boursiers sont aussi incluses dans ce composite. Depuis 2007, une perte sur des placements en BTAA est incluse dans ce composite. La Caisse ne détient plus de BTAA à la suite de la fermeture du portefeuille spécialisé le 1er juin 2017.

Ce composite peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés principalement pour couvrir des positions, réduire les risques de marché, profiter d'occasions d'arbitrage, répliquer l'indice de référence, accélérer un investissement ou un désinvestissement, couvrir les risques de taux de change et de taux d'intérêt et apparier la durée du composite à celle de l'indice.

Des activités à levier peuvent être présentes dans le composite, incluant les ventes à découvert. Le niveau de levier dépend de la nature de l'investissement. Certaines stratégies ne contiennent pas de levier et d'autres sont 100 % à levier selon les limites autorisées.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

Depuis le 1er janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails

En 2014, à la suite de l'adoption des IFRS, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation des composites. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails. L'adoption des IFRS pour ces composites n'a eu aucune incidence sur le rendement du composite Fonds équilibré.

En 2012, à la suite de l'adoption anticipée des IFRS pour le composite Immeubles, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation de la composante Immeubles du Fonds équilibré. Se référer au composite Immeubles du présent document pour de plus amples détails.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1er octobre 2002.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est un indice construit par la Caisse. Il est composé de la moyenne pondérée des indices de référence des déposants. Ces indices correspondent à la moyenne pondérée des indices des catégories d'actif présentes dans la politique de référence de chaque déposant. La politique de référence des déposants est établie une fois par mois selon les besoins et les préférences des déposants ainsi que les prévisions de marché. L'indice de référence comprend un ajustement à la durée déterminée par la politique de référence des déposants qui en font la demande. De plus, l'indice comprend un niveau d'exposition aux devises. Depuis le 1er janvier 2017, une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse. Le poids de chacun des indices qui composent l'indice de référence de ce composite, en date du 1er décembre 2017, est indiqué dans le tableau de la page précédente.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, les frais des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 22 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2017. Pour les quatre années précédentes, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les frais représentaient en moyenne 18 p.c.

II. Statistiques financières et rétrospective

1. Évolution de l'actif net attribuable aux déposants 28
2. Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion ... 29
3. Évolution de l'avoir des déposants 30
4. Ventilation de l'avoir des déposants 38
5. Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens 39
6. Sommaire des placements 40
7. Ventilation des placements 41
8. Secteur immobilier - Financements de 5 M$ et plus 43
9. Investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics 50
10. Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés 144
11. Relevé des biens immobiliers 162
12. Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente 166

1 **ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Actif										
Placements	**331 050**	308 875	286 845	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493
Avances à des déposants	**1 056**	1 068	776	1 090	996	797	761	789	371	754
Revenus de placement courus et à recevoir	**1 395**	1 173	1 226	1 149	898	751	854	933	1 042	1 394
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	**2 447**	3 898	1 288	1 346	1 697	153	774	177	70	1 241
Autres actifs	**1 202**	845	682	334	240	1 002	3 293	2 922	1 598	993
	337 150	315 859	290 817	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875
Passif										
Passif relatifs aux placements	**35 845**	42 890	41 039	44 924	37 161	34 129	28 554	27 807	34 830	62 612
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	**2 102**	1 687	1 224	1 300	2 380	155	110	563	1 478	849
Autres passifs financiers	**691**	536	529	648	549	1 300	1 162	1 310	1 200	1 511
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	2 006	2 497	1 775	1 560	1 815
	38 638	45 113	42 792	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787
Actif net attribuable aux déposants	**298 512**	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088

Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

2 VARIATION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS ET DE L'ACTIF TOTAL SOUS GESTION

des exercices clos le 31 décembre
(en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	**24 596**	18 417	20 109	23 775	22 768	14 937	5 746	17 731	11 752	(39 816)
Contributions nettes (retraits nets) des déposants	**3 170**	4 304	2 065	1 927	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)	4 554
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux déposants	**27 766**	22 721	22 174	25 702	23 939	17 245	7 223	20 154	11 500	(35 262)
Actif net attribuable aux déposants	**298 512**	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088
Passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	**38 638**	45 113	42 792	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787
Actif total	**337 150**	315 859	290 817	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875
Biens sous gestion et administrés										
Biens sous gestion	**20 349**	18 569	20 505	12 699	13 080	7 423	8 731	11 417	14 933	17 364
Biens administrés	**65 636**	59 723	52 850	47 264	41 635	37 913	4 159	4 516	15 676	16 185
	85 985	78 292	73 355	59 963	54 715	45 336	12 890	15 933	30 609	33 549
Actif total sous gestion	**423 135**	394 151	364 172	332 686	294 954	259 136	204 178	199 130	201 265	220 424

Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
CAISSES DE RETRAITE										
Retraite Québec										
Revenu net attribué	**2 509**	2 627	3 348	2 973	2 569	2 191	1 478	905	385	(87)
Dépôts (retraits)	**390**	540	(108)	325	745	567	178	981	(20)	934
+/- value non matérialisée	**4 140**	1 999	1 972	2 696	3 487	1 435	(624)	3 249	2 118	(9 381)
Avoir net	**69 282**	62 243	57 077	51 865	45 871	39 070	34 877	33 845	28 710	26 227
Avances de fonds	**(807)**	(740)	(445)	(665)	(636)	(461)	(369)	(504)	(76)	(478)
Avoir net incluant avances de fonds	**68 475**	61 503	56 632	51 200	45 235	38 609	34 508	33 341	28 634	25 749
Excédent sur le coût	**17 337**	13 197	11 198	9 226	6 530	3 043	1 608	2 232	(1 017)	(3 135)
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Revenu net attribué	**771**	947	1 082	843	1 034	832	538	277	143	257
Dépôts (retraits)	**80**	37	37	160	198	254	159	121	78	112
+/- value non matérialisée	**844**	243	348	1 054	235	231	415	1 098	466	(2 279)
Avoir net	**22 389**	20 694	19 467	18 000	15 943	14 476	13 159	12 047	10 551	9 864
Avances de fonds	**(36)**	(24)	(27)	(11)	-	(7)	(16)	(10)	(59)	(47)
Avoir net incluant avances de fonds	**22 353**	20 670	19 440	17 989	15 943	14 469	13 143	12 037	10 492	9 817
Excédent sur le coût	**4 115**	3 271	3 028	2 680	1 626	1 391	1 160	745	(353)	(819)
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics										
Revenu net attribué	**2 383**	3 036	3 173	3 426	2 946	2 253	1 464	281	364	470
Dépôts (retraits)	**(732)**	(660)	(743)	(664)	(759)	(767)	(689)	(673)	(334)	(438)
+/- value non matérialisée	**3 212**	1 350	1 704	2 540	3 114	1 673	(94)	4 538	3 331	(12 301)
Avoir net	**68 467**	63 604	59 878	55 744	50 442	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794
Avances de fonds	**-**	-	-	(87)	(57)	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	**68 467**	63 604	59 878	55 657	50 385	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794
Excédent sur le coût	**16 588**	13 376	12 026	10 322	7 782	4 668	2 995	3 089	(1 449)	(4 780)
Régime de retraite du personnel d'encadrement										
Revenu net attribué	**1 387**	496	648	585	479	386	312	144	49	54
Dépôts (retraits)	**(4 906)**	(119)	(63)	(119)	(25)	35	(39)	(388)	(165)	217
+/- value non matérialisée	**(622)**	208	275	412	437	255	6	655	519	(1 943)
Avoir net	**6 871**	11 012	10 427	9 567	8 689	7 798	7 122	6 843	6 432	6 029
Avances de fonds	**-**	-	-	-	-	-	-	(6)	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	**6 871**	11 012	10 427	9 567	8 689	7 798	7 122	6 837	6 432	6 029
Excédent sur le coût	**1 462**	2 084	1 876	1 601	1 189	752	497	491	(164)	(683)
Régimes de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec										
Revenu net attribué	**10**	12	15	13	13	10	7	2	-	3
Dépôts (retraits)	**(8)**	(7)	(6)	(5)	(5)	(4)	(1)	(65)	(5)	(5)
+/- value non matérialisée	**10**	4	5	11	10	6	(1)	20	19	(70)
Avoir net	**262**	250	241	227	208	190	178	173	216	202
Excédent sur le coût	**58**	48	44	39	28	18	12	13	(7)	(26)

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Régime de retraite des élus municipaux										
Revenu net attribué	**10**	13	13	11	12	8	6	1	-	2
Dépôts (retraits)	**(4)**	(2)	(5)	(3)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)
+/- value non matérialisée	**13**	5	5	12	13	7	(1)	17	13	(46)
Avoir net	**264**	245	229	216	196	173	159	156	139	128
Avances de fonds	**(1)**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	**263**	245	229	216	196	173	159	156	139	128
Excédent sur le coût	**68**	55	50	45	33	20	13	14	(3)	(16)
Régime de retraite des maires et conseillers des municipalités										
Revenu net attribué	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	(1)	2	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**1**	1	2	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence										
Revenu net attribué	**15**	18	21	72	17	17	12	8	4	3
Dépôts (retraits)	**6**	8	11	17	11	12	15	12	9	8
+/- value non matérialisée	**28**	13	17	(27)	21	10	(3)	20	16	(57)
Avoir net	**588**	539	500	451	389	340	301	277	237	208
Excédent sur le coût	**75**	47	34	17	44	23	13	16	(4)	(20)
Fonds d'amortissement des régimes de retraite										
Revenu net attribué	**2 436**	2 862	2 656	2 673	2 367	1 781	1 124	264	284	(244)
Dépôts (retraits)	**7 058**	1 500	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 500	-	2 850
+/- value non matérialisée	**3 552**	1 753	1 718	2 897	2 774	1 590	25	3 603	2 450	(8 467)
Avoir net	**78 468**	65 422	59 307	53 433	46 863	40 722	36 351	34 202	28 835	26 101
Excédent sur le coût	**14 998**	11 446	9 693	7 975	5 078	2 304	714	689	(2 914)	(5 364)
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse employeurs										
Revenu net attribué	**27**	26	19	19	17	7	7	5	-	-
Dépôts (retraits)	**(12)**	(8)	172	(1)	(2)	147	(3)	(3)	128	-
+/- value non matérialisée	**26**	17	11	20	20	5	(2)	12	-	-
Avoir net	**654**	613	578	376	338	303	144	142	128	-
Excédent sur le coût	**109**	83	66	55	35	15	10	12	-	-
Régime de retraite de l'Université du Québec										
Revenu net attribué	**18**	25	13	17	12	21	9	6	9	6
Dépôts (retraits)	**74**	6	28	(11)	4	-	(10)	34	(8)	10
+/- value non matérialisée	**26**	19	22	15	28	6	13	23	(17)	(61)
Avoir net	**549**	431	381	318	297	253	226	214	151	167
Excédent sur le coût	**159**	133	114	92	77	49	43	30	7	24

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec										
Revenu net attribué	**16**	18	12	12	8	7	2	1	(6)	4
Dépôts (retraits)	**38**	11	50	-	38	15	17	34	(15)	5
+/- value non matérialisée	**17**	15	7	9	12	5	5	7	5	(15)
Avoir net	**387**	316	272	203	182	124	97	73	31	47
Excédent sur le coût	**68**	51	36	29	20	8	3	(2)	(9)	(14)
Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Commission de la construction du Québec										
Revenu net attribué	**-**	-	-	-	-	-	(2)	(2)	-	1
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	-	-	-	(16)	(5)	-	8
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	2	5	(1)	(5)
Avoir net	**-**	-	-	-	-	-	-	16	18	19
Excédent sur le coût	**-**	-	-	-	-	-	1	(1)	(6)	(5)
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale										
Revenu net attribué	**1**	2	2	1	2	2	1	1	-	1
Dépôts (retraits)	**(3)**	(3)	(3)	(3)	(3)	(4)	(3)	(4)	(3)	(4)
+/- value non matérialisée	**1**	-	-	2	1	1	1	3	2	(7)
Avoir net	**33**	34	35	36	36	36	37	38	38	39
Excédent sur le coût	**4**	3	3	3	1	-	(1)	(2)	(5)	(7)
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal										
Revenu net attribué	**6**	11	10	10	11	10	7	3	1	4
Dépôts (retraits)	**(19)**	(19)	(20)	(21)	(22)	(22)	(23)	(23)	(24)	(25)
+/- value non matérialisée	**8**	2	2	11	8	9	6	21	13	(42)
Avoir net	**197**	202	208	216	216	219	222	232	231	241
Excédent sur le coût	**35**	27	25	23	12	4	(5)	(11)	(32)	(45)
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse participants										
Revenu net attribué	**15**	15	16	15	12	6	4	3	-	(1)
Dépôts (retraits)	**30**	30	29	32	31	31	26	23	26	23
+/- value non matérialisée	**25**	14	10	14	13	6	(1)	7	7	(8)
Avoir net	**474**	404	345	290	229	173	130	101	68	35
Excédent sur le coût	**86**	61	47	37	23	10	4	5	(2)	(9)
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval										
Revenu net attribué	**15**	17	11	10	7	7	2	1	-	1
Dépôts (retraits)	**(21)**	22	110	(1)	10	8	23	8	13	17
+/- value non matérialisée	**15**	13	6	7	12	4	5	9	1	(12)
Avoir net	**347**	338	286	159	143	114	95	65	47	33
Excédent sur le coût	**62**	47	34	28	21	9	5	-	(9)	(10)

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges										
Revenu net attribué	**3**	4	5	6	5	3	3	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(1)**	(3)	(2)	(2)	(3)	(2)	(4)	61	-	-
+/- value non matérialisée	**2**	1	1	2	2	2	(1)	6	-	-
Avoir net	**88**	84	82	78	72	68	65	67	-	-
Excédent sur le coût	**15**	13	12	11	9	7	5	6	-	-
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval										
Revenu net attribué	**4**	10	3	2	2	8	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	21	50	(11)	3	106	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**16**	11	17	10	15	-	-	-	-	-
Avoir net	**267**	247	205	135	134	114	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**69**	53	42	25	15	-	-	-	-	-
Fiducie globale Ville de Magog										
Revenu net attribué	**3**	3	3	2	3	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(1)**	-	-	1	1	40	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**3**	2	2	3	3	1	-	-	-	-
Avoir net	**69**	64	59	54	48	41	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**14**	11	9	7	4	1	-	-	-	-
Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke										
Revenu net attribué	**2**	2	3	2	2	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	3	12	13	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**2**	1	(1)	2	(1)	-	-	-	-	-
Avoir net	**42**	38	35	33	26	13	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**3**	1	-	1	(1)	-	-	-	-	-
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels										
Revenu net attribué	**24**	19	18	10	3	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(12)**	109	121	135	133	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**28**	19	14	13	9	-	-	-	-	-
Avoir net	**643**	603	456	303	145	-	-	-	-	-
Avances de fonds	**-**	-	-	(1)	(1)	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	**643**	603	456	302	144	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**83**	55	36	22	9	-	-	-	-	-
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke										
Revenu net attribué	**3**	3	3	3	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(1)**	-	-	-	56	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**4**	2	2	6	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**81**	75	70	65	56	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**14**	10	8	6	-	-	-	-	-	-

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique										
Revenu net attribué	**1**	2	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**1**	11	23	11	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**3**	3	1	1	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**58**	53	37	12	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**8**	5	2	1	-	-	-	-	-	-
Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne										
Revenu net attribué	**3**	2	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	6	49	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**2**	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**64**	59	50	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**3**	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	**7**	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(3)**	245	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**16**	(2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**264**	244	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**14**	(2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	**9**	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(8)**	296	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**21**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**318**	296	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**20**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	**14**	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(10)**	517	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**38**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**560**	518	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**37**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	**5**	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**3**	191	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**14**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**213**	191	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**13**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	**11**	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(4)**	420	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**27**	(3)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**453**	419	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**24**	(3)	-	-	-	-	-	-	-	-

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	**4**	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**1**	150	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**10**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**165**	150	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**9**	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employés du Réseau de transport de la Capitale										
Revenu net attribué	**3**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	63	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**4**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**70**	63	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**4**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval										
Revenu net attribué	**4**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**113**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**5**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**122**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**5**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RÉGIMES D'ASSURANCE										
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec										
Revenu net attribué	**1**	-	1	-	-	1	-	-	-	1
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	1	-	-	-	1	-	(1)
Avoir net	**11**	10	10	9	8	8	7	7	6	6
Excédent sur le coût	**2**	2	2	2	1	1	1	1	-	-
La Financière agricole du Québec										
Revenu net attribué	**17**	16	23	12	10	11	7	-	3	14
Dépôts (retraits)	**189**	87	191	2	49	37	(8)	(36)	31	(3)
+/- value non matérialisée	**27**	11	(1)	14	15	5	2	20	3	(56)
Avoir net	**933**	700	586	373	345	271	218	217	233	196
Excédent sur le coût	**79**	52	41	42	28	13	8	6	(14)	(17)
Autorité des marchés financiers										
Revenu net attribué	**12**	14	14	26	15	15	14	11	14	15
Dépôts (retraits)	**24**	22	55	12	-	7	16	53	6	13
+/- value non matérialisée	**16**	7	4	6	(6)	8	14	15	3	(19)
Avoir net	**843**	791	748	675	631	622	592	548	469	446
Excédent sur le coût	**59**	43	36	32	26	32	24	10	(5)	(8)

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail										
Revenu net attribué	**567**	705	703	805	710	650	410	176	(54)	(22)
Dépôts (retraits)	**(391)**	(314)	(170)	80	(76)	(2)	(27)	39	(248)	(159)
+/- value non matérialisée	**671**	288	458	631	665	289	(1)	1 004	797	(2 957)
Avoir net	**16 214**	15 367	14 688	13 697	12 181	10 882	9 945	9 563	8 344	7 849
Avances de fonds	**(10)**	(90)	(22)	-	-	(40)	(136)	(7)	(50)	(76)
Avoir net incluant avances de fonds	**16 204**	15 277	14 666	13 697	12 181	10 842	9 809	9 556	8 294	7 773
Excédent sur le coût	**3 714**	3 043	2 755	2 297	1 666	1 001	712	713	(291)	(1 088)
Société de l'assurance automobile du Québec										
Revenu net attribué	**402**	503	605	580	458	420	294	184	63	34
Dépôts (retraits)	**(292)**	(300)	13	65	(5)	67	(13)	37	(156)	(360)
+/- value non matérialisée	**508**	159	339	394	363	256	102	665	441	(2 185)
Avoir net	**11 924**	11 306	10 944	9 987	8 948	8 132	7 389	7 006	6 120	5 772
Avances de fonds	**(202)**	(214)	(282)	(326)	(302)	(289)	(240)	(262)	(186)	(153)
Avoir net incluant avances de fonds	**11 722**	11 092	10 662	9 661	8 646	7 843	7 149	6 744	5 934	5 619
Excédent sur le coût	**2 537**	2 029	1 870	1 531	1 137	774	518	416	(249)	(690)
Les Producteurs de bovins du Québec										
Revenu net attribué	**-**	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	-	1	(3)	1	3	-	-
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Avoir net	**6**	6	6	5	5	4	7	6	3	3
Excédent sur le coût	**(1)**	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Régime de rentes de survivants										
Revenu net attribué	**18**	24	25	24	26	23	16	5	6	(10)
Dépôts (retraits)	**(10)**	(24)	(21)	(20)	(21)	(29)	(22)	(24)	(15)	(21)
+/- value non matérialisée	**20**	7	10	20	21	11	(2)	40	25	(104)
Avoir net	**460**	432	425	411	387	361	356	364	343	327
Excédent sur le coût	**111**	91	84	74	54	33	22	24	(16)	(41)
Conseil de gestion de l'assurance parentale										
Revenu net attribué	**(1)**	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Dépôts (retraits)	**(1)**	-	-	(2)	-	-	-	-	-	(202)
+/- value non matérialisée	**1**	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Avoir net	**-**	1	1	1	3	3	2	2	2	2
Excédent sur le coût	**-**	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(2)	(2)
AUTRES DÉPOSANTS										
Office de la protection du consommateur										
Revenu net attribué	**5**	6	6	5	5	3	3	1	1	-
Dépôts (retraits)	**3**	3	-	3	8	6	10	11	9	11
+/- value non matérialisée	**6**	3	3	7	5	3	1	4	1	(4)
Avoir net	**155**	141	129	120	105	87	75	61	45	34
Excédent sur le coût	**29**	23	20	17	10	5	2	1	(3)	(4)

3 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Société des alcools du Québec										
Revenu net attribué	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	-	(193)	106	(31)	(3)	(23)	144	(83)	30
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**-**	-	-	193	87	118	121	144	-	83
Excédent sur le coût	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds des générations										
Revenu net attribué	**408**	387	335	321	311	217	130	92	33	(40)
Dépôts (retraits)	**1 568**	1 456	961	837	117	782	602	655	794	615
+/- value non matérialisée	**593**	332	278	396	310	147	5	236	180	(286)
Avoir net	**13 780**	11 211	9 036	7 462	5 908	5 170	4 024	3 287	2 304	1 297
Excédent sur le coût	**2 194**	1 601	1 269	991	595	285	138	133	(103)	(283)
Fonds des congés de maladie accumulés										
Revenu net attribué	**50**	52	50	53	49	47	35	44	18	2
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	-	-	(79)	-	-	-	600
+/- value non matérialisée	**46**	25	26	46	44	13	(11)	40	41	-
Avoir net	**1 191**	1 095	1 018	942	843	750	769	745	661	602
Excédent sur le coût	**270**	224	199	173	127	83	70	81	41	-
Fonds d'information sur le territoire										
Revenu net attribué	**5**	4	5	5	28	9	1	-	-	-
Dépôts (retraits)	**31**	12	(3)	-	(292)	18	313	-	-	-
+/- value non matérialisée	**5**	2	2	4	(5)	10	1	-	-	-
Avoir net	**155**	114	96	92	83	352	315	-	-	-
Excédent sur le coût	**19**	14	12	10	6	11	1	-	-	-
Agence du revenu du Québec										
Revenu net attribué	**5**	5	5	5	4	2	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	-	-	79	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**5**	4	3	6	6	1	-	-	-	-
Avoir net	**130**	120	111	103	92	82	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**25**	20	16	13	7	1	-	-	-	-
Fonds de la réserve budgétaire du gouvernement du Québec										
Revenu net attribué	**-**	-	-	-	-	-	-	-	2	18
Dépôts (retraits)	**-**	-	-	-	-	-	-	(71)	(268)	319
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**-**	-	-	-	-	-	-	-	71	337
Excédent sur le coût	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des déposants										
Revenu net attribué	**11 208**	**11 894**	**12 849**	**12 541**	**11 137**	**8 947**	**5 884**	**2 413**	**1 319**	**491**
Dépôts (retraits)	**3 170**	**4 303**	**2 065**	**1 926**	**1 171**	**2 308**	**1 477**	**2 423**	**(252)**	**4 554**
+/- value non matérialisée	**13 388**	**6 524**	**7 260**	**11 235**	**11 631**	**5 990**	**(138)**	**15 318**	**10 433**	**(40 307)**
Avoir net	**298 512**	**270 746**	**248 025**	**225 851**	**200 149**	**176 210**	**158 965**	**151 742**	**131 588**	**120 088**
Avances de fonds	**(1 056)**	**(1 068)**	**(776)**	**(1 090)**	**(996)**	**(797)**	**(761)**	**(789)**	**(371)**	**(754)**
Avoir net incluant avances de fonds	**297 456**	**269 678**	**247 249**	**224 761**	**199 153**	**175 413**	**158 204**	**150 953**	**131 217**	**119 334**
Excédent sur le coût	**64 596**	**51 208**	**44 684**	**37 424**	**26 189**	**14 558**	**8 568**	**8 706**	**(6 612)**	**(17 045)**

4 **VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS**
au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	**26,3**	24,2	23,9	23,8	23,4	23,1	22,9	22,6	21,9	21,7
Retraite Québec	**23,2**	23,0	23,0	22,8	22,9	22,2	21,9	22,3	21,8	21,9
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	**23,0**	23,4	24,2	24,8	25,2	25,6	26,4	27,2	28,2	28,2
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	**7,5**	7,6	7,9	8,0	8,0	8,2	8,3	8,0	8,0	8,2
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	**5,4**	5,7	5,9	6,1	6,1	6,2	6,3	6,3	6,3	6,5
Fonds des générations	**4,6**	4,1	3,7	3,3	3,0	2,9	2,5	2,2	1,8	1,1
Société de l'assurance automobile du Québec	**4,0**	4,2	4,4	4,3	4,5	4,6	4,7	4,6	4,7	4,8
Régime de retraite du personnel d'encadrement	**2,3**	4,1	4,2	4,2	4,3	4,4	4,5	4,5	4,9	5,0
Autres déposants	**3,7**	3,7	2,8	2,7	2,6	2,8	2,5	2,3	2,4	2,6
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

5 **INTÉRÊT OU REVENU ANNUEL VERSÉ SUR LES DÉPÔTS MOYENS**
(taux en pourcentage)

CATÉGORIES DE DÉPÔTS	**2017**	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Dépôts à vue[1]	**0,70**	0,50	0,65	1,00	1,00	1,00	1,00	0,61	0,61	3,11
Dépôts à terme[1]	**2,87**	3,08	1,80	1,81	1,54	1,47	1,69	0,78	1,39	3,55
Dépôts à participation[2]	**4,36**	5,58	6,57	6,88	6,64	5,74	4,00	1,76	1,14	0,65

[1] Le fonds général reçoit les dépôts à vue et à terme des déposants et leur verse des intérêts sur ces dépôts. Le taux indiqué est le taux moyen versé au cours de l'année.

[2] Le revenu généré par les placements du fonds général et des fonds particuliers de la Caisse est versé ou attribué aux déposants détenteurs de dépôts à participation; le taux indiqué est le taux annuel moyen. Ce taux représente uniquement le revenu net ainsi que les gains nets (pertes nettes) réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers et il ne tient pas compte des variations de la juste valeur des investissements. Aux fins de ce calcul, les dépôts à participation sont pris au coût. Ce taux se distingue du taux de rendement pondéré par le temps qui se compose à la fois du revenu et de la variation de la juste valeur des placements.

6 **SOMMAIRE DES PLACEMENTS**
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Coût	Juste valeur[1]									
	2017	**2017**	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Équivalents de trésorerie	**-**	**-**	0,4	0,8	1,4	2,5	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	**0,1**	**0,1**	0,3	0,3	0,3	0,9	0,8	1,2	2,7	4,8	7,3
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**3,8**	**3,1**	3,1	2,2	6,0	4,1	5,4	4,3	5,5	4,8	3,1
Créances d'entreprises	**0,4**	**0,4**	0,8	1,1	0,7	0,6	-	-	-	-	-
Obligations	**29,6**	**24,8**	25,6	27,8	28,2	27,5	28,4	32,0	34,3	36,7	38,6
BTAA	**-**	**-**	1,3	1,6	3,4	4,1	4,8	4,8	5,0	4,3	3,9
Financements hypothécaires	**-**	**-**	-	-	-	-	4,3	4,1	4,3	5,3	6,5
Titres à revenu fixe	**33,9**	**28,4**	31,5	33,8	40,0	39,7	43,7	46,4	51,8	55,9	59,4
Actions canadiennes	**9,0**	**10,7**	10,8	10,4	9,5	9,1	10,9	9,5	9,8	8,8	7,2
Actions étrangères	**28,8**	**29,4**	29,4	29,4	27,4	27,4	32,9	32,2	26,3	23,3	20,7
Participations dans des filiales non consolidées	**28,2**	**31,3**	27,9	26,0	22,6	23,0	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	**-**	**-**	-	-	-	-	12,5	11,9	12,1	12,0	12,7
Titres à revenu variable	**66,0**	**71,4**	68,1	65,8	59,5	59,5	56,3	53,6	48,2	44,1	40,6
Instruments financiers dérivés	**0,1**	**0,2**	0,4	0,4	0,5	0,8	-	-	-	-	-
	100,0	**100,0**	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

[1]Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015 et depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

7 **VENTILATION DES PLACEMENTS**
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Coût	%	Juste valeur									
PLACEMENTS[1]	**2017**		**2017**	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Obligations												
Titres canadiens												
Gouvernement du Québec	**14 652**	**5,3**	**14 790**	16 136	19 308	17 839	14 097	10 549	9 659	8 925	7 973	9 460
Gouvernement du Canada	**31 455**	**11,4**	**31 177**	25 927	24 339	26 720	16 492	17 255	17 249	22 445	22 205	16 944
Autres gouvernements	**3 580**	**1,3**	**3 505**	4 625	4 612	3 940	2 552	1 169	1 581	1 701	3 158	3 047
Garantis par le gouvernement du Québec	**4 879**	**1,8**	**5 030**	4 528	5 462	5 739	5 696	7 886	7 777	6 074	5 495	5 102
Garantis par les autres gouvernements	**10**	**-**	**10**	34	101	113	6 453	5 321	5 279	5 924	4 987	5 989
Municipalités, scolaires et autres	**886**	**0,3**	**974**	942	948	1 012	1 122	1 374	1 481	1 280	1 279	1 611
Secteur corporatif	**11 968**	**4,3**	**12 260**	11 410	11 970	12 400	11 067	10 236	12 320	9 850	10 941	14 710
	67 430	**24,4**	**67 746**	63 602	66 740	67 763	57 479	53 790	55 346	56 199	56 038	56 863
Titres étrangers												
Gouvernement des États-Unis	**4 132**	**1,5**	**4 067**	6 328	4 624	2 283	1 185	989	1 174	1 379	510	1 706
Secteur corporatif	**7 772**	**2,8**	**7 871**	7 904	7 777	4 948	3 440	5 142	2 370	3 668	4 571	8 954
Autres gouvernements et Sociétés d'État	**2 381**	**0,9**	**2 431**	1 345	672	736	2 945	-	408	17	346	2 902
	14 285	**5,2**	**14 369**	15 577	13 073	7 967	7 570	6 131	3 952	5 064	5 427	13 562
	81 715	**29,6**	**82 115**	79 179	79 813	75 730	65 049	59 921	59 298	61 263	61 465	70 425
Créances d'entreprises												
Titres canadiens	**621**	**0,2**	**655**	1 280	1 277	1 188	835	-	-	-	-	-
Titres étrangers	**589**	**0,2**	**521**	1 212	1 727	789	479	-	-	-	-	-
	1 210	**0,4**	**1 176**	2 492	3 004	1 977	1 314	-	-	-	-	-
BTAA	**-**	**-**	**-**	3 970	4 612	9 236	9 752	10 153	8 932	8 942	7 249	7 186
Actions et valeurs convertibles												
Titres canadiens												
Énergie	**7 257**	**2,6**	**6 458**	6 601	4 394	4 599	4 196	4 273	3 195	3 411	3 346	2 690
Matériels	**1 268**	**0,5**	**1 568**	1 640	1 214	1 508	1 358	3 464	3 201	3 998	2 791	1 811
Industrie	**3 555**	**1,3**	**5 824**	4 663	4 306	4 093	3 280	1 895	1 617	1 325	1 166	847
Consommation discrétionnaire	**967**	**0,4**	**2 401**	1 887	2 260	2 347	2 477	3 682	3 487	3 577	2 670	2 172
Biens de consommation de base	**1 347**	**0,5**	**2 998**	2 771	2 772	2 220	1 159	747	549	283	257	240
Santé	**88**	**-**	**104**	79	62	748	563	272	104	123	106	101
Finance	**7 308**	**2,6**	**10 048**	10 150	9 359	5 339	4 108	4 165	2 682	2 007	2 042	2 853
Technologies de l'information	**1 652**	**0,6**	**4 334**	4 164	4 261	3 366	2 702	2 056	728	846	902	623
Télécommunications	**15**	**-**	**18**	438	390	388	472	636	250	49	232	608
Services aux collectivités	**560**	**0,2**	**656**	404	282	336	329	901	1 009	1 196	685	629
Fonds communs	**769**	**0,3**	**943**	670	592	482	714	882	652	599	491	485
Participations indicielles et autres	**-**	**-**	**-**	-	-	-	101	100	92	32	33	27
	24 786	**9,0**	**35 352**	33 467	29 892	25 426	21 459	23 073	17 566	17 446	14 721	13 086
Titres étrangers												
Fonds externes	**12 526**	**4,5**	**16 021**	16 931	14 505	10 824	9 470	16 848	16 783	15 952	19 634	20 124
Gestion interne	**66 943**	**24,3**	**81 598**	73 911	69 823	62 790	55 350	52 583	43 037	30 892	19 418	17 695
	79 469	**28,8**	**97 619**	90 842	84 328	73 614	64 820	69 431	59 820	46 844	39 052	37 819
	104 255	**37,8**	**132 971**	124 309	114 220	99 040	86 279	92 504	77 386	64 290	53 773	50 905

7 **VENTILATION DES PLACEMENTS (suite)**
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Coût	%	Juste valeur									
PLACEMENTS[1]	**2017**		**2017**	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Participations dans des filiales non consolidées												
Placements de biens immobiliers	**25 194**	**9,1**	**43 728**	41 347	38 699	32 632	31 795	-	-	-	-	-
Placements de dettes immobilières	**11 682**	**4,2**	**11 991**	11 559	10 982	10 249	8 797	-	-	-	-	-
Placements privés	**15 451**	**5,6**	**19 745**	13 506	9 890	8 248	7 295	-	-	-	-	-
Placements d'infrastructures	**9 373**	**3,4**	**11 439**	11 500	11 103	7 369	5 437	-	-	-	-	-
Placements de titres à revenu fixe	**10 124**	**3,7**	**10 101**	4 041	1 372	800	125	-	-	-	-	-
Autres placements	**6 101**	**2,2**	**6 517**	4 338	2 394	1 537	855	-	-	-	-	-
	77 925	**28,2**	**103 521**	86 291	74 440	60 835	54 304	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires												
Titres canadiens	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	7 411	6 754	5 886	5 944	6 451
Titres étrangers	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	1 682	780	1 833	2 872	5 349
	-	**-**	**-**	-	-	-	-	9 093	7 534	7 719	8 816	11 800
Biens immobiliers												
Canadiens	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	16 494	13 501	12 880	10 931	11 884
Étrangers	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	9 966	8 670	8 732	9 142	11 219
	-	**-**	**-**	-	-	-	-	26 460	22 171	21 612	20 073	23 103
Total des placements à long terme	**265 105**	**96,0**	**319 783**	296 241	276 089	246 818	216 698	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419
Équivalents de trésorerie												
Titres canadiens	**-**	**-**	**-**	998	2 245	3 829	5 842	-	-	-	-	-
Titres étrangers	**-**	**-**	**-**	242	-	-	60	-	-	-	-	-
	-	**-**	**-**	1 240	2 245	3 829	5 902	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	**119**	**-**	**118**	649	744	634	1 494	391	521	2 357	4 625	5 909
Titres étrangers	**158**	**0,1**	**158**	157	140	167	627	1 192	1 789	2 425	3 458	7 485
	277	**0,1**	**276**	806	884	801	2 121	1 583	2 310	4 782	8 083	13 394
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	**4 583**	**1,7**	**4 583**	5 895	2 742	10 998	5 132	8 629	6 056	8 761	6 171	2 900
Titres étrangers	**5 779**	**2,1**	**5 705**	3 597	3 700	5 064	4 582	2 754	1 919	1 007	1 945	2 780
	10 362	**3,8**	**10 288**	9 492	6 442	16 062	9 714	11 383	7 975	9 768	8 116	5 680
Instruments financiers dérivés												
Titres canadiens	**-**	**-**	**3**	4	150	353	1 329	-	-	-	-	-
Titres étrangers	**126**	**0,1**	**700**	1 092	1 035	941	644	-	-	-	-	-
	126	**0,1**	**703**	1 096	1 185	1 294	1 973	-	-	-	-	-
Total des placements à court terme	**10 765**	**4,0**	**11 267**	12 634	10 756	21 986	19 710	12 966	10 285	14 550	16 199	19 074
Total	**275 870**	**100,0**	**331 050**	308 875	286 845	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	**61 975**	**23,4**	**61 984**	59 865	60 066	58 382	50 542	44 558	44 608	47 745	45 953	46 943
Secteur privé	**203 130**	**76,6**	**257 799**	236 376	216 023	188 436	166 156	153 573	130 713	116 081	105 423	116 476
Total	**265 105**	**100,0**	**319 783**	296 241	276 089	246 818	216 698	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419

[1]Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017 et 2015. Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

8

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M$ ET PLUS [1]
au 31 décembre 2017

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
OTÉRA CAPITAL		
0697788 B.C. Ltd., Onni Triangle Development Limited Partnership	2125, Hawkins Street	Port Coquitlam
0790792 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19 100, Airport Way	Pitt Meadows
0810968 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19 055, Airport Way	Pitt Meadows
10 Dundas Street Ltd.	10, Dundas Street East	Toronto
100 Parkway Forest Drive Limited Partnership	100, Parkway Forest Drive	Toronto
10033626 Canada Inc., 10033669 Canada Inc., 10033685 Canada Inc.	83-97, River Street	Toronto
101 West Hastings Holding Ltd.	111, West Hastings Street; 351, Abbott Street	Vancouver
110 Parkway Forest Drive Limited Partnership	110, Parkway Forest Drive	Toronto
1100 Burloak Nominee Inc.	1100, Burloak Drive	Burlington
1204225 Alberta Ltd.	184th Street; 107th Avenue	Edmonton
121733 Canada Inc., 125748 Canada Inc., 125749 Canada Inc., 9064-2687 Québec Inc.	416, De Maisonneuve Ouest	Montréal
130 Bloor CREIF Inc.	130, Bloor Street West	Toronto
145 Richmond Street West Limited Partnership, KWMC Toronto Inc.	145, Richmond Street West	Toronto
1535992 Alberta Ltd.	2200, 41st Avenue North East	Calgary
1562903 Ontario Ltd.	2305, McPhillips Street	Winnipeg
160 Elgin Portfolio Inc.	160, Elgin Street	Ottawa
1601 & 1635 Tricont Avenue Nominee Inc.	1601, Tricont Avenue	Whitby
171518 Canada Inc., 8724725 Canada Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc., Georges S. Gantcheff, Rosdev Hotel Management Services Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
171518 Canada Inc., Édifice 500 Grande Allée Est Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Georges S. Gantcheff, Jennifer Gilgan, Simon Margel, Michael Rosenberg	500, Grande-Allée Est; 425-475, Saint-Amable	Québec
180 University Holdings Inc.	188, University Avenue	Toronto
225 Pinebush Road Nominee Inc.	225, Pinebush Road	Cambridge
2250584 Ontario Inc., Morguard Holdings Pl Ltd.	2311, 2341, 2355, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
2426-5233 Québec inc., 9136-3549 Québec inc., Les Investissements Immobiliers Mirelis Inc., Société d´Investissement Kesmat Inc.	1134-1140, rue Sainte-Catherine Ouest	Montréal
299 Burrard Management Ltd.	1011, West Cordova Street; 1038, Canada Place Way	Vancouver
30 Adelaide Street East Limited Partnership, 30 Adelaide Street East Inc.	30, Adelaide Street East	Toronto
310 Donald Inc.	311, Portage Avenue	Winnipeg
322-326 11th Avenue SW Inc.	322-326, 11th Avenue South West	Calgary
333 and 339 King Street North (ARI) Ltd., CHC Student Housing Luxe Inc.	333, 339, King Street North	Waterloo
3500 St. Laurent Boulevard Inc., 480 Boulevard St-Laurent Inc., 740 Saint-Maurice Street Inc., 8 Du Commerce Square Inc., Allied Properties Real Estate Investment Trust	480, 3500, boul. Saint-Laurent; 8, Place du Commerce; 740, rue Saint-Maurice	Montréal
365 Bay Street Inc., Montez Office Fund 1 Holdco Inc.	365, Bay Street	Toronto
4397690 Canada Inc., A Thomas Marmaros Entreprises Inc., Édifice Les Façades Inc., J.A. Belmont Mercantile Investment Corporation, MABNA Property Limited Partnership, David Marmaros, Jonathan Marmaros, Massa Group Façades de la Gare Inc., Pyramide de la Gare LP, Pyramide Façades de Québec LP	400, boulevard Jean Lesage	Québec
475920 Ontario Ltd.	7, Walmer Road	Toronto
49 McMurchy Ltd.	49, McMurchy Avenue North	Brampton
50 Willowdale Holdings Inc., Georges S. Gantcheff	50, Willowdale Avenue	Outremont
500 Georgia Office Partnership	510, West Georgia	Vancouver
511049 BC Ltd.	1567-1577, Lonsdale Avenue	Vancouver
5420 NSR Nominee Inc.	5420, North Service Road	Burlington

5505 Boulevard Saint-Laurent Inc., Allied Properties Real Estate Investment Trust	5505, boul. Saint-Laurent	Montréal
5515 NSR Nominee Inc.	5515, North Service Road	Burlington
5575 NSR Nominee Inc.	5575, North Service Road	Burlington
630 René-Lévesque Associates Limited Partnership, 630 René-Lévesque West Property Co., 630 René-Lévesque West Real Estate Investment Trust, The Montreal Blue Trust	630, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
6331017 Manitoba Ltd.	380, Sophia Street	Selkirk
6730574 Canada Inc., Dream Industrial LP	8000, Avenue Blaise-Pascal	Montréal
6979530 Canada Inc.	2344, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
6979611 Canada Inc.	22, Eddy Street	Gatineau
6979637 Canada Inc.	455, boul. de la Carrière	Gatineau
7162936 Canada Inc., Tour Viger Holdings Inc.	525, avenue Viger Ouest	Montréal
7167 Progress Way Delta Holdings Inc., Concert Real Estate Corporation	7167, Progress Way	Delta
760 Grand Bernier Inc., Fiera Properties Core Fund LP	760, ch. du Grand Bernier Nord	Saint-Jean-sur-Richelieu
555 René GP Inc., 7761007 Canada Inc., 7929579 Canada Inc., Complexe 555 RLO S.E.C., agissant par son commandité 7929579 Canada Inc.	555, René-Lévesque West blvd.	Montréal
7838816 Canada Inc., Intergulf-Cidex Development (XII) Corp.	1112, 9th Street South West	Calgary
8104441 Canada Inc., 8104450 Canada Inc., 8104468 Canada Inc., 8174709 Canada Inc., Consilium Investments L.P.	100-400, Consilium Place	Toronto
812924 Ontario Limited, Savoy Residences Ltd.	130, Old Forest Hill Road; 777, Eglinton Avenue West	Toronto
8264635 Canada Inc., Carrefour Langelier S.E.N.C., Carrefour Langelier Inc., Columbia-Wertek Inc., Mazel Inc.	7225, 7265, 7275, 7325, 7335, 7373, 7445, boul. Langelier	Anjou
8329079 Canada Inc.	8300, Décarie	Montréal
90 Sheppard Nominee Inc.	90, Sheppard Avenue East	Toronto
901 King West Nominee Inc., Crown Realty II Limited Partnership	901, King Street West	Toronto
9097-0286 Québec Inc., 9164-3064 Québec Inc., Immeubles Régime VIII inc	725, Saint-Joseph Est	Québec
9103-1013 Québec inc., Dundeal Canada 700 Montréal Limited Partnership	700, rue de La Gauchetière Ouest	Montréal
9145-0577 Québec Inc., 9145-0627 Québec Inc., 9145-0692 Québec Inc., 9145-0718 Québec Inc., 9145-0726 Québec Inc., 9145-0742 Québec Inc., 9145-0767 Québec Inc., Canada Lac-St-Jean Trust, Kimwood Lac Saint-Jean Holdings ULC	39, Montée Sandy Beach; 555, 655, 705, avenue du Pont Nord; 1221, boul. Marcotte; 1212, boul.Talbot; 3460, boul. Saint-François; 500, 550, rue Daigneault; 1324, boul. Talbot	Gaspé, Alma, Roberval, Chicoutimi, Jonquière, Chandler
9150-6394 Quebec Inc.	1313, Autoroute Chomedey	Laval
9170-4767 Québec Inc.	375, de la Concorde	Montréal
9170-4767 Québec Inc., 9287-0245 Québec Inc.	380, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
9177-2541 Québec Inc.	380, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
9224-2239 Québec Inc., Investissements immobiliers CRDIX30 S.E.C., Corporation Immobilière OMERS, Société en commandite BB	9090-9200, 9170, boul. Leduc	Brossard
9243763 Canada Inc., Les Commerants Sar Ltée., Sar Trading Ltd., Les Entreprises Dufree Ltée., Dufree Entreprises Ltd., Fredmar-Darick Canada Inc.	352-392, rue Sainte-Catherine Ouest	Montréal
9301-3902 Québec Inc.	1400, boul. René-Lévesque O	Montréal
9309-3201 Québec Inc.	950, boul. Lucille Teasdale	Terrebonne
9309-3201 Québec Inc., Chartwell Master Care Limited Partnership, Le Teasdale Résidence pour retraités Inc.	950, boul. Lucille Teasdale	Terrebonne
9318470 Canada Inc.	903, 8th Avenue South West	Calgary
9333-2674 Québec Inc., Le Prescott Résidence pour Retraités S.E.C.	rue Phil-Goyette	Vaudreuil-Dorion
9338-2307 Québec Inc., Le Montcalm Condos Services S.E.C., Le Montcalm Résidence pour retraités S.E.C.	boul. Montcalm Nord	Candiac
9338-5888 Québec Inc., Investissements immobiliers CRDIX30 S.E.C., OREC Development Holdings Inc., Société en commandite BB	Square Dix30 - Immeuble S11	Brossard
9346-1416 Québec Inc., Le St-Gabriel Résidence GP Inc	5885, chemin de Chambly	Longueuil
9357-1933 Québec Inc.	20, boul. Bouthillier Ouest	Rosemère
9650458 Canada Inc., Centurian Markham ULC, Redbourne Investments Limited Partnership	625, Cochrane; 60, Columbia	Markham
AIMCO Realty Investors LP, BOPC_COF_LP, CPP Investment Board Real Estate Holdings Inc.	112, Kent Street	Ottawa
Allied Properties Real Estate Investment Trust, CDM de Montréal inc.	50-80, Queen Street; 700, Wellington Street; 87, Prince Street; 111, Duke	Montréal
Aménagement Westcliff Ltée.	40, rue Évangéline	Granby
Amexon Properties Inc.	480-488, University Avenue	Toronto

Amexon Real Estate Investment Syndicate Inc.	1000, Finch Avenue West	Toronto
Amexon Realty Inc.	701, 703, Evans Avenue	Toronto
Artis Concorde Ltd.	1-3, Concorde Gate; 12 Concorde Place	Toronto
Artis Four Valley Drive Ltd.	199, Four Valley Drive	Vaughan
Artis Meadowvale Gateway Ltd.	400-450, Matheson Bvld. East; 5100, Timberlea Bvld.; 6616, 6700, 6760, Campobello Road	Mississauga
Aspen Landing Shopping Centre LP	1600, 85th Street South West	Calgary
Aurora-Leslie Developments Limited	15625, Leslie Street	Aurora
Balmain Hotel Group LP	26-36, Mercer Street	Toronto
Baxter Lancaster Nominee Inc.	2615, 2620-2650 Lancaster Road; 1050-1051, Baxter Road	Ottawa
Bloor CT Acquisition Inc., Bloor CT Aquisition LP	2, Bloor Street West	Toronto
Bond Head Properties Inc.	East and west side of Highway 400 and north south of Highway 88; North-west of Highway 27 and Country Road 88	Bradford
Brookfield Office Properties Canada LP	333, Bay Street	Toronto
Cal-Ed Jasper Holdings Limited	10 405, Jasper Avenue North West	Edmonton
Cameron Corporation, Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	10 141, 13th Avenue North West	Edmonton
Camvest Holdings Inc.	939, Eglinton Avenue East	Toronto
Canadian Property Holding Inc.	1185, West Georgia Street; 6080, Young Street	Vancouver, Halifax
Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	112, 140, 144, 4th Avenue South West	Calgary
Canadian Property Holdings (Nova Scotia) Inc., Canada Mortgage and Housing Corporation	95, 99, Wyse Road	Dartmouth
Canadian Tire Properties Inc.	2360, Parkedale Avenue; 24 624, Adelaide Road	Brockville, Strathroy
Carrera Management Corporation, Clydco Holdings Ltd., Mews Holdings Ltd., North Bellevue Holdings Ltd.	1503-1507, Bellevue Avenue; 1431, 1437, Clyde Avenue	Vancouver
Cataraqui Holdings Inc.	945, Gardiners Road	Kingston
CBS Property Holdings Inc., Gestion Plaza Z-Corp. Limitée, Les Développements Plaza DM (2006) Inc., Sydney River Investments Ltd., TC Land Holdings Corp.	2500, boul. des Promenades; 5490-5580, boul. Jean XXIII; 1170, Kings Road; 250, Airport Bvld.; 641, King Street	Deux-Montagnes, Trois-Rivières, Sydney River, Gander, Gananoque
CDM Properties Ltd.	242, Powder Drive	Fort McMurray
Centre Commercial Cavendish Cie Ltée.	5800, boul. Cavendish	Côte-Saint-Luc
Centre Commercial Plaza LPC (2002) Inc.	100, rue du Terminus	Rouyn-Noranda
Charter Realty (Quebec) Corp.	3610-3838, Boulevard de la Côte-Vertu	Saint-Laurent
Cominar NB Real Estate Holdings Inc., Cominar NS Real Estate Holdings Inc.	115, 125, Whiting Road; 420, 440, 749, Wilsey Road; 120-140, Commerce Street; 1149, Smythe Road; 65, Regent Street; 50-70, MacNaughton; 520, Edinburgh; 1199, St-George bvld.; 330-350, Elmwood Drive; 699, Champlain Street; 612, Windmill Road; 229-231, boul. JD Gauthier	Moncton, Fredericton, Dieppe, Dartmouth, Shippagan
Cominar ON Real Estate Holdings Inc.	95-105, Moatfield Drive; 225, Duncan	Toronto
Complexe Jules Dallaire Inc., Société en commandite CJD	2820-2828, boul. Laurier	Québec
Complexe Pointe-Claire GM S.E.C.	5000, Autoroute Transcanadienne	Pointe-Claire
Complexe St-Charles S.E.N.C.	1111, rue St-Charles Ouest	Longueuil
Continuum REIT GP Inc., Continuum REIT LP	2450-2460, Weston Road; 35, Tobermory Drive	Toronto
Continuum REIT LP	2450-2460, Weston Road	Toronto
Corporation Immobilière CAGIM	1170, boul. Lebourgneuf	Québec
Crombie Developments Limited	10 907, 82nd (Whyte) Avenue North West	Edmonton
Crombie Limited Partnership	1894, 1990, 2000, Barrington Street; 2021, Brunswick Street; 5201, 5202, 5251, Duke Street; 1508, Upper James Street	Halifax, Hamilton
Crombie Limited Partnership, Snowcat Property Holdings Limited	2915, 13th Avenue	Regina
Crombie Property Holdings II Limited	215, Park Avenue West	Chatham
Crombie Property Holdings Limited	1100,1110,1120,1140,1150,1160 Carp Road; 6305-6315 Hazeldean Road; 19, Riedel Street	Stittsville, Ottawa, Fort McMurray
CSH-HCN (Avondale) Inc.	1238, Queen Street East	Toronto
DAT 2261 Keating Cross Road LP, Whiterock 2261 Keating Cross Road Victoria Inc., Whiterock 2261 Keating Cross Road LP	2261, Keating Cross Road	Victoria

Développement Trans-Edmond Inc.	16750-16766, route Transcanadienne	Kirkland
Développements Immobiliers Commerces Séville Inc., Société en commandite Les Commerces Le Séville	2153, 2163, 2173, 2183, rue Ste-Catherine	Montréal
Dream Industrial (GP) Inc., Dundee 2340 St-Laurent Inc.	2340, boul. Saint-Laurent	Ottawa
Dundeal Canada West (GP) Inc., Dundeal Canada (West) Limited Partnership	5102, 5201, 50th Avenue; 4920, 52nd Street	Yellowknife
Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
Édifice Sandvar Ltée.	502-510, rue Sainte-Catherine Est	Montréal
Faubourg des Francs Inc., Faubourg des Francs S.E.C.	Rue des Francs Bourgeois	Boisbriand
Fiducie Immeubles Centre Lachenaie, Immeubles Centre Lachenaie Inc.	1115-1181, Montée des Pionniers	Terrebonne
First Capital ProMed (Meadowlark) Inc.	8713, 156th Street North West	Edmonton
First Gulf King Street Inc., Sun Life Assurance Company of Canada (Toronto)	333, King Street East	Toronto
Fonds de placement immobilier Cominar	4225, boul. des Forges; 2600, 2590, 2640, boul. Laurier	Trois-Rivières, Québec
Fonds de placement immobilier Cominar, Cominar ON Real Estate Holdings Inc.	1000, Innovation Drive; 1145, Hunt Club Road	Kanata, Ottawa
Front and Sherbourne Limited Partnership	15-21, Lower Sherbourne Street	Toronto
Germain Residences Ltd., Grenville-Germain Calgary Limited Partnership	899, Centre Street South West; 112, 9th Avenue South West	Calgary
Gestion 500 Place d'Armes Inc.	500, Place d'Armes	Montréal
Gestion Golden Square Mile Inc., Golden Trust, R.C.M. Hôtel Inc., Sherbrooke Canada Trust, The HIG Settlement, Torriani Property Trust	1228, 1279, 1290, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
Gillin Engineering and Construction Limited	141, Laurier Avenue West	Ottawa
Glenwood Brant Holdings Inc.	1220, 1250, Brant Street	Burlington
GM Développement Inc., Le Hub Techno-Culture Inc.	510-560, boul. Charest Est	Québec
GTA Commerce West Inc.	401-405, The West Mall	Toronto
HAC Square S.E.C.	boul. Leduc	Brossard
Heritage York Holdings Inc.	1210-1220, Sheppard Avenue East	Toronto
Hillcrest Holdings Inc., Montez Hillcrest Inc.	9350, Yonge Street	Richmond Hill
Immeubles Marché St-Joseph-du-Lac Inc.	3741-3773, chemin d'Oka	St-Joseph-du-Lac
Immeubles Marché St-Léonard Inc.	5915-5993, rue Bélanger	Saint-Léonard
Immo Côte Vertu I Ltd.	395, 415, boul. Côte-Vertu; 1105, boul. Jules-Poitras; 370, boul. Thompson	Montréal
Immo Côte Vertu II Ltd.	325, 365, boul. Côte-Vertu; 320, 360, boul. Thompson	Montréal
Immobilier DQ Inc./DQ Realty Inc.	3050, Matte	Brossard
Jackes (ARH) Developments Ltd.	1331, Yonge Street	Toronto
Kanco Mayfair Manor Ltd.	407, 5th Avenue South East	Medicine Hat
Killam Kamres (Silver Spear) Inc.	1355, Silver Spear Road	Mississauga
KingSett Canadian Real Estate Income Fund LP	201, 1st Avenue South	Saskatoon
Larco Investments Ltd.	4295, Blackcomb Way	Whistler
Les Associés 630 René-Lévesque S.E.C., 630 René-Lévesque West Property Co., 630 René-Lévesque West Real Estate Investment Trust, The Montreal Blue Trust	630, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
Les Galeries Montmagny (1988) inc.	81-91, 101, boul. Taché Ouest	Montmagny
Les Immeubles 950 Paul Kane Inc.	950, Paul-Kane	Laval
Les Immeubles BPK Lévis Inc.	63-65, rue Président-Kennedy	Lévis
Meadowvale Holdings Limited	6880, Financial Drive	Mississauga
Metcalfe Realty Company Limited	700, Industrial Avenue	Ottawa
Metrus Properties II Inc., Metrus (Terra) Properties Inc.	131, Caldari Rd	Vaughan
MH Hotels (WHC) Inc., SWA Toronto Hotel Inc.	1, Harbour Square	Toronto
Midnapore Property Investments Inc.	10 404, Jasper Avenue North West	Edmonton
Millennium Hotel Holdings Corp.	788, Richards Street	Vancouver
ML Matheson Realty Investments Inc.	115-135, Matheson blvd. West	Mississauga
Newcorp Properties Ltd., Newcorp Properties Partnership	81, Golden Drive	Coquitlam
Newvest Realty Corporation	105, Rue de l'Hôtel-de-Ville	Gatineau
Northland Properties Corporation	1755, West Broadway	Vancouver

Ocean Walk Properties Ltd.	1860, 1868, 1892, Marine Drive	West Vancouver
Old Oak Downtown Inc.	150, Dufferin Avenue	London
Old Oak Downtown Inc., Old Oak Properties Inc., Summit Properties Inc.	465, Richmond Street; 140,142,148, Fullarton Street	London
Old Oak Properties Inc.	885, Southdale Road West; 905, Southdale Road West; 365-385, Sugarcreek Trail	London
Olymbec Development Inc.	1450-1470, boul. Louvain Ouest; 1505-1525, rue Mazurette; 4580-4610, rue Hickmore; 5600-5620, rue Notre-Dame; 5623-5651, rue Ferrier; 6355-6395, rue Sherbrooke Est; 6635-6667, ch. Côte-de-Liesse; 9450-9490, boul. de l'Acadie; 100-190, 200-290, rue Voyageur; 2365-2385, ch. Saint-Francois; 3540-3600, rue Griffith; 131-141, Labrosse; 1350, rue Royale; 15-55, des Forges; 1555-1605, rue Louvain Ouest; 210-222, boul. Brunswick; 230, King Street West; 2315, rue de la Province; 3000, rue Cartier; 3140, rue du Chanoine-Chamberland; 35, rue du Robineault; 39-47, Hymus; 495-505, rue Montpellier; 5580-5584, 6400, ch. Côte-de-Liesse; 585-599, rue Iberville; 649-655, rue Hodge; 6767- 6783, boul. Léger; 7175, rue Marion; 720-740, rue Galt Ouest; 889, Montée-de-Liesse; 2100 52e Avenue; 340-380, 341-371, 392-416, 418-438, rue Isabey; 6150-6250, 6300, 6362-6434,6500, route Transcanadienne	Montréal, St-Laurent, Mont-Royal, Pointe-Claire, Dorval, Trois-Rivières, Sherbrooke, Longueuil, Saint-Hyacinthe, Salaberry-de-Valleyfield, Repentigny, Montréal-Nord,Lachine
Olymbec Development Inc., Olymbec Group Limited Partnership	555, boul. Sainte-Adèle; 10 500, Colbert; 5700, rue Paré; 1100-1150, croissant Claire; 2225-2231, boul. Hymus; 6749-6789, Place Pascal Gagnon; 8148-8190, rue Devonshire; 8489-8491, rue Ernest Cormier; 12345, boulevard Albert-Hudon; 2700, rue Alphonse-Gariépy; 1955, chemin Côte de Liesse; 200, rue Stinson; 15-135, 155-225, boul. Montpellier; 700, boul. Lebeau, 5790-5810, 5820-5838, Côte de Liesse	Sainte-Adèle, Montréal, Mont-Royal, Lachine, Dorval, Saint-Laurent
Omers Realty Corporation/Corporation Immobilière OMERS	109, Street & Kingsway Avenue	Edmonton
Onni (Westlake) Lands Corp.	10, Park Lawn Road	Toronto
Onni Denny Fairview (Land) LLC	1120, Denny Way	Seattle
Onni Development (Main Street) Corp., RPMG Holdings Ltd.	1611, Main Street	Vancouver
Onni Holdings Ltd.	91, Golden Drive	Coquitlam
Palicor inc.	11 025-11 075, boul. L.H. Lafontaine; 7655-7675, rue Larrey	Anjou
Parkside Townhomes Inc.	402, Manek Road	Saskatoon
Pensionfund Realty Limited	2929, Barnet Highway	Coquitlam
PIRET (Burlington) Holdings Inc., PIRET (Mississauga) Holdings Inc., PIRET (1 Rutherford Court) Holdings Ltd.	1020, Lorimar Drive; 375- 425, Britannia Road East; 1070, 1100, Midway bvld.; 1219, Corporate; 3450, Harvester Road; 7115, Tomken Road; 7600, Danbro Crescent; 1, Rutherford Court	Mississauga, Burlington, Guelph
PIRET (GTA North) Holdings Inc.	525, 625, 701, 750-770, 891, Rowntree Dairy Road; 33, Alex Avenue; 83, Strada Drive; 39, 75, 135, Haist Avenue	Vaughan
Place d´Orleans Holdings Inc.	110, Place d'Orleans Drive	Ottawa
Place du Royaume Inc., Place du Royaume Limited Partnership	140, boul. Talbot	Saguenay
Plaza 1000 Ltd.	1000, 7th Avenue South West	Calgary
Pro Reit Acquisition (1) LP	8150, Transcanadienne	Saint-Laurent
Progeres Inc.	250, Clarke avenue	Westmount
Queen's Quay (BOPC) Inc.	207, Queens Quay West	Toronto
Redbourne 4150 Limited Partnership	4150, Sainte-Catherine Ouest	Westmount
Redbourne Erindale Properties III Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties II Inc., Redbourne Erindale Properties II Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties III Inc.	1270, 1290, 1300, Central Parkway West	Mississauga
Redbourne Hymus Limited Partnership	49-57, 165-167, Hymus	Pointe-Claire
Redbourne South Shore Properties Inc., Redbourne South Shore Properties Limited Partnership	1000, rue de Sérigny	Longueuil
Reserve REIT Inc.	881 S., Winchester Blvd.	San Jose
Restier Limited Partnership	66, 80, Mooregate Crescent	Kitchener
Richcraft Properties Ltd.	1350-1372, Leeds Avenue; 1480, Michael Street; 200, Terence Matthews Crescent; 2239-2261, 2265-2287, Gladwin Crescent; 2495, Lancaster Road; 30, Stafford Road; 6, 14, 20, Bexley Place	Ottawa
RioTrin Properties (Vaughan 3) Inc.	7621, Weston Road	Vaughan

Rize Alliance (Gold House) Limited Partnership, Rize Alliance (Gold House) Properties Ltd.	6383, McKay Avenue; 6288, Cassie Avenue	Burnaby
Rosbrand Investments Inc.	4405, boul. Métropolitain Est	Montréal
Royop (Southlands) Development Ltd.	1921, 1941, 1951, 1991, 2011, 2031, Strachan Road South East	Medicine Hat
Sifton Properties Ltd.	241, 255, Queens Avenue	London
Simcoe Wellington Residences Inc.	181, Wellington Street West	Toronto
Skyline Real Estate Holdings Inc.	2, 4, 6, 8, 10, Rue Radisson	Gatineau
Société en Commandite Axial, Les Tours Axial Inc.	3400, boul. Saint-Elzéar Ouest	Laval
Société en commandite Kau et Associés	7979, Weston Road; 1501-1657, boul. des Promenades	Vaughan, Saint-Hubert
Société Immobilière GP inc.	750, avenue du Phare Ouest	Matane
Station Lands Ltd.	10 423, 101st Street North West	Edmonton
Summit Holdings (2580 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (2695 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (300 Labrosse Avenue) Ltd., Summit Holdings (7290 Frederick-Banting) Ltd., Summit Industrial Income Operating Limited Partnership	2580, 2695, Dollard Avenue; 300, Labrosse Avenue; 7290, Frederick-Banting Street	Lasalle, Pointe-Claire, Montréal
TC Core LP, TCR 2008 Equities Inc.	600, Kingston Road	Toronto
TC Core LP, TCR 2008 Equities Inc., Timbercreek Opportunity Fund LP #2	1867, Bloor Street; 25, Rambler Drive	Mississauga, Brampton
The Great-West Life Assurance Company, London Life Insurance Company	530, 8th Avenue South West	Calgary
TN Trossacks Ltd.	1549, 1550, 1554, 1558, 1562, 1566, Trossacks	London
Tour de la Bourse SPE inc.	800, Place Victoria	Montréal
Valiant Rental Inc.	705, Kingston Road	Pickering
Vaughan West II Ltd.	500, Zenway Boulevard	Vaughan
VC, Société en commandite	1545, boul. Le Corbusier	Laval
W9/PBI Realty Company, West/PBI Incorporated, Bonaventure LP, 3102445 Nova Scotia Ltd.	800, de la Gauchetière Ouest	Montréal
WAM Montez C and W Inc.	Church Street and Wellesley Street	Toronto
Whiterock 1125 50th Avenue Montreal Inc., Whiterock 1125 50th Avenue LP	1125, 50e Avenue	Lachine
Windermere Commercial Lands Ltd.	5110, Windermere Blvd North West	Edmonton
York Bremner Developments Ltd.	15, York Street; 75, Bremner Bvld.	Toronto

[1] La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2017

(juste valeur - en millions de dollars)

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics ainsi que les investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujetti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
3i Group PLC		132 155	2,0				2,0
3M Co		1 814 281	535,0				535,0
3SBio Inc		1 501 500	3,7				3,7
58.com Inc		135 066	12,1				12,1
5N Plus Inc		15 857 050	47,6				47,6
AAC Technologies Holdings Inc		617 670	13,8				13,8
ABB Ltd		1 414 230	47,5				47,5
Abbott Laboratories		598 567	42,8				42,8
AbbVie Inc		472 304	57,2				57,2
ABC-Mart Inc		2 800	0,2				0,2
Abertis Infraestructuras SA		657 038	18,3				18,3
ABN AMRO Group NV		198 542	8,0				8,0
Aboitiz Equity Ventures Inc		5 562 943	10,3				10,3
Aboitiz Power Corp		4 944 450	5,2				5,2
Abu Dhabi Commercial Bank PJSC		5 894 251	13,7				13,7
ACC Ltd		40 110	1,4				1,4
Accenture PLC		321 123	61,6				61,6
Accor SA		72 369	4,7				4,7
Acer Inc		2 930 655	3,0				3,0
Ackermans & van Haaren NV		122 000	26,6				26,6
Acom Co Ltd		152 900	0,8				0,8
ACS Actividades de Construccion y Servicios SA		178 092	8,7				8,7
Activision Blizzard Inc		203 337	16,1				16,1
Acuity Brands Inc		5 800	1,3				1,3
Acushnet Holdings Corp		560 477	14,8				14,8

Adani Enterprises Ltd	145 547	0,5	0,5
Adani Ports & Special Economic Zone Ltd	898 734	7,2	7,2
Adaro Energy Tbk PT	39 390 791	6,8	6,8
Adecco Group AG	89 891	8,6	8,6
Adidas AG	64 593	16,2	16,2
Admiral Group PLC	4 554 799	154,6	154,6
Adobe Systems Inc	4 548	1,0	1,0
ADTRAN Inc	337 674	8,2	8,2
Advance Auto Parts Inc	949 313	118,6	118,6
Advanced Info Service PCL	3 594 561	26,4	26,4
Advanced Micro Devices Inc	100	-	-
Advanced Semiconductor Engineering Inc	19 619 541	31,5	31,5
Advantech Co Ltd	953 218	8,4	8,4
Aegis Logistics Ltd	3 000 000	16,9	16,9
Aegon NV	134 887	1,1	1,1
Aena SME SA	55 738	14,2	14,2
Aeon Co Ltd	21 647	0,5	0,5
AEON Financial Service Co Ltd	4 277	0,1	0,1
Aeon Mall Co Ltd	32 010	0,8	0,8
AerCap Holdings NV	94 199	6,2	6,2
Aéroports de Paris	38 135	9,1	9,1
AES Corporation	729 095	9,9	9,9
AES Gener SA	8 185 811	3,4	3,4
AES Tiete Energia SA	87 100	0,4	0,4
Aetna Inc	296 327	67,0	67,0
Affiliated Managers Group Inc	5 789	1,5	1,5
Aflac Inc	44 062	4,8	4,8
African Rainbow Minerals Ltd	45 419	0,6	0,6
AGCO Corp	4 310	0,4	0,4
Ageas	6 205	0,4	0,4
Agile Group Holdings Ltd	3 464 000	6,6	6,6
Agilent Technologies Inc	60 429	5,1	5,1
AGL Energy Ltd	454 218	10,8	10,8
AGNC Investment Corp	430	-	-
Agricultural Bank of China Ltd	47 210 942	27,5	27,5
Agrium Inc	4 830 650	698,4	698,4
Aguas Andinas SA	7 524 617	6,2	6,2
AIA Engineering Ltd	350 000	10,7	10,7
AIA Group Ltd	4 749 799	50,7	50,7

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Aier Eye Hospital Group Co Ltd		1 625 237	9,6				9,6
Air China Ltd		2 700 224	4,1				4,1
Air Liquide SA		133 243	21,1				21,1
Air Products & Chemicals Inc		42 489	8,7				8,7
Air Water Inc		311 745	8,2				8,2
AirAsia Bhd		4 043 336	4,2				4,2
Airbus SE		241 339	30,1				30,1
Airports of Thailand PCL		13 618 109	35,6				35,6
Airtac International Group		336 000	7,6				7,6
Aisin Seiki Co Ltd		166 941	11,8				11,8
Ajinomoto Co Inc		251 656	5,9				5,9
Akamai Technologies Inc		5 533	0,5				0,5
Akbank TAS		6 052 143	19,7				19,7
Akcansa Cimento AS		699 235	2,5				2,5
AKR Corporindo Tbk PT		334 900	0,2				0,2
Akzo Nobel NV		36 914	4,1				4,1
Alamos Gold Inc		808 610	6,6				6,6
Albemarle Corp		11 590	1,9				1,9
Aldar Properties PJSC		8 915 657	6,7				6,7
Alexandria Minerals Corp		800 000	0,1				0,1
Alexandria Real Estate Equities, Inc.		1 000	0,2				0,2
Alexion Pharmaceuticals Inc		30 354	4,5				4,5
Alfa Laval AB		129 104	3,8				3,8
Alfa SAB de CV		12 665 842	17,5				17,5
Alfresa Holdings Corp		329 220	9,7				9,7
Aliansce Shopping Centers SA		1 624 487	11,1				11,1
Alibaba Group Holding Ltd		1 277 853	276,1				276,1
Alibaba Health Information Technology Ltd		4 857 052	3,1				3,1
Alibaba Pictures Group Ltd		18 665 748	3,1				3,1
Align Technology Inc		1 230	0,3				0,3
Alimentation Couche-Tard Inc	classe A	11 369 599	750,5		312,5	1 063,0	
	classe B	23 100 000	1 515,1			1 515,1	2 578,1
Alior Bank SA		264 129	7,6				7,6
Alkermes PLC		13 400	0,9				0,9

Alleghany Corp		4 015	3,0				3,0
Allegion PLC		5 900	0,6				0,6
Allergan plc		126 505	25,9				25,9
ALLETE Inc		93 500	8,7				8,7
Alliance Bank Malaysia Bhd		2 206 405	2,8				2,8
Alliance Data Systems Corp		528 111	167,7				167,7
Alliance Global Group Inc		36 857 127	14,8				14,8
Alliant Energy Corp		130 415	7,0				7,0
Allianz SE		233 819	67,4				67,4
Allison Transmission Holdings Inc		105 877	5,7				5,7
Allison Transmission Inc					19,4		19,4
Allstate Corp, The		629 460	82,6				82,6
Ally Financial Inc		53 300	1,9		45,7		47,6
Alpargatas SA		3 739 723	24,6				24,6
Alpek SAB de CV		3 535 000	5,3				5,3
Alpha Bank AE		2 733 386	7,3				7,3
Alphabet Inc	classe A	153 097	202,1			202,1	
	classe C	449 558	589,4			589,4	791,5
Alps Electric Co Ltd		58 000	2,1				2,1
Alrosa PJSC		8 600 200	14,0				14,0
Alstom SA		164 147	8,5				8,5
alstria office REIT-AG		92 000	1,8				1,8
AltaGas Ltd		65 223	1,9		296,9		298,8
Altice NV		202 942	2,7				2,7
Altria Group Inc		575 583	51,5				51,5
Alumina Ltd		468 338	1,1				1,1
Aluminum Corp of China Ltd		6 932 938	6,2				6,2
Alupar Investimento SA		1 375 300	9,6				9,6
Amada Holdings Co Ltd		1 189 598	20,3				20,3
Amadeus IT Group SA		167	-				-
Amazon.com Inc		69 939	102,5				102,5
Ambarella Inc		170 441	12,5				12,5
Ambev SA		3 191 439	25,7				25,7
Ambrilia Biopharma Inc		1 232 719	-				-
Ambuja Cements Ltd		2 299 607	12,3				12,3
AMC Entertainment Holdings Inc					61,1		61,1
AMC Entertainment Inc					15,5		15,5
Amcor Ltd		325 294	4,9				4,9
AMERCO		4 276	2,0				2,0

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Ameren Corp		438 644	32,4				32,4
America Movil SAB de CV		72 131 887	78,3				78,3
American Airlines Group Inc		70 587	4,6				4,6
American Campus Communities Inc		205 500	10,6				10,6
American Electric Power Co Inc		290 152	26,7				26,7
American Express Co		2 995 219	372,7				372,7
American Financial Group Inc		187 379	25,5				25,5
American Homes 4 Rent		215 000	5,9				5,9
American International Group Inc		482 815	36,0				36,0
American Renal Associates Holdings Inc		424 475	9,3				9,3
American Tower Corp		677 487	121,1				121,1
American Water Works Co Inc		58 104	6,7				6,7
Ameriprise Financial Inc		22 323	4,7				4,7
Ameris Bancorp		149 300	9,0				9,0
AmerisourceBergen Corp		95 494	11,0				11,0
AMETEK Inc		4 006	0,4				0,4
Amgen Inc		422 233	92,0				92,0
AMMB Holdings Bhd		4 879 148	6,7				6,7
Amorepacific Corp		14 746	5,3			5,3	
	privilégiées	22 153	4,3			4,3	9,6
Amorepacific Group		74 959	12,4				12,4
AMP Ltd		47 108	0,2				0,2
Amphenol Corp		76 016	8,4				8,4
ANA Holdings Inc		239 239	12,5				12,5
Anadarko Petroleum Corp		187 027	12,6				12,6
Anadolu Efes Biracilik Ve Malt Sanayii AS		299 625	2,4				2,4
Analog Devices Inc		67 158	7,5				7,5
Andeavor		71 400	10,2				10,2
Andritz AG		140 009	9,9				9,9
Angel Yeast Co Ltd		2 829 410	17,8				17,8
Anglo American Platinum Ltd		108 104	3,9				3,9
Anglo American PLC		861 272	22,6				22,6
AngloGold Ashanti Ltd		1 347 243	17,5				17,5
Anheuser-Busch InBev SA/NV		427 027	59,8				59,8

Anhui Conch Cement Co Ltd		1 253 977	7,1			7,1	
	classe A	6 835 417	38,6			38,6	
	classe H	2 058 676	12,1			12,1	57,8
Anhui Jianghuai Automobile Group Corp Ltd		1 633 761	3,0				3,0
Anhui Zhongding Sealing Parts Co Ltd		2 879 737	10,1				10,1
Annaly Capital Management Inc		440 500	6,6				6,6
ANSYS Inc		15 200	2,8				2,8
ANTA Sports Products Ltd		1 672 614	9,5				9,5
Antero Resources Corp		46 707	1,1				1,1
Anthem Inc		356 227	100,4				100,4
Antofagasta PLC		1 558 829	26,6				26,6
AO Smith Corp		21 000	1,6				1,6
Aon PLC		56 460	9,5				9,5
Aozora Bank Ltd		827	-				-
AP Moeller - Maersk AS	classe A	5 118	10,7			10,7	
	classe B	8 890	19,5			19,5	30,2
APA Group		828 218	6,8				6,8
Apache Corp		30 800	1,6				1,6
Apartment Investment & Management Co		207 800	11,4				11,4
Apple Inc		2 488 299	527,6				527,6
Applied Materials Inc		524 900	33,6				33,6
AptarGroup Inc		1 114 700	120,5				120,5
Aptiv PLC		52	-				-
Aramark		20 670	1,1				1,1
Aramark Services Inc					29,0		29,0
ARC Resources Ltd		16 289 802	240,3				240,3
Arca Continental SAB de CV		469 411	4,1				4,1
Arcelik AS		1 841 980	13,1				13,1
ArcelorMittal		756 593	30,9				30,9
Arch Capital Group Ltd		18 800	2,1				2,1
Archer Daniels Midland Company		568 089	28,5				28,5
Arconic Inc		118 640	4,1				4,1
Ardagh Packaging Finance PLC / Ardagh Holdings USA Inc					59,5		59,5
Arena Hospitality Group dd		38 528	3,5				3,5
Arezzo Industria e Comercio SA		267 386	5,5				5,5
Arista Networks Inc		3 200	0,9				0,9
Aristocrat Leisure Ltd		44 139	1,0				1,0
Arkema SA		25 810	3,9				3,9
Arrow Electronics Inc		91 600	9,2				9,2

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Arthur J Gallagher & Co		44 320	3,5				3,5
Arvind Ltd		1 150 000	10,2				10,2
Asahi Glass Co Ltd		1 411	0,1				0,1
Asahi Group Holdings Ltd		177 186	11,0				11,0
Asahi India Glass Ltd		452 069	3,3				3,3
Asahi Kasei Corp		1 331 247	21,5				21,5
Ascendas Real Estate Investment Trust		627 944	1,6				1,6
Ascendis Health Ltd		2 755 143	4,9				4,9
Aselsan Elektronik Sanayi Ve Ticaret AS		289 903	3,0				3,0
Ashok Leyland Ltd		1 042 181	2,4				2,4
Ashtead Group PLC		103 541	3,5				3,5
Asia Cement Co Ltd		19 790	2,5				2,5
Asia Cement Corp		6 896 329	8,2				8,2
Asia Pacific Telecom Co Ltd		28 562	-				-
Asian Paints Ltd		277 228	6,3				6,3
Asics Corp		1 947	-				-
ASM Pacific Technology Ltd		106 241	1,9				1,9
ASML Holding NV		64 231	14,0				14,0
Aspen Pharmacare Holdings Ltd		1 311 840	36,8				36,8
ASR Nederland NV		227 302	11,7				11,7
Assa Abloy AB		211 580	5,5				5,5
Asseco Poland SA		27 721	0,4				0,4
Assicurazioni Generali SpA		847 742	19,4				19,4
Associated British Foods PLC		275 303	13,2				13,2
Assurant Inc		4 035	0,5				0,5
Astellas Pharma Inc		1 038 550	16,6				16,6
Astra Agro Lestari Tbk PT		42 500	0,1				0,1
Astra International Tbk PT		60 081 349	46,1				46,1
AstraZeneca PLC		815 542	63,1				63,1
Astro Malaysia Holdings Bhd		4 249 639	3,5				3,5
Asustek Computer Inc		2 069 910	24,4				24,4
ASX Ltd		28 576	1,5				1,5
AT&T Inc		3 908 736	190,4		316,7		507,1

Atacadao Distribuicao Comercio e Industria Ltda		361 936	2,1				2,1
Atco Ltd		28 740	1,3				1,3
Atento SA		841 276	10,7				10,7
Athene Holding Ltd		6 940	0,4				0,4
Atlantia SpA		453 324	18,0				18,0
Atlas Copco AB	classe A	3 640 977	197,4			197,4	
	classe B	96 425	4,6			4,6	202,0
Atmos Energy Corp		73 284	7,9				7,9
Atos SE		37 566	6,9				6,9
Atrium European Real Estate Ltd		2 049 400	12,8				12,8
AU Optronics Corp		1 608 863	0,8				0,8
Auckland International Airport Ltd		666 347	3,8				3,8
Aurizon Holdings Ltd		14 979 037	72,8				72,8
Aurobindo Pharma Ltd		234 728	3,2				3,2
AusNet Services		258 074	0,5				0,5
Australia & New Zealand Banking Group Ltd		700 610	19,7				19,7
Auto Trader Group PLC		54 683	0,3				0,3
Autodesk Inc		16 290	2,1				2,1
Autohome Inc		77 400	6,3				6,3
Autoliv Inc		19 100	3,0				3,0
Automatic Data Processing Inc		118 691	17,4				17,4
AutoNation Inc		68 500	4,4				4,4
Autopistas del Sol SA		644 523	4,6				4,6
AutoZone Inc		794 672	708,3				708,3
AvalonBay Communities Inc		54 486	12,2				12,2
Avery Dennison Corp		18 465	2,7				2,7
AVIC Jonhon OptronicTechnology Co Ltd		519 963	3,9			3,9	
	classe A	1 372 330	10,4			10,4	14,3
AviChina Industry & Technology Co Ltd		3 135 863	2,1				2,1
Aviva PLC		1 512 275	13,0		114,6		127,6
Avnet Inc		317 900	15,8				15,8
AXA SA		1 139 814	42,4				42,4
Axalta Coating Systems Ltd		14 900	0,6				0,6
Axel Springer SE		182 385	17,9				17,9
Axiata Group Bhd		8 541 583	14,5				14,5
Axis Bank Ltd		2 388 345	26,4				26,4
Axis Capital Holdings Ltd		21 700	1,4				1,4
Ayala Corp		698 606	17,8				17,8
Ayala Land Inc		8 590 351	9,6				9,6

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Aygaz AS		55 857	0,3				0,3
Azbil Corp		43 400	2,4				2,4
Azrieli Group Ltd		16 262	1,1				1,1
Azure Power Global Ltd		5 443 567	96,9				96,9
AZZ Inc		210 422	13,5				13,5
B&M European Value Retail SA					59,4		59,4
B2Gold Corp		207 059	0,8				0,8
Babcock International Group PLC		1 018 681	12,2				12,2
Badger Daylighting Ltd		3 585 400	97,5				97,5
BAE Systems PLC		3 153 231	30,6				30,6
Baidu Inc		512 090	150,3				150,3
Bajaj Auto Ltd		662 058	43,3				43,3
Bajaj Electricals Ltd		1 750 000	17,1				17,1
Bajaj Finance Ltd		147 052	5,1				5,1
Bajaj Finserv Ltd		34 011	3,5				3,5
Baker Hughes a GE Co		14 344	0,6				0,6
Balkrishna Industries Ltd		800 000	18,8				18,8
Ball Corp		43 094	2,0				2,0
Balmoral Resources Ltd		2 440 303	1,3				1,3
Baloise Holding AG		13 464	2,6				2,6
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria SA		131 851	1,4				1,4
Banco Bradesco SA		1 023 092	12,4			12,4	
	privilégiées	5 381 747	68,8			68,8	81,2
Banco de Chile		64 535 121	13,0				13,0
Banco de Credito e Inversiones		102 291	8,9				8,9
Banco de Sabadell SA		1 417 221	3,5				3,5
Banco do Brasil SA		2 880 764	34,6				34,6
Banco do Estado do Rio Grande do Sul SA		36 078	0,2				0,2
Banco Espirito Santo SA		1 667 275	-				-
Banco Santander Brasil SA		34 459	0,4				0,4
Banco Santander Chile		161 177 964	15,8				15,8
Banco Santander SA		3 887 918	32,0				32,0
Bancolombia SA		1 056 641	13,3			13,3	
	privilégiées	1 014 365	12,7			12,7	26,0

Bandai Namco Holdings Inc	62 988	2,6		2,6
Bangchak Corp PCL	857 700	1,3		1,3
Bangkok Bank PCL	2 104 920	17,0		17,0
Bangkok Dusit Medical Services PCL	11 076 637	8,9		8,9
Bangkok Expressway & Metro PCL	23 324 162	6,9		6,9
Bank Central Asia Tbk PT	32 988 750	66,7		66,7
Bank Danamon Indonesia Tbk PT	7 179 388	4,6		4,6
Bank Handlowy w Warszawie SA	287 743	8,5		8,5
Bank Hapoalim BM	285 164	2,6		2,6
Bank Leumi Le-Israel BM	392 674	3,0		3,0
Bank Mandiri Persero Tbk PT	55 019 504	40,6		40,6
Bank Millennium SA	876 981	2,8		2,8
Bank Negara Indonesia Persero Tbk PT	22 207 836	20,3		20,3
Bank of America Corp	6 474 574	239,5	243,3	482,8
Bank of China Ltd	146 171 609	90,0		90,0
Bank of Communications Co Ltd	15 945 665	14,8		14,8
Bank of East Asia Ltd, The	477 593	2,6		2,6
Bank of India	56 069	0,2		0,2
Bank of Ireland Group PLC	294 998	3,1		3,1
Bank of Kyoto Ltd, The	962	0,1		0,1
Bank of New York Mellon Corp, The	759 630	51,3		51,3
Bank of Queensland Ltd	101 251	1,3		1,3
Bank of the Philippine Islands	2 328 076	6,3		6,3
Bank Pekao SA	571 068	26,7		26,7
Bank Rakyat Indonesia Persero Tbk PT	163 447 060	54,9		54,9
Bank Tabungan Negara Persero Tbk PT	11 577 700	3,8		3,8
Bank Zachodni WBK SA	52 068	7,4		7,4
Bankia SA	51 863	0,3		0,3
Bankinter SA	125 962	1,5		1,5
Banpu PCL	3 346 015	2,5		2,5
Banque Canadienne Impériale de Commerce			373,1	373,1
Banque de Montréal			172,5	172,5
Banque de Nouvelle-Écosse, La	21 310 000	1 728,7	441,7	2 170,4
Banque Laurentienne du Canada	3 151 700	178,2	403,1	581,3
Banque Nationale du Canada	900 000	56,4	248,6	305,0
Banque Royale du Canada	15 336 377	1 574,3	626,0	2 200,3
Banque Toronto-Dominion, La	24 800 000	1 826,5	328,1	2 154,6
Baoji Titanium Industry Co Ltd	3 246 043	14,7		14,7
Baoye Group Co Ltd	1 252 000	1,1		1,1

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Barclays Africa Group Ltd		2 991 595	55,1				55,1
Barclays PLC		5 450 607	18,8		143,7		162,5
Barloworld Ltd		185 621	3,0				3,0
Barratt Developments PLC		368 525	4,0				4,0
Barry Callebaut AG		1 767	4,6				4,6
Barwa Real Estate Co		275 788	3,1				3,1
BASF India Ltd		123 359	5,2				5,2
BASF SE		353 420	48,8				48,8
Bashneft PJSC		20 768	0,6				0,6
Baxter International Inc		235 069	19,0				19,0
Bayer AG		486 228	76,1				76,1
Bayerische Motoren Werke AG		8 437	1,1			1,1	
	privilégiées	67 607	7,6			7,6	8,7
BB Seguridade Participacoes SA		276 223	3,0				3,0
BB&T Corp		342 862	21,4				21,4
BBA Aviation PLC		1 073 180	6,4				6,4
BCE Inc		152 902	9,2				9,2
BDO Unibank Inc		3 678 904	15,1				15,1
Becton Dickinson and Co		129 861	34,8				34,8
Beiersdorf AG		3 897	0,6				0,6
Beijing Capital International Airport Co Ltd		2 864 078	5,4				5,4
Beijing Enterprises Holdings Ltd		947 217	7,0				7,0
Beijing Enterprises Water Group Ltd		17 909 655	17,4				17,4
Beijing GeoEnviron Engineering & Technology Inc		5 508 586	13,5				13,5
Beijing Jingneng Clean Energy Co Ltd		580 300	0,2				0,2
Beijing Oriental Yuhong Waterproof Technology Co Ltd		3 001 567	23,1				23,1
Beijing Originwater Technology Co Ltd		2 235 941	7,5			7,5	
	classe A	8 293 483	27,7			27,7	35,2
Bell Canada					489,5		489,5
Bellway PLC		201 832	12,2				12,2
Bendigo and Adelaide Bank Ltd		140 164	1,6				1,6
Benesse Holdings Inc		42 539	1,9				1,9
Berjaya Corp Bhd		1 948 490	0,2				0,2
Berkeley Group Holdings PLC		117 270	8,3				8,3

Berkshire Hathaway Inc	classe A	9	3,4			3,4	
	classe B	3 121 781	775,3			775,3	778,7
Berli Jucker PCL		3 331 418	8,5				8,5
Berry Global Group Inc		169 000	12,4				12,4
Best Buy Co Inc		70 810	6,1				6,1
Best Pacific International Holdings Ltd		1 368 000	1,1				1,1
Bezeq The Israeli Telecommunication Corp Ltd		2 446 989	4,6				4,6
BGF Co Ltd		67 744	16,7				16,7
BGP Holdings PLC		2 416 150	-				-
Bharat Forge Ltd		186 568	2,7				2,7
Bharat Heavy Electricals Ltd		784 873	1,4				1,4
Bharat Petroleum Corp Ltd		1 128 353	11,5				11,5
Bharti Airtel Ltd		4 344 517	45,2				45,2
Bharti Infratel Ltd		2 050 894	15,2				15,2
BHP Billiton Ltd		10 712	0,3				0,3
BHP Billiton PLC		1 512 983	43,3				43,3
Bid Corp Ltd		734 727	22,4				22,4
Bidvest Group Ltd, The		722 288	15,9				15,9
BIM Birlesik Magazalar AS		945 096	24,4				24,4
Biogen Inc		33 891	13,5				13,5
BioMarin Pharmaceutical Inc		2 800	0,3				0,3
BlackRock Inc		16 849	10,8				10,8
Blue Dart Express Ltd		103 605	9,3				9,3
Blue Note Mining Inc		6 668 813	-				-
Blue Star Ltd		637 660	10,2				10,2
BlueScope Steel Ltd		551 901	8,3				8,3
BM&FBovespa SA - Bolsa de Valores Mercadorias e Futuros		9 516 082	81,9				81,9
BNK Financial Group Inc		775 425	8,5				8,5
BNP Paribas SA		750 700	70,3				70,3
Bob Evans Farms Inc		95 000	9,4				9,4
BOC Hong Kong Holdings Ltd		1 865 500	11,8				11,8
Boeing Company, The		139 750	51,6				51,6
Boliden AB		70 336	3,0				3,0
Bollore SA		1 191 572	8,1				8,1
Bombardier Inc	classe A	5 774 400	17,6		51,8	69,4	
	classe B	47 630 000	144,3			144,3	213,7
Boral Ltd		29 705	0,2				0,2
Boralex Inc		15 153 799	356,1				356,1
BorgWarner Inc		7 189	0,5				0,5

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Bosch Ltd		6 780	2,7				2,7
Boston Properties Inc		16 046	2,6				2,6
Boston Scientific Corp		505 826	15,7				15,7
Bouygues SA		346 309	22,6				22,6
BP PLC		14 826 776	131,4				131,4
BR Malls Participacoes SA		2 180 009	10,5				10,5
BR Properties SA		1 236 400	5,0				5,0
Bradespar SA		2 000 000	21,7				21,7
Brait SE		736 068	3,1				3,1
Brambles Ltd		576 740	5,7				5,7
Braskem SA		68 677	1,1				1,1
BRD-Groupe Societe Generale SA		3 886 840	16,2				16,2
Brenntag AG		123 746	9,8				9,8
BRF SA		1 827 751	25,3				25,3
Bridgestone Corp		11 660	0,7				0,7
Brilliance China Automotive Holdings Ltd		4 477 992	15,0				15,0
Brink's Company, The		55 000	5,4				5,4
Bristol-Myers Squibb Co		482 974	37,1				37,1
Britannia Industries Ltd		25 666	2,4				2,4
British American Tobacco Malaysia Bhd		889 825	11,0				11,0
British American Tobacco PLC		1 224 537	104,0				104,0
British Land Co PLC, The		384 306	4,5				4,5
Brixmor Property Group Inc		578 920	13,5				13,5
Broadcom Ltd		129 048	41,5				41,5
Broadridge Financial Solutions Inc		2 800	0,3				0,3
Brookfield Asset Management Inc					317,5		317,5
Brookfield Finance Inc					25,9		25,9
Brookfield Finance LLC					29,9		29,9
Brookfield Renewable Partners ULC					202,6		202,6
Brookline Bancorp Inc		147 838	2,9				2,9
Brother Industries Ltd		756 700	23,4				23,4
Brown & Brown Inc		150 053	9,7				9,7
Brown-Forman Corp		6 106	0,5				0,5

BT Group PLC		43 702 171	201,3				201,3
BTS Group Holdings PCL		18 200 365	5,8				5,8
Bukit Asam Persero Tbk PT		1 289 300	0,3				0,3
Bumi Serpong Damai Tbk PT		8 261 588	1,3				1,3
Bumrungrad Hospital PCL		977 077	7,1				7,1
Bunge Ltd		184 100	15,5				15,5
Bunzl PLC		97 080	3,4				3,4
Burberry Group PLC		102 994	3,1				3,1
Bureau Veritas SA		250 644	8,6				8,6
Burlington Stores Inc		136 000	21,0				21,0
Buwog AG		99 000	4,3				4,3
BYD Co Ltd		947 449	10,3				10,3
BYD Electronic International Co Ltd		1 000 000	2,7				2,7
CA Inc		122 420	5,1				5,1
Cabia Goldhills Inc		775 000	0,1				0,1
Cabot Oil & Gas Corp		395 613	14,2				14,2
Cadence Design Systems Inc		41 900	2,2				2,2
Cadila Healthcare Ltd		1 732 274	14,7				14,7
CAE Inc		4 379 111	102,3				102,3
Caisse Centrale Desjardins du Québec					137,8		137,8
CaixaBank SA		1 114 517	6,5				6,5
CalAtlantic Group Inc		232 000	16,4				16,4
Calbee Inc		4 800	0,2				0,2
Calgon Carbon Corp		300 000	8,0				8,0
Calpine Corp		742 000	14,1				14,1
Caltex Australia Ltd		133 499	4,5				4,5
Camden Property Trust		12 000	1,4				1,4
Cameco Corp		16 182 205	187,9				187,9
Camel Group Co Ltd		1 922 931	4,9			4,9	
	classe A	3 476 961	8,9			8,9	13,8
Camil Alimentos SA		893 034	2,6				2,6
Campbell Soup Co		17 300	1,0				1,0
Camuzzi Gas Pampeana SA		1 382	-				-
Canada Strategic Metals Inc		3 620 500	0,4				0,4
Canadian Natural Resources Limited		18 564 904	833,9				833,9
Canadian Utilities Ltd		48 577	1,8				1,8
Canara Bank		10 760	0,1				0,1
Canon Inc		235 455	11,0				11,0
CAP SA		24 479	0,4				0,4

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Capgemini SE		77 132	11,5				11,5
Capita Group Plc, The		392 143	2,7				2,7
Capital First Ltd		423 185	5,8				5,8
Capital One Financial Corporation		188 675	23,5				23,5
CapitaLand Commercial Trust		781 059	1,4				1,4
CapitaLand Ltd		4 761 401	15,8				15,8
CapitaLand Mall Trust		903 907	1,8				1,8
Capitec Bank Holdings Ltd		81 114	9,0				9,0
Cardinal Health Inc		107 500	8,3				8,3
Cardtronics PLC		557 042	12,9				12,9
Carl Zeiss Meditec AG		25 000	1,9				1,9
Carlisle Cos Inc		28 987	4,1				4,1
Carlsberg AS		63 113	9,5				9,5
CarMax Inc		12 297	1,0				1,0
Carnival Corp		131 541	10,9				10,9
Carnival PLC		71 134	5,9				5,9
Carrefour SA		1 114 249	30,2				30,2
Carter's Inc		61 100	9,0				9,0
Cascades Inc		4 148 868	56,5				56,5
Casino Guichard Perrachon SA		275 956	21,0				21,0
Casio Computer Co Ltd		14 256	0,3				0,3
Catcher Technology Co Ltd		1 903 529	26,3				26,3
Caterpillar Inc		205 000	40,5				40,5
Cathay Financial Holding Co Ltd		24 817 223	55,9				55,9
Cboe Global Markets Inc		118 901	18,6				18,6
CBRE Group Inc		44 644	2,4				2,4
CBS Corp		85 824	6,3				6,3
CCC SA		41 762	4,3				4,3
CCO Holdings LLC / CCO Holdings Capital Corp					25,5		25,5
CCOH Safari LLC					106,1		106,1
CCR SA		3 245 411	19,8				19,8
CD Projekt SA		97 539	3,4				3,4
CDK Global Inc		321 000	28,7				28,7

CDW Corp		34 900	3,0			3,0
Celanese Corp		25 100	3,4			3,4
Celgene Corp		68 322	8,9			8,9
Celltrion Healthcare Co Ltd		9 525	1,2			1,2
Celltrion Inc		4 557	1,2			1,2
Cementos Argos SA		1 033 374	5,0			5,0
Cementos Pacasmayo SAA		3 057 580	9,6			9,6
Cemex SAB de CV		16 321 627	15,4			15,4
Cencosud SA		4 240 511	15,7			15,7
Cenovus Energy Inc		31 186 303	358,0			358,0
Centene Corp		83 400	10,5			10,5
CenterPoint Energy Inc		347 239	12,3			12,3
Centrais Eletricas Brasileiras SA		1 247 948	9,1		9,1	
	classe B	1 116 038	9,6		9,6	18,7
Central Japan Railway Co		16 340	3,7			3,7
Central Pattana PCL		3 684 359	12,1			12,1
Centre Testing International Group Co Ltd		7 131 994	6,1			6,1
Centrica PLC		8 377 469	19,5			19,5
CenturyLink Inc		608 596	12,7			12,7
Cerner Corp		3 016	0,3			0,3
CEZ AS		815 918	23,9			23,9
CF Industries Holdings Inc		18 072	1,0			1,0
CGN Power Co Ltd		21 070 369	7,2			7,2
CH Robinson Worldwide Inc		59 678	6,7			6,7
Chailease Holding Co Ltd		3 288 008	12,0			12,0
Challenger Ltd		71 603	1,0			1,0
Champion Iron Ltd		5 555 556	7,1			7,1
Chang Hwa Commercial Bank Ltd		13 498 968	9,4			9,4
Chaozhou Three-Circle Group Co Ltd		2 097 490	8,1			8,1
Charles River Laboratories International Inc		138 520	19,0			19,0
Charles Schwab Corp, The		73 968	4,8			4,8
Charoen Pokphand Foods PCL		9 489 181	8,8			8,8
Charoen Pokphand Indonesia Tbk PT		16 773 943	4,6			4,6
Charter Communications Inc		118 518	49,9			49,9
Charter Communications Operating LLC				97,6		97,6
Check Point Software Technologies Ltd		28 869	3,7			3,7
Cheil Worldwide Inc		170 377	4,2			4,2
Chemed Corp		63 972	19,5			19,5
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée		120 385	27,6			27,6

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Chemours Co, The		209 500	13,1				13,1
Cheng Shin Rubber Industry Co Ltd		2 397 818	5,3				5,3
Cheniere Energy Inc		25 820	1,7				1,7
Chevron Corp		919 600	144,2				144,2
Chiba Bank Ltd, The		673 409	7,0				7,0
Chicony Electronics Co Ltd		2 049 851	6,5				6,5
Chicony Power Technology Co Ltd		760 268	2,0				2,0
China Agri-Industries Holdings Ltd		1 168 000	0,6				0,6
China Airlines Ltd		5 310 241	2,6				2,6
China BlueChemical Ltd		1 047 300	0,4				0,4
China CAMC Engineering Co Ltd		1 648 978	5,8			5,8	
	classe A	2 431 469	8,6			8,6	14,4
China Cinda Asset Management Co Ltd		15 502 508	7,1				7,1
China CITIC Bank Corporation Limited		15 859 380	12,5				12,5
China Communications Construction Co Ltd		8 057 543	11,5				11,5
China Communications Services Corp Ltd		5 278 554	4,4				4,4
China Conch Venture Holdings Ltd		2 401 781	7,0				7,0
China Construction Bank Corp	classe A	39 553 680	58,4			58,4	
	classe H	172 122 031	198,6			198,6	257,0
China CYTS Tours Holding Co Ltd		5 066 343	20,3				20,3
China Development Financial Holding Corp		36 885 000	15,8				15,8
China Distance Education Holdings Ltd		184 997	2,1				2,1
China Everbright Bank Co Ltd		4 876 203	2,9				2,9
China Everbright Greentech Ltd		1 279 123	1,5				1,5
China Everbright International Ltd		13 646 084	24,4				24,4
China Everbright Ltd		1 372 593	3,8				3,8
China Evergrande Group		5 668 863	24,5				24,5
China Fiber Optic Network System Group Ltd		8 023 200	0,9				0,9
China Fortune Land Development Co Ltd		2 184 150	13,2				13,2
China Galaxy Securities Co Ltd		4 914 223	4,5				4,5
China Gas Holdings Ltd		6 956 300	24,1				24,1
China Huarong Asset Management Co Ltd		11 691 700	6,9				6,9
China Huishan Dairy Holdings Co Ltd		8 557 206	-				-
China International Capital Corp Ltd		324 400	0,8				0,8

China International Travel Service Corp Ltd		1 578 000	13,2			13,2
China Jinmao Holdings Group Ltd		5 527 809	3,0			3,0
China Life Insurance Co Ltd		7 605 087	9,6		9,6	
	classe H	12 072 237	47,5		47,5	57,1
China Longyuan Power Group Corp Ltd		6 689 350	6,0			6,0
China Maple Leaf Educational Systems Ltd		7 380 000	10,8			10,8
China Medical System Holdings Ltd		2 215 991	6,5			6,5
China Mengniu Dairy Co Ltd		5 283 203	19,7			19,7
China Merchants Bank Co Ltd	classe A	25 739 446	143,7		143,7	
	classe H	6 580 485	32,8		32,8	176,5
China Merchants Energy Shipping Co Ltd		2 040 900	1,7			1,7
China Merchants Port Holdings Co Ltd		2 639 885	8,7			8,7
China Minsheng Banking Corp Ltd		10 182 901	12,8			12,8
China Mobile Ltd		61 375 977	779,6			779,6
China Molybdenum Co Ltd		5 529 000	4,4			4,4
China National Accord Medicines Corp Ltd		532 597	6,2			6,2
China National Building Material Co Ltd		15 650 073	17,5			17,5
China National Materials Co Ltd		704 000	0,7			0,7
China Oilfield Services Ltd		3 270 975	4,0			4,0
China Oriental Group Co Ltd		592 000	0,6			0,6
China Overseas Land & Investment Ltd		6 044 344	24,4			24,4
China Overseas Property Holdings Ltd		3 960 000	1,3			1,3
China Pacific Insurance Group Co Ltd		7 808 747	47,0			47,0
China Petroleum & Chemical Corp		60 385 434	55,5			55,5
China Power International Development Ltd		3 994 000	1,3			1,3
China Railway Construction Corp Ltd		3 743 906	5,4			5,4
China Railway Group Ltd		7 348 150	6,8			6,8
China Reinsurance Group Corp		511 000	0,1			0,1
China Resources Beer Holdings Co Ltd		3 627 175	16,3			16,3
China Resources Gas Group Ltd		1 820 634	8,3			8,3
China Resources Land Ltd		8 812 257	32,5			32,5
China Resources Pharmaceutical Group Ltd		3 081 500	5,0			5,0
China Resources Power Holdings Co Ltd		4 865 341	11,4			11,4
China Shenhua Energy Co Ltd		6 142 196	19,9			19,9
China Southern Airlines Co Ltd		3 136 485	4,1			4,1
China State Construction International Holdings Ltd		3 187 467	5,6			5,6
China Steel Corp		15 628 337	16,3			16,3
China Suntien Green Energy Corp Ltd		20 000 000	6,6			6,6
China Taiping Insurance Holdings Co Ltd		2 746 592	12,9			12,9

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
China Telecom Corp Ltd		27 630 865	16,5				16,5
China Unicom Hong Kong Ltd		12 530 787	21,2				21,2
China Vanke Co Ltd		1 999 318	10,0				10,0
China Yuchai International Ltd		15 240	0,5				0,5
China ZhengTong Auto Services Holdings Ltd		222 000	0,3				0,3
Chinasoft International Ltd		2 272 000	1,9				1,9
Chipotle Mexican Grill Inc		1 353	0,5				0,5
Chocoladefabriken Lindt & Spruengli AG		243	3,7				3,7
Chongqing Rural Commercial Bank Co Ltd		3 717 698	3,3				3,3
Chongqing Taiji Industry Group Co Ltd		2 081 938	6,5				6,5
Chr Hansen Holding A/S		111 417	13,1				13,1
CHS/Community Health Systems Inc					33,9		33,9
Chubb Ltd		176 727	32,4				32,4
Chubu Electric Power Co Inc		1 111 082	17,3				17,3
Chugai Pharmaceutical Co Ltd		7 511	0,5				0,5
Chugoku Electric Power Co Inc, The		167 826	2,3				2,3
Chunghwa Telecom Co Ltd		12 330 140	55,0				55,0
Church & Dwight Co Inc		52 554	3,3				3,3
CI Financial Corp		3 280 000	97,6				97,6
Cia Brasileira de Distribuicao		96 499	2,9				2,9
Cia Cervecerias Unidas SA		387 486	8,1				8,1
Cia de Gas de Sao Paulo - COMGAS		113 079	2,6				2,6
Cia de Minas Buenaventura SAA		425 464	7,5				7,5
Cia de Saneamento Basico do Estado de Sao Paulo		519 610	6,7				6,7
Cia de Transmissao de Energia Eletrica Paulista		9 100	0,2				0,2
Cia Energetica de Minas Gerais		98 275	0,2			0,2	
	privilégiées	626 512	1,6			1,6	1,8
Cia Energetica de Sao Paulo		1 002 628	5,0				5,0
Cia Energetica do Ceara		350 000	7,2				7,2
Cia Hering		1 324 544	12,8				12,8
Cia Paranaense de Energia		15 610	0,1			0,1	
	classe B	21 300	0,2			0,2	0,3
Cia Siderurgica Nacional SA		163 322	0,5				0,5
Cia Sud Americana de Vapores SA		12 789 013	0,9				0,9

CIBC Capital Trust				144,2		144,2
Cielo SA		818 689	7,3			7,3
Cigna Corp		208 463	53,0			53,0
Cimarex Energy Co		12 905	2,0			2,0
CIMB Group Holdings Bhd		12 104 195	24,5			24,5
CIMIC Group Ltd		161 438	8,1			8,1
Cincinnati Financial Corp		35 258	3,3			3,3
Cineworld Group PLC		483 800	4,9			4,9
Cintas Corp		28 657	5,6			5,6
Cipla Ltd		1 598 037	19,1			19,1
Cisco Systems Inc		3 516 962	168,8			168,8
CIT Group Inc		38 400	2,4			2,4
CITIC Ltd		9 512 100	17,2			17,2
CITIC Securities Co Ltd	classe A	14 881 966	51,8		51,8	
	classe H	3 729 337	9,6		9,6	61,4
Citigroup Inc		2 377 010	221,6	338,5		560,1
Citizen Watch Co Ltd		970 000	8,9			8,9
Citizens Financial Group Inc		395 030	20,8			20,8
Citrix Systems Inc		326 941	36,0			36,0
City Developments Ltd		159 292	1,9			1,9
Cityneon Holdings Ltd		1 208 000	1,1			1,1
CJ CheilJedang Corp		22 732	9,7		9,7	
	privilégiées	357	0,1		0,1	9,8
CJ Corp		48 392	10,3			10,3
CJ E&M Corp		114 499	13,1			13,1
CJ Logistics Corp		8 750	1,4			1,4
CK Asset Holdings Ltd		2 831 324	31,0			31,0
CK Hutchison Holdings Ltd		2 029 829	31,9			31,9
CK Infrastructure Holdings Ltd		197 200	2,1			2,1
Cleanaway Co Ltd		241 000	1,8			1,8
Cleanaway Waste Management Ltd		2 420 547	3,6			3,6
Clorox Company, The		5 605	1,0			1,0
CLP Holdings Ltd		1 745 719	22,4			22,4
CME Group Inc		49 323	9,0			9,0
CMS Edu Co Ltd		289 356	3,0			3,0
CMS Energy Corp		209 767	12,4			12,4
CMST Development Co Ltd		3 459 911	7,3		7,3	
	classe A	610 000	1,3		1,3	8,6
CNH Industrial NV		2 543 093	42,7			42,7

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
CNOOC Ltd		164 600 535	296,0				296,0
CNP Assurances		325 072	9,4				9,4
Coal India Ltd		1 441 247	7,4				7,4
Cobalt International Energy Inc		422 035	0,5				0,5
Cobham PLC		1 122 382	2,4				2,4
Coca-Cola Amatil Ltd		530 736	4,4				4,4
Coca-Cola Bottlers Japan Holdings Inc		1 300	0,1				0,1
Coca-Cola Co, The		775 444	44,6				44,6
Coca-Cola Femsa SAB de CV		676 208	6,0				6,0
Coca-Cola HBC AG		144 500	5,9				5,9
Coca-Cola Icecek AS		546 437	6,2				6,2
Cochlear Ltd		26 846	4,5				4,5
Cofinimmo SA		167 000	27,6				27,6
Cogeco Communications Inc					90,4		90,4
Cognizant Technology Solutions Corp		516 566	46,0				46,0
Colbun SA		21 725 904	6,3				6,3
Colfax Corp		24 900	1,2				1,2
Colgate-Palmolive Co		3 574 212	337,9				337,9
Colgate-Palmolive India Ltd		208 617	4,5				4,5
Colony NorthStar Inc		21 200	0,3				0,3
Coloplast AS		96 498	9,6				9,6
Colruyt SA		474 049	30,9				30,9
Columbia Property Trust Inc		237 100	6,8				6,8
Comber Wind Financial Corp					75,7		75,7
Comcast Corp		2 257 622	113,3				113,3
Comerica Inc		221 501	24,1				24,1
ComfortDelGro Corp Ltd		1 927 870	3,6				3,6
Commercial Bank of Ceylon PLC		1 527 172	1,7				1,7
Commercial Bank of Qatar QSC, The		562 216	5,6				5,6
Commercial International Bank Egypt SAE		2 963 950	16,2				16,2
Commerzbank AG		585 798	11,0				11,0
Commonwealth Bank of Australia		170 561	13,4				13,4
CommScope Holding Co Inc		5 910	0,3				0,3

CommScope Technologies Finance LLC			22,6	22,6
CommScope Technologies LLC			17,5	17,5
Compagnie de Saint-Gobain	395 331	27,3		27,3
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	15 882 872	1 646,3		1 646,3
Compagnie Financière Richemont SA	646 422	73,4		73,4
Compagnie Générale des Établissements Michelin	188 848	34,0		34,0
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	61 241	2,4		2,4
Compagnies Loblaw limitée, Les	11 223 500	765,7	105,0	870,7
Compal Electronics Inc	14 765 390	13,2		13,2
Companhia de Saneamento de Minas Gerais Copasa MG	526 939	8,6		8,6
Compass Group PLC	1 146 216	31,1		31,1
Computer Modelling Group Ltd	5 680 400	54,5		54,5
Computershare Ltd	190 612	3,0		3,0
Conagra Brands Inc	181 600	8,6		8,6
Concentradora Fibra Danhos SA de CV	3 688 270	7,2		7,2
Concho Resources Inc	10 600	2,0		2,0
Concordia Financial Group Ltd	329 735	2,5		2,5
Conduent Inc	621 900	12,6		12,6
ConocoPhillips	373 946	25,7		25,7
Consolidated Edison Inc	188 853	20,1		20,1
Constellation Brands Inc	197 570	56,6		56,6
Consumer Staples Select Sector SPDR Fund	2 099 381	149,6		149,6
Container Corp Of India Ltd	242 730	6,6		6,6
Continental AG	34 344	11,6		11,6
Continental Resources Inc	56 100	3,7		3,7
ConvaTec Group PLC	185 669	0,6		0,6
Convenience Retail Asia Ltd	1 874 000	1,1		1,1
Convergys Corp	300 000	8,8		8,8
Cooper Cos Inc , The	500	0,1		0,1
Corbion NV	62 000	2,5		2,5
Core Laboratories NV	66 415	9,1		9,1
Corning Inc	350 800	14,1		14,1
Coronation Fund Managers Ltd	454 874	3,4		3,4
Corp Moctezuma SAB de CV	1 623 342	7,7		7,7
Corpbanca SA	387 548 620	4,4		4,4
Corporation Fiera Capital	1 483 000	19,3		19,3
Corporation Financière Power	484 966	16,8	60,6	77,4
Corporation Stornoway Diamond	44 724 660	29,5		29,5
Corporativo Fragua SAB de CV	628 913	9,7		9,7

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Corpovael SA de CV		6 921 734	6,5				6,5
Cosan SA Industria e Comercio		591 763	9,3				9,3
COSCO SHIPPING Ports Ltd		3 563 954	4,6				4,6
Cosmo Lady China Holdings Co Ltd		1 747 000	0,8				0,8
Costa Group Holdings Ltd		400 000	2,6				2,6
CoStar Group Inc		680	0,3				0,3
Costco Wholesale Corp		186 034	43,4				43,4
Coty Inc		47 100	1,2				1,2
Country Garden Holdings Co Ltd		9 078 976	21,7				21,7
Covestro AG		142 559	18,5				18,5
Coway Co Ltd		252 563	28,9				28,9
CP ALL PCL		14 798 831	43,8				43,8
CR Capital Corp		827 540	0,1				0,1
Credicorp Ltd		155 339	40,4				40,4
Crédit Agricole SA		732 843	15,2				15,2
Credit Saison Co Ltd		868 998	19,8				19,8
Credit Suisse Group AG		2 013 592	45,0				45,0
Cresud SACIF y A		686 248	19,0				19,0
CRH PLC		290 317	13,1				13,1
Croda International PLC		22 181	1,7				1,7
Crombie Real Estate Investment Trust					20,0		20,0
Crosslinx Transit Solutions GP					49,1		49,1
Crown Castle International Corp		37 538	5,2				5,2
Crown Holdings Inc		35 500	2,5				2,5
Crown Resorts Ltd		27 157	0,3				0,3
CRRC Corp Ltd		6 280 380	8,4				8,4
CSE Global Ltd		3 139 600	1,1				1,1
CSL Ltd		420 317	58,2				58,2
CSPC Pharmaceutical Group Ltd		11 810 254	29,9				29,9
CSX Corp		93 266	6,4				6,4
CTBC Financial Holding Co Ltd		55 884 297	48,2				48,2
Ctrip.com International Ltd		625 796	34,6				34,6
CTS Eventim AG & Co KGaA		36 000	2,1				2,1

CU Inc			377,3	377,3
CubeSmart	461 500	16,7		16,7
Cummins Inc	66 100	14,6		14,6
CVC Brasil Operadora e Agencia de Viagens SA	1 993 700	36,5		36,5
CVS Health Corp	3 012 791	273,7		273,7
CYBERDYNE Inc	9 200	0,2		0,2
Cyfrowy Polsat SA	594 979	5,3		5,3
Cyrela Brazil Realty SA Empreendimentos e Participacoes	51 300	0,3		0,3
Dabur India Ltd	524 261	3,6		3,6
Daelim Industrial Co Ltd	150 330	14,5		14,5
Daewoo Engineering & Construction Co Ltd	307 758	2,1		2,1
Dah Chong Hong Holdings Ltd	6 321 462	3,7		3,7
Dah Sing Financial Holdings Ltd	271 068	2,2		2,2
Dai Nippon Printing Co Ltd	4 218	0,1		0,1
Daicel Corp	733 105	10,5		10,5
Dai-ichi Life Insurance Co Limited, The	1 221 412	31,6		31,6
Daiichi Sankyo Co Ltd	498 247	16,3		16,3
Daiichikosho Co Ltd	34 100	2,1		2,1
Daikin Industries Ltd	5 454	0,8		0,8
Daily Mail & General Trust PLC	665 990	6,7		6,7
Daimler AG	674 945	71,9		71,9
Daito Trust Construction Co Ltd	5 098	1,3		1,3
Daiwa House Industry Co Ltd	462 129	22,2		22,2
Daiwa House REIT Investment Corp	128	0,4		0,4
Daiwa Securities Group Inc	474 851	3,7		3,7
Dalmia Bharat Ltd	450 000	28,3		28,3
DAMAC Properties Dubai Co PJSC	5 144 950	5,8		5,8
Dana Inc			52,9	52,9
Danaher Corp	2 111 613	245,6		245,6
Danone SA	459 014	48,3		48,3
Danske Bank AS	146 701	7,2		7,2
Darden Restaurants Inc	6 474	0,8		0,8
Dassault Aviation SA	1 783	3,5		3,5
Dassault Systèmes SA	37 468	5,0		5,0
DaVita Inc	108 900	9,9		9,9
DB Insurance Co Ltd	144 295	12,0		12,0
DBS Group Holdings Ltd	1 247 610	29,1		29,1
DCB Bank Ltd	3 250 000	12,5		12,5
DCC PLC	37 331	4,7		4,7

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
DCM Holdings Co Ltd		144 300	1,7				1,7
Deere & Co		3 644	0,7				0,7
Dell Technologies Inc Class V		483 741	49,3				49,3
Delta Air Lines Inc		648 906	45,5				45,5
Delta Brac Housing Finance Corp Ltd		1 137 186	2,3				2,3
Delta Electronics Inc		1 447 354	8,7				8,7
Delta Electronics Thailand PCL		1 363 755	3,8				3,8
DeNA Co Ltd		8 000	0,2				0,2
Denso Corp		372 097	28,0				28,0
DENTSPLY SIRONA Inc		29 808	2,5				2,5
Dentsu Inc		39 900	2,1				2,1
Deutsche Bank AG		13 120	0,3				0,3
Deutsche Boerse AG		21 343	3,1				3,1
Deutsche Lufthansa AG		612 535	28,3				28,3
Deutsche Post AG		662 247	39,6				39,6
Deutsche Telekom AG		2 962 949	66,0				66,0
Deutsche Wohnen SE		42 914	2,4				2,4
Devon Energy Corp		366 942	19,0				19,0
Dexus		215 983	2,1				2,1
DGB Financial Group Inc		464 765	5,7				5,7
Diageo PLC		12 789 136	590,7				590,7
Dialog Group BHD		8 491 525	6,6				6,6
Diamondback Energy Inc		9 000	1,4				1,4
DiGi.Com Bhd		2 153 328	3,4				3,4
Digital Realty Trust Inc		69 800	10,0				10,0
Dime Community Bancshares Inc		100 200	2,6				2,6
Dino Polska SA		70 881	2,0				2,0
Dip Corp		104 800	3,4				3,4
Direct Line Insurance Group PLC		344 442	2,2				2,2
Disco Corp		4 400	1,2				1,2
Discover Financial Services		437 389	42,2				42,2
Discovery Communications Inc	classe A	71 142	2,0			2,0	
	classe C	11 383	0,3			0,3	2,3
Discovery Ltd		713 060	13,4				13,4

DISH Network Corp	67 623	4,0		4,0
Distell Group Ltd	431 006	6,2		6,2
Divi's Laboratories Ltd	600 000	12,9		12,9
DMCI Holdings Inc	11 950 340	4,3		4,3
DNB ASA	726 146	16,9		16,9
Doha Bank QPSC	430 597	4,2		4,2
Dollar General Corp	6 769 489	788,9		788,9
Dollar Tree Inc	73 673	9,9	142,6	152,5
Dollarama Inc	5 991 095	940,9		940,9
Dominion Resources Inc	254 421	25,8		25,8
Domino's Pizza Enterprises Ltd	6 549	0,3		0,3
Domino's Pizza Inc	3 900	0,9		0,9
Don Quijote Holdings Co Ltd	42 900	2,8		2,8
Dongfeng Motor Group Co Ltd	4 859 574	7,4		7,4
Dongjiang Environmental Co Ltd	3 679 995	11,5		11,5
Dongkuk Steel Mill Co Ltd	34 278	0,4		0,4
Dongsuh Cos Inc	86 106	2,9		2,9
Doosan Bobcat Inc	86 614	3,6		3,6
Doosan Corp	705	0,1		0,1
Doosan Heavy Industries & Construction Co Ltd	66 814	1,2		1,2
Doosan Infracore Co Ltd	134 107	1,4		1,4
Doutor Nichires Holdings Co Ltd	46 000	1,4		1,4
Dover Corp	307 688	38,9		38,9
DowDuPont Inc	672 252	60,0		60,0
DP World Ltd	612 977	19,2		19,2
DR Horton Inc	16 020	1,0		1,0
Dr Lal PathLabs Ltd	59 787	1,0		1,0
Dr Pepper Snapple Group Inc	50 445	6,1		6,1
Dr Reddy's Laboratories Ltd	142 360	6,7		6,7
DSV AS	106 271	10,5		10,5
DTE Energy Co	63 859	8,8		8,8
Dubai Investments PJSC	4 217 702	3,5		3,5
Dubai Islamic Bank PJSC	3 502 812	7,4		7,4
Dufry AG	12 889	2,4		2,4
Duke Energy Corp	625 533	65,9		65,9
Duke Realty Corp	41 800	1,4		1,4
Duni AB	40 000	0,7		0,7
Duratex SA	1 818 700	6,3		6,3
DXB Entertainments PJSC	9 013 639	2,0		2,0

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
DXC Technology Co		350 376	41,7				41,7
DXP Enterprises Inc		145 560	5,4				5,4
E*TRADE Financial Corp		508 576	31,6				31,6
E.ON SE		4 781 252	65,2				65,2
E.Sun Financial Holding Co Ltd		27 265 589	21,7				21,7
E1 Corp		974	0,1				0,1
East Japan Railway Co		35 686	4,4				4,4
East West Bancorp Inc		9 900	0,8				0,8
Eastern Tobacco		77 142	2,4				2,4
Eastmain Resources Inc		4 187 229	1,4				1,4
Eastman Chemical Co		41 995	4,9				4,9
easyJet PLC		235 583	5,8				5,8
Eaton Corp PLC		205 833	20,4				20,4
Eaton Vance Corp		11 400	0,8				0,8
Ebara Corp		264 030	12,6				12,6
eBay Inc		1 077 700	51,0				51,0
Eclat Textile Co Ltd		38 817	0,5				0,5
Ecolab Inc		1 787 742	300,6				300,6
Ecopetrol SA		11 068 487	10,3				10,3
Edan Instruments Inc		5 862 253	9,4				9,4
Edelweiss Financial Services Ltd		14 000 000	81,6				81,6
Edenred		57 205	2,1				2,1
Edison International		258 769	20,5				20,5
EDP - Energias de Portugal SA		950 864	4,1				4,1
EDP - Energias do Brasil SA		1 244 459	6,6				6,6
Edwards Lifesciences Corp		25 802	3,6				3,6
Egyptian Financial Group-Hermes Holding Co		1 385 901	2,3				2,3
Egyptian International Pharmaceuticals EIPICO		235 688	2,3				2,3
Eicher Motors Ltd		11 890	7,1				7,1
Eiffage SA		58 639	8,1				8,1
Eisai Co Ltd		117 696	8,4				8,4
El Puerto de Liverpool SAB de CV		181 658	1,4				1,4
Elbit Systems Ltd		10 293	1,7				1,7

Eldorado Gold Corp	1 167 694	2,1		2,1
Electric Power Development Co Ltd	25 535	0,9		0,9
Électricité de France SA	5 209 877	81,7	230,5	312,2
Electricity Generating PCL	407 824	3,4		3,4
Electrolux AB	129 688	5,2		5,2
Electronic Arts Inc	38 140	5,0		5,0
Eletropaulo Metropolitana Eletricidade de Sao Paulo SA	21 200	0,1		0,1
Eli Lilly & Co	389 700	41,2		41,2
Elior Group SA	11 299 435	292,8		292,8
Elisa OYJ	45 020	2,2		2,2
Ellie Mae Inc	114 367	12,8		12,8
Emaar Malls PJSC	5 534 925	4,0		4,0
Emaar Properties PJSC	9 945 052	23,5		23,5
E-MART Inc	73 918	23,4		23,4
Embotelladora Andina SA	708 260	4,4		4,4
Embraer SA	832 004	6,3		6,3
Emera Inc	21 362	1,0		1,0
Emerson Electric Co	517 867	45,2		45,2
Emirates Telecommunications Group Co PJSC	4 930 504	29,4		29,4
Emlak Konut Gayrimenkul Yatirim Ortakligi AS	2 748 105	2,6		2,6
Empresa Distribuidora Y Comercializadora Norte	276 467	17,2		17,2
Empresa Nacional de Electricidad SA	10 021 902	11,4		11,4
Empresa Nacional de Telecomunicaciones SA	369 847	5,2		5,2
Empresas CMPC SA	3 071 556	13,1		13,1
Empresas COPEC SA	1 120 073	22,2		22,2
EMS-Chemie Holding AG	2 417	2,0		2,0
Enagas SA	180 915	6,5		6,5
Enbridge Inc	18 449 297	907,0	338,9	1 245,9
Enbridge Income Fund Holdings Inc			231,1	231,1
Ence Energia y Celulosa SA	259 000	2,1		2,1
Endesa SA	919 605	24,7		24,7
Enea SA	92 837	0,4		0,4
Enel Americas SA	88 446 163	34,2		34,2
Enel Chile SA	51 327 441	7,6		7,6
Enel SpA	9 371 264	72,3		72,3
Energa SA	847 758	3,9		3,9
Energen Corp	98 900	7,1		7,1
Energisa SA	1 795 500	18,5		18,5
Energy Absolute PCL	3 061 978	6,2		6,2

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Eneva SA		145 251	0,8				0,8
Engie Brasil Energia SA		39 542	0,5				0,5
Engie SA		3 804 563	82,1				82,1
Eni SpA		3 172 618	65,9				65,9
Enka Insaat ve Sanayi AS		66 190	0,1				0,1
ENN Energy Holdings Ltd		1 931 520	17,3				17,3
Entergy Corp		236 961	24,2				24,2
Entreprises minières Globex Inc		1 729 000	0,7				0,7
Envestnet Inc		224 060	14,0				14,0
Envision Healthcare Corp		24 271	1,1				1,1
EOG Resources Inc		23 609	3,2				3,2
EQT Corp		104 937	7,5				7,5
Equatorial Energia SA		1 021 626	25,3				25,3
Equifax Inc		16 371	2,4				2,4
Equinix Inc		62 616	35,6				35,6
Equity Group Holdings Ltd		7 336 800	3,5				3,5
Equity Residential		54 191	4,3				4,3
Eregli Demir ve Celik Fabrikalari TAS		2 420 952	8,0				8,0
Erste Group Bank AG		90 325	4,9				4,9
Esperion Therapeutics Inc		250 000	20,6				20,6
Essex Property Trust Inc		1 017	0,3				0,3
Essilor International SA		108 214	18,7				18,7
Essity AB		271 284	9,7				9,7
Estacio Participacoes SA		3 310 800	41,0				41,0
Estee Lauder Cos Inc, The		13 879	2,2				2,2
Eurazeo SA		18 592	2,2				2,2
Eurobank Ergasias SA		2 693 498	3,4				3,4
Eurofins Scientific SE		721 034	550,7				550,7
Euronet Worldwide Inc		128 898	13,6				13,6
Eutelsat Communications SA		172 245	5,0				5,0
Eva Airways Corp		5 916 888	3,9				3,9
Even Construtora e Incorporadora SA		206 227	0,4				0,4
Everbright Jiabao Co Ltd		5 913 240	20,4				20,4

Everest Re Group Ltd	8 100	2,2		2,2
Evergreen Marine Corp Taiwan Ltd	197 727	0,1		0,1
Eversource Energy	155 660	12,3		12,3
Evonik Industries AG	35 683	1,7		1,7
Exelixis Inc	575 000	21,9		21,9
Exelon Corp	884 765	43,7		43,7
Exide Industries Ltd	3 243 577	14,2		14,2
EXOR NV	32 314	2,5		2,5
Expedia Inc	811	0,1		0,1
Expeditors International of Washington Inc	10 233	0,8		0,8
Experian PLC	1 450 130	40,2		40,2
Exploration Amex Inc	817 200	0,1		0,1
Exploration Azimut Inc	3 127 803	1,2		1,2
Exploration Dios Inc	4 978 436	0,3		0,3
Exploration Khalkos Inc	4 243 513	0,4		0,4
Exploration Kintavar Inc	1 071 429	0,2		0,2
Exploration Knick Inc	4 226 819	0,1		0,1
Exploration Midland Inc	6 790 106	5,9		5,9
Exploration Puma Inc	12 634 177	1,1		1,1
Exploration Typhon Inc	1 967 500	0,1		0,1
Explorations Matamec Inc	1 517 250	-		-
Export-Import Bank of Korea			173,4	173,4
Express Scripts Holding Co	350 869	32,8		32,8
Extra Space Storage Inc	10 736	1,2		1,2
Exxaro Resources Ltd	829 513	13,6		13,6
Exxon Mobil Corp	10 088 783	1 057,3		1 057,3
Ez Tec Empreendimentos e Participacoes SA	166 401	1,4		1,4
Ezdan Holding Group QSC	2 255 730	9,5		9,5
F5 Networks Inc	12 767	2,1		2,1
Facebook Inc	387 592	85,7		85,7
Fairfax Financial Holdings Ltd			297,9	297,9
Fairfax US Inc			22,0	22,0
Falco Resources Ltd	1 632 366	1,4		1,4
FamilyMart UNY Holdings Co Ltd	8 568	0,8		0,8
Fanhua Inc	145 767	3,9		3,9
FANUC Corp	2 003 665	603,1		603,1
Far East Horizon Ltd	2 920 978	3,1		3,1
Far Eastern New Century Corp	9 700 627	10,9		10,9
Far EasTone Telecommunications Co Ltd	5 201 271	16,1		16,1

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Fast Retailing Co Ltd		418	0,2				0,2
Fastenal Co		11 482	0,8				0,8
Federal Realty Investment Trust		31 421	5,2				5,2
Fédération des Caisses Desjardins du Québec					46,9		46,9
FedEx Corp		69 665	21,8				21,8
Felda Global Ventures Holdings Bhd		2 757 356	1,4				1,4
Feng TAY Enterprise Co Ltd		34 986	0,2				0,2
Ferguson PLC		90 534	8,2				8,2
Ferrari NV		76 536	10,1				10,1
Ferrovial SA		339 602	9,7				9,7
FF Group		47 929	1,4				1,4
Fiat Chrysler Automobiles NV		2 666 522	59,8				59,8
Fiberhome Telecommunication Technologies Co Ltd		6 775 573	37,6				37,6
Fibra Uno Administracion SA de CV		15 987 316	29,8				29,8
Fibria Celulose SA		596 561	10,8				10,8
Fidelity National Information Services Inc		87 233	10,3				10,3
Fiducie de capital Banque Scotia					46,1		46,1
Fielmann AG		18 000	2,0				2,0
Fifth Third Bancorp		138 965	5,3				5,3
FIH Mobile Ltd		1 290 350	0,5				0,5
Financial Engines Inc		370 406	14,1				14,1
Financière Sun Life du Canada, Inc					206,7		206,7
First Abu Dhabi Bank PJSC		4 015 762	14,0				14,0
First Asset Morningstar National Bank Québec Index ETF		1 506 061	30,8				30,8
First Capital Realty Inc					24,8		24,8
First Data Corp		454 400	9,5		88,9		98,4
First Financial Holding Co Ltd		28 890 521	23,8				23,8
First Gen Corp		303 380	0,1				0,1
First Pacific Co Ltd		1 578 833	1,3				1,3
First Republic Bank		11 000	1,2				1,2
FirstEnergy Corp		450 503	17,3				17,3
FirstRand Ltd		9 989 602	68,0				68,0
Fiserv Inc		21 321	3,5				3,5

FleetCor Technologies Inc		15 100	3,6				3,6
Fletcher Building Ltd		368 169	2,5				2,5
Fleury SA		3 336 300	37,3				37,3
Flex Ltd		552 800	12,5				12,5
Flight Centre Travel Group Ltd		41 413	1,8				1,8
FLIR Systems Inc		40 100	2,3				2,3
Flowserve Corp		2 227 038	117,6				117,6
Flughafen Zurich AG		89 000	25,5				25,5
Fluor Corp		2 679 300	173,4				173,4
FMC Corp		2 237	0,3				0,3
FNF Group		49 000	2,4				2,4
Fomento Economico Mexicano SAB de CV		3 452 019	40,9				40,9
Foncière des Régions		47 029	6,7				6,7
Fonds de placement immobilier Cominar		8 458 000	121,8				121,8
Fonds de placement immobilier RioCan		275 900	6,7				6,7
Forage Orbit Garant Inc		3 200 000	7,0				7,0
Ford Credit Canada Co					354,5		354,5
Ford Motor Company		2 900 900	45,4				45,4
Ford Otomotiv Sanayi AS		118 515	2,4				2,4
Formosa Chemicals & Fibre Corp		9 297 080	40,3				40,3
Formosa International Hotels Corp		192 000	1,2				1,2
Formosa Petrochemical Corp		2 648 122	12,9				12,9
Formosa Plastics Corp		12 827 990	53,3				53,3
Formosa Taffeta Co Ltd		2 215 122	2,9				2,9
Fortescue Metals Group Ltd		139 804	0,7				0,7
Fortinet Inc		16 800	0,9				0,9
Fortis Inc		159 241	7,3				7,3
Fortive Corp		51 200	4,6				4,6
Fortress REIT Ltd	classe A	2 119 797	4,0			4,0	
	unités de fonds	1 618 720	6,9			6,9	10,9
Fortum OYJ		390 452	9,7				9,7
Fortune Brands Home & Security Inc		28 800	2,5				2,5
Foschini Group Limited, The		1 171 274	23,4				23,4
Foshan Haitian Flavouring & Food Co Ltd		748 748	7,8				7,8
Fosun International Ltd		4 268 704	11,9				11,9
Fox Factory Holding Corp		235 591	11,5				11,5
Foxconn Technology Co Ltd		3 219 721	11,5				11,5
Franco-Nevada Corp		20 990	2,1				2,1
Franklin Emerging Market Debt Opportunities Fund					550,4		550,4

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Franklin Resources Inc		227 600	12,4				12,4
Fraport AG Frankfurt Airport Services Worldwide		50 408	7,0				7,0
Frasers Logistics & Industrial Trust		3 639 500	4,0				4,0
Freenet AG		188 500	8,7				8,7
Freeport-McMoRan Inc		578 000	13,7				13,7
Fresenius Medical Care AG & Co KGaA		3 109	0,4				0,4
Fresenius SE & Co KGaA		236 894	23,2				23,2
Fresnillo PLC		241 819	5,9				5,9
Frutarom Industries Ltd		4 602	0,5				0,5
Fubon Financial Holding Co Ltd		21 670 769	46,3				46,3
Fuchs Petrolub SE		21 010	1,4				1,4
Fugro NV		105 000	2,1				2,1
Fuji Electric Co Ltd		2 403 808	22,7				22,7
FUJIFILM Holdings Corporation		376 461	19,3				19,3
Fujikura Ltd		507 600	5,6				5,6
Fujitsu Ltd		2 027 739	18,1				18,1
Fukuoka Financial Group Inc		7 612	0,1				0,1
Fullshare Holdings Ltd		10 212 000	5,9				5,9
Futaba Industrial Co Ltd		126 200	1,5				1,5
Future Retail Ltd		429 500	4,4				4,4
Fuyao Glass Industry Group Co Ltd	classe A	2 506 570	14,0			14,0	
	classe H	747 640	3,9			3,9	17,9
G4S PLC		1 732 165	7,8				7,8
GAEC Educacao SA		463 287	5,0				5,0
GAIL India Ltd		2 867 830	28,1				28,1
Galaxy Entertainment Group Ltd		41 119	0,4				0,4
Galp Energia SGPS SA		313 188	7,2				7,2
Gamuda Bhd		4 698 528	7,2				7,2
Gap Inc, The		72 400	3,1				3,1
Garmin Ltd		23 300	1,7				1,7
Gartner Inc		8 500	1,3				1,3
Gas Natural SDG SA		747 648	21,7				21,7
Gazprom PJSC		30 571 455	86,8				86,8
GCL-Poly Energy Holdings Ltd		23 623 205	5,3				5,3

GEA Group AG		1 926	0,1				0,1
Geberit AG		5 714	3,2				3,2
Gecina SA		14 803 753	3 427,8				3 427,8
Geely Automobile Holdings Ltd		7 282 144	31,6				31,6
Gemalto NV		46 279	3,4				3,4
General Dynamics Corp		1 733 197	441,8				441,8
General Electric Co		4 031 993	88,2				88,2
General Interface Solution Holding Ltd		463 000	3,9				3,9
General Mills Inc		116 975	8,7				8,7
General Motors Co		6 319 800	324,6				324,6
General Motors Financial of Canada Ltd					271,4		271,4
Genmab A/S		1 856	0,4				0,4
Gentera SAB de CV		936 574	1,0				1,0
Gentex Corp		24 689	0,6				0,6
Gentherm Inc		333 279	13,3				13,3
Genting Bhd		7 049 679	20,1				20,1
Genting Malaysia Bhd		17 749 575	30,9				30,9
Genting Plantations Bhd		655 227	2,1				2,1
Genting Singapore PLC		3 084 600	3,8				3,8
Genuine Parts Co		3 677 195	437,7				437,7
Geo Holdings Corp		67 600	1,6				1,6
George Weston Limitée					33,5		33,5
Gerdau SA		221 447	1,0				1,0
Gespeg Copper Resources Inc		3 560 000	0,2				0,2
Getinge AB		149 511	2,7				2,7
GF Securities Co Ltd	classe A	1 563 400	5,0			5,0	
	classe H	2 013 710	5,1			5,1	10,1
GGP Inc		335 234	9,8				9,8
Giant Manufacturing Co Ltd		40 456	0,3				0,3
Gibson Energy Inc					64,6		64,6
Gilead Sciences Inc		1 805 101	162,0				162,0
Givaudan SA		1 555	4,5				4,5
Gjensidige Forsikring ASA		18 428 721	437,3				437,3
GKN PLC		826 269	4,5				4,5
GlaxoSmithKline PLC		41 092 082	921,1				921,1
Glencore PLC		15 026 338	99,3				99,3
Glenmark Pharmaceuticals Ltd		123 067	1,4				1,4
Global Logistic Properties Ltd		768 320	2,4				2,4
Global Payments Inc		24 100	3,0				3,0

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Global Telecom Holding SAE		6 022 758	3,1				3,1
Globalwafers Co Ltd		598 000	10,0				10,0
Globe Telecom Inc		57 464	2,7				2,7
Globus Medical Inc		252 771	13,0				13,0
Glodon Co Ltd		5 259 692	19,8				19,8
Glow Energy PCL		1 752 788	5,5				5,5
GMexico Transportes SAB de CV		5 886 000	11,4				11,4
Godrej Agrovet Ltd		156 124	1,8				1,8
Godrej Consumer Products Ltd		898 811	17,6				17,6
Godrej Industries Ltd		406 316	4,8				4,8
GoerTek Inc		16 104 199	53,8				53,8
Gold Fields Ltd		2 933 402	16,0				16,0
Goldcorp Inc		145 400	2,3				2,3
Golden Agri-Resources Ltd		13 416 044	4,7				4,7
Goldman Sachs Group, Inc., The		366 039	116,8		244,6		361,4
GoldStar Minerals Inc		445 000	-				-
GOME Retail Holdings Ltd		21 080 003	3,2				3,2
Goodman Group		1 091 345	9,0				9,0
Goodyear Tire & Rubber Company, The		142 100	5,8				5,8
GPT Group, The		1 285 483	6,4				6,4
Grand Canyon Education Inc		224 997	25,2				25,2
Grandblue Environment Co Ltd		11 929 102	36,6				36,6
Grasim Industries Ltd		292 676	6,7				6,7
Great Wall Motor Co Ltd		5 845 645	8,4				8,4
Great-West Lifeco Inc		16 400 000	575,6				575,6
Gree Electric Appliances Inc of Zhuhai		3 862 832	32,5				32,5
Gree Inc		200 000	1,6				1,6
Greencore Group PLC		1 697 988	6,6				6,6
Greentown China Holdings Ltd		237 500	0,4				0,4
Grifols SA		249 580	9,2				9,2
Groupe Bruxelles Lambert SA		94 036	12,7				12,7
Groupe CGI Inc		46 207 295	3 156,0				3 156,0
Groupe Colabor Inc		8 499 121	7,0				7,0

Groupe Eurotunnel SA		294 516	4,8			4,8
Groupe HNZ Inc		1 264 600	23,6			23,6
Groupe SNC-Lavalin Inc		26 279 200	1 499,2			1 499,2
Groupe Stingray Digital Inc		2 623 100	26,0			26,0
Groupe TMX Limitée		2 845 267	200,4			200,4
Groupe WSP Global Inc		19 115 611	1 145,2			1 145,2
Growthpoint Properties Ltd		5 353 579	15,0			15,0
Gruma SAB de CV		1 462 995	23,4			23,4
Grupa Azoty SA		69 014	1,7			1,7
Grupa Lotos SA		189 076	3,9			3,9
Grupo Aeroportuario del Pacifico SAB de CV		482 491	6,2			6,2
Grupo Aeroportuario del Sureste SAB de CV		261 241	6,0			6,0
Grupo Argos SA		651 525	5,7			5,7
Grupo Aval Acciones y Valores SA		7 897 831	4,3			4,3
Grupo Bimbo SAB de CV		1 925 020	5,4			5,4
Grupo Carso SAB de CV		494 748	2,1			2,1
Grupo Cementos de Chihuahua SAB de CV		1 684 800	9,9			9,9
Grupo Comercial Chedraui SA de CV		51 825	0,1			0,1
Grupo de Inversiones Suramericana SA		526 140	8,9		8,9	
	privilégiées	253 414	4,1		4,1	13,0
Grupo Elektra SAB DE CV		5 215	0,2			0,2
Grupo Financiero Banorte SAB de CV		4 359 067	30,1			30,1
Grupo Financiero Inbursa SAB de CV		2 248 252	4,6			4,6
Grupo Financiero Santander Mexico SAB de CV		2 286 158	4,2			4,2
Grupo Lala SAB de CV		769 739	1,4			1,4
Grupo Lamosa SAB de CV		4 024 737	11,2			11,2
Grupo Mexico SAB de CV		13 323 967	55,4			55,4
Grupo Rotoplas SAB de CV		4 723 813	9,1			9,1
Grupo Security SA		296 716	0,2			0,2
Grupo Supervielle SA		98 235	3,6			3,6
Grupo Televisa SAB		655 000	15,3		15,3	
	unités de fonds	369 220	1,7		1,7	17,0
GS Engineering & Construction Corp		5 745	0,2			0,2
GS Holdings Corp		160 336	11,7			11,7
GS Retail Co Ltd		21 036	1,0			1,0
GT Capital Holdings Inc		237 170	7,7			7,7
Guangdong Haid Group Co Ltd		1 672 963	7,5		7,5	
	classe A	13 429 861	60,5		60,5	68,0
Guangdong Investment Ltd		6 512 204	10,9			10,9

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Guangzhou Automobile Group Co Ltd		3 111 328	9,2				9,2
Guangzhou Baiyun International Airport Co Ltd		10 066 671	28,5				28,5
Guangzhou R&F Properties Co Ltd		2 146 829	6,1				6,1
Guaranty Trust Bank PLC		6 580 168	0,9				0,9
Guararapes Confeccoes SA		124 500	7,1				7,1
Gudang Garam Tbk PT		1 414 855	10,9				10,9
Gujarat Gas Ltd		368 112	6,1				6,1
Guotai Junan Securities Co Ltd		1 371 500	4,9				4,9
Gurunavi Inc		119 800	1,8				1,8
H Lundbeck AS		19 422	1,2				1,2
H&R Block Inc		12 063 275	396,3				396,3
H&R Real Estate Investment Trust					9,9		9,9
H2O Innovation Inc		5 572 774	6,7				6,7
Habib Bank Ltd		1 595 100	3,0				3,0
Hachijuni Bank Ltd, The		152 800	1,1				1,1
Haci Omer Sabanci Holding AS		3 709 137	13,6				13,6
Haemonetics Corp		165 529	12,0				12,0
Haier Electronics Group Co Ltd		2 183 243	7,5				7,5
Haimarrow Food Service Co Ltd		1 149 459	2,9				2,9
Haitian International Holdings Ltd		943 939	3,6				3,6
Haitong Securities Co Ltd		5 262 652	9,6				9,6
Hakuhodo DY Holdings Inc		342 950	5,6				5,6
Halliburton Co		185 491	11,4				11,4
Hamamatsu Photonics KK		42 400	1,8				1,8
Hammerson PLC		725 717	6,7				6,7
Hana Financial Group Inc		827 158	48,2				48,2
Handsome Co Ltd		106 506	3,9				3,9
Hanergy Thin Film Power Group Ltd		15 984 343	-				-
Hanesbrands Finance Luxembourg SCA					11,7		11,7
Hanesbrands Inc		56 733	1,5		114,3		115,8
Hang Lung Group Ltd		990 000	4,6				4,6
Hang Lung Properties Ltd		2 358 825	7,2				7,2
Hang Seng Bank Ltd		297 060	9,2				9,2

Hangzhou Hikvision Digital Technology Co Ltd		1 466 891	11,0			11,0	
	classe A	9 329 760	70,0			70,0	81,0
Hangzhou Robam Appliances Co Ltd		1 800 280	16,7				16,7
Hangzhou Tigermed Consulting Co Ltd		1 609 025	10,9				10,9
Hanjaya Mandala Sampoerna Tbk PT		19 365 500	8,5				8,5
Hankook Tire Co Ltd		214 377	13,7				13,7
Hankyu Hanshin Holdings Inc		267 229	13,5				13,5
Hanmi Pharm Co Ltd		8 150	5,6				5,6
Hanmi Science Co ltd		1 308	0,2				0,2
Hannover Rueck SE		105 860	16,7				16,7
Hanon Systems		679 954	11,1				11,1
Hanssem Co Ltd		26 138	5,5				5,5
Hanwha Chemical Corp		284 666	10,5				10,5
Hanwha Life Insurance Co Ltd		753 752	6,1				6,1
Hanwha Techwin Co Ltd		97 821	4,1				4,1
HAP Seng Consolidated Bhd		1 701 320	5,0				5,0
Harfang Exploration Inc		2 050 000	0,5				0,5
Hargreaves Lansdown PLC		27 947	0,9				0,9
Harley-Davidson Inc		4 780	0,3				0,3
Harmony Gold Mining Co Ltd		221 800	0,5				0,5
Harris Corp		40 591	7,2				7,2
Hartalega Holdings Bhd		1 804 300	6,0				6,0
Hartford Financial Services Group Inc, The		80 289	5,7				5,7
Harvey Norman Holdings Ltd		430 739	1,8				1,8
Hasbro Inc		22 264	2,5				2,5
Haseko Corp		1 300 000	25,3				25,3
Hatton National Bank PLC		761 500	1,5				1,5
Havells India Ltd		1 222 717	13,5				13,5
Haw Par Corp Ltd		153 200	1,6				1,6
HCA Healthcare Inc		222 300	24,5				24,5
HCA Inc					325,4		325,4
HCL Technologies Ltd		705 397	12,3				12,3
HCP Inc		113 540	3,7				3,7
HD Supply Holdings Inc		47 431	2,4				2,4
HDFC Bank Ltd		764 609	44,8				44,8
HDFC Standard Life Insurance Co Ltd		89 850	0,7				0,7
Health Care Select Sector SPDR Fund		940 408	97,4				97,4
HealthCare Global Enterprises Ltd		1 289 435	7,1				7,1
Healthcare Trust of America Inc		328 637	12,4				12,4

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Healthscope Ltd		306 486	0,6				0,6
Hecla Mining Co		2 028 674	10,1				10,1
HeidelbergCement AG		286 327	38,9				38,9
HeidelbergCement India Ltd		2 798 760	8,4				8,4
Heineken Holding NV		987 543	122,6				122,6
Heineken NV		4 520 046	591,2				591,2
Hellenic Petroleum SA		13 887	0,2				0,2
Hellenic Telecommunications Organization SA		355 265	6,1				6,1
Helmerich & Payne Inc		46 096	3,7				3,7
Hemas Holdings PLC		1 192 476	1,2				1,2
Henan Shuanghui Investment & Development Co Ltd		1 999 925	10,2				10,2
Henderson Land Development Co Ltd		986 961	8,1				8,1
Hengan International Group Co Ltd		12 964 290	180,3				180,3
Henkel AG & Co KGaA		149 548	22,5			22,5	
	privilégiées	70 265	11,7			11,7	34,2
Hennes & Mauritz AB		598 702	15,5				15,5
Henry Schein Inc		47 714	4,2				4,2
Herman Miller Inc		198 616	10,0				10,0
Hermes International		28 454	19,1				19,1
Hero MotoCorp Ltd		437 548	32,5				32,5
Héroux-Devtek Inc		4 807 395	73,2				73,2
Hershey Co, The		35 703	5,1				5,1
Hess Corp		30 500	1,8				1,8
Hewlett Packard Enterprise Co		1 770 900	31,9				31,9
Hexagon AB		81 283	5,1				5,1
Highwealth Construction Corp		231 276	0,4				0,4
Hikari Tsushin Inc		600	0,1				0,1
Hilton Worldwide Holdings Inc		10 166	1,0				1,0
Hindalco Industries Ltd		1 333 471	7,2				7,2
Hindustan Petroleum Corp Ltd		897 276	7,4				7,4
Hindustan Unilever Ltd		932 705	25,0				25,0
Hindustan Zinc Ltd		31 998	0,2				0,2
Hino Motors Ltd		320 100	5,2				5,2
Hirose Electric Co Ltd		33 997	6,2				6,2

Hisamitsu Pharmaceutical Co Inc	39 600	3,0		3,0
Hitachi Chemical Co Ltd	64 898	2,1		2,1
Hitachi Construction Machinery Co Ltd	11 927	0,5		0,5
Hitachi High-Technologies Corp	7 128	0,4		0,4
Hitachi Kokusai Electric Inc	182 900	6,3		6,3
Hitachi Ltd	6 445 859	62,9		62,9
Hitachi Metals Ltd	178 800	3,2		3,2
Hitachi Transport System Ltd	60 000	2,0		2,0
Hiwin Technologies Corp	138 424	1,9		1,9
HK Electric Investments & HK Electric Investments Ltd	3 278 300	3,8		3,8
HKT Trust & HKT Ltd	3 614 720	5,8		5,8
HMS Holdings Corp	693 472	14,7		14,7
HOCHTIEF AG	15 314	3,4		3,4
Holcim Argentina SA	973 140	5,0		5,0
HollyFrontier Corp	100	-		-
Hologic Inc	57 400	3,1		3,1
Home Depot Inc, The	260 824	61,9		61,9
Home Product Center PCL	10 797 697	5,3		5,3
Hon Hai Precision Industry Co Ltd	48 046 158	192,6		192,6
Honda Motor Co Ltd	15 962	0,7		0,7
Honeywell International Inc	618 023	118,8		118,8
Hong Kong & China Gas Co Ltd	6 343 547	15,6		15,6
Hong Kong Exchanges & Clearing Ltd	83 908	3,2		3,2
Hong Leong Bank Bhd	1 578 107	8,3		8,3
Hong Leong Financial Group Bhd	642 081	3,6		3,6
Hongfa Technology Co Ltd	460 624	3,7		3,7
Hongkong Land Holdings Ltd	1 882 100	16,6		16,6
Hormel Foods Corp	48 000	2,2		2,2
Hoshizaki Corp	11 300	1,3		1,3
Host Hotels & Resorts Inc	135 433	3,4		3,4
Hotai Motor Co Ltd	273 914	4,1		4,1
Hotel Shilla Co Ltd	77 496	7,7		7,7
Hoteles City Express SAB de CV	11 128 914	17,3		17,3
Housing Development Finance Corp Ltd	2 862 802	96,1		96,1
Howden Joinery Group PLC	12 045 040	95,3		95,3
Hoya Corporation	264 289	16,5		16,5
HP Inc	1 896 700	49,9		49,9
Hrvatski Telekom dd	81 727	2,7		2,7
HSBC Bank Canada			62,5	62,5

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
HSBC Holdings PLC		5 061 575	65,8		239,8		305,6
HTC Corp		248 012	0,8				0,8
Hua Nan Financial Holdings Co Ltd		20 747 145	14,6				14,6
Huadian Fuxin Energy Corp Ltd		452 000	0,1				0,1
Huadong Medicine Co Ltd		2 699 640	28,0				28,0
Huaku Development Co Ltd		561 000	1,6				1,6
Huaneng Power International Inc		10 008 196	7,9				7,9
Huaneng Renewables Corp Ltd		8 873 534	3,8				3,8
Huatai Securities Co Ltd	classe A	1 674 400	5,6			5,6	
	classe H	2 415 307	6,0			6,0	11,6
Huayu Automotive Systems Co Ltd		4 504 710	25,7				25,7
Hubbell Inc		45 300	7,7				7,7
Hubei Xinyangfeng Fertilizer Co Ltd		1 747 700	3,3				3,3
Hudaco Industries Ltd		243 015	3,5				3,5
Hudson Pacific Properties Inc		509 100	21,8				21,8
Hufvudstaden AB		187 200	3,8				3,8
Hugel Inc		11 109	7,3				7,3
Hugo Boss AG		13 656	1,5				1,5
Hulic Co Ltd		4 700	0,1				0,1
Humana Inc		234 736	73,0				73,0
Humanwell Healthcare Group Co Ltd		4 915 300	16,9				16,9
Hunan Aihua Group Co Ltd		972 852	7,2				7,2
Huntington Bancshares Inc		139 766	2,5				2,5
Huntington Ingalls Industries Inc		9 800	2,9				2,9
Huntsman Corp		1 096 000	45,7				45,7
Huron Consulting Group Inc		322 257	16,3				16,3
Husqvarna AB		173 147	2,1				2,1
Hutchison Port Holdings Trust		10 710 450	5,6				5,6
Hybio Pharmaceutical Co Ltd		3 243 561	10,2				10,2
Hydro One Inc					473,0		473,0
Hydro One Ltd		112 470	2,5				2,5
Hyosung Corp		59 259	9,7				9,7
Hypermarcas SA		406 835	5,5				5,5
Hyprop Investments Ltd		497 931	5,9				5,9

Hysan Development Co Ltd		541 000	3,6			3,6
Hyundai Construction Equipment Co Ltd		1 802	0,4			0,4
Hyundai Department Store Co Ltd		38 200	4,7			4,7
Hyundai Development Co-Engineering & Construction		160 463	7,2			7,2
Hyundai Electric & Energy System Co Ltd		1 854	0,2			0,2
Hyundai Engineering & Construction Co Ltd		235 913	10,0			10,0
Hyundai Glovis Co Ltd		56 441	9,0			9,0
Hyundai Heavy Industries Co Ltd		47 501	5,6			5,6
Hyundai Home Shopping Network Corp		24 313	3,4			3,4
Hyundai Livart Furniture Co Ltd		136 186	5,1			5,1
Hyundai Marine & Fire Insurance Co Ltd		196 744	10,8			10,8
Hyundai Mobis Co Ltd		266 437	82,0			82,0
Hyundai Motor Co		627 385	114,5		114,5	
	privilégiées	199 917	23,2		23,2	137,7
Hyundai Robotics Co Ltd		18 995	8,5			8,5
Hyundai Steel Co		264 691	18,2			18,2
Hyundai Wia Corp		66 201	5,0			5,0
Iberdrola SA		2 812 157	27,3			27,3
ICA Gruppen AB		123 306	5,6			5,6
Icade		82 419	10,2			10,2
Ichigo Inc		4 995 000	23,7			23,7
ICICI Bank Ltd		6 972 450	43,0			43,0
ICON PLC		66 830	9,4			9,4
Idea Cellular Ltd		1 620 184	3,4			3,4
Idemitsu Kosan Co Ltd		616 000	31,0			31,0
IDEX Corporation		7 700	1,3			1,3
IDEXX Laboratories Inc		5 700	1,1			1,1
IDFC Bank Ltd		1 211 370	1,3			1,3
iFAST Corp Ltd		1 754 500	1,5			1,5
IGM Financial Inc				314,3		314,3
Iguatemi Empresa de Shopping Centers SA		1 032 300	15,4			15,4
IHH Healthcare Bhd		1 215 745	2,2			2,2
IHI Corp		10 060	0,4			0,4
IHS Markit Ltd		17 326	1,0			1,0
Iida Group Holdings Co Ltd		142 016	3,4			3,4
IJM Corp Bhd		8 412 012	7,9			7,9
iKang Healthcare Group Inc		47 048	0,9			0,9
ILG Inc		621 025	22,2			22,2
Iliad SA		12 778	3,8			3,8

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Illinois Tool Works Inc		40 405	8,4				8,4
Illumina Inc		2 435	0,7				0,7
Imerys SA		99 535	11,8				11,8
IMI PLC		102 960	2,3				2,3
Immofinanz AG		6 550 679	21,2				21,2
Impala Platinum Holdings Ltd		718 862	2,4				2,4
Imperial Brands PLC		780 564	41,9				41,9
Imperial Holdings Ltd		446 448	11,8				11,8
Imperva Inc		416 100	20,7				20,7
Incitec Pivot Ltd		8 924	-				-
Incyte Corp		2 600	0,3				0,3
Indah Kiat Pulp & Paper Corp Tbk PT		1 113 400	0,6				0,6
Indiabulls Housing Finance Ltd		339 959	8,0				8,0
Indian Hotels Co Ltd, The		6 819 169	15,8				15,8
Indian Oil Corp Ltd		973 327	7,4				7,4
Indo Tambangraya Megah Tbk PT		264 440	0,5				0,5
Indocement Tunggal Prakarsa Tbk PT		1 684 864	3,4				3,4
Indoco Remedies Ltd		415 546	2,3				2,3
Indofood CBP Sukses Makmur Tbk PT		1 452 698	1,2				1,2
Indofood Sukses Makmur Tbk PT		12 014 905	8,5				8,5
Indorama Ventures PCL		4 224 859	8,6				8,6
Indus Motor Co Ltd		186 860	3,6				3,6
IndusInd Bank Ltd		800 000	25,9				25,9
Industria de Diseno Textil SA		142 877	6,2				6,2
Industrial & Commercial Bank of China Ltd		131 756 411	132,8				132,8
Industrial Bank Co Ltd		3 687 584	12,1				12,1
Industrial Bank of Korea		1 034 866	19,9				19,9
Industrial Select Sector SPDR Fund		1 165 519	110,5				110,5
Industrias Bachoco SAB de CV		680 642	4,1				4,1
Industrias CH SAB de CV		24 200	0,1				0,1
Industrias Penoles SAB de CV		423 772	11,1				11,1
Industrielle Alliance, Assurance et Services Financiers Inc		9 803 081	586,4		63,9		650,3
Industries Qatar QSC		428 754	14,5				14,5

Industrivarden AB	473 584	14,7		14,7
Infineon Technologies AG	200 631	6,9		6,9
Infosys Ltd	3 944 958	80,6		80,6
Infraestructura Energetica Nova SAB de CV	1 358 396	8,4		8,4
ING Bank Slaski SA	2 900	0,2		0,2
ING Groep NV	1 182 831	27,3		27,3
ING Life Insurance Korea Ltd	80 949	5,1		5,1
Ingenico	48 712	6,5		6,5
Ingersoll-Rand PLC	55 303	6,2		6,2
Ingredion Inc	25 900	4,5		4,5
Inner Mongolia Yili Industrial Group Co Ltd	4 147 574	25,7		25,7
Innergex Energie Renouvelable Inc	11 159 145	160,7		160,7
Innogy SE	330 260	16,2		16,2
Innolux Corp	12 683 699	6,6		6,6
Innox Advanced Materials Co Ltd	46 178	4,6		4,6
Inpex Corp	812 100	12,7		12,7
Instituto Hermes Pardini SA	336 842	4,2		4,2
Insurance Australia Group Ltd	14 253	0,1		0,1
Intact Financial Corp	12 764 872	1 340,2		1 340,2
Intel Corp	2 028 019	117,3		117,3
Inter Pipeline Ltd	141 536	3,7	103,5	107,2
Inter RAO UES PJSC	108 944 600	8,1		8,1
Inter-American Development Bank			37,1	37,1
Interconexion Electrica SA ESP	1 016 331	6,1		6,1
Intercontinental Exchange Inc	45 250	4,0		4,0
InterContinental Hotels Group PLC	45 880	3,7		3,7
International Bancshares Corp	177 400	8,8		8,8
International Business Machines Corp	5 196 500	998,9		998,9
International Consolidated Airlines Group SA	1 111 485	12,1		12,1
International Container Terminal Services Inc	947 773	2,5		2,5
International Flavors & Fragrances Inc	2 719	0,5		0,5
International Paper Co	90 168	6,5		6,5
Interpublic Group of Cos Inc, The	36 968	0,9		0,9
Intertek Group PLC	2 485 129	218,6		218,6
Intesa Sanpaolo SpA	4 011 712	16,7		16,7
INTL FCStone Inc	158 905	8,5		8,5
Intu Properties PLC	1 999 200	8,6		8,6
Intuit Inc	174 739	34,5		34,5
Intuitive Surgical Inc	2 441	1,1		1,1

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Inventec Corp		9 609 385	9,6				9,6
Invesco Ltd		69 421	3,2				3,2
Investec Ltd		1 994 583	18,1				18,1
Investec PLC		217 127	2,0				2,0
Investor AB		255 127	14,6				14,6
Invitation Homes Inc		416 700	12,3				12,3
IOI Corp Bhd		5 786 215	8,1				8,1
IOI Properties Group Bhd		3 702 526	2,1				2,1
IOOF Holdings Ltd		500 000	5,3				5,3
Ipsen SA		7 169	1,1				1,1
Ipsos		93 531	4,3				4,3
I-Pulse Inc		53 035	0,2				0,2
IQVIA Holdings Inc		17 962	2,2				2,2
IRB Brasil Resseguros SA		1 500 600	19,3				19,3
Iridium Communications Inc		850 808	12,6				12,6
Irish Bank Resolution Corp Ltd		302 266	-				-
Iron Mountain Inc		142 639	6,7				6,7
IRPC PCL		38 329 937	10,4				10,4
Is Gayrimenkul Yatirim Ortakligi AS		7 171 305	3,2				3,2
Isetan Mitsukoshi Holdings Ltd		74 040	1,2				1,2
iShares MSCI Brazil ETF		13 200	0,7				0,7
iShares MSCI China ETF		30 235	2,5				2,5
iShares MSCI EAFE ETF		129 504	11,4				11,4
iShares MSCI Emerging Markets ETF		409 577	24,2				24,2
iShares MSCI India ETF		54 898	2,5				2,5
iShares MSCI India Index Fund		473 848	5,5				5,5
iShares MSCI Malaysia ETF		78 913	3,3				3,3
iShares MSCI Mexico ETF		29 940	1,8				1,8
iShares MSCI South Africa ETF		8 300	0,7				0,7
iShares MSCI South Korea ETF		24 340	2,3				2,3
Ishihara Sangyo Kaisha Ltd		77 500	1,8				1,8
Israel Chemicals Ltd		1 048 011	5,3				5,3
ISS A/S		107 529	5,2				5,2

Isuzu Motors Ltd	477 800	10,0	10,0
Itau Unibanco Holding SA	5 219 825	84,0	84,0
Itausa - Investimentos Itau SA	9 615 823	39,3	39,3
ITC Ltd	6 885 889	35,6	35,6
Ito En Ltd	71 600	3,5	3,5
ITOCHU Corp	555 337	13,0	13,0
ITT Inc	215 600	14,4	14,4
ITV PLC	961 145	2,7	2,7
Izumi Co Ltd	52 400	4,1	4,1
J Front Retailing Co Ltd	1 347 080	31,8	31,8
J Sainsbury PLC	3 866 397	15,8	15,8
Jack Henry & Associates Inc	2 900	0,4	0,4
Jack in the Box Inc	150 000	18,4	18,4
Jacobs Engineering Group Inc	234 100	19,3	19,3
Jaiprakash Associates Ltd	1 442 562	0,7	0,7
James Hardie Industries Plc	76 807	1,7	1,7
Japan Airlines Co Ltd	439 400	21,5	21,5
Japan Airport Terminal Co Ltd	35 450	1,6	1,6
Japan Aviation Electronics Industry Ltd	64 000	1,4	1,4
Japan Exchange Group Inc	200 600	4,4	4,4
Japan Logistics Fund Inc	600	1,4	1,4
Japan Post Bank Co Ltd	1 240 900	20,2	20,2
Japan Post Holdings Co Ltd	1 000 940	14,4	14,4
Japan Prime Realty Investment Corp	11	-	-
Japan Real Estate Investment Corp	205	1,2	1,2
Japan Retail Fund Investment Corp	3 237	7,4	7,4
Japan Tobacco Inc	102 470	4,1	4,1
Jardine Cycle & Carriage Ltd	204 755	7,8	7,8
Jardine Matheson Holdings Ltd	103 620	7,9	7,9
Jardine Strategic Holdings Ltd	212 940	10,6	10,6
Jasa Marga Persero Tbk PT	6 744 589	4,0	4,0
Jastrzebska Spolka Weglowa SA	76 412	2,7	2,7
Jazz Pharmaceuticals PLC	11 300	1,9	1,9
JB Financial Group Co Ltd	987 847	7,0	7,0
JB Hunt Transport Services Inc	42 161	6,1	6,1
JBG SMITH Properties	25 000	1,1	1,1
JBS SA	10 715 507	39,7	39,7
JCDecaux SA	56 043	2,8	2,8
JD.com Inc	453 603	23,5	23,5

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Jeil Holdings Co Ltd		125 000	2,5				2,5
Jeronimo Martins SGPS SA		302 988	7,4				7,4
JetBlue Airways Corp		70 000	2,0				2,0
JFE Holdings Inc		723 661	21,8				21,8
JG Summit Holdings Inc		8 061 278	14,6				14,6
JGC Corp		29 143	0,7				0,7
Jiangsu Expressway Co Ltd		2 659 765	5,1				5,1
Jiangsu Hengrui Medicine Co Ltd		3 629 308	48,2				48,2
Jiangsu Kanion Pharmaceutical Co Ltd		1 217 698	3,2				3,2
Jiangxi Copper Co Ltd		2 948 046	5,9				5,9
Jindal Steel & Power Ltd		197 203	0,8				0,8
Jinyu Bio-Technology Co Ltd		5 396 177	33,0				33,0
JM Smucker Company, The		65 228	10,2				10,2
John Keells Holdings PLC		2 504 277	3,0				3,0
John Wiley & Sons Inc		80 629	6,6				6,6
John Wood Group PLC		60 245	0,7				0,7
Johnson & Johnson		5 081 502	889,6				889,6
Johnson Controls International plc		179 823	8,6				8,6
Johnson Matthey PLC		85 952	4,5				4,5
Jointown Pharmaceutical Group Co Ltd		5 148 851	18,8				18,8
Jollibee Foods Corp		1 185 309	7,5				7,5
Jones Lang LaSalle Inc		800	0,1				0,1
JPMorgan Chase & Co		1 760 081	235,8				235,8
JSR Corp		92 350	2,3				2,3
JSW Steel Ltd		962 534	5,1				5,1
JTEKT Corp		1 250 300	26,9				26,9
Jubilant Foodworks Ltd		97 359	3,4				3,4
Julius Baer Group Ltd		316 881	24,3				24,3
JUMBO SA		627 750	14,1				14,1
Junex Inc		4 814 822	1,8				1,8
Juniper Networks Inc		77 645	2,8				2,8
JW Life Science Corp		58 335	2,9				2,9
JXTG Holdings Inc		9 326 209	75,4				75,4

Jyothy Laboratories Ltd		968 799	7,3			7,3
K Wah International Holdings Ltd		4 534 276	3,1			3,1
K+S AG		49 413	1,5			1,5
Kaisa Group Holdings Ltd		1 243 000	0,9			0,9
Kajaria Ceramics Ltd		700 000	10,0			10,0
Kajima Corp		467 952	5,6			5,6
Kakaku.com Inc		120 000	2,5			2,5
Kakao Corp		8 643	1,4			1,4
Kalbe Farma Tbk PT		59 680 415	9,3			9,3
Kamigumi Co Ltd		202 861	5,6			5,6
Kanamoto Co Ltd		30 100	1,2			1,2
Kaneka Corp		20 796	0,2			0,2
Kangde Xin Composite Material Group Co Ltd		1 267 927	5,4		5,4	
	classe A	2 756 300	11,8		11,8	17,2
Kangwon Land Inc		315 998	12,9			12,9
Kansai Electric Power Co Inc, The		3 440 825	52,8			52,8
Kansai Paint Co Ltd		2 500	0,1			0,1
Kansas City Southern		64 961	8,6			8,6
Kao Corporation		61 920	5,2			5,2
Kasikornbank PCL		5 294 626	48,4			48,4
Kawasaki Heavy Industries Ltd		113 053	5,0			5,0
KB Financial Group Inc		1 232 333	91,4			91,4
KB Home		186 600	7,5			7,5
KBC Group NV		71 482	7,6			7,6
KCC Corp		15 607	7,0			7,0
KCE Electronics PCL		732 326	2,3			2,3
KDDI Corp		27 753 300	865,7			865,7
Keihan Holdings Co Ltd		4 180	0,2			0,2
Keikyu Corp		150 746	3,6			3,6
Keio Corp		89 245	4,9			4,9
Keisei Electric Railway Co Ltd		108 595	4,4			4,4
Kellogg Co		124 900	10,6			10,6
Kenedix Office Investment Corp		797	5,7			5,7
KEPCO Plant Service & Engineering Co Ltd		55 518	2,6			2,6
Keppel Corp Ltd		1 540 932	10,6			10,6
Kering		26 710	15,8			15,8
Kerry Group PLC		42 062	5,9			5,9
Kerry Logistics Network Ltd		1 054 000	1,9			1,9
Kerry Properties Ltd		579 229	3,3			3,3

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
KeyCorp		652 305	16,5				16,5
Keyence Corp		49 426	34,7				34,7
KFC Holding Co/Pizza Hut Holding					93,4		93,4
KGHM Polska Miedz SA		334 590	13,4				13,4
Kia Motors Corp		1 375 583	53,9				53,9
Kikkoman Corp		8 435	0,4				0,4
Kimberly-Clark Corp		1 285 036	194,3				194,3
Kimberly-Clark de Mexico SAB de CV		360 630	0,8				0,8
Kimco Realty Corp		87 169	2,0				2,0
Kinder Morgan Canada Ltd		10 221 415	173,9				173,9
Kinder Morgan Inc		1 517 229	34,4				34,4
Kingboard Chemical Holdings Ltd		1 116 000	7,6				7,6
Kingdee International Software Group Co Ltd		1 852 000	1,3				1,3
Kingenta Ecological Engineering Group Co Ltd		16 164 974	28,5				28,5
Kingfisher PLC		1 952 004	11,2				11,2
Kingmaker Footwear Holdings Ltd		2 374 000	0,9				0,9
Kingsoft Corp Ltd		1 162 719	4,8				4,8
Kinnevik AB		65 636	2,8				2,8
Kintetsu Group Holdings Co Ltd		23 935	1,2				1,2
KION Group AG		9 636	1,0				1,0
Kirin Holdings Co Ltd		46 285	1,5				1,5
Klabin SA		1 555 593	10,3				10,3
KLA-Tencor Corp		26 339	3,5				3,5
Klépierre		234 421	12,9				12,9
Knight-Swift Transportation Holdings Inc		56 209	3,1				3,1
Koa Corp		63 900	1,7				1,7
Kobe Steel Ltd		539 599	6,3				6,3
KOC Holding AS		1 345 280	8,2				8,2
Kohl's Corp		19 825	1,3				1,3
Koito Manufacturing Co Ltd		34 600	3,0				3,0
Kolmar BNH Co Ltd		116 142	4,4				4,4
Kolon Industries Inc		7 124	0,7				0,7
Komatsu Ltd		480 387	21,8				21,8

Komercni banka as	446 383	24,1	24,1
Konami Holdings Corp, Les	1 168	0,1	0,1
Kone OYJ	66 332	4,5	4,5
Konica Minolta Inc	38 215	0,5	0,5
Koninklijke Ahold Delhaize NV	103 467	2,9	2,9
Koninklijke DSM NV	4 743	0,6	0,6
Koninklijke KPN NV	2 659 965	11,6	11,6
Koninklijke Philips NV	582 550	27,6	27,6
Koninklijke Vopak NV	3 055	0,2	0,2
Korea Aerospace Industries Ltd	218 230	12,1	12,1
Korea Asset In Trust Co Ltd	1 267 113	11,0	11,0
Korea Electric Power Corp	1 290 617	57,6	57,6
Korea Gas Corp	136 409	6,8	6,8
Korea Investment Holdings Co Ltd	96 269	7,8	7,8
Korea Kolmar Holdings Co Ltd	127 877	6,1	6,1
Korea Zinc Co Ltd	24 255	14,0	14,0
Korean Air Lines Co Ltd	244 226	9,7	9,7
Kose Corp	1 100	0,2	0,2
Kotak Mahindra Bank Ltd	22 257 400	441,4	441,4
KP Tissue Inc	1 101 414	14,8	14,8
Kraft Heinz Co, The	201 402	19,6	19,6
Krka dd Novo mesto	140 800	12,2	12,2
Kroger Company, The	272 020	9,4	9,4
Kroton Educacional SA	3 721 382	25,9	25,9
Krung Thai Bank PCL	11 388 670	8,4	8,4
KT Corp	130 507	4,6	4,6
KT&G Corp	375 895	50,8	50,8
Kuala Lumpur Kepong Bhd	1 459 286	11,3	11,3
Kubota Corp	5 532	0,1	0,1
Kuehne + Nagel International AG	82 404	18,3	18,3
Kukbo Design Co Ltd	99 705	2,1	2,1
Kulicke & Soffa Industries Inc	67 078	2,0	2,0
Kumba Iron Ore Ltd	203 300	7,8	7,8
Kumho Petrochemical Co Ltd	5 121	0,6	0,6
Kumho Tire Co Inc	100 975	0,5	0,5
Kunlun Energy Co Ltd	4 902 117	6,4	6,4
Kuraray Co Ltd	3 132	0,1	0,1
Kurita Water Industries Ltd	45 166	1,8	1,8
Kweichow Moutai Co Ltd	324 800	43,6	43,6

9 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS**
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
KWG Property Holding Ltd		183 500	0,3				0,3
Kyocera Corp		216 382	17,7				17,7
Kyowa Hakko Kirin Co Ltd		95 785	2,3				2,3
Kyushu Electric Power Co Inc		73 890	1,0				1,0
Kyushu Financial Group Inc		127 600	1,0				1,0
Kyushu Railway Co		94 900	3,7				3,7
L Brands Inc		275 322	20,8		34,0		54,8
L E Lundbergforetagen AB		19 090	1,8				1,8
L3 Technologies Inc		25 925	6,4				6,4
Label Vie		40 141	9,5				9,5
Laboratory Corp of America Holdings		3 290	0,7				0,7
LafargeHolcim Ltd		624 313	44,1				44,1
Lagardere SCA		101 206	4,1				4,1
Lam Research Corp		1 817	0,4				0,4
Lamêlée Minerais de Fer Ltée		200 325	0,1				0,1
Land & Houses PCL		857 500	0,3				0,3
Land Securities Group PLC		1 245 048	21,3				21,3
Lanxess AG		87 462	8,7				8,7
Largan Precision Co Ltd		368 022	62,3				62,3
Larsen & Toubro Ltd		713 072	17,6				17,6
Las Vegas Sands Corp		132 900	11,6				11,6
LaSalle Logiport REIT		3 158	4,0				4,0
Latam Airlines Group SA		830 351	14,7				14,7
Lawson Inc		12 119	1,0				1,0
Lear Corp		25 800	5,7				5,7
Lee & Man Paper Manufacturing Ltd		2 338 000	3,5				3,5
LEENO Industrial Inc		84 053	5,7				5,7
Lee's Pharmaceutical Holdings Ltd		1 527 400	1,7				1,7
LEG Immobilien AG		124 898	17,9				17,9
Legal & General Group PLC		2 272 706	10,5				10,5
Legend Holdings Corp		40 600	0,2				0,2
Leggett & Platt Inc		7 947	0,5				0,5
Legrand SA		85 550	8,3				8,3

Leidos Holdings Inc		39 800	3,2			3,2
Lend Lease Group		179 432	2,9			2,9
Lennar Corp		56 943	4,5			4,5
Lennox International Inc		3 700	1,0			1,0
Lenovo Group Ltd		19 286 568	13,6			13,6
Lenta Ltd		58 500	0,4			0,4
Lenzing AG		19 000	3,0			3,0
Leonardo SpA		338 692	5,1			5,1
Lepu Medical Technology Beijing Co Ltd		10 734 522	49,9			49,9
Les Métaux Canadiens Inc.		1 471 833	0,3			0,3
Les Ressources Yorbeau Inc		10 212 357	0,7			0,7
Leucadia National Corp		84 831	2,8			2,8
LG Chem Ltd		122 586	58,1		58,1	
	privilégiées	20 345	5,9		5,9	64,0
LG Corp		416 478	44,4			44,4
LG Display Co Ltd		1 150 222	40,3			40,3
LG Electronics Inc		258 114	32,0		32,0	
	privilégiées	8 531	0,5		0,5	32,5
LG Household & Health Care Ltd		27 976	38,9		38,9	
	privilégiées	5 182	4,2		4,2	43,1
LG Innotek Co Ltd		39 991	6,7			6,7
LG International Corp		14 398	0,5			0,5
LG Uplus Corp		472 553	7,7			7,7
Li & Fung Ltd		12 182 586	8,4			8,4
Lianhe Chemical Technology Co Ltd		1 332 213	2,7			2,7
Liberty Broadband Corp		21 500	2,3			2,3
Liberty Global PLC	série A	210 400	9,4		9,4	
	série C	542 968	23,0		23,0	32,4
Liberty Holdings Ltd		257 654	3,2			3,2
Liberty Interactive Corp QVC Group		164 530	5,0			5,0
Liberty Media Corp-Liberty SiriusXM		138 800	6,9			6,9
Liberty Property Trust		26 900	1,4			1,4
LIC Housing Finance Ltd		265 147	2,9			2,9
Life Healthcare Group Holdings Ltd		3 034 014	8,5			8,5
Light SA		1 016 900	6,4			6,4
Lincoln National Corp		44 701	4,3			4,3
Linde AG		262 713	76,9			76,9
Linde India Ltd		374 443	3,9			3,9
LINE Corp		19 100	1,0			1,0

9 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS**
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Lineage Grow Company Ltd		144 743	-				-
Link REIT, The		1 063 740	12,4				12,4
Linx SA		400 863	3,2				3,2
Lion Corp		2 300	0,1				0,1
Lite-On Technology Corp		7 882 269	13,5				13,5
Livzon Pharmaceutical Group Inc		388 900	3,8				3,8
LIXIL Group Corp		174 373	5,9				5,9
LKQ Corp		7 600	0,4				0,4
Lloyds Banking Group PLC		18 375 684	21,2				21,2
Localiza Rent a Car SA		4 126 398	34,4				34,4
Lockheed Martin Corp		74 695	30,0				30,0
Loews Corp		77 001	4,8				4,8
Logistec Corporation	classe A	1 016 400	44,8			44,8	
	classe B	486 200	21,8			21,8	66,6
Logo Yazilim Sanayi Ve Ticaret AS		126 780	2,5				2,5
Lojas Americanas SA		1 952 183	12,6				12,6
Lojas Renner SA		2 375 012	31,8				31,8
London Stock Exchange Group PLC		25 539	1,6				1,6
Longfor Properties Co Ltd		2 507 666	7,9				7,9
Lonza Group AG		15 230	5,2				5,2
Loomis AB		108 100	5,7				5,7
L'Oréal SA		135 477	37,7				37,7
Lotte Chemical Corp		57 480	24,8				24,8
Lotte Chilsung Beverage Co Ltd		77	0,1				0,1
Lotte Corp		5 479	0,4				0,4
LOTTE Himart Co Ltd		5 551	0,4				0,4
Lotte Shopping Co Ltd		12 851	3,0				3,0
Lowe's Cos Inc		457 838	53,3				53,3
LPL Financial Holdings Inc		130 000	9,3				9,3
LPP SA		1 879	6,0				6,0
LS Corp		19 142	1,6				1,6
LSR Group PJSC		8 991	-				-
Lucky Cement Ltd		351 750	2,1				2,1
Luk Fook Holdings International Ltd		347 000	1,9				1,9

Lukoil PJSC	1 799 052	130,5	130,5
lululemon Athletica Inc	16 600	1,6	1,6
Lumax Auto Technologies Ltd	55 026	0,9	0,9
Lundin Petroleum AB	15 270	0,4	0,4
Lung Yen Life Service Corp	397 000	1,1	1,1
Lupin Ltd	2 326 461	40,4	40,4
Luxottica Group SpA	185 759	14,3	14,3
LVMH Moet Hennessy Louis Vuitton SE	170 502	63,0	63,0
LXRandCo Inc	387 500	2,0	2,0
LyondellBasell Industries NV	128 461	17,8	17,8
M Dias Branco SA	769 723	15,1	15,1
M&T Bank Corp	22 387	4,8	4,8
M3 Inc	2 840	0,1	0,1
Mabuchi Motor Co Ltd	18 694	1,3	1,3
Macerich Company, The	28 269	2,3	2,3
Macquarie Group Ltd	713 829	69,7	69,7
Macquarie Infrastructure Corp	59 044	4,7	4,7
Macronix International	4 940 000	9,2	9,2
Macy's Inc	332 490	10,5	10,5
Magazine Luiza SA	602 376	18,3	18,3
Magna International Inc	146 706	10,5	10,5
Magna Terra Minerals Inc	2 955 555	0,2	0,2
Magnit PJSC	1 189 145	48,4	48,4
Magnitogorsk Iron & Steel Works PJSC	7 031 800	6,4	6,4
Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd	248 070	2,3	2,3
Mahindra & Mahindra Ltd	745 441	11,0	11,0
Mahindra CIE Automotive Ltd	1 020 915	5,2	5,2
Mahindra Lifespace Developers Ltd	495 460	4,5	4,5
Major Drilling Group International Inc	7 760 500	54,8	54,8
MakeMyTrip Ltd	131 800	4,9	4,9
Makita Corp	65 740	3,5	3,5
Malaga Inc	3 784 926	-	-
Malayan Banking Bhd	13 521 675	41,0	41,0
Malaysia Airports Holdings Bhd	2 583 692	7,0	7,0
MAN SE	81 952	11,8	11,8
Manappuram Finance Ltd	5 000 000	12,1	12,1
Mando Corp	1 373	0,5	0,5
Manila Electric Co	783 691	6,5	6,5
ManpowerGroup Inc	38 600	6,1	6,1

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Manulife Finance Delaware LP					80,4		80,4
Mapfre SA		1 322 961	5,3				5,3
Marathon Oil Corp		509 000	10,8				10,8
Marathon Petroleum Corp		964 300	79,7				79,7
Marico Ltd		402 249	2,5				2,5
Marine Harvest ASA		180 172	3,8				3,8
Marisa Lojas SA		371 676	1,0				1,0
Markel Corp		1 800	2,6				2,6
MarketAxess Holdings Inc		74 759	18,9				18,9
Marks & Spencer Group PLC		1 330 218	7,1				7,1
Marriott International Inc		50 381	8,6				8,6
Marsh & McLennan Cos Inc		45 902	4,7				4,7
Martin Marietta Materials Inc		7 491	2,1				2,1
Marubeni Corp		3 572 467	32,4				32,4
Marui Group Co Ltd		26 516	0,6				0,6
Maruichi Steel Tube Ltd		26 900	1,0				1,0
Maruti Suzuki India Ltd		224 202	42,8				42,8
Maruwa Co Ltd		23 500	2,0				2,0
Marvell Technology Group Ltd		185 250	5,0				5,0
Masco Corp		57 408	3,2				3,2
Mason Graphite Inc		2 094 717	5,1				5,1
Masraf Al Rayan QSC		1 041 722	13,3				13,3
Massmart Holdings Ltd		31 374	0,4				0,4
Mastercard Inc		4 012 929	761,0				761,0
Matahari Department Store Tbk PT		384 276	0,4				0,4
Mattel Inc		8 700	0,2				0,2
Maxim Integrated Products Inc		48 130	3,2				3,2
MAXIMUS Inc		192 624	17,3				17,3
Maxis Bhd		430 667	0,8				0,8
Mazda Motor Corp		710 000	11,9				11,9
mBank SA		21 449	3,6				3,6
MCB Bank Ltd		1 127 600	2,7				2,7
McCormick & Co Inc		5 665	0,7				0,7

McDonald's Corp	2 618 941	564,8		564,8
McDonald's Holdings Co Japan Ltd	1 300	0,1		0,1
McKesson Corp	1 653 800	323,1		323,1
Mebuki Financial Group Inc	219 800	1,2		1,2
MediaTek Inc	626 740	7,8		7,8
Medibank Pvt Ltd	487 477	1,6		1,6
Mediclinic International PLC	256 396	2,8		2,8
Mediobanca SpA	208 399	3,0		3,0
Medipal Holdings Corp	396 199	9,7		9,7
MEDNAX Inc	156 720	10,5		10,5
Medtronic PLC	7 762 621	785,4		785,4
Medy-Tox Inc	10 473	5,9		5,9
MEG Energy Corp	19 198 403	98,7		98,7
Mega Financial Holding Co Ltd	33 413 989	33,8		33,8
Megacable Holdings SAB de CV	1 489 627	7,6		7,6
MegaFon PJSC	187 823	2,2		2,2
Megaworld Corp	30 744 064	4,0		4,0
Meggitt PLC	370 356	3,0		3,0
Megmilk Snow Brand Co Ltd	46 300	1,7		1,7
MEIJI Holdings Co Ltd	51 970	5,5		5,5
Meitu Inc	1 194 500	2,1		2,1
Melco Resorts & Entertainment Ltd	112 033	4,1		4,1
MercadoLibre Inc	39 470	15,6		15,6
Mercialys SA	264 200	7,3		7,3
Merck & Co Inc	2 006 880	141,5		141,5
Merck KGaA	119 774	16,2		16,2
Mercury NZ Ltd	1 007 806	3,0		3,0
Meridian Energy Ltd	1 776 836	4,6		4,6
Meritz Fire & Marine Insurance Co Ltd	8 751	0,2		0,2
Merlin Entertainments PLC	197 158	1,2		1,2
Merlin Properties Socimi SA	205 200	3,5		3,5
Merrill Lynch & Co Inc			96,4	96,4
Merry Electronics Co Ltd	251 000	2,1		2,1
Metair Investments Ltd	1 015 115	2,2		2,2
Metalurgica Gerdau SA	1 935 400	4,2		4,2
Métaux Niobay inc	1 879 854	0,6		0,6
Métaux Osisko Inc	2 914 616	2,5		2,5
Methanex Corp	150 400	11,5		11,5
MetLife, Inc.	2 470 480	156,5		156,5

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Metro AG		47 127	1,2				1,2
Metro Inc					48,1		48,1
Metro Pacific Investments Corp		38 802 859	6,7				6,7
Metropolitan Bank & Trust Co		1 920 708	4,9				4,9
Metso OYJ		57 581	2,5				2,5
Mettler-Toledo International Inc		11 400	8,8				8,8
Mexichem SAB de CV		6 069 128	18,9				18,9
MGM China Holdings Ltd		928 800	3,5				3,5
MGM Resorts International		107 400	4,5				4,5
Michael Kors Holdings Ltd		50 065	3,9				3,9
Micro Focus International PLC		60 597	2,6				2,6
Microchip Technology Inc		45 900	5,1				5,1
Micron Technology Inc		511 000	26,3				26,3
Microsoft Corp		8 999 578	964,6				964,6
Micro-Star International Co Ltd		310 200	1,0				1,0
Mid-America Apartment Communities Inc		11 200	1,4				1,4
Middleby Corp, The		7 400	1,3				1,3
Midea Group Co Ltd		494 923	5,3			5,3	
	classe A	5 168 120	55,1			55,1	60,4
Millicom International Cellular SA		81 965	6,9				6,9
Mills Estruturas e Servicos de Engenharia SA		2 072 400	3,2				3,2
Mincom Capital Inc		745 167	-				-
Minebea Mitsumi Inc		983 000	25,8				25,8
Mines Agnico-Eagle Limitée		50 798	2,9				2,9
Mines de la Vallée de l'Or Ltée		698 000	0,2				0,2
Mines d'Or Maple		2 870 487	0,7				0,7
Mines Indépendantes Chibougamau Inc		842 910	-				-
Minor International PCL		5 913 554	9,9				9,9
Mirae Asset Daewoo Co Ltd		1 414 660	15,2				15,2
Mirvac Group		854 675	2,0				2,0
MISC Bhd		3 851 967	8,8				8,8
MISUMI Group Inc		279 500	10,2				10,2
Mitsubishi Chemical Holdings Corp		785 492	10,8				10,8
Mitsubishi Corp		3 549 114	122,9				122,9

Mitsubishi Electric Corp	907 152	18,9		18,9
Mitsubishi Estate Co Ltd	2 707 681	59,0		59,0
Mitsubishi Gas Chemical Co Inc	281 057	10,1		10,1
Mitsubishi Heavy Industries Ltd	29 919	1,4		1,4
Mitsubishi Materials Corp	261 425	11,7		11,7
Mitsubishi Motors Corp	85 972	0,8		0,8
Mitsubishi Tanabe Pharma Corp	234 713	6,1		6,1
Mitsubishi UFJ Financial Group Inc	7 748 603	71,2		71,2
Mitsubishi UFJ Lease & Finance Co Ltd	808 500	6,0		6,0
Mitsui & Co Ltd	1 136 474	23,2		23,2
Mitsui Chemicals Inc	747 276	30,1		30,1
Mitsui Fudosan Co Ltd	1 034 117	29,0		29,0
Mitsui OSK Lines Ltd	137 478	5,7		5,7
Mixi Inc	84 728	4,8		4,8
Mizrahi Tefahot Bank Ltd	41 199	1,0		1,0
Mizuho Financial Group Inc	9 185 234	20,9		20,9
MMC Norilsk Nickel PJSC	316 757	50,5		50,5
MMI Holdings Ltd	2 266 111	4,8		4,8
Mobile TeleSystems PJSC	2 731 895	27,9		27,9
Mohawk Industries Inc	15 149	5,2		5,2
MOL Hungarian Oil & Gas PLC	534 513	7,8		7,8
Molson Coors Brewing Co	71 970	7,4		7,4
Momo Inc	160 100	4,9		4,9
Mondelez International Inc	13 731 931	736,4		736,4
Mondi Ltd	237 107	7,7		7,7
Mondi PLC	264 469	8,7		8,7
Moneta Money Bank AS	703 812	3,4		3,4
Monex Group Inc	386 100	1,4		1,4
MonoGen, Inc.	18 574 045	-		-
Monsanto Co	651 211	95,3		95,3
Monster Beverage Corp	13 703	1,1		1,1
Moody's Corp	60 922	11,3		11,3
Morgan Stanley	507 000	33,3	156,4	189,7
Morinaga Milk Industry Co Ltd	130 140	7,4		7,4
Mosaic Company, The	123 727	4,0		4,0
Moscow Exchange MICEX-RTS PJSC	4 181 880	9,9		9,9
Mosenergo PJSC	3 894 000	0,2		0,2
Motherson Sumi Systems Ltd	562 390	4,2		4,2
Motor Oil Hellas Corinth Refineries SA	13 735	0,4		0,4

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Motorola Solutions Inc		19 958	2,3				2,3
Mphasis Ltd		308 865	4,4				4,4
Mr Price Group Ltd		521 796	12,9				12,9
MRC Global Inc		377 830	8,0				8,0
MRV Engenharia e Participacoes SA		817 000	4,6				4,6
MS&AD Insurance Group Holdings Inc		269 295	11,4				11,4
MSCI Inc		3 800	0,6				0,6
MTN Group Ltd		5 342 646	73,9				73,9
MTR Corp Ltd		2 471 158	18,1				18,1
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG		123 956	33,7				33,7
Multiplan Empreendimentos Imobiliarios SA		750 212	20,1				20,1
Murata Manufacturing Co Ltd		66 558	11,2				11,2
Mylan NV		184 220	9,8				9,8
Myriad Genetics Inc		450 000	19,4				19,4
Nabtesco Corp		32 254	1,5				1,5
Nagoya Railroad Co Ltd		35 306	1,1				1,1
Nan Ya Plastics Corp		14 790 848	48,5				48,5
Nanya Technology Corp		109 000	0,3				0,3
NAPEC Inc		14 849 327	28,8				28,8
NARI Technology Co Ltd		1 956 928	6,9			6,9	
	classe A	3 991 123	14,0			14,0	20,9
Nasdaq Inc		17 527	1,7				1,7
Nasmedia Co Ltd		52 217	4,6				4,6
Naspers Ltd		1 174 702	410,3				410,3
National Australia Bank Ltd		1 132 301	32,8				32,8
National Bank of Greece SA		11 937 113	5,7				5,7
National Grid PLC		44 005 731	652,7				652,7
National Oilwell Varco Inc		271 432	12,3				12,3
National Retail Properties Inc		1 700	0,1				0,1
Natixis SA		787 308	7,8				7,8
Natura Cosmeticos SA		7 764 346	97,0				97,0
NAVER Corp		85 654	87,2				87,2
NCSoft Corp		43 319	22,7				22,7
NEC Corp		110 983	3,8				3,8

Nedbank Group Ltd	1 065 039	27,6		27,6
Neopost SA	5 156	0,2		0,2
NEPI Rockcastle PLC	752 706	16,3		16,3
Neste Oyj	93 354	7,5		7,5
Nestle India Ltd	163 072	25,2		25,2
Nestle Malaysia Bhd	116 300	3,7		3,7
Nestlé SA	7 673 871	826,8		826,8
NetApp Inc	112 108	7,8		7,8
Netcare Ltd	2 360 551	6,0		6,0
NetEase Inc	35 081	15,2		15,2
Netflix Inc	16 468	4,0		4,0
Netmarble Games Corp	41 965	9,3		9,3
Neusoft Corp	2 107 902	5,9		5,9
New China Life Insurance Co Ltd	2 664 959	22,8		22,8
New Oriental Education & Technology Group Inc	198 806	23,4		23,4
New World Development Co Ltd	3 502 623	6,6		6,6
New York Community Bancorp Inc	135 800	2,2		2,2
Newcrest Mining Ltd	761 886	17,0		17,0
Newell Brands Inc	1 093 380	42,3		42,3
Newfield Exploration Co	34 900	1,4		1,4
Newmont Mining Corp	159 866	7,5		7,5
News Corp	675	-		-
Nexon Co Ltd	287 200	10,5		10,5
Next PLC	54 577	4,2		4,2
Nexteer Automotive Group Ltd	1 296 000	3,9		3,9
NextEra Energy Inc	4 012 016	785,1		785,1
NGK Insulators Ltd	302 993	7,2		7,2
NGK Spark Plug Co Ltd	1 486	-		-
NH Foods Ltd	359 501	11,0		11,0
NH Investment & Securities Co Ltd	347 256	5,6		5,6
NICE Information Service Co Ltd	390 401	4,0		4,0
Nice Ltd	14 534	1,6		1,6
Nichirei Corp	264 125	9,2		9,2
Nidec Corp	39 913	7,0		7,0
Nielsen Finance LLC / Nielsen Finance Co			204,7	204,7
Nielsen Holdings PLC	58 268	2,7		2,7
Nien Made Enterprise Co Ltd	165 000	2,2		2,2
NIKE Inc	172 787	13,5		13,5
Nikon Corp	1 189 834	30,0		30,0

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Nine Dragons Paper Holdings Ltd		2 420 621	4,9				4,9
Nintendo Co Ltd		62 584	28,7				28,7
Nippon Building Fund Inc		7	-				-
Nippon Electric Glass Co Ltd		792	-				-
Nippon Express Co Ltd		31 814	2,7				2,7
Nippon Kanzai Co Ltd		123 800	2,8				2,8
Nippon Light Metal Holdings Co Ltd		1 182 800	4,2				4,2
Nippon Paint Holdings Co Ltd		1 600	0,1				0,1
Nippon Prologis REIT Inc		256	0,7				0,7
Nippon Steel & Sumitomo Metal Corp		1 195 366	38,4				38,4
Nippon Telegraph & Telephone Corp		921 300	54,3				54,3
Nippon Yusen KK		3 297	0,1				0,1
Nishimatsuya Chain Co Ltd		133 700	1,9				1,9
NiSource Inc		294 045	9,5				9,5
Nissan Chemical Industries Ltd		23 200	1,2				1,2
Nissan Motor Co Ltd		305 240	3,8				3,8
Nisshin Seifun Group Inc		167 868	4,2				4,2
Nissin Foods Holdings Co Ltd		57 750	5,3				5,3
Nitori Holdings Co Ltd		13 342	2,4				2,4
Nitto Denko Corp		38 193	4,3				4,3
NMDC Ltd		106 772	0,3				0,3
NN Group NV		145 234	7,9				7,9
Noble Energy Inc		73 889	2,7				2,7
NOK Corp		7 489	0,2				0,2
Nokia OYJ		3 695 350	21,6				21,6
Nokian Renkaat OYJ		43 187	2,5				2,5
Nomura Holdings Inc		928 989	6,9				6,9
Nomura Real Estate Holdings Inc		58 100	1,6				1,6
Nomura Real Estate Master Fund Inc		3 600	5,6				5,6
Nomura Research Institute Ltd		8 075	0,5				0,5
Nordea Bank AB		890 311	13,5				13,5
Nordstrom Inc		2 245	0,1				0,1
Norfolk Southern Corp		188 629	34,2				34,2

Norsk Hydro ASA	2 989 347	28,6		28,6
North Battleford Power LP			68,5	68,5
North West Redwater Partnership / NWR Financing Co Ltd			82,4	82,4
Northern Star Resources Ltd	500 000	3,0		3,0
Northern Trust Corp	77 282	9,7		9,7
Northland Power Solar Finance One LP			33,3	33,3
Northrop Grumman Corp	122 369	47,1		47,1
Norwegian Cruise Line Holdings Ltd	21 390	1,4		1,4
Nouveau Monde Graphite Inc	7 440 069	3,3		3,3
Novartis AG	11 143 266	1 180,6		1 180,6
Novatek Microelectronics Corp	2 252 893	10,8		10,8
Novatek OAO	235 261	35,4		35,4
Novo Nordisk AS	3 762 845	254,3		254,3
Novolipetsk Steel PJSC	3 685 130	11,8		11,8
Novozymes AS	177 451	12,7		12,7
NOW Inc	48 400	0,7		0,7
NQ Exploration Inc	2 258 333	-		-
NRG Energy Inc	220 000	7,9		7,9
NSK Ltd	255 101	5,0		5,0
NTT Data Corp	31 000	0,5		0,5
NTT DOCOMO Inc	19 321 916	571,9		571,9
Nucor Corp	103 900	8,3		8,3
NuVista Energy Ltd	14 646 400	117,5		117,5
NVIDIA Corp	2 053	0,5		0,5
NVR Inc	380	1,7		1,7
NWS Holdings Ltd	1 959 927	4,4		4,4
NXP Semiconductors NV	36 836	5,4		5,4
O2 Czech Republic AS	88 822	1,4		1,4
Obayashi Corp	1 229 419	18,7		18,7
Oberoi Realty Ltd	476 275	4,5		4,5
Obic Co Ltd	1 400	0,1		0,1
Occidental Petroleum Corp	263 296	24,3		24,3
OCI Co Ltd	21 474	3,4		3,4
Odakyu Electric Railway Co Ltd	123 911	3,3		3,3
Odontoprev SA	27 482	0,2		0,2
OGE Energy Corp	69 731	2,9		2,9
OGK-2 PJSC	17 609 250	0,2		0,2
Oil & Gas Development Co Ltd	1 754 700	3,2		3,2
Oil & Natural Gas Corp Ltd	6 374 902	24,4		24,4

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Oil India Ltd		31 984	0,2				0,2
Oil Search Ltd		26 400	0,2				0,2
Oji Holdings Corp		690 426	5,8				5,8
OKUMA Corp		40 000	3,3				3,3
Old Dominion Freight Line Inc		23 300	3,8				3,8
Old Mutual PLC		5 785 906	22,7				22,7
Olympus Corp		11 007	0,5				0,5
Olympus Merger Sub Inc					148,5		148,5
Omega Geracao SA		652 435	4,3				4,3
Omnicom Group Inc		126 738	11,6				11,6
Omron Corp		7 533	0,6				0,6
OMV AG		12 781	1,0				1,0
OMV Petrom SA		86 556 456	8,0				8,0
ONEOK Inc		204 302	13,7				13,7
Onex Corp		4 526 600	417,3				417,3
Ono Pharmaceutical Co Ltd		47 950	1,4				1,4
Ooredoo QPSC		227 033	7,1				7,1
OPAP SA		377 727	6,0				6,0
Open Text Corp		18 056 800	807,3		102,5		909,8
Oppein Home Group Inc		651 190	14,8				14,8
Opsens Inc		5 252 000	5,9				5,9
OR PJSC		1 600 000	4,2				4,2
Oracle Corp		17 659 553	1 046,1				1 046,1
Oracle Corp Japan		15 995	1,7				1,7
Oracle Financial Services Software Ltd		2 863	0,2				0,2
Orange Polska SA		1 429 784	3,0				3,0
Orange SA		43 815 254	954,2				954,2
Orbital ATK Inc		181 302	29,9				29,9
O'Reilly Automotive Inc		5 357	1,6				1,6
Orford Mining Corp		600 000	0,2				0,2
Organizacion Cultiba SAB de CV		4 690 327	4,7				4,7
Organizacion Soriana SAB de CV		3 423 380	8,7				8,7
Orica Ltd		8 436 036	149,6				149,6

Oriental Bank of Commerce	67 539	0,2	0,2
Oriental Land Co Ltd	43 896	5,0	5,0
Origin Energy Ltd	10 347	0,1	0,1
ORION Holdings Corp	53 660	6,6	6,6
Orion Oyj	673 528	31,5	31,5
ORIX Corp	818 330	17,3	17,3
Orix Jreit Inc	3 284	5,7	5,7
Orkla ASA	813 064	10,8	10,8
Orsted A/S	204 423	14,0	14,0
Osaka Gas Co Ltd	201 830	4,9	4,9
Oshkosh Corp	60 000	6,8	6,8
Osisko Mining Inc	400 449	1,4	1,4
OSRAM Licht AG	35 513	4,0	4,0
OTP Bank PLC	344 989	17,9	17,9
Otsuka Corp	774	0,1	0,1
Otsuka Holdings Co Ltd	26 000	1,4	1,4
Ottogi Corp	472	0,4	0,4
Oversea-Chinese Banking Corp Ltd	850 832	9,9	9,9
Owens Corning	120 000	13,8	13,8
PACCAR Inc	44 100	3,9	3,9
Pacific Radiance Ltd	3 229 500	0,4	0,4
Packaging Corp of America	13 810	2,1	2,1
Paddy Power Betfair PLC	14 001	2,1	2,1
PAK Suzuki Motor Co Ltd	218 650	1,2	1,2
Pakuwon Jati Tbk PT	49 131 760	3,1	3,1
Palo Alto Networks Inc	3 400	0,6	0,6
Pan Ocean Co Ltd	546 562	3,4	3,4
Panasonic Corp	2 073 820	38,0	38,0
Pandora A/S	15 105	2,1	2,1
Paramount Group Inc	846 500	16,8	16,8
Parex Resources Inc	8 974 000	163,0	163,0
Pargesa Holding SA	25 379	2,8	2,8
Park24 Co Ltd	16 000	0,5	0,5
Parker-Hannifin Corp	500	0,1	0,1
Parsley Energy Inc	19 800	0,7	0,7
Partners Group Holding AG	1 361	1,2	1,2
Pason Systems Inc	7 166 000	130,3	130,3
Paychex Inc	45 369	3,9	3,9
PayPal Holdings Inc	112	-	-

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
PCCW Ltd		5 013 000	3,6				3,6
Pearson PLC		628 531	7,8				7,8
Pegasus Hava Tasimaciligi AS		1 000 000	11,2				11,2
Pegatron Corp		7 378 998	22,4				22,4
Pembina Pipeline Corp		8 626 510	392,6		379,4		772,0
Pennsylvania Real Estate Investment Trust		793 000	11,8				11,8
Pentair PLC		47 049	4,2				4,2
People's Insurance Co Group of China Ltd, The		12 563 427	7,8				7,8
People's United Financial Inc		198 388	4,6				4,6
PepsiCo Inc		436 115	65,5				65,5
Pernod Ricard SA		101 372	20,1				20,1
Perrigo Co PLC		7 921	0,9				0,9
Persimmon PLC		94 918	4,4				4,4
Perusahaan Gas Negara Persero Tbk		39 919 592	6,5				6,5
Petkim Petrokimya Holding AS		9 092 331	23,3				23,3
Petrobras Distribuidora SA		2 395 000	15,5				15,5
PetroChina Co Ltd		39 610 056	34,6				34,6
Petrofac Ltd		13 293 954	114,9				114,9
Petroleo Brasileiro SA		5 513 586	35,2			35,2	
	privilégiées	7 775 700	47,3			47,3	82,5
Petron Corp		514 905	0,1				0,1
Petronas Chemicals Group Bhd		7 356 743	17,5				17,5
Petronas Dagangan Bhd		728 418	5,5				5,5
Petronas Gas Bhd		2 156 042	11,7				11,7
Petronet LNG Ltd		656 464	3,3				3,3
Peugeot SA		810 431	20,7				20,7
Pfizer Inc		6 114 855	277,5				277,5
PG&E Corp		337 818	19,0				19,0
PGE Polska Grupa Energetyczna SA		2 244 084	9,8				9,8
Philip Morris International Inc		651 999	86,3				86,3
Phillips 66		45 343	5,7				5,7
Phison Electronics Corp		404 367	5,0				5,0
PhosAgro PJSC		364 025	7,0				7,0
PICC Property & Casualty Co Ltd		8 095 388	19,5				19,5

Pick n Pay Stores Ltd		734 307	5,2				5,2
Ping An Insurance Group Co of China Ltd	classe A	8 857 638	119,3			119,3	
	classe H	3 134 646	40,9			40,9	160,2
Pinnacle Foods Inc		125 000	9,3				9,3
Pinnacle West Capital Corp		88 046	9,4				9,4
Pioneer Foods Group Ltd		256 860	3,6				3,6
Pioneer Natural Resources Co		9 764	2,1				2,1
Piraeus Bank SA		671 377	3,1				3,1
Piramal Enterprises Ltd		175 293	248,7				248,7
PLAY Communications SA		503 828	6,1				6,1
PLDT Inc		277 091	10,3				10,3
PNC Financial Services Group Inc, The		90 946	16,4				16,4
Pola Orbis Holdings Inc		1 000	-				-
Polaris Industries Inc		4 900	0,8				0,8
Polski Koncern Naftowy Orlen SA		623 192	23,8				23,8
Polskie Gornictwo Naftowe i Gazownictwo SA		3 092 782	7,0				7,0
Poly Property Group Co Ltd		845 000	0,6				0,6
Poly Real Estate Group Co Ltd		2 574 952	7,0			7,0	
	classe A	11 253 372	30,6			30,6	37,6
Polymetal International PLC		36 035	0,6				0,6
Polyus PJSC		75 492	7,5				7,5
Popular Inc		138 600	6,2				6,2
Porsche Automobil Holding SE		275 817	29,0				29,0
Porto Seguro SA		13 303	0,2				0,2
POSCO		260 112	101,2				101,2
Posco Daewoo Corp		132 215	2,8				2,8
Postal Savings Bank of China Co Ltd		1 383 000	0,9				0,9
Poste Italiane SpA		693 511	6,5				6,5
Potash Corporation of Saskatchewan Inc		14 468 892	373,0				373,0
Pou Chen Corp		6 561 314	10,6				10,6
Power Assets Holdings Ltd		1 650 747	17,4				17,4
Power Corporation du Canada		12 017 600	389,0		33,3		422,3
Power Finance Corp Ltd		564 501	1,3				1,3
Power Grid Corp of India Ltd		3 754 489	14,8				14,8
Powerlong Real Estate Holdings Ltd		363 000	0,2				0,2
Powertech Technology Inc		2 193 251	8,1				8,1
Powszechna Kasa Oszczednosci Bank Polski SA		2 431 211	38,8				38,8
Powszechny Zaklad Ubezpieczen SA		1 135 581	17,3				17,3
PPB Group Bhd		1 351 471	7,2				7,2

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
PPG Industries Inc		28 118	4,1				4,1
PPL Corp		14 056 395	545,1				545,1
Praxair Inc		3 944 329	764,4				764,4
Praxis Home Retail Ltd		21 475	-				-
Premier Inc		36 893	1,3				1,3
President Chain Store Corp		1 783 922	21,3				21,3
Press Metal Aluminium Holdings Bhd		3 585 100	6,0				6,0
Priceline Group Inc, The		4 725	10,3				10,3
Prime Car Management SA		87 000	0,9				0,9
Prime Security Services Borrower LLC					69,5		69,5
Primoris Services Corp		342 940	11,7				11,7
Principal Financial Group Inc		46 556	4,1				4,1
Probe Metals Inc		2 919 882	4,4				4,4
Procter & Gamble Company, The		843 540	97,1				97,1
Progressive Corp, The		357 798	25,2				25,2
Prologis Inc		379 246	30,7				30,7
Promotora y Operadora de Infraestructura SAB de CV		4 761 297	54,5				54,5
Propriétés Genius Ltée, Les		192 200	-				-
ProSiebenSat.1 Media SE		6 357	0,3				0,3
Proximus SADP		19 667	0,8				0,8
Prudential Financial Inc		215 770	31,1				31,1
Prudential PLC		719 407	23,2				23,2
Prysmian SpA		80 828	3,3				3,3
PSG Group Ltd		185 546	5,1				5,1
PTC India Ltd		4 869 917	11,3				11,3
PTT Exploration & Production PCL		4 325 087	16,6				16,6
PTT Global Chemical PCL		7 676 232	25,1				25,1
PTT PCL		3 476 329	58,8				58,8
Public Bank Bhd		8 630 548	55,5				55,5
Public Power Corp SA		38 083	0,1				0,1
Public Service Enterprise Group Inc		378 371	24,4				24,4
Public Storage		26 874	7,0				7,0
Publicis Groupe SA		1 988 871	169,5				169,5

PulteGroup Inc	47 900	2,0		2,0
PVH Corp	23 213	4,0		4,0
Qatar Electricity & Water Co QSC	88 334	5,5		5,5
Qatar Gas Transport Co Ltd	872 125	4,8		4,8
Qatar Insurance Co SAQ	385 135	7,1		7,1
Qatar Islamic Bank SAQ	167 445	5,6		5,6
Qatar National Bank QPSC	654 567	28,6		28,6
QBE Insurance Group Ltd	31 086	0,3		0,3
QIAGEN NV	130 677	5,1		5,1
Qinhuangdao Port Co Ltd	290 000	0,1		0,1
QMX Gold Corporation	6 718 685	1,7		1,7
Qorvo Inc	26 900	2,2		2,2
Qualcomm Inc	11 905 361	955,0		955,0
Qualicorp SA	2 069 577	24,2		24,2
Qualitas Controladora SAB de CV	3 209 333	7,5		7,5
Quanta Computer Inc	9 078 747	23,7		23,7
Quanta Services Inc	125 000	6,1		6,1
Québecor Inc	1 242 260	29,4		29,4
Quest Diagnostics Inc	117 000	14,4		14,4
Rackspace Hosting Inc			66,9	66,9
Raia Drogasil SA	901 144	31,2		31,2
Raiffeisen Bank International AG	120 500	4,7		4,7
Rakuten Inc	579 233	6,7		6,7
Ralph Lauren Corp	19 900	2,6		2,6
Ramsay Health Care Ltd	55 095	3,8		3,8
Rand Merchant Investment Holdings Ltd	1 357 831	6,3		6,3
Randgold Resources Ltd	13 101	1,6		1,6
Randon SA Implementos e Participacoes	1 485 700	4,0		4,0
Randstad Holding NV	98 156	7,6		7,6
Range Resources Corp	36 635	0,8		0,8
Rassini SAB de CV	1 548 487	7,0		7,0
Ratchaburi Electricity Generating Holding PCL	128 100	0,3		0,3
Raymond James Financial Inc	7 274	0,8		0,8
Raytheon Co	7 855	1,8		1,8
RE/MAX Holdings Inc	203 544	12,4		12,4
REA Group Ltd	11 636	0,9		0,9
Realtek Semiconductor Corp	1 244 434	5,7		5,7
Realty Income Corp	33 824	2,4		2,4
Reckitt Benckiser Group PLC	413 493	48,5		48,5

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Recordati SpA		17 761	1,0				1,0
Recruit Holdings Co Ltd		274 200	8,5				8,5
Red Electrica Corp SA		561 872	15,8				15,8
Red Hat Inc		15 304	2,3				2,3
Redefine Properties Ltd		11 724 142	12,7				12,7
Redevances Aurifères Osisko Ltée		19 336 299	280,8				280,8
Regal Entertainment Group		408 100	11,8				11,8
Regency Centers Corp		13 300	1,2				1,2
Regeneron Pharmaceuticals Inc		8 149	3,8				3,8
Regions Financial Corp		215 980	4,7				4,7
Reinet Investments SCA		576 525	16,0				16,0
Reinsurance Group of America Inc		1 171 715	228,9				228,9
Reitmans Canada Ltée		90 600	0,4			0,4	
	classe A	2 100 000	8,9			8,9	9,3
Reliance Communications Ltd		1 443 580	1,0				1,0
Reliance Industries Ltd		2 947 418	53,8				53,8
Reliance Infrastructure Ltd		20 784	0,2				0,2
Reliance Intermediate Holdings LP					45,6		45,6
Reliance LP					101,5		101,5
RELX NV		198 470	5,7				5,7
RELX PLC		383 997	11,3				11,3
Remgro Ltd		1 414 178	33,8				33,8
Remy Cointreau SA		10 760	1,9				1,9
RenaissanceRe Holdings Ltd		570	0,1				0,1
Renault SA		218 917	27,6				27,6
Renesas Electronics Corp		15 540	0,2				0,2
Reno de Medici SpA		34 450 000	26,2				26,2
Repsol SA		1 135 868	25,2				25,2
Republic Services Inc		93 200	7,9				7,9
Resilient REIT Ltd		593 578	9,1				9,1
ResMed Inc		370 925	5,7				5,7
Resona Holdings Inc		1 508 900	11,3				11,3
Ressources Appalaches Inc		6 053 000	0,1				0,1
Ressources Cartier Inc		12 654 379	2,7				2,7

Ressources Komet Inc		699 500	0,2				0,2
Ressources Minières Radisson Inc		6 152 348	1,3				1,3
Ressources Monarques Inc		8 361 577	2,5				2,5
Ressources Opus One Inc		1 937 000	0,2				0,2
Ressources Sirios Inc		8 145 754	2,6				2,6
Ressources Sphinx ltée		4 034 042	0,2				0,2
Ressources Strateco Inc		1 096 745	-				-
Ressources Threegold Inc, Les		1 615 666	-				-
Ressources X-Terra Inc		1 250 000	0,3				0,3
Rexel SA		347 728	7,9				7,9
RHB Bank Bhd		2 181 100	3,4				3,4
Richter Gedeon Nyrt		503 500	16,6				16,6
Ricoh Co Ltd		4 465	0,1				0,1
Rinnai Corp		13 900	1,6				1,6
Rio Tinto Ltd		640 907	47,6				47,6
Rio Tinto PLC		470 082	31,4				31,4
Ritchie Bros Auctioneers Inc		7 804 800	293,8				293,8
RLI Corp		146 125	11,1				11,1
RMB Holdings Ltd		2 004 666	16,1				16,1
Robert Half International Inc		15 711	1,1				1,1
Robinson PCL		1 366 059	3,8				3,8
Robinsons Land Corp		2 460 700	1,3				1,3
Roche Holding AG		624 454	197,9				197,9
Rockwell Automation Inc		85 389	21,0				21,0
Rockwell Collins Inc		36 539	6,2				6,2
Rogers Communications Inc		81 096	5,2		124,4		129,6
Rohm Co Ltd		47 626	6,6				6,6
Rollins Inc		13 300	0,8				0,8
Rolls-Royce Holdings PLC		787 508	11,3				11,3
Roper Technologies Inc		345	0,1				0,1
Rosneft Oil Co PJSC		2 836 332	18,0				18,0
Ross Stores Inc		54 853	5,5				5,5
Rosseti PJSC		69 146 000	1,2				1,2
Rostelecom PJSC		494 787	0,7				0,7
Royal Bank of Scotland Group PLC		3 650 561	17,2		211,9		229,1
Royal Boskalis Westminster NV		11 378	0,5				0,5
Royal Caribbean Cruises Ltd		43 511	6,5				6,5
Royal Dutch Shell PLC	classe A	3 407 732	143,2			143,2	
	classe B	2 295 763	97,6			97,6	240,8

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Royal Gold Inc		10 500	1,1				1,1
Royal Mail PLC		1 152 367	8,8				8,8
RPM International Inc		12 400	0,8				0,8
RSA Insurance Group PLC		224 971	2,4				2,4
RTL Group SA		72 928	7,4				7,4
Ruentex Development Co Ltd		56 516	0,1				0,1
Ruentex Industries Ltd		1 535 548	3,3				3,3
Rumo SA		7 700 337	37,7				37,7
Rural Electrification Corp Ltd		615 632	1,9				1,9
RusHydro PJSC		446 067 646	7,1				7,1
RWE AG		697 865	17,8				17,8
Ryanair Holdings PLC		113 097	14,8				14,8
Ryman Healthcare Ltd		143 366	1,4				1,4
Ryman Hospitality Properties Inc		74 300	6,4				6,4
Ryohin Keikaku Co Ltd		1 000	0,4				0,4
S&P Global Inc		160 905	34,2				34,2
S1 Corporation		42 198	5,3				5,3
Sabre Corp		289 928	7,4				7,4
SACI Falabella		1 739 337	21,7				21,7
Safeway Inc		223 536	0,1				0,1
Safran SA		227 647	29,4				29,4
Sage Group PLC, The		503 335	6,8				6,8
SAIC Motor Corp Ltd		1 225 934	7,6			7,6	
	classe A	2 174 350	13,4			13,4	21,0
salesforce.com inc		3 774	0,5				0,5
Sally Holdings LLC / Sally Capital Inc					154,2		154,2
Sampo Oyj		41 028	2,8				2,8
Samsonite International SA		593 300	3,4				3,4
Samsung Biologics Co Ltd		33 525	14,6				14,6
Samsung C&T Corp		205 183	30,3				30,3
Samsung Card Co Ltd		78 879	3,7				3,7
Samsung Electro-Mechanics Co Ltd		169 588	19,8				19,8
Samsung Electronics Co Ltd		292 379	871,9			871,9	
	privilégiées	51 406	125,7			125,7	997,6

Samsung Fire & Marine Insurance Co Ltd		91 549	28,6		28,6	
	privilégiées	676	0,1		0,1	28,7
Samsung Heavy Industries Co Ltd		581 305	5,0			5,0
Samsung Life Insurance Co Ltd		207 735	30,3			30,3
Samsung SDI Co Ltd		144 941	34,7			34,7
Samsung SDS Co Ltd		89 750	21,0			21,0
Samsung Securities Co Ltd		165 281	7,1			7,1
San Miguel Corp		90 250	0,3			0,3
Sanan Optoelectronics Co Ltd		2 915 336	14,2			14,2
Sands China Ltd		2 408 000	15,6			15,6
Sandvik AB		425 978	9,4			9,4
Sankyo Co Ltd		4 472	0,2			0,2
Sanlam Ltd		4 635 611	40,8			40,8
Sanofi SA		5 955 220	643,8			643,8
Santander Consumer USA Holdings Inc		589 500	13,8			13,8
Santen Pharmaceutical Co Ltd		130 380	2,6			2,6
Santos Brasil Participacoes SA		4 976 700	6,4			6,4
Santos Ltd		29 745	0,2			0,2
Sao Martinho SA		687 287	5,0			5,0
SAP SE		366 950	51,6			51,6
Sappi Ltd		1 403 898	12,7			12,7
Sapura Energy Bhd		2 680 182	0,6			0,6
Saputo Inc		8 040 000	363,2			363,2
SaraminHR Co Ltd		196 495	4,9			4,9
Sarana Menara Nusantara Tbk PT		11 649 500	4,3			4,3
Sasol Ltd		1 873 111	81,2			81,2
SATS Ltd		584 323	2,8			2,8
SBA Communications Corp		3 500	0,7			0,7
Sberbank of Russia PJSC		27 723 162	135,9		135,9	
	privilégiées	2 568 519	10,6		10,6	146,5
SBI Holdings Inc		130	-			-
SCANA Corp		46 864	2,3			2,3
Scentre Group		169 291	0,7			0,7
Schaeffler AG		250 536	5,6			5,6
Schibsted ASA		19 739	0,7			0,7
Schindler Holding AG		127 202	36,7			36,7
Schlumberger Ltd		2 709 491	228,8			228,8
Schneider Electric SE		2 193 887	233,9			233,9
Schroders PLC		35 906	2,1			2,1

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
SCOR SE		333 756	16,8				16,8
Scotiabank Tier I Trust					19,0		19,0
Scotts Miracle-Gro Company , The		14 619	2,0				2,0
Scout24 AG		30 000	1,5				1,5
SCREEN Holdings Co Ltd		368 000	37,7				37,7
Scripps Networks Interactive Inc		23 737	2,5				2,5
Seagate Technology PLC		83 300	4,4				4,4
Sealed Air Corp		35 544	2,2		44,4		46,6
Seattle Genetics Inc		5 100	0,3				0,3
SeaWorld Entertainment Inc		660 290	11,2				11,2
SEB SA		8 630	2,0				2,0
Secom Co Ltd		173 075	16,4				16,4
Secure Energy Services Inc		13 230 917	115,9				115,9
Securitas AB		175 218	3,8				3,8
Security Bank Corp		325 770	2,1				2,1
SEEK Ltd		8 494	0,2				0,2
Sega Sammy Holdings Inc		1 219 869	19,0				19,0
Segro PLC		201 410	2,0				2,0
SEI Investments Co		10 100	0,9				0,9
Seibu Holdings Inc		15 486	0,4				0,4
Seiko Epson Corp		223 264	6,6				6,6
Seiko Holdings Corp		64 500	2,4				2,4
Sekisui Chemical Co Ltd		187 400	4,7				4,7
Sekisui House Ltd		22 276	0,5				0,5
Semafo Inc		1 280 000	4,6				4,6
Sembcorp Industries Ltd		1 709 700	4,9				4,9
Semen Indonesia Persero Tbk PT		4 009 214	3,7				3,7
Semiconductor Manufacturing International Corp		4 342 252	9,4				9,4
Sempra Energy		52 375	7,0				7,0
Sensata Technologies Holding NV		7 400	0,5				0,5
Ser Educacional SA		231 467	2,7				2,7
Service Corp International					66,5		66,5
ServiceMaster Global Holdings Inc		207 400	13,3				13,3

ServiceNow Inc		3 300	0,5				0,5
SES SA		10 481 553	205,2				205,2
Seven & i Holdings Co Ltd		730 352	38,0				38,0
Seven Bank Ltd		17 600	0,1				0,1
Seven Generations Energy Ltd		24 744 832	440,0				440,0
Severn Trent PLC		198 884	7,3				7,3
Severstal PAO		741 380	14,3				14,3
SGS SA		2 241	7,3				7,3
Shandong Weigao Group Medical Polymer Co Ltd		2 786 009	2,5				2,5
Shanghai Electric Group Co Ltd		4 358 637	2,2				2,2
Shanghai Fosun Pharmaceutical Group Co Ltd	classe A	3 902 749	33,4			33,4	
	classe H	716 360	5,8			5,8	39,2
Shanghai Industrial Holdings Ltd		724 010	2,6				2,6
Shanghai International Airport Co Ltd		304 908	2,6			2,6	
	classe A	687 970	6,0			6,0	8,6
Shanghai Lujiazui Finance & Trade Zone Development Co Ltd		1 356 572	2,5				2,5
Shanghai Pharmaceuticals Holding Co Ltd	classe A	7 717 275	35,9			35,9	
	classe spéciale H	1 019 809	3,5			3,5	39,4
Shanghai Pudong Development Bank Co Ltd		1 037 999	2,5			2,5	
	classe A	4 855 180	11,8			11,8	14,3
Shangri-La Asia Ltd		3 594 833	10,2				10,2
Sharp Corp		145 700	6,3				6,3
Shaw Communications Inc		9 331 842	267,7	192,7			460,4
Shenzhen Inovance Technology Co Ltd		5 430 357	30,3				30,3
Shenzhen Salubris Pharmaceuticals Co Ltd		974 326	8,5				8,5
Shenzhen Sunlord Electronics Co Ltd		1 657 100	5,3				5,3
Shenzhen Tianyuan Dic Information Technology Co Ltd		2 500 570	5,3				5,3
Shenzhou International Group Holdings Ltd		2 201 623	26,3				26,3
Sherwin-Williams Co, The		10 423	5,4				5,4
Shimadzu Corp		90 500	2,6				2,6
Shimamura Co Ltd		212 139	29,3				29,3
Shimano Inc		184 571	32,5				32,5
Shimao Property Holdings Ltd		1 752 957	4,8				4,8
Shimizu Corp		351 300	4,5				4,5
Shin Kong Financial Holding Co Ltd		26 397 337	11,7				11,7
Shindengen Electric Manufacturing Co Ltd		28 700	2,8				2,8
Shin-Etsu Chemical Co Ltd		206 713	26,3				26,3
Shinhan Financial Group Co Ltd		1 275 720	73,8				73,8
Shinsegae Inc		30 363	10,7				10,7

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Shinsei Bank Ltd		1 478	-				-
Shionogi & Co Ltd		69 569	4,7				4,7
Shire PLC		366 147	24,4				24,4
Shiseido Co Ltd		3 194	0,2				0,2
Shizuoka Bank Ltd, The		6 457	0,1				0,1
Shoppers Stop Ltd		129 384	1,4				1,4
Shoprite Holdings Ltd		1 526 796	34,2				34,2
Shougang Fushan Resources Group Ltd		1 530 000	0,4				0,4
Showa Shell Sekiyu KK		1 541	-				-
Shree Cement Ltd		7 445	2,6				2,6
Shriram Transport Finance Co Ltd		131 338	3,8				3,8
Shui On Land Ltd		1 483 000	0,5				0,5
Shutterstock Inc		242 871	13,1				13,1
Siam Cement PCL, The		1 431 749	26,9				26,9
Siam Commercial Bank PCL, The		7 005 570	40,4				40,4
Sibanye Gold Ltd		3 721 681	6,0				6,0
Sichuan Maker Biotechnology Co Ltd		1 660 532	7,7				7,7
Siemens AG		544 329	95,1				95,1
Siemens Gamesa Renewable Energy SA		4 794	0,1				0,1
Siemens Ltd		63 402	1,5				1,5
Signature Bank		5 300	0,9				0,9
Sihuan Pharmaceutical Holdings Group Ltd		5 602 000	2,5				2,5
Sika AG		1 152	11,5				11,5
Silicon Laboratories Inc		115 134	12,7				12,7
Siliconware Precision Industries Co Ltd		5 140 212	10,9				10,9
SillaJen Inc		121 244	13,3				13,3
Siltronic AG		35 000	6,4				6,4
Sime Darby Bhd		8 879 327	6,1				6,1
Sime Darby Plantation Bhd		7 795 727	14,5				14,5
Sime Darby Property Bhd		7 753 327	4,3				4,3
Simon Property Group Inc		108 900	23,4				23,4
SINA Corp		119 292	15,0				15,0
Singapore Airlines Ltd		901 010	9,0				9,0

Singapore Exchange Ltd	508 372	3,5		3,5
Singapore Press Holdings Ltd	750 987	1,9		1,9
Singapore Telecommunications Ltd	8 839 308	29,6		29,6
Sino Biopharmaceutical Ltd	8 331 331	18,5		18,5
Sino Land Co Ltd	1 842 981	4,1		4,1
Sinofert Holdings Ltd	1 378 000	0,3		0,3
Sino-Ocean Group Holding Ltd	5 227 013	4,5		4,5
SinoPac Financial Holdings Co Ltd	30 784 322	12,5		12,5
Sinopec Engineering Group Co Ltd	3 963 500	4,7		4,7
Sinopec Shanghai Petrochemical Co Ltd	6 035 130	4,3		4,3
Sinopharm Group Co Ltd	2 141 388	11,6		11,6
Sinotrans Ltd	390 000	0,2		0,2
Sinotruk (Hong Kong) Limited	202 500	0,3		0,3
Sirius XM Holdings Inc	310 200	2,1		2,1
Sistema PJSC FC	3 795 820	1,6		1,6
SJM Holdings Ltd	3 879 786	4,4		4,4
SK Chemicals Co Ltd	4 001	0,4		0,4
SK Gas Ltd	3 149	0,3		0,3
SK Holdings Co Ltd	114 581	38,0		38,0
SK Hynix Inc	1 685 252	150,9		150,9
SK Innovation Co Ltd	251 557	60,2		60,2
SK Networks Co Ltd	670 168	5,2		5,2
SK Telecom Co Ltd	111 015	28,8		28,8
Skandinaviska Enskilda Banken AB	450 403	6,6		6,6
Skanska AB	240 188	6,2		6,2
SKF AB	209 328	5,8		5,8
SKF India Ltd	341 850	13,0		13,0
Sky PLC	632 377	10,8		10,8
Skyworks Solutions Inc	8 876	1,1		1,1
SL Green Realty Corp	66 553	8,4		8,4
SM Investments Corp	668 799	16,6		16,6
SM Prime Holdings Inc	23 707 926	22,3		22,3
SMC Corp	18 812	9,7		9,7
Smiles Fidelidade SA	319 900	9,2		9,2
Smith & Nephew PLC	489 062	10,7		10,7
Smiths Group PLC	140 008	3,5		3,5
Snam SpA	3 263 685	20,0		20,0
Snap-on Inc	12 867	2,8		2,8
SNCF Réseau			229,9	229,9

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Sobeys Inc					141,7		141,7
Sociedad Matriz del Banco de Chile SA		652 336	0,4				0,4
Sociedad Quimica y Minera de Chile SA		215 313	16,0				16,0
Societatea Nationala de Gaze Naturale ROMGAZ SA		749 600	7,6				7,6
Societatea Nationala Nuclearelectrica SA		1 076 700	2,5				2,5
Société Asbestos Ltée		259 065	0,1				0,1
Société Aurifère Barrick		145 300	2,6				2,6
Société BIC SA		16 354	2,3				2,3
Société d'exploration minière Vior Inc		1 761 874	0,2				0,2
Société Financière Manuvie		34 600 000	907,2		105,2		1 012,4
Société Générale SA		339 318	22,0				22,0
Sodexo SA		98 010	16,5				16,5
Sodick Co Ltd		149 000	2,4				2,4
SoftBank Group Corp		1 239 780	123,0				123,0
Sohgo Security Services Co Ltd		27 000	1,8				1,8
SOHO China Ltd		4 001 738	2,9				2,9
S-Oil Corp		106 325	14,6				14,6
Solutions Extenway Inc		61 877 444	0,6				0,6
Solvay SA		89 715	15,6				15,6
Somos Educacao SA		31 493 547	175,6				175,6
Sompo Holdings Inc		267 390	13,0				13,0
Songwon Industrial Co Ltd		264 532	8,4				8,4
Sonic Healthcare Ltd		330 157	7,4				7,4
Sonova Holding AG		14 693	2,9				2,9
Sony Corp		446 638	25,3				25,3
Sony Financial Holdings Inc		19 800	0,4				0,4
Sotheby's		218 925	14,2				14,2
South32 Ltd		1 947 572	6,7				6,7
Southern Company, The		338 213	20,4				20,4
Southern Copper Corp		154 049	9,2				9,2
Southern Star Central Corp					65,0		65,0
Southwest Airlines Co		123 418	10,1				10,1
SP Setia Bhd Group		2 572 080	3,2				3,2

Spar Group Limited, The	436 384	9,0		9,0
SpareBank 1 SR-Bank ASA	668 400	8,9		8,9
Spark New Zealand Ltd	1 131 709	3,7		3,7
SPDR Gold Shares	272 903	42,3		42,3
Spectrum Brands Holdings Inc	15 000	2,1		2,1
Spectrum Brands Inc			103,6	103,6
Sphera Franchise Group SA	155 581	2,0		2,0
SPIE SA	12 908 819	421,6		421,6
Spirit AeroSystems Holdings Inc	100 000	10,9		10,9
Spirit Realty Capital Inc	1 000 000	10,8		10,8
Splunk Inc	7 000	0,7		0,7
Sprint Corp	2 172 900	16,0		16,0
SS&C Technologies Holdings Inc	23 700	1,2		1,2
SSE PLC	1 391 064	31,1		31,1
St James's Place PLC	74 718	1,6		1,6
Standard Bank Group Ltd	3 003 406	59,5		59,5
Standard Chartered PLC	3 156 944	41,7		41,7
Standard Foods Corp	1 625 600	5,1		5,1
Standard Life Aberdeen PLC	1 000 256	7,4		7,4
Stanley Black & Decker Inc	1 044 644	222,1		222,1
Stanley Electric Co Ltd	48 940	2,5		2,5
Stantec Inc	1 192 918	41,9		41,9
Star Micronics Co Ltd	61 600	1,3		1,3
Star Petroleum Refining PCL	1 033 900	0,7		0,7
Starbucks Corp	1 111 067	79,9		79,9
StarHub Ltd	1 103 200	2,9		2,9
Start Today Co Ltd	10 900	0,4		0,4
State Bank of India	6 014 066	36,6		36,6
State Street Corp	1 859 683	227,4		227,4
Statoil ASA	590 028	15,8		15,8
Steel Authority of India Ltd	168 623	0,3		0,3
Steel Dynamics Inc	41 500	2,2		2,2
Steinhoff Africa Retail Ltd	2 171 577	3,5		3,5
Steinhoff International Holdings NV	7 482 083	3,5		3,5
Stella-Jones Inc	3 100 000	156,6		156,6
Stelmine Canada Ltd	535 714	0,1		0,1
Stericycle Inc	3 217	0,3		0,3
STMicroelectronics NV	375 846	10,3		10,3
Stockland	608 520	2,7		2,7

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Stora Enso Oyj		859 043	17,1				17,1
Storm Resources Ltd		15 001 000	40,5				40,5
Straumann Holding AG		1 046	0,9				0,9
Stryker Corp		72 329	14,0				14,0
Student Transportation Inc		7 997 018	61,9				61,9
Subaru Corp		236 900	9,4				9,4
Suez		619 071	13,7				13,7
Sul America SA		1 313 524	9,3				9,3
Sumitomo Bakelite Co Ltd		160 000	1,7				1,7
Sumitomo Chemical Co Ltd		2 197 799	19,8				19,8
Sumitomo Corp		949 692	20,2				20,2
Sumitomo Dainippon Pharma Co Ltd		18 750	0,3				0,3
Sumitomo Electric Industries Ltd		488 180	10,3				10,3
Sumitomo Heavy Industries Ltd		63 729	3,4				3,4
Sumitomo Metal Mining Co Ltd		134 058	7,7				7,7
Sumitomo Mitsui Construction Co Ltd		522 800	3,7				3,7
Sumitomo Mitsui Financial Group Inc		1 221 140	66,1				66,1
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc		123 452	6,1				6,1
Sumitomo Rubber Industries Ltd		8 821	0,2				0,2
Sun Art Retail Group Ltd		3 526 939	4,7				4,7
Sun Hung Kai Properties Ltd		659 382	13,8				13,8
Sun International Ltd		645 005	3,9				3,9
Sun Pharmaceutical Industries Ltd		1 051 313	11,8				11,8
Sun TV Network Ltd		1 800 000	35,0				35,0
Sunac China Holdings Ltd		2 923 569	15,2				15,2
Suncor Énergie Inc		17 323 171	799,5				799,5
Suncorp Group Ltd		369 438	5,0				5,0
Sundrug Co Ltd		39 500	2,3				2,3
SUNeVision Holdings Ltd		2 716 000	2,6				2,6
Sungshin Cement Co Ltd		171 109	1,1				1,1
Sunny Optical Technology Group Co Ltd		1 055 600	16,9				16,9
Suntec Real Estate Investment Trust		701 300	1,4				1,4
Suntory Beverage & Food Ltd		6 395 500	356,4				356,4

SunTrust Banks Inc		154 871	12,5			12,5
Suofeiya Home Collection Co Ltd		2 655 800	18,8			18,8
Suprajit Engineering Ltd		375 248	2,5			2,5
Surgutneftegas OJSC		16 996 124	10,3		10,3	
	privilégiées	16 488 434	10,1		10,1	20,4
Suruga Bank Ltd		25 951	0,7			0,7
Surya Citra Media Tbk PT		47 664 639	10,9			10,9
Suzano Papel e Celulose SA		957 698	6,8			6,8
Suzhou Gold Mantis Construction Decoration Co Ltd		10 938 213	32,2			32,2
Suzuken Co Ltd		155 684	8,0			8,0
Suzuki Motor Corp		6 840	0,5			0,5
SVB Financial Group		3 100	0,9			0,9
Svenska Handelsbanken AB		967 182	16,6			16,6
Swatch Group AG, The		13 050	6,7		6,7	
	classe R	22 646	2,2		2,2	8,9
Swedbank AB		231 152	7,0			7,0
Swedish Match AB		59 269	2,9			2,9
Swire Pacific Ltd		245 553	2,8			2,8
Swire Properties Ltd		1 577 200	6,4			6,4
Swiss Life Holding AG		10 495	4,7			4,7
Swiss Prime Site AG		14 302	1,7			1,7
Swiss Re AG		116 589	13,7			13,7
Swisscom AG		38 385	25,6			25,6
Sydney Airport		498 914	3,4			3,4
Symantec Corp		2 300	0,1			0,1
Symrise AG		45 398	4,9			4,9
Synchrony Financial		4 810 776	232,7			232,7
Synnex Technology International Corp		4 623 441	7,9			7,9
Synopsys Inc		35 300	3,8			3,8
Sysco Corp		315 043	24,0			24,0
Sysmex Corp		90 305	8,9			8,9
T Rowe Price Group Inc		15 359	2,0			2,0
T&D Holdings Inc		206 772	4,4			4,4
Tabcorp Holdings Ltd		886 671	4,8			4,8
Taekwang Industrial Co Ltd		148	0,2			0,2
TAG Immobilien AG		94 000	2,2			2,2
Taihai Manoir Nuclear Equipment Co Ltd		3 402 437	17,3			17,3
Taiheiyo Cement Corp		274 600	14,9			14,9
TaiMed Biologics Inc		476 000	3,7			3,7

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Taisei Corp		174 969	10,9				10,9
Taishin Financial Holdings Co Ltd		13 138 359	7,7				7,7
Taisho Pharmaceutical Holdings Co Ltd		40 500	4,1				4,1
Taiwan Business Bank		10 080 510	3,6				3,6
Taiwan Cement Corp		10 706 237	16,4				16,4
Taiwan Cooperative Financial Holding Co Ltd		23 505 907	16,4				16,4
Taiwan High Speed Rail Corp		2 952 000	2,9				2,9
Taiwan Mobile Co Ltd		5 418 557	24,5				24,5
Taiwan Semiconductor Manufacturing Co Ltd		75 867 693	746,3				746,3
Taiyo Nippon Sanso Corp		20 474	0,4				0,4
Takashimaya Co Ltd		1 283 040	16,9				16,9
Takeda Pharmaceutical Co Ltd		404 230	28,8				28,8
TAL Education Group		425 044	15,8				15,8
Tallink Grupp AS		1 848 700	3,5				3,5
Tanseisha Co Ltd		122 800	1,7				1,7
Tapestry Inc		1 899 057	105,2				105,2
Targa Resources Corp		131 758	8,0				8,0
Target Corp		183 700	15,0				15,0
Tasly Pharmaceutical Group Co Ltd		6 140 516	42,0				42,0
Tata Chemicals Ltd		270 065	3,9				3,9
Tata Consultancy Services Ltd		985 850	52,3				52,3
Tata Motors Ltd		3 570 822	30,3			30,3	
	classe A	459 213	2,2			2,2	32,5
Tata Power Co Ltd, The		1 296 292	2,4				2,4
Tata Steel Ltd		1 119 777	16,1				16,1
Tatneft PJSC		6 079 699	63,7			63,7	
	privilégiées	28 015	0,2			0,2	63,9
Tauron Polska Energia SA		2 442 366	2,7				2,7
TAV Havalimanlari Holding AS		1 530 713	11,4				11,4
Taylor Wimpey PLC		4 083 067	14,3				14,3
TCF Financial Corp		478 888	12,3				12,3
TCI Co Ltd		220 934	2,7				2,7
TD Ameritrade Holding Corp		3 793 700	243,0				243,0
TD Capital Trust IV					23,5		23,5

TDC AS	733 416	5,7		5,7
TDK Corp	89 833	9,0		9,0
TE Connectivity Ltd	135 100	16,1		16,1
Tech Mahindra Ltd	1 926 191	19,1		19,1
TechnipFMC PLC	2 200 622	86,3		86,3
Technologies D-Box inc	19 108 882	5,7		5,7
Technologies Sensio Inc	18 724 393	0,1		0,1
Technology Select Sector SPDR Fund	1 275 951	102,2		102,2
Technos SA	947 000	1,3		1,3
Techtronic Industries Co Ltd	428 481	3,5		3,5
Teco Electric and Machinery Co Ltd	5 206 732	6,2		6,2
Teijin Ltd	97 148	2,7		2,7
Tele2 AB	377 294	5,8		5,8
Telecom Italia SpA	24 170 313	24,6		24,6
Teleflex Inc	8 100	2,5		2,5
Telefonaktiebolaget LM Ericsson	22 772 270	187,7		187,7
Telefonica Brasil SA	526 812	9,7		9,7
Telefonica Deutschland Holding AG	427 098	2,7		2,7
Telefonica SA	4 220 242	51,6		51,6
Telekom Malaysia Bhd	2 948 441	5,8		5,8
Telekomunikasi Indonesia Persero Tbk PT	155 358 202	63,7		63,7
Telenet Group Holding NV	17 553	1,5		1,5
Telenor ASA	837 912	22,6		22,6
Telia Co AB	3 974 650	22,2		22,2
Telkom SA SOC Ltd	523 363	2,5		2,5
Telstra Corp Ltd	3 908 898	13,9		13,9
TELUS Corporation	81 569	3,9	356,5	360,4
Tempur Sealy International Inc	180 786	14,2		14,2
Tenaga Nasional Bhd	12 188 402	57,6		57,6
Tenaris SA	397 493	7,9		7,9
Tencent Holdings Ltd	10 905 596	709,7		709,7
Tenneco Inc			102,7	102,7
Teradata Corp	197 487	9,5		9,5
Teradyne Inc	150 000	7,9		7,9
Terna Rete Elettrica Nazionale SpA	2 528 064	18,4		18,4
Terumo Corp	155 626	9,2		9,2
TESARO Inc	1 300	0,1		0,1
Tesco PLC	12 907 011	45,8		45,8
Tesla Inc	4 100	1,6		1,6

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Teva Pharmaceutical Industries Ltd		720 028	17,1				17,1
Texas Instruments Inc		398 103	52,1				52,1
Thai Airways International PCL		348 300	0,2				0,2
Thai Oil PCL		3 901 255	15,5				15,5
Thai Union Group PCL		6 298 576	4,8				4,8
Thales SA		59 178	8,0				8,0
Thanachart Capital PCL		253 997	0,5				0,5
Theratechnologies Inc		4 313 700	31,0				31,0
Thermax Ltd		42 017	1,0				1,0
Thermo Fisher Scientific Inc		1 034 182	246,0				246,0
Thermon Group Holdings Inc		403 259	12,0				12,0
THK Co Ltd		1 564	0,1				0,1
Thomson Reuters Corp		4 060 000	222,4				222,4
Thor Industries Inc		140 673	26,6				26,6
thyssenkrupp AG		394 724	14,4				14,4
Tianjin Port Development Holdings Ltd		847 700	0,2				0,2
Tiffany & Co		27 144	3,5				3,5
Tiger Brands Ltd		595 162	27,7				27,7
Tim Participacoes SA		1 005 450	5,0				5,0
Time Warner Inc		580 923	66,6				66,6
Tingyi Cayman Islands Holding Corp		3 412 400	8,3				8,3
TIS Inc		590 700	25,9				25,9
Titan Cement Co SA		229 211	7,9				7,9
Titan Co Ltd		277 037	4,7				4,7
TJX Cos Inc, The		279 085	26,7				26,7
TMB Bank PCL		35 952 507	4,2				4,2
TMK PJSC		192 929	0,3				0,3
T-Mobile US Inc		474 820	37,8				37,8
T-Mobile USA Inc					76,2		76,2
Tobu Railway Co Ltd		171 554	6,9				6,9
Tod's SpA		597 654	54,8				54,8
Tofas Turk Otomobil Fabrikasi AS		180 702	2,0				2,0
Toho Co Ltd		425 351	18,5				18,5

Toho Gas Co Ltd		11 021	0,4		0,4
Tohoku Electric Power Co Inc		1 481 610	23,7		23,7
Tokio Marine Holdings Inc		185 800	10,6		10,6
Tokyo Electric Power Co Holdings Inc		5 280 947	26,2		26,2
Tokyo Electron Ltd		16 227	3,7		3,7
Tokyo Gas Co Ltd		506 818	14,5		14,5
Tokyo Tatemono Co Ltd		2 400	-		-
Tokyu Corp		485 803	9,7		9,7
Tokyu Fudosan Holdings Corp		192 217	1,7		1,7
Toll Brothers Inc		56 000	3,4		3,4
TomaGold Corp		2 948 612	0,2		0,2
Tong Yang Industry Co Ltd		793 000	1,9		1,9
Tonghua Dongbao Pharmaceutical Co Ltd		1 417 977	6,2	6,2	
	classe A	2 268 046	10,0	10,0	16,2
Tongyang Life Insurance Co Ltd		14 356	0,1		0,1
Toppan Printing Co Ltd		30 733	0,3		0,3
Toray Industries Inc		49 113	0,6		0,6
Torchmark Corp		2 016 943	229,2		229,2
Toshiba Corp		3 854 119	13,6		13,6
Tosoh Corp		2 094 700	59,5		59,5
Total Access Communication PCL		367 100	0,7		0,7
TOTAL SA		14 113 362	977,7		977,7
Total System Services Inc		141 865	14,1		14,1
TOTO Ltd		50 219	3,7		3,7
Tourmaline Oil Corp		5 910 000	134,6		134,6
Tower Bersama Infrastructure Tbk PT		3 055 921	1,8		1,8
Toyo Seikan Group Holdings Ltd		130 903	2,6		2,6
Toyo Suisan Kaisha Ltd		49 733	2,7		2,7
Toyobo Co Ltd		123 200	2,8		2,8
Toyoda Gosei Co Ltd		5 807	0,2		0,2
Toyota Industries Corp		93 082	7,5		7,5
Toyota Motor Corp		2 141 868	171,8		171,8
Toyota Tsusho Corp		1 034 970	52,2		52,2
TPG RE Finance Trust, Inc		7 236 361	172,7		172,7
TPG Telecom Ltd		61 441	0,4		0,4
TPK Holding Co Ltd		79 000	0,3		0,3
TPV Technology Ltd		159 400	-		-
Tractor Supply Co		28 201	2,6		2,6
Transaction Capital Ltd		2 713 278	4,6		4,6

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Transat AT Inc		2 200 000	24,7				24,7
TransCanada Corporation		15 186 509	929,1				929,1
TransCanada PipeLines Ltd					39,8		39,8
Transcanada Trust					139,0		139,0
Transcontinental Inc					34,7		34,7
TransDigm Group Inc		4 100	1,4				1,4
Transmissora Alianca de Energia Eletrica SA		58 850	0,5				0,5
Transneft PJSC		4 082	16,0				16,0
Transportadora Gas del Norte SA		1 806 092	9,0				9,0
Transurban Group		178 265	2,2				2,2
Travelers Cos Inc, The		400 714	68,1				68,1
TravelSky Technology Ltd		1 379 000	5,2				5,2
Travis Perkins PLC		152 418	4,0				4,0
Treasury Wine Estates Ltd		155 390	2,4				2,4
Trend Micro Inc		38 051	2,7				2,7
TREVI - Finanziaria Industriale SpA		300 000	0,1				0,1
Tribune Media Co		237 200	12,6				12,6
Trimble Inc		61 100	3,1				3,1
TripAdvisor Inc		3 329	0,1				0,1
True Corp PCL		22 895 443	5,5				5,5
Truworths International Ltd		2 210 335	21,1				21,1
Tryg AS		343 063	10,8				10,8
Tsingtao Brewery Co Ltd		581 828	3,8				3,8
TSO3 Inc		9 460 000	24,7				24,7
Tsumura & Co		59 800	2,5				2,5
Tsuruha Holdings Inc		13 300	2,3				2,3
Tube Investments of India Ltd		165 335	0,9				0,9
TUI AG		290 114	7,6				7,6
Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri AS		787 415	31,6				31,6
Turk Hava Yollari AO		6 075 003	31,5				31,5
Turk Telekomunikasyon AS		998 381	2,1				2,1
Turkcell Iletisim Hizmetleri AS		7 158 474	36,6				36,6
Turkiye Garanti Bankasi AS		6 401 310	22,7				22,7

Turkiye Halk Bankasi AS		4 227 888	15,1			15,1
Turkiye Is Bankasi		3 115 690	7,2			7,2
Turkiye Sise ve Cam Fabrikalari AS		3 232 258	5,0			5,0
Turkiye Vakiflar Bankasi TAO		1 628 239	3,6			3,6
Twenty-First Century Fox Inc	classe A	146 275	6,3		6,3	
	classe B	959 249	41,0		41,0	47,3
Twitter Inc		103 962	3,1			3,1
Tyson Foods Inc		508 500	51,7			51,7
Ube Industries Ltd		107 800	4,0			4,0
UBM PLC		216 770	2,7			2,7
UBS Group AG		772 173	17,8			17,8
UCB SA		70 497	7,0			7,0
UDR Inc		169 600	8,2			8,2
UGI Corp		170 453	10,0			10,0
Ulker Biskuvi Sanayi AS		220 203	1,4			1,4
Ulta Beauty Inc		590	0,2			0,2
Ultrapar Participacoes SA		1 097 272	31,1			31,1
UltraTech Cement Ltd		78 317	6,6			6,6
Umicore SA		6 222	0,4			0,4
UMW Holdings Bhd		1 311 448	2,1			2,1
Under Armour Inc		29 500	0,5		0,5	
	classe A	28 832	0,5		0,5	1,0
Unibail-Rodamco SE		44 130	13,9			13,9
Unicharm Corp		89 100	2,9			2,9
UniCredit SpA		583 809	13,7			13,7
Unifin Financiera SAB de CV SOFOM ENR		5 940 091	25,3			25,3
Unilever Indonesia Tbk PT		4 245 119	21,9			21,9
Unilever NV		699 717	49,4			49,4
Unilever PLC		11 577 031	809,5			809,5
Unimicron Technology Corp		683 000	0,5			0,5
Union Andina de Cementos SAA		9 931 382	11,5			11,5
Union Bank of India		86 497	0,2			0,2
Union Pacific Corp		528 074	88,7			88,7
UnipolSai Assicurazioni SpA		1 311 627	3,8			3,8
Uni-President China Holdings Ltd		222 000	0,2			0,2
Uni-President Enterprises Corp		15 656 890	43,5			43,5
Unipro PJSC		3 362 000	0,2			0,2
Uni-Sélect Inc		759 700	21,6			21,6
UNITE Group PLC, The		458 200	6,3			6,3

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
United Arrows Ltd		46 800	2,4				2,4
United Bank Limited		1 332 000	2,8				2,8
United Breweries Ltd		131 647	2,8				2,8
United Continental Holdings Inc		207 200	17,5				17,5
United Internet AG		47 145	4,1				4,1
United Microelectronics Corp		27 980 829	16,7				16,7
United Overseas Bank Ltd		1 342 469	33,3				33,3
United Parcel Service Inc		112 451	16,8				16,8
United Rentals Inc		1 550	0,3				0,3
United Spirits Ltd		51 764	3,7				3,7
United Technologies Corp		1 596 567	255,2				255,2
United Therapeutics Corp		14 125	2,6				2,6
United Tractors Tbk PT		5 233 553	17,1				17,1
United Urban Investment Corp		462	0,8				0,8
United Utilities Group PLC		639 376	9,0				9,0
UnitedHealth Group Inc		2 929 110	809,1				809,1
Universal Health Services Inc		93 783	13,3				13,3
Universal Robina Corp		392 484	1,5				1,5
Unum Group		47 161	3,2				3,2
UOL Group Ltd		196 072	1,6				1,6
UPL Ltd		1 816 661	27,2				27,2
UPM-Kymmene Oyj		1 073 874	41,9				41,9
Uralkali PJSC		43 024	0,1				0,1
Urbanimmersive Inc		2 150 000	0,6				0,6
US Bancorp		514 585	34,5				34,5
US Silica Holdings Inc		313 989	12,8				12,8
USS Co Ltd		46 670	1,2				1,2
Vail Resorts Inc		2 400	0,6				0,6
Vakrangee Ltd		1 255 630	10,4				10,4
Vale SA		1 668 187	25,4		-		25,4
Valeo SA		69 515	6,5				6,5
Valero Energy Corp		307 700	35,4				35,4
Value Partners Group Ltd		3 147 000	4,2				4,2

Valuetronics Holdings Ltd	1 260 100	1,1		1,1
Vanguard FTSE Emerging Markets ETF	5 135 000	295,4		295,4
Vanguard International Semiconductor Corp	466 692	1,3		1,3
Vanstar Mines Ressources Inc	2 231 000	0,2		0,2
Vantiv Inc	20 440	1,9		1,9
Vantiv LLC / Vanity Issuer Corp			174,4	174,4
Varex Imaging Corp	10 623	0,5		0,5
Varian Medical Systems Inc	38 594	5,4		5,4
Vectren Corp	127 500	10,4		10,4
Vedanta Limited	1 537 900	10,0		10,0
Veeva Systems Inc	4 200	0,3		0,3
Ventas Inc	56 414	4,2		4,2
Veolia Environnement SA	685 760	22,0		22,0
VEREIT Inc	1 837 500	17,9		17,9
VeriSign Inc	12 653	1,8		1,8
Verisk Analytics Inc	1 803	0,2		0,2
Verizon Communications Inc	2 386 358	158,3		158,3
Vertex Pharmaceuticals Inc	99 905	18,8		18,8
Vestas Wind Systems AS	39 562	3,4		3,4
Vêtements de Sport Gildan Inc, Les	17 527 710	711,8		711,8
VF Corp	103 048	9,6		9,6
Via Varejo SA	5 800	0,1		0,1
Viacom Inc	27 200	1,1		1,1
Vicinity Centres	3 729 487	9,9		9,9
Vidéotron Ltée			219,9	219,9
Vietnam Dairy Products JSC	760 562	8,8		8,8
Vifor Pharma AG	21 143	3,4		3,4
Vinci SA	368 835	47,3		47,3
Vinda International Holdings Ltd	2 104 000	5,3		5,3
Vipshop Holdings Ltd	460 596	6,8		6,8
Virtu Financial Inc	712 296	16,3		16,3
Visa Inc	10 673	1,5		1,5
Vista Outdoor Inc	27 483	0,5		0,5
Vistra Energy Corp	96 900	2,2		2,2
Vivendi SA	786 034	26,5		26,5
VMware Inc	23 100	3,6		3,6
Vodacom Group Ltd	2 259 921	33,3		33,3
Vodafone Group PLC	33 176 656	132,1		132,1
voestalpine AG	96 415	7,2		7,2

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Volkswagen AG		1 439	0,4			0,4	
	privilégiées	577 545	144,6			144,6	145,0
Volvo AB		955 268	22,3				22,3
Vonovia SE		68 666	4,3				4,3
Vornado Realty Trust		200 848	19,7				19,7
Voya Financial Inc		60 900	3,8				3,8
VTB Bank PJSC		13 389 568 341	13,8				13,8
Vulcabras Azaleia SA		1 279 535	4,4				4,4
Vulcan Materials Co		3 013	0,5				0,5
WABCO Holdings Inc		700	0,1				0,1
Wabtec Corp		16 200	1,7				1,7
Waddell & Reed Financial Inc		397 498	11,1				11,1
Walgreens Boots Alliance Inc		7 633 742	694,6				694,6
Wal-Mart de Mexico SAB de CV		17 415 455	53,7				53,7
Wal-Mart Stores Inc		1 066 418	131,9				131,9
Walsin Lihwa Corp		1 353 000	1,0				1,0
Walt Disney Co, The		247 443	33,3				33,3
Wan Hai Lines Ltd		533 900	0,4				0,4
Wanda Film Holding Co Ltd		1 045 968	-				-
Want Want China Holdings Ltd		12 106 786	12,7				12,7
Wartsila Oyj Abp		1 140	0,1				0,1
Waskita Karya Persero Tbk PT		12 919 800	2,6				2,6
Waste Connections Inc		29 800	2,6				2,6
Waste Management Inc		183 822	19,9				19,9
Waters Corp		6 255	1,5				1,5
Web.com Group Inc		311 200	8,5				8,5
Webster Financial Corp		139 600	9,8				9,8
WEC Energy Group Inc		2 287 574	190,4				190,4
WEG SA		54 979	0,5				0,5
Weibo Corp		60 314	7,8				7,8
Weichai Power Co Ltd		2 873 464	3,9				3,9
Weir Group Plc, The		76 359	2,7				2,7
Welcia Holdings Co Ltd		38 900	2,1				2,1
WellCare Health Plans Inc		40 000	10,1				10,1

Wells Fargo & Company		3 704 922	281,6	306,2	587,8	
	privilégiées	7	-		-	587,8
Welltower Inc		255 587	20,4			20,4
Wendel SA		15 564	3,4			3,4
WESCO International Inc		87 700	7,5			7,5
Wesfarmers Ltd		65 149	2,8			2,8
West Japan Railway Co		161 500	14,8			14,8
Westar Energy Inc		70 574	4,7			4,7
Western Digital Corp		174 788	17,4			17,4
Western Union Co, The		511 500	12,2			12,2
Westfield Corp		4 656 773	43,3			43,3
Westpac Banking Corp		496 484	15,3			15,3
Westports Holdings Bhd		3 167 983	3,6			3,6
WestRock Co		96 702	7,7			7,7
Weyerhaeuser Co		279 139	12,3			12,3
WH Group Ltd		7 563 950	10,7			10,7
Wharf Holdings Ltd, The		959 373	4,2			4,2
Wharf Real Estate Investment Co Ltd		880 000	6,5			6,5
Wheaton Precious Metals Corp		65 813	1,8			1,8
Wheelock & Co Ltd		161 950	1,4			1,4
Whirlpool Corp		29 500	6,2			6,2
Whitbread PLC		50 732	3,4			3,4
Wienerberger AG		77 000	2,3			2,3
William Demant Holding AS		54 902	1,9			1,9
Williams Cos Inc, The		423 606	16,2			16,2
Williams-Sonoma Inc		85 500	5,5			5,5
Willis Towers Watson PLC		129 528	24,5			24,5
Wilmar International Ltd		5 965 900	17,3			17,3
Win Semiconductors Corp		936 000	11,2			11,2
Winbond Electronics Corp		8 004 000	7,9			7,9
Wipro Ltd		4 019 476	24,8			24,8
Wirtualna Polska Holding SA		205 015	3,6			3,6
Wisdom Education International Holdings Co Ltd		2 454 000	1,9			1,9
Wistron Corp		10 160 158	10,2			10,2
Wm Morrison Supermarkets PLC		2 989 355	11,1			11,1
Wolters Kluwer NV		75 592	4,9			4,9
Woodside Petroleum Ltd		169 517	5,5			5,5
Woolworths Group Ltd		22 552	0,6			0,6
Woolworths Holdings Ltd		2 189 369	14,5			14,5

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Woori Bank		1 169 839	21,6				21,6
Workday Inc		6 300	0,8				0,8
Worldpay Group PLC		221 214	1,6				1,6
WorleyParsons Ltd		318 080	4,5				4,5
WPG Holdings Ltd		5 244 830	8,7				8,7
WPP PLC		2 215 513	50,4				50,4
WR Berkley Corp		60 900	5,5				5,5
WR Grace & Co		11 000	1,0				1,0
Wuliangye Yibin Co Ltd		913 868	14,0				14,0
WW Grainger Inc		15 009	4,4				4,4
Wyndham Worldwide Corp		142 391	20,7				20,7
Wynn Macau Ltd		800 800	3,2				3,2
Wynn Resorts Ltd		5 000	1,1				1,1
Xcel Energy Inc		310 551	18,7				18,7
Xerox Corp		484 518	17,7				17,7
Xilinx Inc		43 940	3,7				3,7
Xinyi Glass Holdings Ltd		1 372 000	2,2				2,2
XL Axiata Tbk PT		6 718 884	1,8				1,8
XL Group Ltd		17 346	0,8				0,8
Xylem Inc		4 517	0,4				0,4
Yageo Corp		575 000	8,5				8,5
Yahoo Japan Corp		559 109	3,2				3,2
Yakult Honsha Co Ltd		11 417	1,1				1,1
Yamada Denki Co Ltd		8 920	0,1				0,1
Yamaguchi Financial Group Inc		9 100	0,1				0,1
Yamaha Corp		46 547	2,2				2,2
Yamaha Motor Co Ltd		3 380	0,1				0,1
Yamato Holdings Co Ltd		21 219	0,5				0,5
Yamazaki Baking Co Ltd		5 550	0,1				0,1
Yandex NV		254 515	10,4				10,4
Yangzijiang Shipbuilding Holdings Ltd		3 253 900	4,5				4,5
Yanzhou Coal Mining Co Ltd		2 740 810	4,0				4,0
Yapi ve Kredi Bankasi AS		10 577 609	15,2				15,2

Yara International ASA		304 899	17,6			17,6
Yaskawa Electric Corp		1 483	0,1			0,1
Yelp Inc		107 100	5,6			5,6
Yes Bank Ltd		1 509 640	9,3			9,3
Yokogawa Electric Corp		12 791	0,3			0,3
Yokohama Rubber Co Limited , The		2 200	0,1			0,1
Yonghui Superstores Co Ltd		13 668 078	26,6			26,6
Young Poong Corp		148	0,2			0,2
YTL Corp Bhd		14 527 295	6,2			6,2
YTL Power International Bhd		6 585 744	2,6			2,6
Yuanta Financial Holding Co Ltd		29 716 429	17,3			17,3
Yue Yuen Industrial Holdings Ltd		882 500	4,3			4,3
Yuexiu Property Co Ltd		2 910 000	0,7			0,7
Yuhan Corp		21 165	5,4			5,4
Yulon Motor Co Ltd		266 000	0,3			0,3
Yum China Holdings Inc		1 262 357	63,3			63,3
Yum! Brands Inc		1 648 744	168,6			168,6
YY Inc		63 819	9,0			9,0
Zalando SE		18 455	1,2			1,2
Zayo Group Holdings Inc		29 500	1,4			1,4
Zee Entertainment Enterprises Ltd		470 384	5,4			5,4
Zenith Bank PLC		27 644 537	2,5			2,5
Zhejiang Crystal-Optech Co Ltd		5 495 986	16,0			16,0
Zhejiang Dahua Technology Co Ltd		7 008 232	31,1			31,1
Zhejiang Expressway Co Ltd		2 665 409	3,7			3,7
Zhejiang Huace Film & TV Co Ltd		3 187 920	6,6		6,6	
	classe A	4 198 361	8,8		8,8	15,4
Zhejiang Huahai Pharmaceutical Co Ltd		4 373 444	25,3			25,3
Zhejiang Medicine Co Ltd		4 701 113	12,2			12,2
Zhejiang Yankon Group Co Ltd		11 069 346	11,8			11,8
Zhen Ding Technology Holding Ltd		1 203 835	3,3			3,3
Zhengzhou Yutong Bus Co Ltd		993 979	4,6		4,6	
	classe A	6 954 393	32,2		32,2	36,8
Zhongjin Gold Corp Ltd		3 320 122	6,3			6,3
Zhuzhou CRRC Times Electric Co Ltd		834 508	6,8			6,8
Zijin Mining Group Co Ltd		8 486 732	4,0			4,0
Zillow Group Inc		27 800	1,4			1,4
Zimmer Biomet Holdings Inc		99 720	15,1			15,1
Zions Bancorporation		1 400	0,1			0,1

9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Zodiac Aerospace SA		86 189	3,2				3,2
Zoetis Inc		50 537	4,6				4,6
ZTE Corp		1 061 514	5,0				5,0
ZTO Express Cayman Inc		1 192 631	23,7				23,7
Zurich Insurance Group AG		75 276	28,7				28,7

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics ainsi que les investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujetti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

10

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissements :
A = de 0 à 5 M$ C = de 10 à 30 M$ E = de 50 à 100 M$ G = de 150 à 300 M$ I = de 500 à 1 G$ K = 1,5 G$ et plus
B = de 5 à 10 M$ D = de 30 à 50 M$ F = de 100 à 150 M$ H = de 300 à 500 M$ J = de 1 à 1,5 G$

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés ainsi que les investissements sous-jacents des filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujetti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

Les secteurs d'investissement ne sont plus présentés distinctement afin d'harmoniser la présentation avec celle du tableau des investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics.

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
1011778 BC ULC / New Red Finance Inc			X	H
3AB Optique Développement SAS	X			G
4411871 Canada Inc	X			A
7761210 Canada Inc	X			C
7764863 Canada Inc	X			C
9049-7496 Québec Inc	X			D
9256-9771 Québec Inc	X	X		B
9327-2615 Québec Inc	X		X	C
9672869 Canada Inc	X			A
ABW Solar General Partnership			X	C
ACON Sequitur Investors Holdings LLC	X		X	E
ACON Sequitur Investors Holdings II LLC	X		X	F
Acquisition Glacier II Inc	X			G
AddÉnergie Technologies Inc	X			B
ADM Galleus Fund	X			A
ADM Galleus Fund II	X			A
Aéroport de Québec Inc			X	D
AES US Investments Inc	X			H

Affinity Asia Pacific Fund IV LP	X		F
Agropur Coopérative		X	H
AIM Quantitative Global SF II Ltd	X		G
Airbnb Inc	X		G
Airport Holding Kft	X		H
Airport Hungary Tanácsadó Korlátolt Felelösségü Társaság Kft		X	G
AlixPartners LLP	X		H
Allied Universal Holdco LLC		X	F
AlphaQuest Original Ltd	X		G
Altas Partners Holdings (A) LP	X		B
Alyeska Fund LP	X		G
AMP Capital Infrastructure Debt Fund III	X		E
Ancar Administradora de Shopping Centers Ltda	X		E
Anges Québec Capital SEC	X		B
Apollo Credit Opportunity Fund (Offshore) III LP	X		E
Apollo Hercules Partners LP	X		G
Apollo U.S. Real Estate Fund II LP	X		C
Apollo USREF II (HP CoInvest) LP	X		E
Aramark Services Inc		X	C
Arbor Investments S.à.r.l.	X		D
ARC Financial Corp		X	A
ArcLight Energy Partners Fund III LP	X		A
ArcLight Energy Partners Fund IV LP	X		B
ArcLight Energy Partners Fund V LP	X		E
ARDIAN LBO Fund VI A SLP	X		F
ARDIAN LBO Fund VI CDPQ Co-invest SLP	X		E
Ares SSF Riopelle LP	X		C
Argos Holdings LP	X		H
Armoires Fabritec Ltée		X	A
ASF Galaxy Co-Invest LP	X		D
ASF Prince Co-Invest SLP	X		E
ASF V Messenger Acquisition LP	X		C
ASF V-B Park Co-Investment LP	X		D
ASF VI CDPQ Co-Invest LP	X		E
ASF VI LP	X		H
ASF VII B CDPQ Co-Invest LP	X		A
ASF VII B LP	X		E
Aspect Diversified Fund	X		H
Astignes Asia Rates Fund Ltd	X		G
Athyrium Opportunities Fund II (Non-US) LP	X		E
Atrium Innovations Inc		X	E

10

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Au Sommet Place Ville Marie, S.E.C.	X			A
Auriga Ventures I	X			A
Auriga Ventures II	X			A
Auris Luxembourg III SARL			X	E
Australis Partners Fund LP	X			C
Autonomy Global Macro Fund	X			G
Avenue Asia Special Situations Fund IV LP	X			A
Avenue-CDP Global Opportunities Fund LP	X			A
Avenue Special Situations Fund V LP	X			A
Averna Technologies Inc [1]	X		X	B
AvidXchange Inc		X		F
AWC Investments Inc	X			B
AXA Capital Asia LP	X			D
AXA Capital Asia II LP	X			G
AXA CDP Co-Investment Fund FCPR	X			E
AXA Early Secondary Fund III-I LP	X			A
AXA Expansion Fund II FCPR	X			A
AXA LBO Fund III A	X			A
AXA LBO Fund IV FCPR	X			E
AXA LBO Fund IV Supplementary FCPR	X			C
AXA LBO Fund V CORE FCPR	X			G
AXA LBO Fund V Supplementary	X			D
AXA Mezzanine 1 S.A., SICAR	X			A
AXA Primary Fund America III LP	X			A
AXA Primary Fund America IV LP	X			D
AXA Primary Fund Europe III LP	X			A
AXA Primary Fund Europe IV LP	X			C
AXA Secondary Fund LP	X			A
AXA Secondary Fund II LP	X			A
AXA Secondary Fund III-1 LP	X			A
AXA Secondary Fund IV LP	X			B
AXA Secondary Fund V LP	X			E
Azimuth Energy Partners II LP	X			C
Azimuth Energy Partners III LP	X			E
Azimuth Energy Partners IV LP	X			E

Bain Capital Double Impact Fund LP	X			B
Batavia Investment Fund Ltd	X			A
BC European Capital VII-1	X			A
BC European Capital VIII	X			B
BCP IV UK Fuel Co-Invest (SMA) LP	X			E
BCP V Co-Investors LP	X			A
BCP Raptor LLC			X	E
Beacon Capital Strategic Partners VII, LP	X			E
Beaudier Ciment Inc (Ciment McInnis Inc)	X	X	X	G
Black Diamond Relative Value Partners LP	X			H
Blackstone Capital Partners VII LP	X			E
Blackstone CP VII AIV	X			B
Blackstone Firestone Principal Transaction Partners (Cayman) LP	X			A
Blackstone First Eagle Co-Invest LP	X			G
Blackstone Property Partners Europe F LP	X			E
Blackstone Property Partners F.2 LP	X			H
Blackstone Property Partners Kips Co-Investment LP	X			F
Blackstone Property Partners LBA Co-Investment II AIV LP	X			E
Blackstone Real Estate Partners Asia LP	X			G
Blackstone Real Estate Partners Europe IV LP	X			G
Blackstone Real Estate Partners Europe V LP	X			D
Blackstone Real Estate Partners VI, LP	X			E
Blackstone Real Estate Partners VII, LP	X			I
Blackstone Real Estate Partners VIII LP	X			H
Blackstone TN Partners LP	X			H
Bombardier Transportation (Investment) UK Limited		X		K
Bridgewater Pure Alpha Fund II Ltd	X			H
Bridgewater Pure Alpha Major Markets II Ltd	X			G
Brightspark Ventures II LP	X			C
Bronco Midstream Partners LP	X			C
Brookfield Capital Partners II LP	X			A
Brookfield Capital Partners Fund III LP	X			G
Brookfield Capital Partners IV (CR) LP	X			H
BRP Inc		X	X	H
CAD Industries Ferroviaires Ltée			X	A
CAE Inc			X	E
Camso Inc	X			H
Canadian Regional Aircraft Finance Transaction no1 Limited	X			A
Capital Croissance PME SEC	X			C
Capital Croissance PME II SEC	X			F
Capital Group Emerging Markets Debt Fund	X			I

10

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Capital St-Laurent SEC	X			A
Carlyle/Riverstone Global Energy & Power Fund III LP	X			A
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd	X			H
CD&R B&M Co-Investor LP	X			D
CD&R Univar Co-Investor II LP	X			D
CDP Investissements Associés SENC	X			C
CDP Investissements Associés II SENC	X			C
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited	X			H
CDPQ Infra Inc	X		X	G
CDR USF Co-Investor NO 2 LP	X			A
Cequel Communications Holdings I LLC (Suddenlink)	X			E
Cerberus CDP IC Partners, LP	X			I
Cerberus Institutional Partners LP - Series Four	X			G
Cevian Capital II Co-Investment Amp LP	X			G
Cevian Capital II Co-Investment Fund LP	X			H
Cevian Capital II Ltd	X			H
CG Investment Group LLC	X			A
CGP Shared Foreign Investors LP	X			G
Change Healthcare Holdings LLC / Change Healthcare Finance Inc			X	G
Checkers Control Partnership LP	X			G
Chongbang Holdings (International) Ltd	X			I
CHS/Community Health Systems Inc			X	E
CIM Fund III LP	X			F
CIM Fund VIII, LP	X			G
Claridge CDPQ Gestion Inc	X			A
Claridge IC Immobilier, Société en commandite	X			D
Claridge Israël SEC	X			D
Clayton Dubilier & Rice Fund VII (Co-Investment) LP	X			A
Clayton Dubilier & Rice Fund VII LP	X			A
Clayton Dubilier & Rice Fund VIII LP	X			D
Clayton Dubilier & Rice Fund IX LP	X			G
Clearspring Capital Partners III LP	X			C
Coima Opportunity Fund II	X			C
Collectif Santé Montréal S.E.C. (CHUM)			X	I
Colonial Pipeline Company	X			K

Colyzeo Investors, LP	X			A
Colyzeo Investors II, LP	X			C
Corex Resources Ltd	X			G
Corporation de Développement Knowlton Inc	X			E
Corporation de Développement Nautilus Inc	X			A
Corporation Stornoway Diamond			X	E
Coty Inc			X	E
CRC Global Structured Energy Fund, Ltd	X			A
Crestline CDP Opportunity Fund LP	X			C
Crown Global Secondaries III PLC	X			E
Crown Global Secondaries IV PLC	X			C
CSRA Inc			X	D
CVI Global Value Fund LP	X			E
CVI Global Value Fund LP - Top Off	X			E
DalCor Pharmaceutiques Canada Inc	X			C
Datamars SA [1]	X			G
DE Shaw Oculus International Fund	X			G
Demers, Manufacturier d'ambulances Inc	X		X	C
Denver Partners LLC	X			A
Dery Télécom Inc			X	C
Dorsal Capital Partners LP	X			G
DP World Canada Investment Inc	X		X	J
Drake Global Opportunities Fund Ltd, The	X			A
Dryden 41 Senior Loan Fund			X	E
DSAM Neutral LP	X			G
Dundee Sarea Acquisition I LP	X			C
Dundee Sarea GP Inc	X			A
EC Partners LP	X			G
Eddyfi NDT Inc		X		C
Edelweiss Asset Reconstruction Company Limited		X		F
EFS Cogen Holdings I LLC			X	F
Emerald Cleantech Fund II LP	X			A
Emerald Energy Fund I LP	X			A
Encapsys LLC			X	D
EnerVest Energy Institutional Fund XIII-A LP	X			A
EnerVest Energy Institutional Fund XIV-A LP	X			F
Englobe Corp	X		X	D
Entertainment Partners Canada Inc			X	E
ePak Holdings Limited	X	X		A
EQT Auris Co-Investment Limited Partnership	X		X	G
EQT Auris II Co-Investment Limited Partnership	X		X	C

10 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS**
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
EQT MID MARKET (No.1) Feeder Limited Partnership	X			G
EQT Mid Market US LP	X			F
EQT VI (No.1) LP	X			G
EQT VII (No.2) LP	X			F
Euro Wagon LP	X			A
Exploration SeqUr Inc	X			A
FGP Topco Limited (HAH)	X			J
Finloc 2000 Inc			X	C
First Data Corp			X	E
First Eagle Investment Management LLC			X	F
First State Media Works Fund I LP	X			A
Five Paces Ventures	X			A
Fix Auto Canada Inc	X		X	C
Fluxys SA	X			I
Fonds AlterInvest SEC	X			A
Fonds AlterInvest II SEC	X			A
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC	X			C
Fonds CTI Sciences de la Vie II SEC	X			C
Fonds Cycle Capital I SEC	X			A
Fonds d'Arbitrage Améthyste Offshore	X			D
Fonds d'investissement AlterInvest Inc	X			A
Fonds d'investissement iNovia 2015 SEC	X			B
Fonds d'investissement iNovia II SEC	X			C
Fonds d'investissement iNovia III-Parallèle SEC	X			A
Fonds d'investissement Réal 17 SEC	X			A
Fonds ID SEC	X			B
Fonds InnovExport SEC	X			A
Fonds Manufacturier Québecois SEC	X			D
Fonds Manufacturier Québecois II SEC	X			D
Fonds PGEQ II Sec	X			E
Fonds Propulsion III SEC	X			B
Fonds Tandem Expansion I SEC	X			C
Fonds XPNDCroissance SEC	X			C
Fort GL Contrarian	X			H
Fortress Investment Fund V (Coinvestment Fund A) LP	X			C

Fortress Investments Fund V (Fund A) LP	X		E
Galleria Co		X	E
Gelpac Inc [1]	X	X	C
Genstar Capital Partners V LP	X		C
Genstar Capital Partners VI LP	X		G
Genstar Capital Partners VII AIV LP	X		D
Genstar Capital Partners VII LP	X		G
Genstar Capital Partners VIII BL LP	X		C
Genstar VIII Opportunities Fund I LP	X		D
Georgian Partners Growth Fund III LP	X		C
Gestion Anges Québec Capital Commandité Inc	X		A
Gestion Cirque du Soleil SEC	X		E
Gestion Eolectric Inc		X	E
Gestion eStruxture Inc	X		B
Gestion Grand Lys Inc	X		A
Gestion Premier Lion Inc		X	A
Gestion Sijeri Inc	X		B
Gestions Varekai Inc		X	B
Glitnir HoldCo ehf	X	X	A
Global Agriculture AIV (CN) LP	X		G
Global Agriculture II AIV LP	X		E
Global Timber Resources LLC	X		E
GMO Emerging Country Local Debt Investment Fund	X		H
GMO Emerging Markets Fund	X		H
GO Capital SEC	X		B
Graham Absolute Return Ltd	X		H
Grand Bend Wind Limited Partnership		X	E
Grand Renewable Solar LP		X	E
Gravity Energy Corp	X		A
Greenpac Holding LLC	X	X	E
Greenstone Ltd	X		H
Greystar Equity Partners VIII, LP	X		D
Greystar Equity Partners IX, LP	X		G
Groupe Canam Inc	X		E
Groupe Crevier Inc		X	B
Groupe de Sécurité Garda Inc, Le		X	F
Groupe Glutenberg Inc	X		A
Groupe Graham International Inc	X		A
Groupe Keolis SAS	X		I
Groupe Marcelle Holdings Inc	X	X	C
Groupe Novatech Inc	X		C

10

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Groupe Océan Inc			X	B
Groupe Optimum Inc	X		X	D
Groupe Solmax Inc	X	X	X	F
Groupe Stageline Inc	X			C
Groupe Tornatech Inc	X			C
Groupe V Média Inc		X		B
GS UK Multifamily Unit Trust	X			A
GSO Churchill Partners AIV-1 LP	X			C
GSO Churchill Partners II AIV-1 LP	X			C
GSO Churchill Partners LP	X			H
GSO Churchill Partners II LP	X			G
GSO European Senior Debt Feeder Fund LP	X			F
GTIS Brazil Real Estate Fund III-A LP	X			B
Harbinger Capital Partners Offshore Fund I Ltd	X			C
HBC Albert JV III LLC	X			G
HBS Global Properties LLC	X			G
HEC Management GP LLC	X			F
HEF HoldCo II Inc	X		X	G
HGSC 3 S.A.			X	E
Hopper Inc	X			D
HydroSolution Ltée	X			A
HydroSolution SEC	X			E
IC1-Westgate Co-Investors, LLC	X			D
ICAMAP Investimento S.à.r.l.	X			E
ICAMAP Investors, SLP-SIF	X			F
ILM Investments LP	X			G
Image Networks Holdings Pty Ltd	X	X		G
Imperial Mining Group Ltd	X			A
Industries Sanimax Inc			X	C
Industries Spectra Premium Inc	X			C
Innisfree PFI Continuation Fund	X			E
Intelcom Courrier Canada Inc	X		X	A
Interconnector UK Ltd	X			F
Intransit BC Limited Partnership	X			E
Intransit British Columbia GP Ltd	X			A

Invénergie Vert SEC	X			E
Invénergie Vert II SEC	X			E
Invenergy Canada Wind 4 Limited	X			A
Invenergy Canada Wind Green Limited	X			A
Invenergy Canada Wind Green II Limited	X			A
Invenergy Des Moulins GP Limited	X			A
Invenergy Raleigh Green Limited	X			A
Invenergy Renewables LLC	X			I
Invenergy US Wind Holdings LLC			X	I
Investissements Novacap Inc	X			A
Ionic Pamli Global Credit Strategies Fund Ltd	X			F
IPALCO Enterprises, Inc	X			I
IPE Tank and Rail Investment 2 SCA	X			A
IPL Inc	X		X	F
IPL Plastics plc	X			G
J L Albright III Venture Fund	X			A
Jefferies Structured Alpha Fund B Ltd	X			G
JitneyTrade Inc			X	A
JMFFO Ltd	X			G
Junex Inc		X		A
K2 Wind Ontario LP			X	E
Kedaara Capital Alternative Investment Fund II	X			A
Kenth Hills			X	E
KERN Energy Partners I LP	X			A
KFC Holding Co/Pizza Hut Holding			X	C
Kildonan Quebec Fund Ltd	X			G
Kimex Retail Land and Development Fund I, LP	X			A
KingSett High Yield Fund LP	X			E
KingSett Real Estate Growth LP No. 3	X			A
KingSett Real Estate Growth LP No. 4	X			C
KingSett Real Estate Growth LP No. 5	X			E
KingSett Real Estate Growth LP No. 6	X			E
KingSett Royal York Hotel LP	X			C
Kingsett Urban Infill Property Fund LP No. 1	X			D
Kingston Solar LP			X	E
KKR Americas Fund XII (Freya) LP	X			B
KKR-CDP Partners LP	X			H
Knight Vinke Energy Partners II LP	X			H
La Capitale Assureur de L'administration Publique Inc			X	F
La Corporation de Développement Pivotal Inc	X			E
Lackawanna Energy center LLC			X	F

10

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Landsbanki Islands HF			X	B
Laureate Co-Investors V Limited Partnership	X			B
LB Firth Sidecar LLC	X			B
Le Devoir Inc	X			A
Lemay Co Inc			X	C
Level 3 Financing Inc			X	F
Lièvre Power Financing Corp			X	D
Lightspeed POS Inc	X			G
Lion Capital Fund I LP	X			A
Lion Capital Fund II LP	X			D
Lion Capital Fund III LP	X			F
LLC Legacy Holdings Liquidating Trust	X			A
Logiciel TrackTik Inc	X			B
Logos China Investments Limited	X			E
Logos New Holding Trust	X			D
Logos Singapore Logistics Venture LP	X			D
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	X			H
Lone Star Fund III (Bermuda), LP	X			A
Lone Star Fund IV (Bermuda), LP	X			C
Lone Star Fund V (Bermuda), LP	X			F
Lone Star Fund VI (Bermuda), LP	X			G
Lone star Fund VIII (Bermuda), LP	X			F
Lone Star Fund IX (Bermuda), LP	X			E
Lone Star Real Estate Fund (Bermuda), LP	X			E
Lone Star Real Estate Fund III (Bermuda), LP	X			E
Macquarie European Infrastructure Fund LP	X			C
Manhattan Valley Fund LP	X			A
Mason Graphite Inc			X	B
MCAP Commercial LP	X			I
MCC Hold Trust	X			C
MECE Finance Hold Trust	X			A
MECE Finance Holdings Pty Ltd	X			A
MECE Hold Trust	X			A
MECE Holdings Pty Ltd	X			A
Med ParentCo LP	X			H

Medallion Midland Acquisition LLC			X	D
Melancthon Wolfe Wind LP			X	E
Merrill Lynch Financial Assets Inc			X	A
Met Axium Solar Cluster 2 Limited Partnership			X	D
Minerai de fer Québec Inc			X	D
Minto Developments Inc			X	C
MIRA Group, LP	X			E
MMV Financial Inc	X	X		A
Modasuite Inc		X		B
Mondofix Inc	X		X	B
Moran Foods LLC			X	G
Moreau Électrique Holdings Inc			X	A
MW Eureka Fund	X			G
Nautilus Plus Inc			X	A
New Asurion Corporation	X			H
New Richmond Wind LP			X	E
New York Metro Fund, LP	X			A
Newbridge Asia IV LP	X			B
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd	X			F
NewQuest Asia Fund III LP	X			C
NewStar Credit Opportunities Fund Ltd	X			B
Nielsen Finance LLC			X	E
Northleaf 1608 Secondary Holdings LP	X			E
Novacap II Société en commandite	X			A
Novacap Industries III SEC	X			D
Novacap Industries IV SEC	X			D
Novacap Technologies III SEC	X			C
Novacap TMT IV SEC	X			C
Novacap TMT V LP	X			A
NSW Electricity Networks Assets Holding Trust (TransGrid)	X			I
NSW Electricity Networks Operations Holding Trust (TransGrid)	X		X	I
Nth Power Technologies Fund II-A LP	X			A
OCM Asia Principal Opportunities Fund LP	X			A
OCM Opportunities Fund VII (Cayman) Ltd	X			C
OCM Opportunities Fund VIIb (Cayman) Ltd	X			D
OCM Principal Opportunities Fund IV (Cayman) Ltd	X			C
OHA - CDP ESCF, LP	X			G
Oncap II LP	X			C
Oncap III (Canada) LP	X			D
Onex Partners LP	X			C
Onex Partners II LP	X			C

10 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS**
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Onex Partners III LP	X			E
Onex Partners IV LP	X			G
Onex SIG Co-Invest LP	X			G
OpenText Enterprise Apps Fund	X			A
Osum Oil Sands Corp	X			C
OTYC Holdings Inc	X			A
Ovivo Inc	X			E
OxAM Quant Fund Limited	X			F
P2 Capital Master Fund XII LP	X			H
Palantir Technologies Inc		X		F
Pangea Opérations Agricoles SEC	X			A
Pangea Terres Agricoles SEC	X			B
Park Square Capital Partners LP	X			C
Partenaires Médias Remstar SEC	X			A
Partenaires Persistence Capital SEC	X			B
Partenaires Persistence Capital II SEC	X			C
Partners Group Client Access 16 LP Inc (Groupe Foncia)	X			H
Patina Rail LLP (Eurostar International Limited)	X			I
Patria - Brazilian Private Equity Fund V LP	X			C
Paunsdorf Centre Luxco S.àr.l.	X			B
PCUT No 1 Pty Ltd			X	D
Penretail III LP	X			A
Perella Weinberg Partners Xerion Fund Ltd	X			A
Petco Animal Supplies Inc			X	F
PetSmart Inc			X	G
Pictet - Emerging Local Currency Debt	X			H
Pictet - Global Emerging Debt	X			F
Plastrec Inc	X			A
Plenary Conventions Holdings Pty Ltd	X			A
Plenary Group Holdings PTY Ltd	X		X	E
Plenary Health (CHEP) Finance Holdings Pty Ltd	X			A
Plenary Health (CHEP) Finance Holdings Unit Trust	X			A
Plenary Health (CHEP) Holdings Pty Ltd	X			A
Plenary Health (CHEP) Holdings Unit Trust	X			A
Plenary Health Holdings (CCC) Pty Ltd	X			D

Plenary Health Holdings Unit Trust	X			A
Plenary Health Kelowna LP			X	C
Plenary Health North Bay Finco Inc			X	E
Plenary Holdings No 7 Pty Ltd	X			C
Plenary Living (LEAP 1) Unit Trust	X			A
Plenary Living (LEAP 2) Holdings Pty Ltd	X			E
Plenary Living (LEAP 2) Pty Ltd			X	E
Plenary Research Pty Ltd			X	C
Plenary Research Unit Trust	X			A
Poka Inc	X			A
Ports America Holdings Inc			X	E
Potentia Renewables Inc			X	F
PPP Holdings No 1 Pty Ltd	X		X	C
PPP Holdings No 2 Pty Ltd	X		X	C
PracticeWorks Inc			X	F
Praedium VIII Multifamily Value Fund, LP	X			D
Praedium IX Multifamily Value Fund, LP	X			B
Prime Security Services Borrower LLC			X	F
Principle Capital Fund IV LP	X			C
Promet Bhd	X			A
PulsePoint Inc	X			A
QPH Hold Trust, QPH Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	X			K
Quadrant Energy Holding Pty Ltd	X			F
Quantum Energy Partners IV LP	X			C
Québecor Inc		X		H
Québecor Média Inc	X			K
Quikrete Holdings Inc			X	F
Relay Ventures Fund LP	X			B
Relay Ventures Fund III LP	X			A
Resurgent Power Ventures Pte Ltd	X			A
Rho Canada Capital de Risque SEC	X			A
Ripley Cable Holdings I LP	X			C
Riverstone Global Energy & Power Fund V LP	X			G
Riverview Power LLC			X	F
Rockpoint Growth and Income Real Estate Fund I, LP	X			F
Rockpoint Growth and Income Real Estate Fund II, LP	X			D
Rockpoint Growth and Income Side Car Fund II-A, LP	X			E
Rockpoint Growth and Income Side Car Fund II-B, LP	X			E
Rockpoint Real Estate Fund IV, LP	X			F
Rockpoint Real Estate Fund V, LP	X			G
Rokos Global Macro Fund Ltd	X			G

10 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS**
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Sagard FCPR	X			A
Sagard II A FCPR	X			E
Sally Holdings LLC / Sally Capital Inc			X	C
Schooltop Solar Limited Partnership			X	E
SCREP VI Feeder A, LP	X			C
Sebia SA	X			I
Sedgwick Inc	X			I
Sentient Group Limited, The	X			A
SGAM AI Starway Fund Ltd	X			A
SGU Holdings GP Corporation	X			A
SGU Holdings LP	X			H
Silver Lake Partners II LP	X			A
Silver Lake Partners III LP	X			F
Silver Lake Partners IV LP	X			H
SL SPV-1 LP	X			E
SLP Denali Co-Invest LP	X			G
SNC-Lavalin Autoroute Holding Inc			X	J
SNC-Lavalin Innisfree McGill Financement Inc			X	F
Société de cogénération de St-Félicien			X	A
Société d'investissement ALT Canada SEC	X			C
Société en commandite Agechem	X			A
Société en Commandite Axium Infrastructure Canada	X			E
Société en commandite RVOMTL17	X			A
Solutions Extenway Inc		X		A
Southern Star Acquisition Corporation	X		X	I
SP 780 Private Equity Investments plc	X			D
Sports Authority Holdings, Inc	X			A
Sports Authority Inc, The			X	A
SSL Financement Inc			X	D
SSQ, Société d'Assurance-Vie Inc			X	D
Steiner US Holdings Inc			X	E
Sterling Infosystems Inc			X	E
Stone Milliner Macro Fund Inc	X			H
Stratus Fund Ltd	X			G
Structured Credit Holdings Public Limited Company	X	X		A

Studio Félix & Paul Inc	X		C
Suez Water Technologies and Solutions SA	X		I
Summertime Holding Corp	X		G
Sunrun Scorpio Portfolio 2017-A, LLC		X	D
SW Energy Capital LP	X		D
Sweeteners Holdings Inc	X		A
TAD Canco Inc		X	G
Tafisa Canada Inc		X	C
TAPC Holdings LP		X	F
Tarpon Investimentos SA	X		E
Taxelco Inc		X	A
Technologies D-Box inc		X	B
Télécon Inc	X	X	E
Tenaska Power Fund LP	X		A
Teralys Capital Fonds de Fonds SEC	X		F
Teralys Capital Fonds d'Innovation SEC	X		A
The Praedium Fund V, LP	X		A
The Praedium Fund VI, LP	X		A
The Praedium Fund VII, LP	X		A
TIAA-CREF Global Agriculture LLC	X		F
TIAA-CREF Global Agriculture II LLC	X		E
TMC Mezz Cap Investor LLC	X		A
Tornatech Inc		X	A
Tourbillon Global Equities Ltd	X		F
TP Partners Fund Cayman LP	X		D
TPF II-A LP	X		A
TPG Asia V LP	X		C
TPG Asia VI LP	X		F
TPG-Axon Partners (Offshore) Ltd	X		A
TPG CDP DASA (RE) Utrecht AIV I, LP	X		D
TPG Magnate Holdings LP	X		A
TPG Partners VII LP	X		D
TPG Real Estate Partners II (E5), LP	X		G
TPG RE II Alpha Co-Invest I, Limited Partnership	X		E
TPG RE II Arlington Co-Invest, Limited Partnership	X		E
TPG RE II Trios Co-Invest I, Limited Partnership	X		C
TPG VI Wolverine Co-Invest LP	X		H
TPG VII DE AIV II LP	X		D
TPG VII Magni AIV II LP	X		C
Transport Social Netlift Inc	X		A
Trencap SEC (Énergir)	X		I

10

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
au 31 décembre 2017
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Trian Partners Co-Investment Opportunities Fund LP	X			I
Trian Partners Strategic Fund-C Ltd	X			G
Trident III LP	X			A
Trident IV LP	X			D
Trident V Parallel Fund LP	X			E
Trident VI Parallel Fund LP	X			G
Trident VII Parallel Fund LP	X			D
Triotech Amusement Inc	X			E
Triton Electronique Inc	X			A
Trust No. 2431 (Altan Redes S.A.P.I. de C.V.)	X			C
Trust No. 2431 (ICA Operadora de Vias Terrestres,S.A.P.I. de C.V.)	X			F
TVS Logistics Services Limited [1]	X			G
Tyrol Acquisition 1, s.à.r.l.	X			A
Univita Health Holdings Corp	X			A
Univita Health Inc			X	A
USI Advantage Corp	X			I
VantagePoint CDP Partners LP	X			A
Véhicule d'actifs cadres III (VAC 3)			X	D
Ventures West 8 LP	X			A
Veresen Midstream LP			X	E
VersaCold Logistics Services	X			E
Viandes Seficlo Inc	X		X	A
Vintage Investment Partners VI (Cayman), LP	X			D
Vintage Venture Partners III (Cayman) LP	X			C
Vision Emerging Asset Backed Fund Four, SPC	X			A
Vista Equity Partners V Co-Invest 1-A LP	X			E
VR China LP	X			E
Warburg Pincus China LP	X			E
Warburg Pincus Real Estate I, LP	X			D
Waterfall Victoria Fund, Ltd	X			A
WCP III Québec Co-Invest LP	X			A
Wengen Alberta Limited Partnership	X			C
West Corp			X	G
WEX Inc			X	D
Williams Opportunity Fund LLC	X			A

WPRE I Redstar, LP	X		F
Zone3 Inc	X	X	B

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés ainsi que les investissements sous-jacents des filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujetti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

Les secteurs d'investissement ne sont plus présentés distinctement afin d'harmoniser la présentation avec celle du tableau des investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics.

[1] Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

IVANHOÉ CAMBRIDGE

Canada

Lieu	Terrains et immeubles
Abbotsford	31785 Marshall Road
Ajax	Kingston Road East & Highway 401
Brampton	107 Walker Drive
Burlington	900 Maple Avenue
Burnaby	4700 Kingsway
Calgary	277-8180 11th Street SE
Calgary	333 7th Avenue SW
Calgary	3625 Shaganappi Trail NW
Calgary	4039 Brandon Street SE
Calgary	5600 76th Street
Calgary	516, 525 8th Avenue SW
Calgary	715 3rd Street SW
Calgary	Terrain-20, 33 Heritage Meadows Way SE
Dartmouth	21 Micmac Blvd
Delta	1188 Derwent Way
Delta	836 Cliveden Avenue
Edmonton	12536 62nd Street
Edmonton	1 Outlet Collection Way
Edmonton	5015 111 Street NW
Kelowna	Terrain - 2340 Harrey Avenue (Highway 97 N)
Lethbridge	2718 2nd Avenue N
Lethbridge	585 41th Street
Mercier	Terrain - boul. St-Jean-Baptiste
Moncton	123 Price Street
Montréal	1 à 5, Place Ville Marie
Montréal	1000, Place Jean-Paul Riopelle
Montréal	1000, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal	1500, avenue McGill College
Montréal	1560 Brandon Crescent
Montréal	249, 415, 455, rue St-Antoine Ouest
Montréal	Terrain - 4300, 4700, rue de la Savane
Montréal	Terrain - 4305-4485, rue Jean-Talon Est
Montréal	Terrain - 4815, rue Buchan
Montréal	4858, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal	Terrain - 4901, 7330, rue Jean-Talon Ouest
Montréal	900, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal	Terrain - 5010, rue Paré
Montréal	677, 685, 705, Sainte-Catherine Ouest
Montréal	747, 901, Square Victoria
Montréal	Terrain - 7500, rue Victoria
Montréal	7999, boul. Les Galeries D'Anjou
Montréal	900, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal	Terrain - Anjou
Montréal	Terrain - Jean-Talon et Provencher
Montréal	Terrain - rue Jean-Talon Ouest
Nanaimo	6631 Island Highway N
Niagara-on-the-Lake	300 Taylor Road
Oshawa	419 King Street W
Ottawa	100 Bayshore Drive
Pointe-Claire	400 Boulevard Brunswick
Pointe-Claire	6801, route Transcanadienne
Pointe-Claire	Terrain - Autoroute 40 et Boul. Brunswick
Québec	1, rue des Carrières
Québec	2452, 2700, boul. Laurier
Québec	65, rue Ste-Anne
Québec	700, boul. René-Lévesque Est
Richmond	3231 Road No 6
Richmond	1400, 6551 Road No 3
Rocky View	261055 CrossIron Blvd
Rocky View	Terrain - Plan 0716149 - Block 2 - Lot 3
Sainte-Agathe	Terrain - Chemin Palomino
Sainte-Foy	2551-2561 Chemin des Quatre Bourgeois
Sainte-Foy	2555 Chemin Ste-Foy
Sherbrooke	3050, boul. de Portland
Surrey	2695 Guildford Town Centre
Toronto	100 Front Street West
Toronto	1800 Sheppard Avenue E
Toronto	Terrain - 81 et 141 Bay Street
Tsawwassen	5000 Canoe Pass Way
Vaughan	1 Bass Tro Mills Drive
Victoria	3147 Douglas Street
Waterloo	550 King Street N
Winnipeg	200 Dawson Road N
Winnipeg	555 Sterling Lyon Pkwy

Placements à l'étranger

Lieu	Terrains et immeubles
Allemagne	
Berlin	Wilmersdorfer Strasse 46
Australie	
Brisbane	47 Logistic Place
Melbourne	1/34-38, 39-43 &44-58 Marshall Court
Melbourne	11-43 Toll Drive
Melbourne	84-108 Dohertys Road
Sydney	11-14 John Morphett Pl
Sydney	161, Castlereagh St.
Sydney	69 Sargents Road
Brésil	
Brasilia	Conjuncto A Asa Norte, T.119
Campinas	Avenida John Boyd Dunlop, 3900
Cuiabá	Avenida Historiador Rubens de Mendonça, 3300
Fortaleza	Avenida Lineu de Paula Machado, 419
Fortaleza	Avenida Washington Soares, 4335
Fortaleza	Avenida Bezerra de Meneses, 2450
Nova Iguaçu	Avenida Abílio Augusto Távora, 1061
Maracanaú	Avenida Senador Carlos Jereissati, 100
Natal	Avenida Senador Salgado Filho, 2234
Porto Alegre	Avenida João Wallig, 1800
Porto Velho	Rio Madeira, 3288
Recife	Avenida Recife
Rio de Janeiro	Avenida das Américas, 500
Rio de Janeiro	Avenida Pastor Martin Luther King Jr.,126
Rio de Janeiro	Avenida Abilio Augusto Távora, 1061
Rio de Janeiro	Praia De Botafogo, 400
Rio de Janeiro	Rua Barão de São Francisco, 236
San Jose Dos Campos	Avenida Deputado Benedito Matarazzo,9403
Sao Bernardo do Campo	Avenida Kennedy, 700
São Paulo	Avenida Interlagos, 2255
Chine	
Changsha	188 Huangxing Zhong Road, Furong District
Changshu	Intersection de Tongzha Road et Tongda Road
Fengxian	8100 Da Ye Highway
Foshan Gaoming	Intersection de Haihua Road et Mingxi Road
Hangzhou	Intersection de Wei'er Road et Xinshiji Avenue
Nantong	Intersection de Yanjjang Highway et Jiangtai Road
Suzhou	Intersection de Datong Road et Lianqiu Road
Taicang	3 Guangzhou Road
Taicang	118 North Dongting Road
États-Unis	
Addison	15750 Spectrum Drive
Alexandria	300 Yoakum Parkway
Alexandria	3602 14th Street S
Arlington	3601 Fairfax Drive
Arlington	5500 Columbia Pike
Atlanta	1056 Personal Place
Atlanta	1106-1108 Citizens Pkwy
Atlanta	2100 Nancy Hanks Drive
Atlanta	2755, 2765, 2775, 2861 Bankers Industrial Drive
Atlanta	2760 Pacific Drive
Atlanta	2905, 2930, 2933, 2935, 7025, 7055 Amwiler Road
Atlanta	3230, 3250 Peachtree Corners
Atlanta	3380 Peachtree Road NE
Atlanta	3645 Oakcliff Road
Atlanta	4400, 4401, 4410, 4411, 4420 Bankers Circle

Lieu	Terrains et immeubles
Atlanta	4565, 4587 Winters Chapel Road
Atlanta	48-50 Best Friend Road
Atlanta	4998, 5044, 5088 South Royal Atlanta Drive
Atlanta	5275, 5290 Westgate Drive SW
Atlanta	5300, 5320 Fulton Industrial Blvd SW
Atlanta	6150 Lagrange Blvd SW
Atlanta	6650, 6655, 6665, 6670, 6675 Corners Industrial
Atlanta	7405 Graham Road
Austin	615 W 7th Street
Bellevue	12920 38th Street SE
Bellevue	3605, 3625 132nd Avenue SE
Bellevue	3617, 3650, 3655 131st Avenue SE
Boca Raton	33 SE 8th Street
Boca Raton	6925 Town Harbour Blvd
Boca Raton	9 Plaza Real S
Boston	201 Washington Street
Boynton Beach	1206 Stonehenge Circle
Boynton Beach	220 Savannah Lakes Drive
Cambridge	22 Water Street
Charlotte	1920, 2020 Starita Road
Charlotte	3201, 3300, 3301, 3400, 3500, 3600, 3700, 3731, 3800, 3801 Woodpark Blvd
Cherry Hill	1 Burroughs Mill Circle
Chicago	10, 120 Riverside S
Chicago	10100-10210 Virginia Ave
Chicago	125 South Wacker Drive
Chicago	1455 Estes Avenue
Chicago	180 N LaSalle
Chicago	1852-1854 Elmdale Ave
Chicago	2301 Lunt Avenue
Chicago	3350-3600 Woodhead Lake Drive
Chicago	3400-3450 West Lake Ave
Chicago	444 Lake Street W
Chicago	5111-5151 West 122nd Street
Chicago	515 N State Street
Chicago	750 Expressway Drive
Chicago	801 S Frontenac Road
Chicago	854 Golf Lane
Chicago	900-950 Hollywood Ave
Cincinnati	226-236, 246-256, 290-296, 338-348 Circle Freeway Drive
Cincinnati	4613-4633 Dues Drive
Cincinnati	8045, 8055, 8059 Dixie HWY
Columbus	1999 Dividend Drive
Columbus	2120 Westbelt Drive
Columbus	2161 Dividend Ave
Columbus	2221-2303 John Glenn Ave
Concord	1555 Galindo Street
Costa Mesa	421 Bernard Street
Culver City	Terrain - 8770 Washington Blvd W
Cupertino	20200 Lucille Avenue
Dallas	12880 Valley Branch Ln
Dallas	1350 N Glenville Drive
Dallas	1440 LeMay Drive
Dallas	2161 Hutton Drive
Dallas	2305 E Beltline Road
Dallas	2425 Victory Ave
Dallas	2707 N Fitzhugh Ave
Dallas	3333 Harry Hines Blvd
Dallas	3400-3408 E Randol Mill Road
Dallas	400-404 International Pkwy
Dallas	4110 Fairmount Street
Dallas	4401-4425 Cambridge Road
Dallas	514-516 N Great SW Pkwy
Dallas	714-720 107th Street
Dallas	809 110th Street
Dallas	841 N Great Southwest Pkwy
Davie	2750 73rd Way SW
Delray Beach	190 SE 5th Ave
Delray Beach	320 Franklin Club Drive
Denver	10660 E 51st Ave
Denver	12601 E 33rd Ave
Denver	12650 E 33rd Ave
Denver	12775 E 38th Ave
Denver	12850 E 40th Ave
Denver	2131 Lawrence Street
Denver	410, 950, 1200 17th Street et terrain
El Paso	1790 Commerce Park Drive
El Paso	7730, 7777 Market Center Ave
El Paso	7730 Trade Center Drive
Fairfax	11842 Federalist Way
Fairfax	4106 Brickell Dr.
Fort Lauderdale	1020 NE 12th Ave
Glendale	4550 Cherry Creek S Drive
Hackensack	300 Prospect Avenue
Herndon	13000 Wilkes Way
Herndon	508 Pride Avenue
Houston	13202 Briar Forest Drive
Houston	1725 Cres Plaza Drive
Houston	3912-3938 Dunvale Road
Houston	8626-8636, 8701-8708 Westpark Drive
Huntington Beach	7290 Edinger Ave
Irvine	2801 Alton Pkwy
Jacksonville	13291 Vantage Way
Jacksonville	13340 International Pkwy
Jacksonville	1350, 1371 Tredeport Drive
Jacksonville	13910, 13920 Alvarez Road
Jacksonville	1420, 1460 South Vantage Way
Jacksonville	600 Wells Road
Kirkland	11110 Forbes Creek Drive
Laguna Woods	24299 Paseo de Valencia
Lakewood	3505 Nelson Circle S
Lakewood	7166 W Custer Ave
Las Vegas	5035 E Russell Road
Los Angeles	523 West 6th Street
Los Angeles	5520 Wilshire Blvd
Mansfield	792 West Street
Marina Del Ray	4055 Redwood Ave
Marlborough	65 Silver Leaf Way
McLean	7911 Westpark Drive
McLean	8210 Crestwood Heights Drive
Melrose	2 Washington Street
Miami	145 SW 13th Street
Miami	3622 Coral Way
Miami	901 Miami Avenue S
Minneapolis	5100 West 35th Street
Nashville	201-236, 301-314, 401-404, 501-533, 601-629, 701-725, 800, 1001 Space Park Drive
New York	10 Downing Street
New York	101, 108 15th Street W
New York	1095, 1211 Avenue of the Americas
New York	1143 2nd Avenue
New York	120 - 160 97th Street W
New York	135 96th Street W
New York	141 33rd Street E
New York	1411, 1745 Broadway
New York	167 82nd Street E
New York	20, 41 Park Avenue
New York	210 89th Street W
New York	235-237 48th Street W
New York	252, 360 1st Avenue
New York	330 Hudson Street
New York	360 65th Street E
New York	364 18th Street W
New York	753 Amsterdam Avenue
New York	8 Gramercy Park S
New York	85 Broad Street
North Hollywood	5416 Fair Ave
Pasadena	El Molino et Walnut/Hudson et Walnut
Pasadena	25 Walnut Street W
Pembroke	1100 Pembroke Woods Drive
Phoenix	200 South 49th Ave
Phoenix	6615 W Boston Street
Pleasant Hill	225 Coggins Dr.
Pleasanton	3992 Stoneridge Drive
Portland	26200, 26100, 26300 SW 95th Ave
Salt Lake City	2350 Bridger Road
Salt Lake City	2700 South 900 W
San Antonio	1143 AT&T Center Pkwy
San Antonio	5008-5030, 5032-5042, 5100 Service Center Drive
San Antonio	6129-6131, 6155 Woodlake Ctr
San Antonio	8559, 8563, 8569, 8627 NE Loop 410
San Bruno	1001 National Ave
San Diego	688 13th Street
San Diego	6850 Mission Gorge Road
San Francisco	1 Polk Street
San Francisco	1 San Antonio Place
San Francisco	1025 Post Street

Lieu	Terrains et immeubles
San Francisco	1025 Steiner Street
San Francisco	1025,1035 Sutter Street
San Francisco	1030 Larkin Street
San Francisco	1030, 1424-1428 Polk Street
San Francisco	1060 Pine Street
San Francisco	11, 1064 Dolores Street
San Francisco	1125 Broadway
San Francisco	1146 Taylor Street
San Francisco	1320-1380 Lombard Street
San Francisco	1395 Union Street
San Francisco	140 Duboce Avenue
San Francisco	1401 Mission Street
San Francisco	1405 Franklin Street
San Francisco	1424 Valencia Street
San Francisco	1501-1509 Haight Street
San Francisco	16, 50 Laguna Street
San Francisco	1600 15th Street
San Francisco	1725 Turk Street
San Francisco	1750, 1760 Golden Gate Avenue
San Francisco	1819 Golden Gate Avenue
San Francisco	20 Romolo Place
San Francisco	20 San Antonio Place
San Francisco	2023, 2385 Folsom Street
San Francisco	210-218 Church Street
San Francisco	2198 Market Street
San Francisco	2339 Market Street
San Francisco	2619 Mission Street
San Francisco	2620 Laguna Street
San Francisco	2730 Sacramento Street
San Francisco	295 Castro Street
San Francisco	300 Buchanan Street
San Francisco	310 6th Avenue
San Francisco	312, 430,720, 3035 Baker Street
San Francisco	320 Turk Street
San Francisco	3201 23rd Street
San Francisco	322-332 Stanyan Street
San Francisco	324 Larkin Street
San Francisco	337 10th Avenue
San Francisco	3440, 3605 20th Street
San Francisco	345, 990 Fulton Street
San Francisco	35-41 Lafayette Street
San Francisco	350 Judah Street
San Francisco	3560 Divisadero Street
San Francisco	3744 16th Street
San Francisco	3875 18th Street
San Francisco	390 29th Avenue
San Francisco	40 Tiffany Avenue
San Francisco	455 Hyde Street
San Francisco	516 Ellis Street
San Francisco	520 Scott Street
San Francisco	55 Genoa Place
San Francisco	57 Taylor Street
San Francisco	600-610, 920 Leavenworth Street
San Francisco	605, 828 Jones Street
San Francisco	610-660 Clipper Street
San Francisco	634,655 Powell Street
San Francisco	635 Ellis Street
San Francisco	642 Alvarado Street
San Francisco	65 Buena Vista Terrace
San Francisco	650 Ellis Street
San Francisco	665 Pine Street
San Francisco	686 Post Street
San Francisco	721, 816, 990 Geary Street
San Francisco	726, 969, 1240 Bush Street
San Francisco	735 O'Farrell Street
San Francisco	735 Taylor Street
San Francisco	737, 795, 825-835 Pine Street
San Francisco	747 Ellis Street
San Francisco	781 O'Farrell Street
San Francisco	784-786 Geary Street
San Francisco	800 Lyon Street
San Francisco	916 Pacific Avenue
San Francisco	925 Pierce Street
San Francisco	977 Pine Street
San Francisco	99 Lupine Avenue
San José	1500 Cottle Road
San José	2585, 2595 Junction Avenue
San José	2610, 2630, 3025 Orchard Parkway
San José	2660, 2680, 2700, 2720, 2740 Zanker Road
San José	2904 Orchard
San José	355 Kiely blvd
San José	5325, 5345, 5500-5550, 5750, 5830-5870 Hellyer Avenue
San José	55 West Trimble Road
San José	5705-5725 Silver Creek
San José	5710 Fontanoso Way
San José	845-855, Embedded
San José	881 Winchester blvd S
San José	935 Willowleaf Drive
Santa Clara	2001 Walsh
Santa Clara	2220, 2300, 2330 Central Expressway
Santa Clara	2251 Lawson Lane
Santa Clara	3301 Olcott
Santa Rosa	4656 Quigg Drive
Seattle	1st Avenue West and Thomas
Seattle	1100 Second Avenue
Seattle	1220 Second Ave N
Seattle	1420 5th Avenue
Seattle	19216, 19224, 19240, 19320 Des Moines Memorial Drive
Seattle	301 Queen Anne Ave N.
Seattle	411 University Street
Seattle	907-1037 Thomas Ave SW
Seattle	935 Willowleaf Drive
Seattle	999, 1111 Third Avenue
Silver Spring	8710 Cameron Street
Stevenson Ranch	25399 The Old Road
Sunnyvale	1180 Lochinvar Avenue
Tampa	10040, 9700, 9900, 9965 18th Street N
Tampa	1790 Commerce Ave N
Tampa	2003, 2005, 2007 Gandy Blvd N
Tampa	2801-2891 Gateway Center Pkwy
Tampa	9300 28th Street N
Tempe	3255 Dorsey Lane S
Valencia	24640 Town Center Drive
Wakefield	14 Audubon Road
Washington	1011 4th Street NW
Washington	5210 3rd Street NE
Washington	801 New Jersey Avenue SE
France	
Toulouse	Terrain - Inter. rue Des Chênes et Route D82
Indonesie	
Jakarta	Jalan Raya Bekasi KM.27, Pondok Ungu, Bekasi Barat, Medan Satria, Kota Bks, Jawa Barat 17132
Mexique	
Mexico	Avenida Rio San Joaquin 498, Polanco
Mexico	Carretera Mexico – Toluca No.5670,5676,5662 and S/N, Colonia Memetla and Loxaco, Delegacion Cuajimalpa
Royaume-Uni	
Liverpool	L175, Hurricane Drive, Speke
Londres	1 Stonecutter Street
Londres	3 Minster Court
Londres	21 Lombard Street
Londres	1-11 Pond Palace
Londres	11-13 Young Street
Londres	13 Park Walk
Londres	117-167 Fulham Road
Londres	143 Park Road
Londres	20 Hamlet Gardens
Londres	21-22 Prince of Wales Terrace
Londres	3 Abbey Orchard Street
Londres	39-41 Nottingham Place
Londres	39 Hill Street
Londres	39 Westferry Circus
Londres	4 Eccleston Street
Londres	4b Merchant Square, Paddington
Londres	57 Farrington Street
Londres	62 Green Street, Mayfair
Londres	65 Duke Street, Mayfair
Londres	79-81, 85 Lexham Gardens
Londres	86-92 Kensington Gardens Square
Manchester	PS280, Unit 1 Port Salford Way, Eccles
Manchester	PS50, Liverpool Road, Eccles
Sheffield	Terrain - Shepcote Lane

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
Singapour					
Singapour	71 Tuas South Avenue				
Singapour	8 Jurong Pier Road				
Singapour	Tuas South Link 1				

12

RELEVÉ DES BIENS IMMOBILIERS DÉTENUS À DES FINS DE REVENTE
au 31 décembre 2017

Lieu	Adresse
Canada	
Richmond Center	6060 Minoru Road, Richmond
Fairview Mall	1800 Sheppard Avenue East, Toronto
États-Unis	
330 Hudson	330 Hudson, New York

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.
De plus, les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.

Ce document, de même que le Rapport annuel 2017, sont accessibles sur notre site : www.cdpq.com.

Renseignements : 514 842-3261
info@cdpq.com

This publication, as well as the 2017 Annual Report, are available in English on our website at www.cdpq.com.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2018

BUREAU D'AFFAIRES

1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : +1 514 842-3261
Sans frais : +1 866 330-3936
Télécopieur : +1 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

65, rue Sainte-Anne, 14e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : +1 418 684-2334
Télécopieur : +1 418 684-2335

www.cdpq.com